

Fünf Jahre "Wir schaffen das"

01. September 2020



Vor fünf Jahren, am 31. August 2015, hat Bundeskanzlerin Angela Merkel in einer Pressekonferenz unter anderem einen Satz gesagt, der zunächst kaum Beachtung fand: "Wir schaffen das." Heute zählen diese Worte zu den zentralen Aussagen in der Flüchtlingskrise. Kommentatoren fragen, ob sich ihre Prophezeiung bewahrheitet hat.

NEUE ZÜRCHER ZEITUNG (CH) / 28. August 2020

Das Versagen der Kanzlerin

Die Bundesregierung war damals mit der Lage überfordert, meint die Neue Zürcher Zeitung:

„Im Herbst 2015 wurden die Grenzen der Belastbarkeit überschritten. ... Selbst tolerante und offene Gesellschaften wie die deutsche haben eine limitierte Aufnahmebereitschaft. Wird diese überstrapaziert, führt dies unweigerlich zu Gegenreaktionen. Der zentrale Vorwurf, den man der Kanzlerin und ihrem Kabinett machen muss, lautet, dass sie diese Wirkungszusammenhänge ignorierten. ... Die Bundesregierung war zeitweise nicht mehr Herrin der Lage. Sie war ausserstande, steuernd einzugreifen und einen Kompromiss zwischen humanitärer Grosszügigkeit und nationalem Interesse zu finden. Man muss das nicht Staatsversagen nennen, ein Versagen bleibt es allemal.“

DE VOLKSKRANT (NL) / 01. September 2020

Die Kehrseite des historischen Satzes

Die Krise ist längst nicht gelöst, erinnert De Volkskrant:

„Auch fünf Jahre nach 'Wir schaffen das' sperrt die EU noch immer eine große Zahl an Flüchtlingen in griechischen Flüchtlingslagern weg. Diese Orte sind der Schandfleck des reichsten und am weitesten entwickelten Kontinents der Welt, wo Leute gerne kopfschüttelnd über die mexikanische Mauer und die Käfige von Donald Trump reden, aber lieber nicht über Moria nachdenken. Die griechischen Auffanglager sollten eigentlich Durchgangslager sein, aber für viele wurden sie zur traurigen Endstation. ... Boote ins Meer zurückstoßen und Menschen ohne Rechtsgrundlage in die Türkei zurückschicken: Das ist nicht erlaubt, aber dennoch geschieht es. Es gibt noch viel zu 'schaffen'.“

RESPEKT (CZ) / 31. August 2020

Integration läuft, Fluchtgründe bleiben

Respekt zieht eine durchwachsene Bilanz der Merkelschen Flüchtlingspolitik:

„Die Integration vor Ort läuft - und gleichzeitig ist jedem Beobachter klar, dass dieser Prozess mindestens zwei Generationen dauern wird. Doch Merkels Satz 'Wir schaffen das' beinhaltet auch das Versprechen eines wirklich gemeinsamen europäischen Asylsystems. Weil der Exodus bedürftiger Menschen nicht die Wurzeln der Probleme in Afrika und im Nahen Osten löst und auch die Fähigkeit Deutschlands, Flüchtlinge aufzunehmen, begrenzt ist. Darüber hinaus müssen Politiker auch Bürger berücksichtigen, die befürchten, dass die Ankunft so vieler Menschen aus anderen Kulturen ihre Heimat bis zur Unkenntlichkeit verändern wird.“

DER STANDARD (AT) / 27. August 2020

Thema Einwanderung wird zu negativ gesehen

Die Politik sollte endlich die positiven Seiten von Einwanderung in den Vordergrund stellen, fordert Der Standard:

„Momentan geht den Menschen die Angst vor einer Infektion mit dem Coronavirus zwar näher als jene vor Menschen mit fremdländischen Wurzeln. Aber ohne großes Risiko kann man prognostizieren: Das 'Ausländer-Thema' wird wieder kommen - und es wird dabei höchstwahrscheinlich wieder unappetitlich. Denn gelernt haben wir aus der damaligen Krise wenig. Am allerwenigsten die Politik. ... Die politische Fixierung auf das Thema Ausländer war bisher hauptsächlich negativ. Dass Zuzug auch Chancen birgt, sehen viele bis heute nicht.“

Angela Merkel assume avoir agi « avec humanité » en ouvrant les frontières allemandes en 2015

Il y a cinq ans, la politique de la chancelière avait conduit à l'arrivée en Allemagne d'environ 1 million de demandeurs d'asile venus du Moyen-Orient en guerre par la route des Balkans.

Par [Thomas Wieder](#) Publié le 29 août 2020 à 09h10 - Mis à jour le 30 août 2020 à 16h52



La chancelière allemande Angela Merkel, lors de sa conférence de presse de rentrée, le 28 août à Berlin. MICHAEL KAPPELER / POOL / AFP

Si c'était à refaire, elle recommencerait. Interrogée sur son choix alors controversé de ne pas fermer les frontières de l'Allemagne lors de la crise des réfugiés de l'été 2015, Angela Merkel a répondu, vendredi 28 août, qu'elle assumait totalement sa position, qui conduisit à l'arrivée en Allemagne d'environ 1 million de demandeurs d'asile venus du Moyen-Orient en guerre par la route des Balkans. « *Je prendrais les mêmes décisions essentielles* », a déclaré la chancelière allemande lors de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée. « *Quand tant de gens se massent aux frontières (...), il faut les traiter avec humanité* », a-t-elle ajouté.

Cinq ans presque jour pour jour après avoir lancé, dans la même salle, son fameux « *Wir schaffen das* » (« Nous y arriverons »), formule par laquelle elle entendait marquer sa confiance dans la capacité de l'Allemagne à faire face au défi migratoire, M^{me} Merkel estime aujourd'hui qu'elle avait raison d'être alors optimiste. « *Nous avons fait énormément de choses. (...) Quand on voit que des jeunes gens arrivés à l'époque ont aujourd'hui leur bac et entreprennent des études, c'est un signe de réussite incontestable* », s'est-elle félicitée.

En réalité, le bilan est plus ou moins positif selon les indicateurs que l'on choisit de mettre en avant. En matière d'emploi, les chiffres d'aujourd'hui sont plutôt meilleurs que ceux sur lesquels tablaient les experts il y a quelques années. Selon une récente étude du très sérieux Institut de recherche économique DIW, qui a interrogé environ 8 000 réfugiés arrivés en Allemagne entre 2013 et 2016, 43 % ont trouvé un travail ou suivent une formation. Quant au nombre de ceux exerçant une activité leur donnant droit à une couverture sociale, il est passé de 84 500 à 362 600 de septembre 2015 à décembre 2019.

« Conditions de vie précaires »

« *Dans l'ensemble, les réfugiés arrivés ces dernières années en Allemagne se sont mieux intégrés au marché du travail que ceux des années 1990* » venus principalement d'ex-Yougoslavie, explique Victoria Rietig, spécialiste des questions migratoires à la DGAP, un cercle de réflexion berlinois spécialisé dans l'étude des relations internationales. La crise due au coronavirus pourrait toutefois casser cette dynamique. « *La montée*

du chômage va rendre plus difficile l'accès à l'emploi de ceux qui sont arrivés comme migrants », a reconnu M^{me} Merkel, vendredi, face à la presse.

Ces chiffres globaux cachent néanmoins de fortes inégalités. Entre les sexes, d'abord : alors que 57 % des hommes ont trouvé un travail ou une formation, ce n'est le cas que de 29 % des femmes. Selon les nationalités, ensuite : entre les Syriens, dont 26 % ont fait des études secondaires, et les Afghans, qui ne sont que 8 % dans ce cas, selon les chiffres du DIW, les chances de s'intégrer en Allemagne ne sont pas du tout les mêmes.

Le plus grand facteur d'inégalité est cependant lié au statut légal des individus, entre ceux qui ont le droit de séjour et ceux qui ne disposent que d'une « tolérance » (*Duldung*), autrement dit ceux dont la demande d'asile a été rejetée mais qui ne peuvent pas être expulsés, soit parce qu'ils sont malades, soit parce que leur pays d'origine refuse de les accueillir, soit parce qu'ils suivent une formation en Allemagne. Leur nombre est aujourd'hui estimé à 200 000, soit deux fois plus qu'en 2013. « C'est là qu'est le gros problème. Il s'agit d'une population de deuxième classe dont les conditions de vie souvent très précaires reflètent l'absence de stratégie claire de la part des dirigeants allemands qui, d'un côté, ne poussent pas à leur expulsion mais, de l'autre, ne veulent pas prendre le risque de les régulariser », explique Victoria Rietig.

Il est peu probable que la situation évolue fondamentalement dans un avenir proche. Si M^{me} Merkel peut aujourd'hui se permettre d'assumer avec d'autant plus d'assurance sa politique d'accueil de 2015 qu'elle quittera le pouvoir fin 2021, son parti a pu mesurer à quel point ses choix faits à l'époque lui ont coûté cher, avec notamment pour conséquence l'élection d'une centaine de députés du parti d'extrême droite AfD aux élections législatives de 2017, ce qui n'était jamais arrivé depuis la seconde guerre mondiale.

Fermeté assumée

Au sein de la droite conservatrice (CDU-CSU), les plaies ouvertes il y a cinq ans pendant la crise des réfugiés sont d'ailleurs très loin d'être refermées, comme l'ont rappelé les récentes déclarations du ministre de l'intérieur de l'époque, [Thomas de Maizière \(CDU\)](#), qui, le 12 août sur la chaîne ARD, a reconnu que l'Allemagne avait pendant un temps « perdu le contrôle » de la situation face à l'afflux de migrants en 2015. Soit l'argument que ne cesse de marteler l'AFD depuis lors.

Même si l'épidémie de Covid-19 a relégué au second plan les sujets migratoires dans le débat public, le gouvernement allemand sait que le sujet reste potentiellement explosif. A un an des prochaines législatives, sa stratégie est très claire : ne rien faire, cette fois, qui puisse l'exposer aux accusations de laxisme de l'extrême droite. C'est ainsi qu'il faut comprendre le refus opposé fin juillet par le ministre de l'intérieur, Horst Seehofer (CSU), à la proposition du Land de Berlin – dirigé par la gauche – d'accueillir 300 migrants actuellement bloqués en Grèce dans des conditions sanitaires déplorables. Vendredi, M^{me} Merkel a d'ailleurs soutenu sans états d'âme cette décision, expliquant que « si l'Allemagne accueille aujourd'hui tous les réfugiés, on ne trouvera jamais de solution à l'échelle européenne ».

Ce choix d'une politique de fermeté assumée ne doit rien au hasard. Crédités aujourd'hui de près de 40 % des intentions de vote, soit environ 10 points de plus qu'avant l'épidémie de Covid-19, les conservateurs allemands savent en effet que les causes profondes qui ont permis à l'AFD de s'enraciner sur la scène politique nationale n'ont pas disparu, même si le parti d'extrême droite [plafonne aujourd'hui sous les 10 %](#). Une enquête réalisée en avril par l'institut YouGov dans treize Etats européens l'a rappelé. Lorsqu'on leur demande ce qui menace le plus la sécurité de leur pays, les Allemands citent en tête l'immigration (24 % contre 21 % ailleurs en Europe), assez nettement devant le... changement climatique.

Thomas Wieder(Berlin, correspondant)

Gender-Zwang an Hochschulen ist ein Eingriff in die Grundrechte

Stand: 15:56 Uhr | Lesedauer: 4 Minuten

Von Arnd Diringer

An einigen Hochschulen werden schriftliche Arbeiten nur angenommen, wenn sie in geschlechtergerechter Sprache verfasst sind. Das ist für die Autoren nicht nur zeitaufwändig, es leidet auch die Verständlichkeit. Die beste Lösung wäre Freiwilligkeit.

„Ich würde meine Zeit bei der Projektarbeit lieber für Inhalte nutzen, anstatt sie für das Gendern von ‚Experteninterview‘ oder ‚Meisterei‘ zu verschwenden. Danke Hochschule.“ Das schrieb ein Student aus Baden-Württemberg, Mitglied der Grünen Jugend, Ende August auf Twitter.

Und er ergänzte: „Wir werden dazu gezwungen. Wenn die Bachelorarbeit nicht gegendert ist, wird sie nicht akzeptiert. So ein Hokusfokus bei nem Bachelor of Engineering.“

Neben viel Zustimmung gab es dafür auch Kritik – vor allem aus der eigenen Partei. „Dir ist schon bewusst das (sic!) wir bei den Grünen und insbesondere in der Grünen Jugend eine fundamental andere Meinung dazu haben oder? Wie wäre es wenn du dich zu einem feministischen Webinar anmeldest“, schrieb ein anderer Twitterer, nach eigenen Angaben Teil des Landesvorstands der Grünen Jugend in Rheinland-Pfalz und Feminist.

Wenn praktische Erwägungen auf Ideologie stoßen

Praktische Erwägungen treffen auf Ideologie. Es ist tatsächlich mit einem immensen zeitlichen Aufwand verbunden, Texte zu gendern, also z. B. Worte wie Studenten durch Studierende oder Wortschöpfungen wie Student*Innen, Student_Innen oder Studentx zu ersetzen.

Aber das ist nicht die einzige Kritik an dieser künstlichen Sprache. Wer schon einmal einen „durchgegenderten“ Text gelesen hat, weiß, dass die Verständlichkeit massiv leidet.

Mit den Regeln der deutschen Grammatik und Rechtschreibung sind Gendersternchen und Co. nicht vereinbar. Darauf hat jüngst auch die Gesellschaft für Deutsche Sprache hingewiesen. Und nicht zuletzt steckt hinter der Forderung nach genderteter Sprache eben eine Ideologie.

Vor dem Hintergrund all dessen verwundert es nicht, dass Umfragen, wie etwa von Infratest Dimap im Auftrag der WELT AM SONNTAG vom Mai dieses Jahres, zeigen, dass die Mehrheit der Bevölkerung nichts vom „Gendern“ hält – Frauen ebenso wie Männer.

Für Studenten, die ihre Arbeiten „durchgendern“ müssen, ist damit indes nichts gewonnen. Von ihnen wird, wie der Linguist Professor Peter Eisenberg in Bezug auf die Nutzung des Gendersternchens im staatlichen Bereich ausgeführt hat, eine „Unterwerfungsgeste“ gefordert.

„Einfach so ein Zeichen zu erfinden und dann auch noch die Leute dazu zu zwingen, es zu verwenden“, so der Sprachwissenschaftler im Deutschlandfunk Kultur, „das geht in einer demokratischen Gesellschaft gar nicht.“ Und es ist umso problematischer, wenn ein Studium nur noch durch eine solche Unterwerfungsgeste absolviert werden kann.

„Klar ist“, so der bekannte Fachanwalt für Verwaltungsrecht, Fiete Kalscheuer, dass „solche Vorgaben nur aufgrund von Satzungen ergehen dürfen, für die die Hochschulen der Ermächtigung des parlamentarischen Gesetzgebers bedürfen“.

Ob der allerdings „überhaupt dazu berechtigt ist, derartige Sprachvorgaben zu machen oder zu ermöglichen“, ist, wie der Autor zahlreicher wissenschaftlicher Publikationen weiter ausführt, „im Hinblick auf die Grundrechte von Studenten und Professoren ebenso problematisch wie im Hinblick auf die weltanschauliche Neutralität des Staates“.

Tatsächlich wird durch solche Vorgaben massiv in Grundrechte eingegriffen – von der Berufsfreiheit bis zur Freiheit der Lehre. Eine Rechtfertigung dafür gibt es nicht.

Über die Hälfte der Frauen ist gegen Gendersprache

00:00

00:46

Die Mehrheit der Deutschen lehnt gendergerechte Sprache ab. Das ergibt eine Umfrage im Auftrag von WELT AM SONNTAG. Nur ein Drittel der Befragten spricht sich dafür aus.

Quelle: WELT

Die „Zwangsbeglückung seiner Bürger durch ideologische Vorgaben“ ist, wie Professor Säcker es in der Zeitschrift für Rechtspolitik einmal formuliert hat, jedenfalls nicht „Aufgabe des Staates“. Und sie gehört erst recht nicht zu den Aufgaben der Hochschulen – zumindest nicht in einer freiheitlichen Demokratie.

„Der Staat kann die Sprache“ aber auch unabhängig davon „nicht beliebig regeln“. Das hat das Bundesverfassungsgericht bereits 1998 ausgeführt, und darauf hat jüngst auch der Bundesgerichtshof

nochmals hingewiesen: „Begrenzende Wirkungen ergeben sich aus der Eigenart der Sprache für Art und Ausmaß einer Regelung“, so die obersten Zivilrichter.

Rechtlich spricht also viel gegen die Zulässigkeit eines „Gender-Zwangs“. Aber es gibt eine einfache Lösung – und zwar eine, mit der Befürworter der „Gender-Sprache“ ebenso gut leben können müssten wie deren Gegner: Man stellt den Studenten einfach frei, ob sie ihre Arbeiten nach den Regeln der deutschen Grammatik und Rechtschreibung verfassen oder sie „durchgendern“.

Wenn, wie von den Befürwortern behauptet, ein großes gesellschaftliches Bedürfnis nach gegenderter Sprache besteht, werden sehr viele Studenten diese verwenden. Handelt es sich bei den Verfechtern der Gender-Ideologie, wie ihre Gegner oftmals behaupten, nur um eine kleine radikale Minderheit, werden es sehr wenige sein.

Und auch wenn die Studentenschaft nicht repräsentativ für die Gesamtbevölkerung ist, wäre das Ergebnis durchaus interessant.

Angst vor Freiwilligkeit müssen nur diejenigen haben, die das Ergebnis fürchten. Aber genau deshalb wird wohl auf Zwang gesetzt.

Arnd Diringer ist Professor an der Hochschule Ludwigsburg. Er ist Autor zahlreicher Veröffentlichungen zum Verfassungs-, Zivil- und Arbeitsrecht.

Geflüchtete Frauen:

Und sie schaffen es doch

Geflüchtete Frauen haben es besonders schwer, in Deutschland eine Arbeit zu finden. Eine Geschichte von zwei Frauen, denen es gelungen ist – mit Kochen und Programmieren.

Von Sascha Lübbe

30. August 2020



In ihrer Heimat war Muntaha Darkali Arabisch-Lehrerin. Doch den Job kann sie hier in Deutschland nicht mehr machen. © Maria Sturm für ZEIT ONLINE

Wenn Muntaha Darkali über ihren ehemaligen Beruf spricht, klingt sie pragmatisch. "Ich liebe es, Arabisch zu unterrichten", sagt sie. "Wenn ich davon leben könnte, würde ich das machen." Sie sagt aber auch: "Es geht halt nicht." Und: "Man kann sich nicht immer aussuchen, wie es im Leben läuft."

Muntaha Darkali redet ruhig und mit Bedacht. 50 Jahre ist sie alt, die Hände hat sie meist vor der Brust verschränkt. In ihrer Heimat Syrien brachte sie Grundschulern Arabisch bei. Eine Zeit lang überlegte sie sogar, einen eigenen Kindergarten zu gründen, weil die in Syrien so schlecht gewesen seien, wie sie sagt. Dann kam der Krieg. Gemeinsam mit ihrem Mann floh sie im Jahr 2014 nach Deutschland. Seitdem hat sie nicht mehr in ihrem Beruf gearbeitet.

Auch Dana Rahman* musste neu überlegen, als sie nach Deutschland kam. In ihrer Heimat Syrien studierte die 26-Jährige Mathematik an der Universität Aleppo. Ein klassisches Fach für Frauen dort, sagt sie, etwa 80 Prozent ihrer Mitstudierenden seien weiblich gewesen, die meisten wollten danach als Lehrerin arbeiten. Die Berufsaussichten waren gut. Doch als eine Rakete in die benachbarte Fakultät der Architekten einschlug, blieb Rahman fortan zu Hause.

Im Jahr 2015 verließ die Familie das Land. Sie kamen als Kontingentflüchtlinge nach Brandenburg. Sie habe hier weiterstudieren wollen, sagt Rahman. Sie bewarb sich für Informatik, Technische Informatik und Architektur und wurde abgelehnt: Ihr Abschluss an einer syrischen Privatschule werde in Deutschland nicht anerkannt, hieß es in einer E-Mail. "In dem Moment", sagt Rahman, "habe ich erst mal geweint."

Die Frauen bleiben meist zu Hause

So unterschiedlich die Lebenswege dieser zwei Frauen sind, beide mussten vor dem Krieg in Syrien nach Deutschland fliehen. Und beide können hier ihre bisherige Karriere nicht mehr weiter verfolgen. Ein Grund nicht mehr zu arbeiten ist das für sie beide nicht.

Geflüchtete Frauen haben es nicht leicht, in Deutschland einen Job zu finden. Ende 2019 waren laut Arbeitsagentur nur 14 Prozent aller sozialversicherungspflichtig Beschäftigten aus den Ländern, aus denen viele Asylbewerberinnen kommen, Frauen. Viele geflüchtete Frauen arbeiten auch Jahre nach ihrer Flucht nach Deutschland nicht. Was nicht an fehlender Motivation zu liegen scheint: In einer Umfrage des Instituts für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB), des Bundesamts für Migration und Flüchtlinge (Bamf) und des Sozio-oekonomischen Panels (SOEP) gaben 88 Prozent der derzeit nicht arbeitenden geflüchteten Frauen an, in Zukunft eine Beschäftigung aufnehmen zu wollen.

"Geflüchtete Frauen haben in der Regel weniger Arbeitserfahrung als die Männer", sagt Tanja Fendel, wissenschaftliche Mitarbeiterin am IAB. So hätten 77 Prozent der befragten Männer in der Heimat gearbeitet, aber nur 39 Prozent der Frauen. Einige geflüchtete Frauen fühlten sich zudem zu alt, um in Deutschland eine neue Ausbildung zu beginnen. "Sie haben damit weniger Kontakte zu Deutschen und damit auch weniger Möglichkeiten, Deutsch zu sprechen – Faktoren, die für die Arbeitssuche essenziell sind." Und dann sei da noch die Familie. "Die befragten Frauen bleiben meist zu Hause und kümmern sich um die Kinder", sagt Fendel.

Unglücklich als Hausfrau

Für die ehemalige Lehrerin Muntaha Darkali kam das nicht infrage. "Meine Mutter war Hausfrau und damit nicht glücklich", sagt Darkali. "Deswegen wollte sie, dass ihre Kinder es einmal besser haben als sie. Sie hat viel Wert auf unsere Bildung gelegt." Darkali hat sieben Geschwister: Ein Bruder studierte Wirtschaft und arbeitet als Eisenhändler, ein anderer als Kfz-Mechaniker, eine Schwester ist Leiterin einer Schule. Vier weitere Schwestern sind trotzdem Hausfrauen geworden. Ein Teil der Familie lebt noch in Syrien, andere Mitglieder in der Türkei und in Dubai.

Um ihrer Familie nicht auf der Tasche zu liegen, ging Muntaha Darkali nach der neunten Klasse von der Schule ab und begann, als Friseurin zu arbeiten. Es war ihre Mutter, die sie immer wieder ermahnte, das Abitur zu machen. Nur deswegen ist sie dann doch Lehrerin geworden.

"Warum eröffnest du nicht ein Restaurant?"

Ihre Entscheidung, diesen Beruf zu ergreifen, habe sich damals ausgezahlt, sagt Darkali, sie habe schnell einen Arbeitsplatz gefunden. Das einzige Manko sei die schlechte Bezahlung gewesen. Deshalb habe sie neben ihrer Arbeit an der Grundschule auch noch privat Schüler unterrichtet, in Arabisch und Mathematik. 17 Jahre lang arbeitete sie als Lehrerin. Seit sie in Deutschland lebt, unterrichtet sie nicht mehr. Sie habe es sich nicht zugetraut, sagt sie, ihr Deutsch sei noch nicht gut genug. Und dann seien da die fehlenden Zeugnisse, etwa die Dokumente aus ihrer Schule in Aleppo.

Klar war: Lehrerin sein würde sie hier nicht mehr. Klar war aber auch: Arbeiten wollte sie trotzdem. Im Jahr nach ihrer Flucht kam sie auf die entscheidende Idee. Damals bewirtete sie an einem Abend eine Freundin wie in der Heimat, sie tischte groß auf. "Ausgezeichnet", sagte die Freundin nach dem dritten Gericht. "Warum eröffnest du nicht ein Restaurant?" Als die Freundin gegangen war, googelte Darkali syrische Restaurants und fand viele Falafel- und Schawarma-Läden. "Die Deutschen lieben arabisches Essen", sagt sie heute. "Aber arabisches Essen ist doch weit mehr als das."

Seit dem Jahr 2019 betreibt sie nun einen kleinen Catering-Service. Ihre Spezialität: traditionelle Gerichte aus Aleppo. Darunter Kibbeh-Klöße mit Hackfleisch und Lahm Bi Ajin, arabische Pizza mit Lamm. Ein Geschäftsmodell, das erst mal gut anliefe. Hatte Darkali zu Beginn durchschnittlich zwei Aufträge pro Monat, kamen zwischenzeitlich bis zu fünf pro Woche rein. Viel lief dabei über persönliche Empfehlungen, die meisten Kundinnen und Kunden waren Deutsche. In der Corona-Krise brach die Anfrage dann allerdings weg. Inzwischen gebe es aber wieder erste Aufträge, sagt Darkali, die meisten allerdings unter Vorbehalt: Einige Kunden hätten angekündigt, sie zu stornieren, falls es neue Einschränkungen wegen Corona geben sollte.

Von der Idee zur Unternehmerin

Unterstützt wird Darkali von ISI, der Initiative Selbstständiger Immigrantinnen. Ein Berliner Verein, der Migrantinnen beim Weg in die Selbstständigkeit hilft. In verschiedenen Kursen lernen die Frauen dabei alles Wesentliche über Businessplan, Steuererklärung und Onlinemarketing ihres Unternehmens. "Viele unserer Teilnehmerinnen machen sich in der Gastronomie selbstständig", sagt Selma Yilmaz Schwenker, Projektleiterin von ISI. Es seien aber auch Übersetzerinnen und Grafikdesignerinnen dabei. Zwischen sechs und zwölf Monaten dauere die Gründung im Schnitt. "Viele Frauen entscheiden sich dazu, weil sie auf dem freien Arbeitsmarkt keine Chance für sich sehen", sagt Yilmaz Schwenker.

Doch es sind eher wenige Geflüchtete, die sich selbstständig machen. Laut einer Umfrage des IAB gaben nur 3,6 Prozent der erwerbstätigen geflüchteten Frauen an, selbstständig zu arbeiten. Bei den Männern sind es sogar noch weniger. In ihrem syrischen Freundes- und Bekanntenkreis in Deutschland sei sie als Unternehmerin die Ausnahme, erzählt Darkali. Die meisten Frauen machten zurzeit einen Sprachkurs, andere blieben zu Hause, weil der Mann arbeite. Darkali findet das falsch. "Alle Frauen sollten arbeiten", sagt sie. "Man weiß ja nie, was kommt."

Vorurteile, wenn Frauen Kopftuch tragen

Auch Dana Rahman, die junge Frau, die in Deutschland Informatik studieren will, aber erst mal nicht durfte, sieht das so. Viele Frauen entschieden sich für die traditionelle Rolle als Hausfrau und Mutter, sagt sie. "Sie setzen eher auf Kinder als auf Selbstverwirklichung." Außerdem seien viele deutsche Unternehmen noch nicht so weit, Frauen aus anderen Kulturen einzustellen – "besonders wenn sie ein Kopftuch tragen".

Um in Deutschland einen Studienplatz zu bekommen, holte sie ihr Abitur an der Technischen Universität Berlin nach, zusammen mit Schülerinnen und Schülern, die sieben bis acht Jahre jünger sind als sie. Außerdem belegte sie Kurse im Programmieren und in Web- und in Grafikdesign an der ReDI School of Digital Integration. Die Schule ist ein Projekt der dänischen Unternehmerin Anne Kjør Bathel, gegründet im Jahr 2016. Mehr als 880 Schülerinnen und Schüler sind an vier Standorten derzeit eingeschrieben, in Berlin, München, Duisburg und Kopenhagen. Die Lehrerinnen und Lehrer arbeiten ehrenamtlich und kostenfrei für die Schüler, einige Kurse richten sich nur an Frauen.

Die IT-Branche bemüht sich seit Jahren um qualifizierte Zuwanderinnen

Die IT ist für Migrantinnen und Geflüchtete aus mehreren Gründen interessant: "Die Branche ist generell sehr international aufgestellt", sagt Juliane Werlitz von der gemeinnützigen Organisation Phineo. "Sprachbarrieren zählen da nicht so stark, wichtiger sind Vorbildung und Arbeitserfahrung." Formale Abschlüsse, Zeugnisse oder Zertifikate hätten für die IT-Berufspraxis oft eine geringere Bedeutung als in anderen Branchen. Und nicht zuletzt: Rund 124.000 offene Stellen meldete der Branchenverband Bitkom im November vergangenen Jahres. Die Corona-Krise habe die Digitalbranche zwar mit voller Wucht getroffen, heißt es beim Verband, letztlich waren die Auswirkungen aber geringer als in der Gesamtwirtschaft. Die Branche bemüht sich schon seit Jahren um qualifizierte Zuwanderer und Zuwanderinnen, um die vielen offenen Stellen zu besetzen.

In den Kursen der ReDI School seien laut der Gründerin Hausfrauen dabei, die nie richtig lesen und schreiben gelernt haben und jetzt in Grundkursen den Umgang mit Word und Excel lernen. Aber auch Akademikerinnen, die sich in den Fortgeschrittenen-Kursen ein neues berufliches Standbein schaffen wollen, Frauen wie Rahman.

Sie liebt es, zu programmieren

Sie schätze vor allem die lockere Atmosphäre, das Treffen von Menschen mit verschiedenen Nationalitäten und Sprachen an der Schule, sagt sie. Die ehrenamtlichen Lehrer kommen unter anderem aus Japan, Israel und Italien, die Studierenden aus Syrien, Afghanistan, aber auch aus Taiwan und Kanada.

Das Programmieren falle ihr leicht. Sie habe es schon in der Schule und an der Universität geliebt und dabei immer gute Noten gehabt. "Es ist wie eine Geheimsprache", sagt Rahman. "Es gibt nicht viele Menschen, die sie verstehen. Die meisten sehen nur das Endergebnis, etwa die App, nicht die Arbeit, die dahintersteckt. Das gefällt mir." Auch Grafikdesign interessiere sie. Das Zusammenstellen von Formen und Farben, etwa von Hintergrundgrafiken.

Ihre Familie unterstützte ihre Entscheidung, solche Kurse zu belegen, sagt sie. Ihr ältester Bruder studiere Informatik, der jüngere und die Schwester gingen noch zur Schule. Die meisten ihrer syrischen Freunde in Deutschland studierten – Informatik, Biologie, Ingenieurwesen. Auch sie fänden es gut, dass sie zu der Schule gehe, sagt Rahman, IT sei schließlich eine Branche mit Zukunft.

Asylantrag: bewilligt

Die Kurse an der ReDI School hat Rahman mittlerweile abgeschlossen, ist aber immer noch oft dort. Jetzt nicht mehr als Schülerin, sondern als Lehrerin. Sie unterrichtet Kinder in den Grundlagen der Informatik. Und einen Studienplatz hat sie auch bekommen: für Wirtschaftsinformatik in Mönchengladbach. Drei Jahre lang will sie nun dort studieren.

Auch Muntaha Darkali, die Gründerin des Catering-Services, hat Pläne für die kommende Zeit, sofern Corona sie lässt. Eine große Küche will sie anmieten, in der sie kochen und Kurse anbieten kann. Einen Imbiss soll es geben und einen YouTube-Kanal.

Darkalis Asylantrag wurde anerkannt, der ihres Mannes auch. Er hat in der Heimat als Architekt gearbeitet, hier macht er einen Deutschkurs. "Manchmal, wenn wir an Baustellen vorbeilaufen, bleibt er sehnsüchtig stehen", sagt Darkali. Auch er würde gern wieder in seinem Beruf arbeiten, aber sein Deutsch reiche nicht dafür, mit seinen 63 Jahren fühle er sich zudem zu alt. Darkali, so scheint es, ist die treibende Kraft in der Familie.

Darkali bringt heute auch wieder Kindern und Jugendlichen Arabisch bei, ehrenamtlich. Sie hat, so scheint es, ihren Frieden damit gemacht.

** Der Name der Protagonistin wurde auf ihren Wunsch geändert. Der richtige Name ist der Redaktion bekannt.*

https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/prozessbeginn-nach-charlie-hebdo-anschlag-16933368.html?printPageArticle=true#pageIndex_4

PROZESSBEGINN NACH DEM TERROR:

Der Slogan „Ich bin Charlie“ hat die Nation vermutlich nie geeint

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 02.09.2020-06:21



Mehr als fünf Jahre nach den Anschlägen von Paris beginnt der Prozess gegen die mutmaßlichen Hintermänner. Die Satirezeitschrift „Charlie Hebdo“ zeigt sich selbstbewusst – und druckt die umstrittenen Karikaturen noch einmal.

Es war kalt am 7. Januar 2015 in Paris. Mit ruhiger Stimme erzählt Sigolène Vinson, dass sie auf dem Weg in die Redaktion von „Charlie Hebdo“ noch schnell in einer Bäckerei einen Marmorkuchen kaufte, „denn Luz hatte Geburtstag“. Vor Beginn der Redaktionskonferenz diskutierten sie über das neue Buch Michel Houellebecqs, „Unterwerfung“, stritten ein wenig darüber, als sie plötzlich aufgeschreckt wurden durch laute Knallgeräusche, die wie Schüsse klangen.

„Es ging ganz schnell“, erinnert sich die zierliche dunkelhaarige Frau, eine frühere Rechtsanwältin, die als juristische Korrespondentin für die Satirezeitung arbeitete. Sie hat alles miterlebt, die Allahu-akbar-Rufe, die Schussalven der beiden Männer in Schwarz und dann „eine Stille, wie ich sie nie gekannt hatte. Die meisten waren tot und diejenigen, die es nicht waren, stellten sich tot.“ Said Kouachi, der ältere der Terrorbrüder, hatte ihr in die Augen geblickt: „Wir töten keine Frauen. (...) Lies den Koran!“. Kurz darauf war es die zitternde Stimme Vinsons, die in der Pariser Notrufzentrale erklang: „Hier Charlie, kommen Sie schnell, alle sind tot!“

Die Bilder des schrecklichen Tages, an dem zehn ihrer Kollegen und Freunde vor ihren Augen ermordet wurden, hat die heute 46 Jahre alte Frau seither loszuwerden versucht. Sie hat Paris verlassen, ist in den Süden ans Meer gezogen, weit weg von den Geräuschen und Gerüchen der Hauptstadt, die sie an das Blutbad erinnern. Doch jetzt ist sie nach Paris zurückgekommen, eine von annähernd 200 Nebenklägern, die sich von diesem Mittwoch an beim Prozess im neuen gläsernen Gerichtspalast an der Porte de Clichy einfinden. Der Zeichner Luz, der an seinem Geburtstag verschlafen hatte und deshalb unverseht blieb, wird im Gerichtssaal ebenso erscheinen wie Philippe Lancon, der schwer verletzt überlebte und mit seinem Buch „Der Fetzen“ ein bewegendes Zeugnis des Grauens und des Durchhaltens vorlegte.

Verhandelt wird gegen Gelegenheitsbekannte der Täter

Bis zum 10. November sollen die Verantwortlichkeiten geklärt werden, die zu der Anschlagsserie vom 7. bis zum 9. Januar 2015 führten, die weiterhin wie ein Schatten über der französischen Gesellschaft liegt. 17 Menschen sind an den drei Tagen brutal ermordet worden, weitaus mehr erlitten Verletzungen und seelische Schäden. Die Gerichtsverhandlung soll auch der Selbstvergewisserung dienen, dass der Rechtsstaat der

Herausforderung durch den islamistischen Glaubenskrieg gewachsen ist. Auch deshalb haben die Richter erlaubt, dass im Gerichtssaal Kameras stehen und alles für die Nachwelt aufgezeichnet wird.

Im Zuge des mörderischen Wahns der radikalisierten Brüder Said und Cherif Kouachi, die „Charlie Hebdo“ für die Veröffentlichung der Karikaturen des Propheten „bestrafen“ wollten, starben auch ein Wachmann sowie ein Polizist. Am nächsten Tag folgte der Anschlag auf eine Verkehrspolizistin in Montrouge und am 9. Januar 2015 die Geiselnahme im jüdischen Supermarkt Hyper Cacher, bei der vier Männer jüdischen Glaubens starben. Der Terrorist, Amédy Coulibaly, wurde bei der Befreiungsaktion der Spezialkräfte getötet. Auch die Kouachi-Brüder, die sich in einer Druckerei im nordöstlich von Paris gelegenen Dammartin-en-Goele verbarrikadiert hatten, starben bei der Stürmung des Industriegeländes durch die Polizei im Kugelhagel.

Angeklagt sind 14 Verdächtige, die wohl größtenteils Hintermänner waren, Kriminelle aus der Banlieue, Gelegenheitsbekannte der Täter. Ihre Verantwortung bei der Radikalisierung, Bewaffnung und Ausrüstung der Terroristen gilt es zu beweisen. Gegen die mutmaßlichen drei „Köpfe“ der Terroranschläge wird in Abwesenheit verhandelt. Einer der Hauptverdächtigen ist Mohamed Belhoucine, der sich wegen Beihilfe zu einer terroristischen Straftat verantworten muss. Nach ihm und seinem jüngeren Bruder Mehdi Belhoucine wird weiter gefahndet, ebenso wie nach der Lebensgefährtin Coulibalys, auch wenn es Gerüchte gibt, sie seien im syrisch-irakischen Gebiet der Terrororganisation „Islamischer Staat“ bei Bombenangriffen umgekommen. Gesicherte Angaben gibt es nicht. Mehdi begleitete im Januar 2015 die Lebensgefährtin Coulibalys, Hayat Boumedienne, bei der Flucht nach Syrien.

Bekannter aus der Haftanstalt

Der 33 Jahre alte Mohamed Belhoucine war einmal die ganze Hoffnung seiner aus Algerien eingewanderten Eltern, die in Frankreich auf ein besseres Leben hofften. Ihr Traum ging in Erfüllung, sie fanden sichere Anstellungen in der Kommunalverwaltung der Vorstadt Bondy. Ihre beiden Söhne zogen sie im Vertrauen auf soziale Aufstiegschancen auf und spornten sie zu schulischen Bestleistungen an. Mohamed, der Ältere, war ein besonders guter Schüler und legte ein hervorragendes Abiturzeugnis im mathematisch-naturwissenschaftlichen Zweig ab. Er wurde an einer renommierten Ingenieursschule in Albi angenommen, wo er sich auf Informatik spezialisieren wollte.

Seine Eltern bekamen zunächst nicht mit, dass ihr Sohn nach einem Jahr die Ingenieurausbildung abbrach. Mohamed Belhoucine hatte sich im Internet radikalisiert, er verschrieb sich dem „Cyber-Dschihad“ und plante selbst, im „Heiligen Krieg“ zu kämpfen. 2010 wurde er festgenommen, weil er unter anderem islamistische Propagandavideos verbreitete und Kandidaten für den Dschihad anwarb.

In der Untersuchungshaft lernte er Coulibaly kennen, einen Wiederholungstäter aus der Vorstadt Grigny, der damals noch Alkohol und Rauschgift konsumierte und mit dem Islam nichts am Hut hatte. Coulibaly war unter den Häftlingen bekannt, hatte er doch die Zustände in der Haftanstalt Fleury-Merogis heimlich gefilmt, dem „größten Knast Europas“, ständig überfüllt mit mehr als 4000 Insassen. In einer Reportage zitiert die Zeitung „Le Monde“ Coulibaly im Jahr 2008: „Wir haben uns gedacht, wir müssen zeigen, wie es dort drinnen wirklich zugeht.“ Das Gefängnis sei die beste Schule für Kriminalität: „Bei einem einzigen kurzen Rundgang kann man Korse kennenlernen, Basken, Muslime, Räuber, kleine Drogenhändler, große Dealer, Mörder“. Coulibaly aber lernte Belhoucine kennen, einen überzeugten und wohl auch charismatischen Islamisten.

Die Freundschaft hielt auch nach ihrer Freilassung an. Die Ermittler glauben, dass Mohamed Belhoucine bei der Planung und Vorbereitung der Terroranschläge eine bedeutende Rolle spielte. Die Mutter sagte kürzlich in der Zeitung „Le Parisien“, die Radikalisierung ihrer beiden in der Schule erfolgreichen Söhne bleibe für sie rätselhaft. Sie hätten gute Berufschancen in Frankreich gehabt. „Ich habe nichts geahnt. Hätte ich gewusst, dass sie nach Syrien ziehen wollten, hätte ich sie sofort denunziert. Ich hätte sie lieber im Gefängnis gewusst“, sagte sie.

Mehr als 8000 islamistische Gefährder

Kurz vor dem Beginn des Prozesses hat Innenminister Gérald Darmanin alarmierende Zahlen veröffentlicht. Die Datei zur Erfassung islamistischer Gefährder ist auf mehr als 8000 Personen angewachsen. „Die terroristische Bedrohung bleibt sehr groß auf unserem Staatsgebiet“, mahnte der Innenminister.

Der Rechtsanwalt der Charlie-Hebdo-Redaktion, Richard Malka, zieht fünf Jahre nach den Anschlägen eine ernüchternde Bilanz. Um den Schutz der Meinungsfreiheit und der Laizität stehe es heute schlechter als 2015. Malka steht seit dem 6. Januar 2015 unter ständigem Polizeischutz. Er beklagt einen Gewöhnungseffekt: „Dass friedliche Pressezeichner oder Karikaturisten von der Polizei geschützt werden müssen, ist unfassbar, aber alle haben sich daran gewöhnt. Das war auch das gewünschte Ziel: Eine neue Normalität zu schaffen, in der Angst und Schweigen angesichts der möglichen Folgen von Respektlosigkeit (gegenüber dem Islam) vorherrschen“. Im Nachrichtenmagazin „Le Point“ warnte Malka davor, dass es die vermeintliche Rücksichtnahme auf die muslimische Minderheit sei, die zur Einschränkung der Meinungsfreiheit führe. Ein Teil der Linken wolle verbieten, dass der Islam verspottet werde, wie es beim Katholizismus selbstverständlich erlaubt ist. „Warum sollte es unverantwortlich sein, Gott zu kritisieren?“, fragte Malka, der vor Gericht die Interessen der Satirezeitung verteidigen wird.

Hinzu komme die verheerende Vorstellung, Terroristen würden sich für erfahrene Erniedrigungen in der Gesellschaft rächen. Malka nennt die auch in Deutschland gefeierte Autorin Virginie Despentes, die zehn Tage nach dem Anschlag auf [Charlie Hebdo](#) in dem Magazin „Inrocks“ über die Kouachi-Brüder schrieb, „ich bin mit den Jungs, die mit ihren Waffen kamen. (...) Die aufrecht sterben wollten, statt auf Knien zu leben. (...) Ich liebte ihre Verzweiflung.“ „Die Kouachi-Brüder und alle, die sie intellektuell gewappnet haben, haben gewonnen. Wer würde heute noch die Karikaturen veröffentlichen? In welchem Theaterstück, in welchem Film, in welchem Buch wagt man noch, den Islam zu kritisieren?“, fragt der Anwalt.

Intellektuelle Wegbereiter der Terroristen

Für die ehemalige Charlie-Hebdo-Journalistin Zineb El Rhazoui, die zu den Nebenklägern zählt, steht von Mittwoch an auch die „Feigheit“ der französischen Gesellschaft vor Gericht. Die 38 Jahre alte Franko-Marokkanerin, die sich am 7. Januar 2015 in Casablanca aufhielt, hofft darauf, dass auch die politische und ideologische Dimension der Anschläge erörtert wird. Sie sieht die französische Gesellschaft immer weiter abdriften. „Überall sind Anzeichen einer Islamisierung der Gesellschaft offenkundig. Aber das Leugnen ist sehr verbreitet“, sagte sie der Zeitung „Le Figaro“. Sie sei sehr wütend darüber, dass die intellektuellen Wegbereiter der Terroristen noch immer aktiv seien. Sie erinnere sich genau an diejenigen, die zur Isolierung der Charlie Hebdo-Redaktion beitrugen und ihr „Islamophobie“ vorhielten.

Dazu zähle die Abgeordnete Danièle Obono von der Linkspartei LFI, die nach dem Attentat schrieb: „Ich habe Charlie nicht beweint. Ich habe jedes Mal geweint, wenn Kameraden die rassistischen Karikaturen von Charlie Hebdo verteidigten.“ Die schwarze Politikerin, die kürzlich Solidaritätsadressen aus der CDU-Fraktionsspitze wegen einer missglückten Karikatur erhielt, die sie in Sklavenketten abbildete, verteidigt seit langem die aus ihrer Sicht erniedrigte und diskriminierte Banlieue-Jugend. Obono sah sich im Einklang mit den Schülern, die 2015 Schweigeminuten für die Terroropfer störten. Der Slogan „Ich bin Charlie“ hat die Nation vermutlich nie geeint.

Wie ein Aufbäumen wirkt deshalb die Entscheidung der Satirezeitung, die umstrittenen Karikaturen an diesem Mittwoch abermals zu drucken. „Wir werden niemals aufgeben“, schreibt der Redaktionsdirektor von Charlie Hebdo, Laurent Sourisseau – genannt „Riss“ – in der Ausgabe zum Prozessbeginn. „Der Hass, der uns getroffen hat, ist immer noch da. Seit 2015 hat er sich gewandelt und sein Antlitz verändert, damit er unbemerkt bleibt und seinen unbarmherzigen Kreuzzug fortsetzen kann“, schließt Riss.

SCHNELLER SCHLAU

Wo die Zuwanderung Deutschland verändert hat

Von MARTIN FRANKE, Grafiken: JENS GIESEL und JOHANNES THIELEN · 31. August 2020

Vor fünf Jahren sagte Bundeskanzlerin Merkel „Wir schaffen das“. Die Zuwanderung ist vor allem in den neuen Bundesländern sichtbar geworden. Ein Blick auf die Demografie Deutschlands verrät, warum.

Das Jahr 2015 wirkt nach. Die Flüchtlingsbewegung, die Europa in jenem Jahr unvorbereitet traf, hat Deutschland polarisiert wie selten eine Krise. Hunderttausende Menschen aus Syrien, Irak, Afghanistan, aber auch Albanien, Kosovo und Eritrea kamen ins Land, um politisches Asyl zu erhalten. „Deutschland ist ein starkes Land“, sagte die Bundeskanzlerin am 31. August 2015 in der Bundespressekonferenz. „Wir schaffen das.“ Die drei markanten Worte hallen noch heute nach.

Mittlerweile hat sich das Thema etwas beruhigt – wenn auch viele Probleme wie eine fehlende gemeinsame Asylpolitik der EU-Staaten weiterhin bestehen. Die Anzahl der Migranten ist deutlich zurückgegangen, das Thema in der Öffentlichkeit nicht mehr an vorderster Stelle. Tatsache ist aber auch, dass die Einwanderung der vergangenen Jahre Teile Deutschlands sichtbar verändert hat – vor allem den Osten des Landes.

Durch die neuen Zuwanderer hat dort manch ein Landkreis einen Anstieg seines Ausländeranteils von mehreren hundert Prozent verzeichnet. An der Spitze der prozentual stärksten Zuwanderung liegt der Kreis Sonneberg an der Südgrenze Thüringens, rund eineinhalb Stunden von Erfurt. Zwischen 2012 und 2019 hat sich der Anteil der Ausländer dort um 406 Prozent erhöht. Waren 2012 noch 605 Menschen bzw. 1,05 Prozent der knapp 58.000 Einwohner ohne deutschen Pass, gab es 2019 mehr als 3000 Ausländer. Ihr Anteil an der Bevölkerung im Kreis Sonneberg ist damit auf 5,3 Prozent gestiegen.

Stuttgart steht am anderen Ende dieser Liste. In der westdeutschen Großstadt lebten schon 2012 mehr als 133.000 Ausländer, von knapp 600.000 Einwohnern insgesamt. Prozentual verzeichnet Stuttgart deshalb den geringsten Anstieg beim Ausländeranteil, obwohl zwischen 2012 und 2019 fast 30.000 Menschen ohne deutschen Pass hinzukamen. Da ihr Anteil jedoch schon vor der Flüchtlingskrise hoch war, ist eine Veränderung der Umgebung für die Stuttgarter nicht so wahrnehmbar wie für die Menschen in ostdeutschen Landkreisen wie Sonneberg – dort gab es zuvor schlicht kaum Menschen ohne deutschen Pass.

Lediglich der ostbayerische Landkreis Schwandorf hat einen ähnlich hohen Zuwachs im Ausländeranteil wie die Orte im Osten der Republik. Zugleich ist der Ausländeranteil in Thüringen, Mecklenburg-Vorpommern und Co. auch deshalb gestiegen, weil gerade junge Deutsche weggezogen sind. Das zeigt sich unter anderem daran, dass das Durchschnittsalter in vielen ostdeutschen Landkreisen höher ist als in den westdeutschen.

Deutschland ist ein Einwanderungsland. 11,2 Millionen Menschen hierzulande sind Ausländer. Dazu zählen laut Statistischem Bundesamt alle Personen, die keinen deutschen Pass besitzen, also ebenso Staatenlose und Menschen mit ungeklärter Staatsangehörigkeit. Damit eine Gesellschaft ohne Migration gleich groß bleibt, müsste jede Frau im

Laufe ihres Lebens durchschnittlich 2,1 Kinder zur Welt bringen. Seit dem „Pillenknick“ zwischen Mitte der sechziger und Mitte der siebziger Jahre ist das in Ost- wie in Westdeutschland nicht mehr gegeben. Heute gibt es pro Frau durchschnittlich 1,57 Geburten. Ohne Zuwanderung wäre das Land deshalb seit 1970 am Schrumpfen.

Einwanderung nach Westdeutschland hat in verschiedenen Etappen stattgefunden: Vor allem in den sechziger Jahren, der Zeit der Anwerbung ausländischer Arbeitskräfte kamen Menschen unter anderen aus Italien, Griechenland, Spanien und der Türkei. Beim Anwerbestopp 1973 lebten knapp 4 Millionen Ausländer in der Bundesrepublik. Auch in der DDR gab es eine aktive Anwerbung ausländischer Arbeitskräfte. Insgesamt war der Anteil an Ausländern in der DDR jedoch deutlich geringer. Nur wenige dieser Vertragsarbeiter blieben zudem nach der Wende in Deutschland.

Dieses Ungleichgewicht zeigt sich auch 30 Jahre nach der Wende noch an der Verteilung von Ausländern in Deutschland. Zudem ist auffällig, dass es die Nicht-Deutschen besonders in Städte oder Ballungsräume zieht: Viele Großstädte in Süd- und Westdeutschland haben Ausländeranteile von knapp unter oder sogar über 20 Prozent. Das liegt zum einen daran, dass diese in Städten leichter Arbeit finden oder auch studieren können. Zum anderen ist die sogenannte Kettenwanderung für die Verteilung verantwortlich: Ausländer gehen häufig dorthin, wo Verwandte, Freunde und Landsleute bereits leben. Forscher sprechen von ethnischen Netzwerken, die als Starthilfe am neuen Wohnort dienen können. Nur wenn Zuwanderer als Asylsuchende kommen, ist ihre Verteilung auf bestimmte Orte gesetzlich geregelt. Nach dem „Königsteiner Schlüssel“ wird festgelegt, wie viele Asylbewerber ein Bundesland aufnehmen muss. Dies richtet sich zu zwei Dritteln nach Steuereinnahmen und einem Drittel nach der Bevölkerungszahl des Bundeslandes. Im Integrationsgesetz von 2016 ist zudem die Wohnsitzauflage festgeschrieben, die eine Konzentration Geflüchteter in wenige Städte zu vermeiden versucht. Die Landesbehörden können anerkannten Asylberechtigten damit den Wohnort zuweisen.

Anders verhält es sich für EU-Ausländer, welche die größte Gruppe von Ausländern in Deutschland bilden. Insbesondere Rumänen, Polen und Bulgaren sind nach der EU-Osterweiterung 2004 nach Deutschland gezogen, oft aus wirtschaftlichen Gründen.

Seit 2012 ist der Ausländeranteil überall in Deutschland gewachsen – neben der Zuwanderung aus EU-Ländern auch durch die stark erhöhte Zahl von Asylbewerbern in den Jahren 2015 und 2016, die Angela Merkel zu ihrer vielzitierten Aussage veranlasste. Bezogen auf die Bevölkerung kamen dabei ähnlich viele Zuwanderer in den Osten und den Westen – im Osten stieg der Ausländeranteil um 4 Prozentpunkte, im Westen um 4,4 Prozentpunkte. Da der Ausländeranteil im Osten aber auf niedrigerem Niveau liegt, entspricht das im Osten fast einer Verdopplung. Einen nennenswerten Effekt auf die alternde deutsche Gesellschaft hat die Zuwanderung indes nicht, auch wenn ausländische Frauen im Durchschnitt mehr Kinder bekommen als deutsche. Das reicht aber nicht aus, um den demographischen Wandel umzukehren. Auch der Kreis Sonneberg, mit seinem stark gestiegenen Ausländeranteil wird im Schnitt älter – wie insgesamt das Land und in verschärfter Weise der Osten Deutschlands. Eins haben die Zuwanderer in Sonneberg aber verändert: Der Landkreis schrumpft nicht mehr.

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/jedes-fuenfte-kita-kind-spricht-zu-hause-kaum-deutsch-16939423.html>

ANTEIL STEIGT:

Jedes fünfte Kita-Kind spricht zu Hause kaum Deutsch

• AKTUALISIERT AM 05.09.2020-10:49



Rund 675.000 Kita-Kinder leben in Familien, in denen vorrangig eine Fremdsprache gesprochen wird. Die FDP fordert mehr Mittel für die Sprachförderung.

Bei jedem fünften Kita-Kind wird zu Hause vorrangig eine andere Sprache als Deutsch gesprochen. Unter den rund 3,2 Millionen Kindern in Kindertagesstätten waren im März 2019 rund 675.000 Kinder, in deren Familien nur wenig Deutsch gesprochen wurde, heißt es in einer Antwort des Bundesfamilienministeriums auf eine Anfrage der FDP-Bundestagsfraktion, die dem Evangelischer Pressedienst (epd) am Samstag vorlag. Das ist ein Anteil von rund 21 Prozent. Der Wert im vergangenen Jahr sei im Vergleich zu 2017 (18,7 Prozent) und 2018 (19,4 Prozent) gestiegen. Zuerst hatten die Zeitungen der Essener [Funke-Mediengruppe](#) darüber berichtet.

In Nordrhein-Westfalen lag der Anteil dem Ministerium zufolge mit 27 Prozent deutlich über dem Bundesdurchschnitt. So sei in den Familien von 167.800 der 611.900 Kita-Kinder vorrangig eine andere Sprache gesprochen worden. Im Westen der Bundesrepublik lag der Wert den Angaben zufolge mit 24 Prozent doppelt so hoch wie im Osten (12 Prozent). Mit rund fünf Prozent sei die Zahl in Mecklenburg-Vorpommern besonders niedrig gewesen (3.700 von 68.000 Kinder).

Die stellvertretende FDP-Fraktionsvorsitzende [Katja Suding](#) forderte mehr Mittel für eine bessere Sprachförderung. Das Bundesprogramm „Sprach-Kitas“ sei ein wichtiger Baustein, doch die dafür zur Verfügung gestellten Gelder seien unzureichend, sagte sie den Funke-Zeitungen. Die Mittel des Bundesprogramms müssten ab dem Jahr 2021 deutlich aufgestockt werden. Sprache entscheide, welche Chancen ein Kind im Leben habe, betonte Suding.

Kitas mit besonderem Förderschwerpunkt können aus dem Bundesprogramm „Sprach-Kitas“ pro Jahr 25.000 Euro bekommen. Im August 2020 gab es dem Ministerium zufolge 6.256 solcher Kitas in Deutschland. Bundesweit sei etwa jede zehnte Kita eine Sprach-Kita. Mit dem Geld aus dem Programm würden aktuell Stellen von 6.756 Erzieherinnen und Erziehern finanziert. Die Förderung werde im Jahr 2021 weiterhin 25.000 Euro betragen. Damit wäre der Betrag seit 2016 unverändert, hieß es.

Die Corona-Pandemie habe die sprachliche Bildung im frühkindlichen Bereich vor große Herausforderungen gestellt, erklärte das Bundesfamilienministerium in seiner Antwort. Vor allem die weitreichenden Kita-Schließungen hätten viele Bildungsmöglichkeiten eingeschränkt. Das Bundesprogramm habe seine Arbeit an die neuen Bedingungen angepasst und entwickle Bildungskonzepte, die die Gegebenheiten der Corona-Pandemie berücksichtigen. Gute Praxisbeispiele für Bildungs- und Kontaktangebote unter Pandemiebedingungen würden auf der Online-Plattform des Programms bereitgestellt.

<https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/menschen/gastbeitrag-das-thema-gender-identitaet-ueberfordert-kinder-16934895.html?premium>

GASTBEITRAG:

Das Thema Gender-Identität überfordert Kinder

- VON BERND AHRBECK UND MARION FELDER
- -AKTUALISIERT AM 05.09.2020-10:27



Für Berliner Kitas wurde eine Handreichung zu Gender-Identität erstellt. Mit der berechtigten Forderung nach Aufklärung hat das aber kaum noch etwas zu tun, stattdessen werden Kinder irritiert, befremdet und überfordert. Ein Gastbeitrag.

In den Vereinigten Staaten wurde vor kurzem ein Gesetzentwurf („Equality Act“) vorgelegt, der sich als Bürgerrechtsgesetz versteht und jegliche Art von Diskriminierung verhindern soll. „Gender Identity“ und „sexuelle Orientierung“ spielen darin eine wichtige Rolle. Bereits in einem sehr jungen Lebensalter sollen Kinder frei über ihre Gender-Identität entscheiden. Also auch darüber, ob sie abweichend zum biologischen Geschlecht angesprochen werden wollen, Hormone nehmen und sich operativ umwandeln lassen möchten. Das sei ihr elementares Recht, das ihnen niemand nehmen dürfe, auch die Eltern nicht – so lautet der Kern des Gesetzes.

Einige medizinische und psychologische Fachverbände haben darauf hingewiesen, wie fragwürdig solche Entscheidungen sind, und vor den unumkehrbaren Folgen gewarnt. Ihr Widerspruch blieb jedoch weitgehend folgenlos, schon längst wird wie geplant verfahren. So lassen sich bereits zwölfjährige Mädchen die Brüste abnehmen. Diese hochbedenkliche Entwicklung erhebt Kinder in den Status der Alleinverantwortlichen, reduziert die elterliche Fürsorgepflicht und drängt diese auf ein Minimum zurück. Das dadurch entstandene Vakuum wird von der Transgenderbewegung besetzt. Ihre Lobbygruppen sind inzwischen äußerst einflussreich. Im Bündnis mit Transformationskliniken setzen sie alles daran, dass dem Wunsch der Kinder entsprochen wird, dies mit juristischen Mitteln und dem Anspruch, allein auf der moralisch richtigen Seite zu stehen. Jazz Jennings, Transgenderaktivistin, hat nicht nur mit riesigem Medienerfolg eine „Penis-Farewell-Party“ gefeiert, sondern auch ein auflagenstarkes Kinderbuch „I am Jazz“ geschrieben. Es steht zu befürchten, dass diese Schrift, eine Transformationsapologie, zukünftig noch stärker in die schulische Praxis und in Lehrpläne eingeht.

Das ist nur ein Beispiel dafür, wie sich eine ursprüngliche Befreiungsabsicht, die persönliche Besonderheit sensibel schützen soll, in ein neues Machtsystem verkehrt hat. Die gesellschaftlichen Kräfteverhältnisse haben sich verschoben. Es geht in erster Linie nicht mehr darum, dass bestehende Diskriminierungen abgebaut werden. Das Gleichheitsstreben dient inzwischen ganz anderen Zwecken. Ziel ist die Vergewisserung und Bestätigung, dass bestimmte Sexualitäts- und Lebensformen im besonderen Maße fortschrittlich, human und aufgeklärt sind. Nicht Gleichstellung und Integration werden gesucht, sondern ihr Gegenteil, Privilegien für das jeweils Eigene und Besondere, ganz im Sinne einer Identitätspolitik.

Medienkoffer für Kitas

Dieses Muster findet sich auch in der vorschulischen und schulischen Sexualerziehung wieder. Für Berliner Kindertagesstätten wurde, gefördert durch den Senat des Landes, eine Handreichung „Sexuelle und geschlechtliche Vielfalt als Themen frühkindlicher Inklusionspädagogik“ erstellt und um einen Medienkoffer „Familien und vielfältige Lebensweisen“ ergänzt, der in Kindertagesstätten eingesetzt werden soll. Entstanden sind die Materialien unter wesentlicher Beteiligung der Bildungsinitiative „Queerformat“, die Themen geschlechtlicher und sexueller Vielfalt aktiv in die frühkindliche pädagogische Arbeit einbringen möchte. Dies sei juristisch zwingend erforderlich und entspreche zudem der Bedürfnislage der Kinder. „In vielen Kitas gibt es einen Murat, der gern Prinzessin spielt, eine Alex, die bei lesbischen, schwulen und transgeschlechtlichen Eltern zu Hause ist, oder einen Ben, der nicht länger Sophie heißen möchte“, heißt es im Einleitungstext. Faktisch kommen diese Phänomene zwar kaum vor, transgeschlechtliche Eltern sind höchst selten und ebenso Kinder, die ihr Geschlecht ändern möchten. Gleichwohl verrät diese paradigmatische Auflistung, in welche Richtung der Wind weht. Das Anliegen der LGBTQ-Gruppierung (Lesben, Schwule, Bisexuelle, Transgender und Queer) steht hier in vorderer Reihe.

In einschlägigen Bilderbüchern werden Kinder mit folgenden Themen konfrontiert: Das Buch „Wo ist Karlas Papa?“ erzählt zum Beispiel die Geschichte der zweijährigen Karla, die von ihrer Mutter weiß, dass sie mit Hilfe eines Samenspenders zur Welt gekommen ist. Oder: „Wie Lotta geboren wurde: Lottas Papa heißt Tobias und er möchte ein Kind. Und wie Lotta in seinem Bauch wachsen kann, ist gar nicht so kompliziert, wie manche Erwachsene denken. Dieses Bilderbuch thematisiert auf altersangemessene Weise transgeschlechtliche Elternschaft.“ Während diese Bildergeschichten bereits für zweijährige Kinder geeignet sein sollen, wird die Messlatte im nächsten Beispiel etwas höher gehängt. Für Vierjährige ist das Buch „Prinzessin Hannibal“ gedacht. Der Inhalt: „Prinz Hannibal hat keine Lust auf Zinnsoldaten, Kettenhemden und Säbelschwingen. Warum darf er nicht so sein wie seine sieben Schwestern? Alle Ratschläge, die er einholt, wie man denn nun eine Prinzessin wird, machen ihn nur noch ratloser. Bis Hannibal schließlich erkennt, dass er die Prinzessin in sich selbst zum Lodern bringen muss.“

Die LGBTQ-Bewegung schreitet gemeinsam mit Sexualpädagogen wie Sielert, Timmermanns oder Tuiders voran, die sich als pädagogische Avantgarde verstehen. In Tuiders einschlägigem Standardwerk „Sexualpädagogik der Vielfalt“ werden dreizehnjährige Schülerinnen und Schüler dazu aufgefordert, Praktiken wie analsex als Theaterstück darzustellen. Fünfzehnjährige sollen einen „Puff für alle“ beziehungsweise ein „Freudenhaus der sexuellen Lebenslust“ bis ins Detail hinein gestalten, damit sie für „marginalisierte Lebensformen“ und „sexuelle Vorlieben“ sensibilisiert werden. Vierzehnjährige sollen diverse Gegenstände wie Dildos, Vaginalkugeln, Potenzmittel, Handschellen, erotische Geschichten, Aktfotos, Lack/Latex oder Leder den unterschiedlichsten Personengruppen eines Miethauses zuordnen, wobei heterosexuelle Paare mit Kindern interessanterweise nicht vorkommen.

Altersinadäquate Themen und Inhalte

Kinder sind dadurch Themen und Inhalten ausgesetzt, die altersinadäquat sind, die sie überfordern, irritieren und befremden. Allzu offensichtlich ist, dass hier Intimitätsschranken überschritten werden und grenzverletzend in das Persönliche eingedrungen wird. „Eine solche Pädagogik ist der Versuch, die Schamgrenzen von Kindern und Jugendlichen aufzubrechen“, so fasst Schmelcher viele Bedenken zusammen. Erziehung darf aber nicht im Namen eines grenzenlosen Befreiungstheorems in Überwältigung umschlagen und Kindern eine unbeschwerte Entwicklung genommen werden. Die „Sexualpädagogik der Vielfalt“ ist deshalb auf heftige Ablehnung gestoßen, vereinzelt sogar bei denjenigen, die ihr zunächst willig gefolgt sind.

Längst geht es nicht mehr darum, dass sexuelle Minderheiten und unterschiedliche Lebensformen in ihrer Eigenheit geachtet und vor Entwertungen geschützt werden. Dieses Ziel ist in einer aufgeklärten Gesellschaft sowieso unumstritten, auch bei denjenigen, die sich kritisch von der „Sexualpädagogik der Vielfalt“ abgrenzen und den Einfluss spezieller Interessengruppen beklagen. Mit der berechtigten Forderung nach moderater Aufklärung über unterschiedliche Geschlechter, Sexualpräferenzen und Lebensformen hat diese Form der Sexualpädagogik kaum noch etwas zu tun. Kinder und Jugendliche sollen durch die „gendergerechte“ Pädagogik in eine bestimmte weltanschauliche Position gedrängt werden. Geleitet von

partiellen Interessen, die sich im Namen der Antidiskriminierung und in der Gewissheit einer moralischen Überlegenheit in Szene setzen. Heterosexualität und die klassische Familie werden inzwischen in eine Randposition gedrängt. Sie gelten fast schon als etwas Exotisches, das sich besonders legitimieren muss. Judith Butlers Rede von der Heterosexualität als Zwangsheterosexualität steht unwidersprochen im Raum, ebenso wie ihr dezidierter Wunsch, eine Geschlechterverwirrung herbeizuführen. Das sollte zu denken geben. Damit gerät jene Lebensform in Verruf, die von der großen Bevölkerungsmehrheit als stimmig und für sich passend erlebt und gelebt wird.

Hier fehlt es an Mut zu entschiedenem Widerspruch, auch von politisch verantwortlicher Seite. Nicht dass die Interessen von LGBTQ-Gruppen beachtet werden, ist das Problem, sondern die Dominanz, die sie in Lehrplänen und Unterrichtsmaterialien erringen konnten. Ein Grund dafür liegt in der in weiten Teilen der Gesellschaft verbreiteten Sorge, als unaufgeklärt, rückständig und minderheitenfeindlich dazustehen. Mehr noch: so gebrandmarkt zu werden. Der große Einfluss, den die Transgender-Bewegung in den Vereinigten Staaten errungen hat, ist ein weiteres Symptom für eine Entwicklung, in der die Identitätspolitik über immer mehr Macht verfügt. Kaum ein Politiker, Arzt oder Wissenschaftler möchte sich dort dem Vorwurf der „Transphobie“ aussetzen, selbst dann, wenn er offensichtlich unbegründet ist. Dafür wird in Kauf genommen, dass Kinder und Jugendliche nicht mehr den Schutz und die Fürsorge erhalten, auf die sie in ihrer Entwicklung dringend angewiesen sind.

Die Autoren

Bernd Ahrbeck ist Erziehungswissenschaftler und Professor für Psychoanalytische Pädagogik an der International Psychoanalytic University (IPU) in Berlin. **Marion Felder** ist Erziehungswissenschaftlerin und Professorin für Inklusion und Rehabilitation an der Hochschule Koblenz.

La France reste championne des impôts

L'OCDE, qui passe en revue les réformes fiscales de 40 pays en 2019 et 2020, note une baisse continue de l'IS.

Cheyvialle, Anne

FISCALITÉ La pandémie de Covid-19 n'a pas entraîné de révolution fiscale même si les États ont pris des mesures budgétaires d'ampleur pour faire face à la crise. Les tendances de fond observées ces dernières années, marquées notamment par une baisse de l'impôt sur les sociétés et des allègements sur les revenus des personnes ciblées sur les familles modestes, se poursuivent. C'est ce qu'indique le rapport annuel de l'OCDE publié jeudi. Il passe en revue les réformes fiscales menées dans quarante pays.

Premier constat, la France est toujours la championne des impôts, devant le Danemark et la Belgique. En 2018, les revenus fiscaux représentaient 46,1 % du PIB, en très légère baisse par rapport à 2017, contre une moyenne de l'OCDE à 34,3 %. À l'inverse, les trois pays qui taxent le moins sont des économies émergentes - l'Indonésie, le Mexique et le Chili -, dont les revenus varient entre 11 % et 20 % du PIB.

La répartition du fardeau fiscal varie aussi beaucoup entre États. Certains, comme l'Australie et le Danemark, dépendent beaucoup de l'impôt sur le revenu (50 % du total des recettes fiscales). D'autres nations, en particulier en Europe de l'Ouest et centrale, s'appuient sur les charges sociales et salariales. C'est le cas en particulier de la France. Tandis que la collecte de TVA représente une manne importante des pays émergents (45 % des recettes fiscales en Argentine et au Chili).

Beaucoup d'exemptions

Globalement, ce sont les cotisations sociales et les charges salariales (28,2 %) suivies de l'impôt sur le revenu (23,9 %) qui apportent le plus de revenus fiscaux, loin devant l'impôt sur les sociétés (8,8 %).

Le choc du Covid-19 et son effet récessif se traduiront par une « *nette baisse des revenus* », souligne l'OCDE, liée à la baisse d'activité et de la consommation et à un effondrement du tourisme.

Dans la course internationale à la compétitivité, le levier fiscal reste une arme de choix. Les baisses d'impôt sur les sociétés se sont poursuivies en 2020. La France, la Belgique, la Grèce ou encore l'Indonésie et le Canada ont réduit les taux d'IS. Les pays ayant procédé aux réductions les plus significatives sont ceux où les taux sont les plus élevés, ce qui a conduit à une plus grande convergence des taux légaux, indique le rapport. C'est en Hongrie et en Irlande que les taux sont les plus bas, respectivement de 9 % et 12,5 %.

Reste qu'en termes de revenus provenant de l'IS, les écarts sont importants, de 1 % du PIB, niveau le plus bas en Lettonie, à 6 % en Norvège. Paradoxe français, malgré le taux standard le plus élevé de 31 %, le rendement est nettement moindre, du fait d'un système complexe et de nombreuses exemptions qui limitent l'assiette fiscale. L'un des chevaux de bataille de l'OCDE, soutenue par le G20, est de combattre les pratiques d'optimisation des multinationales.

Une autre tendance pour doper l'attractivité et favoriser l'investissement et l'innovation est d'accroître les incitations fiscales. Le nombre d'États offrant des exemptions pour les dépenses de R&D est passé de dix-neuf à trente entre 2000 et 2019. Avec une mention spéciale, l'an dernier, pour la France, le Portugal, le Chili et l'Espagne.

Sur le front de la fiscalité environnementale, les experts de l'OCDE déplorent une « *une portée généralement limitée* » des réformes et concentrée dans un petit nombre de pays.

Endettement européen, plan de relance... Comment l'Allemagne est devenue keynésienne avec la crise du Covid-19

Par [Cécile Boutelet](#)

Publié le 6 septembre 2020

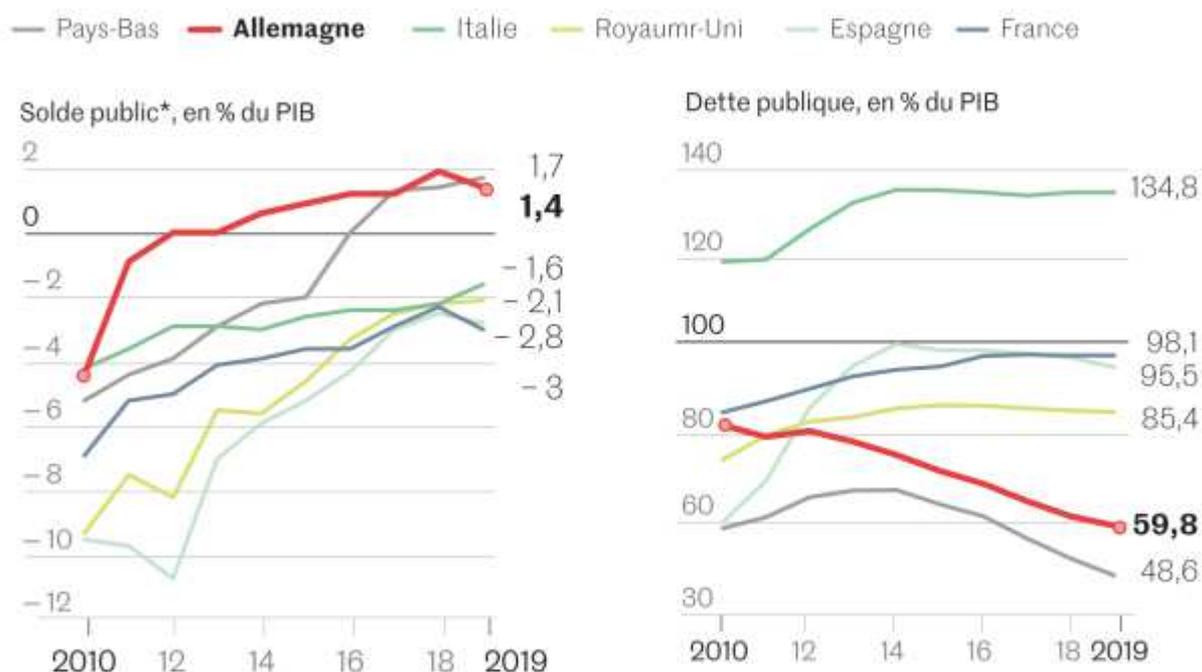
DÉCRYPTAGES

L'impressionnant changement de paradigme économique observé outre-Rhin depuis mars constitue une réponse forcée à la crise due au coronavirus.

Historique. Même en connaissant le pragmatisme allemand, le chemin parcouru par Berlin sur le plan économique depuis le déclenchement de la pandémie de Covid-19 est stupéfiant. En quelques semaines, avec une vitesse et une détermination qu'on ne lui connaissait guère, l'Allemagne s'est affranchie de tabous qui formaient le cœur de sa politique économique depuis une décennie.

Trois avancées majeures ont été réalisées depuis le début du printemps. Tout d'abord, le pays, qu'on croyait procédurier et obsédé par l'équilibre de ses finances publiques, s'est libéré de son obligation constitutionnelle de « frein à la dette », qui restreint depuis 2009 les déficits publics à 0,35 % du produit intérieur brut (PIB) nominal. Le gouvernement a ainsi pu contracter, [dès la fin mars, un emprunt de 156 milliards d'euros](#) – plan de soutien à l'économie parmi les plus généreux du monde.

Budget : l'Allemagne est traditionnellement rigoureuse



*déficit ou excédent budgétaire.

Source : Eurostat

Ensuite, le pays, si facilement moralisateur, voire comminatoire, lors de la crise de l'euro en 2011, a accepté, à la faveur de la pandémie, de donner un fort signal de solidarité européenne. En s'engageant avec la France en faveur d'un plan de relance financé par une dette commune contractée par la Commission de Bruxelles, l'Allemagne a fait sauter l'une des barrières de politique européenne à laquelle elle était le plus attaché.

Nécessité économique absolue

Berlin, enfin, a adopté dès le 3 juin, un mois tout juste après le début des premières mesures de déconfinement, [un monumental plan de relance de 130 milliards d'euros](#). Au-delà des mesures de soutien à la demande, déjà considérables, le gouvernement s'est entendu sur un large programme d'investissements publics financés par l'emprunt. Le budget additionnel voté en juin prévoit l'émission de nouvelles dettes, portant l'endettement total de l'année 2020 à 218,5 milliards d'euros, du jamais-vu.

Politiquement, la manœuvre était impensable il y a quelques mois encore. En quelques semaines, l'Allemagne, championne des excédents budgétaires, est devenue keynésienne, apôtre de l'intervention financière de l'Etat dans l'économie, sans que cela suscite dans le pays une de ces célèbres polémiques sur le danger du retour de l'inflation galopante.

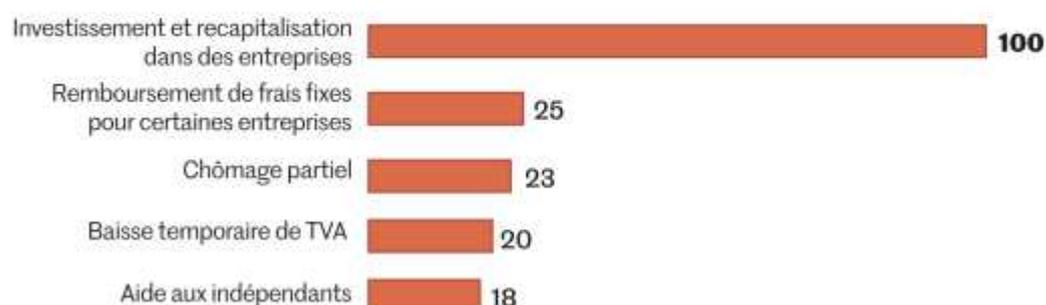
Comment expliquer un revirement si radical ? D'abord par la nature particulière de la crise due au Covid-19. Dans cette pandémie, à la différence de la crise de l'euro, il n'y a pas de « fautif », pas d'incurie politique ou bancaire à corriger. Le choc, subi par tous les pays en même temps, s'apparente à une catastrophe naturelle à grande échelle.

Face au Covid-19, elle a pourtant fait le choix de la dépense

Taille totale des plans allemands de lutte contre la crise actuelle liée au Covid-19



Premiers postes de dépenses effectives, en milliards d'euros



Sources : Ministère des Finances allemand, Bruegel, *Le Monde*

La réponse sanitaire a imposé l'arrêt des économies les plus proches de l'Allemagne. Dans ce contexte, la solidarité européenne n'était pas un geste généreux, mais une nécessité économique absolue. Tous les

responsables politiques du pays se sont rendus à l'évidence : cette crise nécessitait de mobiliser rapidement des moyens considérables. S'accrocher à l'équilibre budgétaire dans ces conditions aurait été suicidaire.

Reste la question : a-t-on fait durablement sauter un tabou, ou bien le Covid-19 demeurera-t-il une exception dans l'histoire allemande ? Outre-Rhin, certains députés conservateurs, les plus attachés à l'orthodoxie budgétaire, défendent la seconde option. Ils arguent que c'est précisément la discipline budgétaire observée par Berlin ces dernières années qui lui a permis une réponse massive et décidée. Et qu'une fois la crise passée, le pays reviendra rapidement à son équilibre budgétaire et à sa ligne traditionnelle sur le plan européen.

Approche intellectuelle

Mais plusieurs éléments suggèrent que cette lecture est superficielle. Car la rapidité et l'ampleur de la réaction du gouvernement dans cette crise ne peuvent se comprendre sans les débats qui ont préparé le terrain les années précédentes.

Bien avant la crise, quelques économistes influents [ont contribué à faire évoluer l'approche intellectuelle des décideurs](#), en particulier au ministère des finances, le second centre névralgique de l'exécutif après la chancellerie.

Michael Hüther, directeur de l'Institut économique allemand (IW, Cologne), réputé proche du patronat, est l'un des plus célèbres. Depuis plusieurs années, il est persuadé que le dogme central de la politique économique allemande actuelle, l'équilibre budgétaire, surnommé le « zéro noir » (*schwarze Null*), est une erreur politique que rien ne justifie économiquement. Non seulement cette obsession des comptes publics à l'équilibre limite sans raison les investissements publics, mais il boude une chance historique de les financer à bon compte, dans un contexte de taux d'intérêt faibles, voire négatifs.

Cette opinion n'était pas absente du débat économique, mais était représentée jusqu'à présent par des économistes proches des syndicats et de la gauche, traditionnellement plus enclins à favoriser la dépense publique. Qu'un économiste classé proche du patronat puisse soutenir cette idée à son tour a contribué à faire bouger les lignes. En 2019, M. Hüther a participé, avec plusieurs autres économistes influents, qui occupent des positions très différentes dans le paysage idéologique allemand, à une large discussion sur la question de la dette. Il défend l'idée que le « zéro noir » ne peut être une fin en soi, surtout au regard du gigantesque retard d'investissements publics dont souffre l'Allemagne depuis longtemps.

« En 2009, il était juste de chercher à revenir au respect des traités européens (qui limitent à 60 % le taux d'endettement), explique-t-il au Monde. Mais une fois que cet objectif a été atteint, on peut se demander ce qui a du sens. Quand on voit que le taux d'intérêt est inférieur au taux de croissance du PIB, ce que nous aurions considéré comme une chose anormale dans le passé, mais qui devient la règle, on peut s'interroger. Pourquoi ne pas utiliser cette marge de manœuvre financière pour faire des investissements financés par l'emprunt ? »

Vache sacrée

Il soutient qu'il est temps de repenser le rapport de l'Allemagne à la dette, afin de permettre à la nation de moderniser ses infrastructures en souffrance, comme dans le transport et l'éducation. Le pont sur le Rhin de Schierstein, sur l'autoroute entre Wiesbaden et Mayence, est emblématique de cette incurie en matière d'investissements publics. Fermé pour affaissement en 2015, il n'a toujours pas été réparé.

M. Hüther sait combien ce débat sera délicat à mener. L'idée que l'Allemagne puisse désormais s'endetter presque sans limite, et même être rémunérée pour cela, heurte de plein fouet l'idéologie véhiculée avec un immense succès par les conservateurs depuis une décennie. C'est Wolfgang Schäuble, ministre des finances de 2011 à 2017 et éminence grise des conservateurs, qui a popularisé le concept du zéro noir en utilisant une figure familière aux Allemands, la « ménagère souabe ».

La ménagère souabe est une sorte d'image d'Epinal, qui incarne les vertus allemandes traditionnelles : une maison propre et bien tenue, une partie des revenus consciencieusement épargnée, une horreur de la dette. La référence au pays souabe (Sud-Ouest), dont est originaire M. Schäuble, est bienvenue, tant elle véhicule la préférence allemande pour la région, ses petites villes et son bon sens paysan, loin des métropoles mondialisées.

Jens Südekum, professeur de macroéconomie à l'université de Düsseldorf, membre du Parti social-démocrate (SPD), ne rate pas une occasion de régler ses comptes avec cette fameuse ménagère. « *La "ménagère souabe" a été un immense succès politique justement parce qu'il est simpliste, assure-t-il. On dit aux gens : "Regarde, ça marche comme chez toi. Tu ne peux pas dépenser plus d'argent que tu n'en gagnes, donc il faut faire des économies."* Mais c'est faux ! Le "zéro noir" est une erreur. »

Task force

Pour l'économiste, « *un Etat est organisé pour l'éternité. Quand il emprunte, il émet un titre de dette qui est acheté par quelqu'un. A l'échelle d'un pays, c'est de l'argent qu'on se doit à soi-même. S'il est bien dépensé, il est un service qu'on rend aux prochaines générations. L'Allemagne peut aujourd'hui financer dans d'excellentes conditions des investissements dont on a urgemment besoin et dont les générations à venir profiteront ! Si on prend l'exemple du climat, il n'y a aucun sens à dire que nous ne pouvons pas aujourd'hui nous permettre d'investir dans la lutte contre le changement climatique* ».

Le ministre des finances, Olaf Scholz, candidat du SPD à la chancellerie pour les élections de 2021, a lui-même mis du temps à changer de logiciel. Par conviction ou par opportunisme politique, il est resté dans les pas de Wolfgang Schäuble durant les premiers mois de son mandat. Au grand dam de son parti, il a pris soin de présenter, depuis sa prise de fonctions en 2018, des budgets excédentaires.

Mais l'arrivée d'un nouveau chef économiste au ministère, Jakob von Weizsäcker, début 2019, a changé la donne. L'ancien député européen est lui aussi convaincu que l'obsession du « zéro noir » n'a aucun sens sur le plan macroéconomique.

A son arrivée, il a organisé, avec les secrétaires d'Etat Wolfgang Schmidt et Jörg Kukies, des débats d'économistes pour discuter de ces idées. MM. Hüther et Südekum y participent, parmi une dizaine d'autres. Ce cercle de réflexion s'est révélé d'une grande utilité dans la crise. Il s'est transformé en une sorte de task force qui a influencé la réponse du gouvernement à la pandémie, en Allemagne et en Europe, et lui a assuré le soutien des milieux économiques. Outre la réaction massive au choc conjoncturel, il a inspiré le grand programme d'investissements du gouvernement, et sans doute poussé en faveur du plan de relance franco-allemand.

Où s'arrêter ?

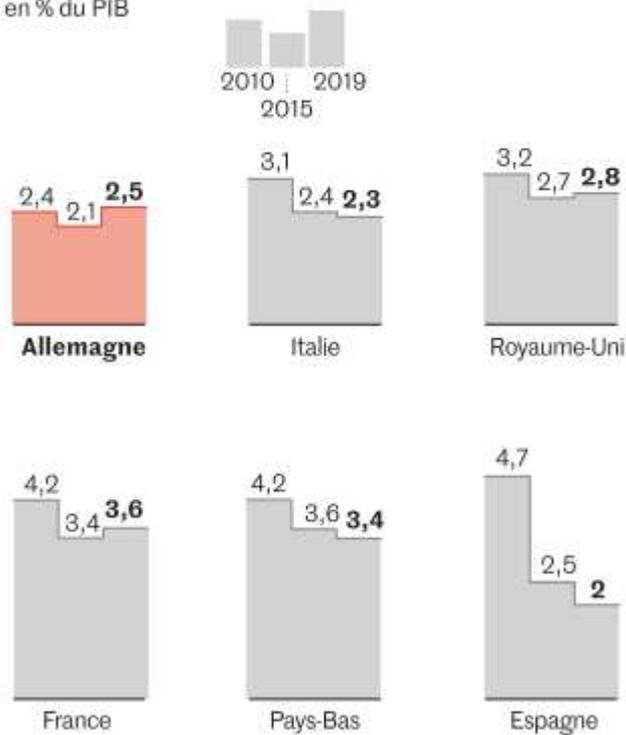
Gabriel Felbermayr, le directeur de l'Institut pour l'économie mondiale de Kiel, a participé à ces réunions. « *La crise a servi de levier pour imposer des idées qui étaient en gestation depuis longtemps* », affirme-t-il. Sur le plan européen, il confirme le changement de paradigme en cours parmi les économistes allemands. « *Chez beaucoup d'économistes, moi en particulier, s'est installée la conviction que l'approche allemande traditionnelle en matière européenne n'était pas tenable, explique-t-il. Beaucoup se sont rendu compte que le maintien d'une stricte séparation entre politique monétaire commune et politique budgétaire nationale, l'attachement à la clause de non-renflouement, l'interdiction de s'endetter en commun ne fonctionnaient pas. L'idée que l'Europe a besoin d'une politique budgétaire plus forte est bien mieux représentée désormais au sein du ministère des finances.* »

Les conservateurs aussi ont bougé. Une tribune de Wolfgang Schäuble, parue dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* mi-juillet, en témoigne.

L'Allemagne devrait profiter des taux bas pour investir à nouveau après la crise

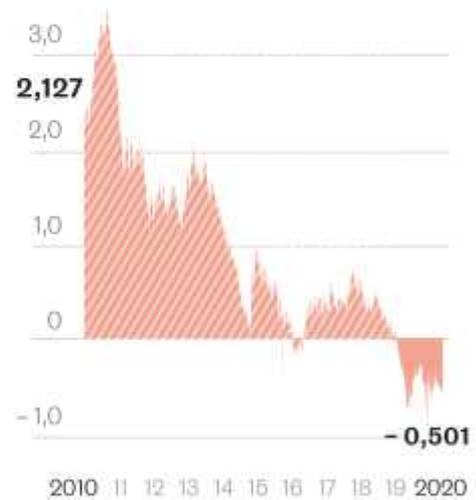
Depuis dix ans, l'Allemagne a moins investi dans les infrastructures que nombre de ses voisins.

Investissement des administrations publiques, en % du PIB



Des économistes l'appellent donc à profiter des taux négatifs pour emprunter et investir davantage.

Taux d'intérêt allemand à dix ans, en %



Sources : Eurostat, Ministère des Finances allemand, Bruegel, Boursorama, *Le Monde*

Infographie : Marianne Boyer, Maxime Mainguet

Mais où s'arrêter, quand les possibilités d'endettement sont théoriquement illimitées pour l'Allemagne ? Paradoxalement, le mécanisme du frein à la dette (qui limite constitutionnellement à 0,35 % du PIB le déficit budgétaire structurel autorisé), très critiqué par la gauche ces dernières années, a prouvé son utilité grâce à la crise. L'équilibre budgétaire à tout prix se défend mal, mais le frein à la dette a montré qu'il était capable de flexibilité.

Plusieurs économistes préconisent une modernisation de l'outil, pour dégager davantage de marge de manœuvre budgétaire, mais pas sa suppression. Même au ministère des finances dirigé par les sociaux-démocrates, on s'accorde à dire qu'il est une garantie contre la tentation de multiplier les cadeaux électoraux... des conservateurs et des libéraux.

« *Quitte à être keynésiens, il faut faire du Keynes jusqu'au bout, estime M. Felbermayr. La réponse anticyclique signifie que lorsque la conjoncture repart, la marge de manœuvre fiscale doit être réduite. Le frein à la dette est un bon instrument pour se l'imposer.* »

So werden Sie ein besserer Rennradfahrer

Stand: 16:46 Uhr | Lesedauer: 16 Minuten

Von **Melanie Haack**

Sport-Redakteurin

Millionen Hobbyfahrer sind dem Radsport verfallen. Der Deutsche Dan Lorang betreut ein Tour-de-France-Team und gehört zu den besten Trainern weltweit. Hier verrät er, wie Sie ein besserer und schnellerer Fahrer mit mehr Ausdauer werden.

Sie duellieren sich am Berg, rasen tollkühn Abfahrten hinab und quälen sich am nächsten Tag wieder aufs Rad – derzeit zeigen die Profis bei der Tour de France ihr Können. Fast alle Radrennen für Amateure wurden in diesem Jahr abgesagt, und dennoch tummeln sich die Radsportliebhaber auf den Straßen der Republik. Worauf man als Anfänger achten sollte (beim Equipment und Training) und was Fortgeschrittene noch besser macht – Dan Lorang weiß es. Der 41-Jährige ist Trainer im Profiteam Bora-hansgrohe und coacht auch die beiden Hawaii-Champions Jan Frodeno und Anne Haug. Über Ausrüstung, Trittfrequenzen, Techniktraining und Sicherheit. Über Anstiege, Abfahrten sowie Trainingsinhalte für den Einsteiger und für Könner. Und über die Relevanz von Rumpftraining.

WELT: Herr Lorang, kann jeder – mit ausreichend Training – Alpe d’Huez erklimmen?

Dan Lorang: Interessante Frage. Was braucht man, um dort hochzukommen? Eine gute Ausdauer und Kraftausdauer. Man muss eine gewisse Leistung erbringen, aber diese Leistung kann theoretisch wirklich jeder gesunde Mensch zeigen, davon bin ich überzeugt. Also jeder, der ein gesundes Herz-Kreislauf-System und einen gesunden Bewegungsapparat hat sowie vom Gewicht her nicht aus einem bestimmten Rahmen fällt. Wer mehr als 200 Kilogramm wiegt, wird Probleme bekommen. Das zeigt sich an den Watt pro Kilogramm – also der Frage, wie viel Kraft ich aufwenden muss, um mein Körpergewicht dort hochzukriegen. Aber auch bei einem Körpergewicht von etwas mehr als 100 Kilogramm sollte Alpe d’Huez machbar sein. Wer trainiert, sollte es schaffen.

Der Radkauf - Leicht kostet viel

WELT: Am Anfang kurz zu den Basics: Worauf sollte ich als Einsteiger oder Fortgeschrittener beim Rennradkauf achten?

Lorang: Ich würde immer in einen Fachhandel gehen. Das hat mehrere Vorteile. Die Beratung ist einfach wichtig, wenn man nicht gerade selbst Experte ist. Das beginnt schon bei der Rahmengröße. Welche brauche ich? Und welche Lenkerbreite? Das ist sehr schwer aus dem Katalog zu bestellen, auch wenn es da Schablonen gibt. Die Frage ist natürlich auch: Für was brauche ich das Rad und wie viel bin ich bereit auszugeben? Sie können 600 bis 15.000 Euro bezahlen.

WELT: Worin liegt der Hauptunterschied?

Lorang: Sie investieren das meiste Geld in ein geringeres Gewicht – und in den ersten Preisklassen auch in die Funktionalität. Die Qualität steigt mit dem Preis, klar, aber die größten Unterschiede liegen nachher tatsächlich im Gewicht. Und da ist die Frage: Brauche ich das wirklich? Wenn ich selbst das ein oder andere Kilo mehr auf den Rippen habe, muss ich dann unbedingt das leichteste Rennrad haben? Eher nicht. Generell denke ich: Lieber Geld und Zeit in die Beratung stecken, anstatt sich ein 5000 Euro teures Rad zu bestellen, weil es online günstiger ist, und dann vielleicht ein Rad zu besitzen, das nicht zu mir passt. Es gibt ja mittlerweile auch Gravel-Bikes, also Rennräder, mit denen ich neben dem Asphalt auch auf Schotter und mal Gelände fahren kann – eine Alternative, die man sich überlegen kann.

Einstellungen: Millimeter machen den Unterschied

WELT: Stichwort Sitzhöhe, Lenkerüberhöhung und mehr – muss es gleich ein Bikefitting sein?

Lorang: Ein Bikefitting für 200 Euro kann viel Sinn machen, muss aber definitiv nicht gleich sein. Erst mal alles auf mich persönlich beim Kauf im Rennradgeschäft einstellen lassen. Sitzhöhe, Vorbaulänge, Kurbellänge oder Lenkerbreite und Weiteres. Ich würde auch immer zusehen, dass ich die Möglichkeit erhalte, eine Woche diese Einstellungen zu testen und dann wieder zurückzukehren und zu schauen, was man nachjustieren muss oder ob man vielleicht auch einen anderen Sattel wählen sollte. Dazu sind Fachgeschäfte da – und beim Rennradfahren ist eine individuelle Einstellung des Rades wichtig.

WELT: Weil schon eine wenige Millimeter andere Einstellung Schmerzen verursachen kann – und mehr oder weniger Tempo bringt?

Lorang: Definitiv. Die falsche Sitzhöhe – und da reden wir nicht von mehreren Zentimetern, sondern von weniger – macht viel aus. Klar, bei Anfängern geht es nicht um Millimeter, aber auch dort bereits um einen halben Zentimeter. Bei Profis und auch sehr ambitionierten Fahrern machen sich auch Millimeter bemerkbar. Ein halber Zentimeter kann darüber entscheiden, ob ich beschwerdefrei fahre, und damit auch,

ob mir das Rennradfahren Spaß bringt oder nicht. Viele Leute haben durch das Rennradfahren Knieschmerzen oder Nackenverspannungen, manche bekommen auch Schulterprobleme. Und dann muss man herausfinden: Ist es womöglich fehlende Beweglichkeit? Die fehlende Adaption? Oder ist es ganz banal eine falsche Einstellung? Diese Einstellung ist auch immer dynamisch. Es kann sein, dass ich mir das Rad anfangs bequemer einstellen muss, also einen steileren Vorbau nach oben, die Lenkerhörnchen nach oben gedreht. Und je mehr ich mich daran gewöhne, je beweglicher ich werde, desto weiter kann ich in eine sportlichere Position gehen. Man muss diese Haltung schließlich über mehrere Stunden beibehalten können. Der Vorteil beim Radfahren ist ja eigentlich: Ich kann mich über mehrere Stunden bewegen, ohne gesundheitliche Probleme zu bekommen. Und das sollte ich nicht durch eine falsche Sitzposition verschenken.

WELT: Was ist beim Helm, abgesehen von der Qualität, wichtig?

Lorang: Ein Helm ab 80, 90 Euro erfüllt seinen Zweck. Dann kommen Dinge hinzu wie die Belüftung. Wer im Sommer bei höheren Temperaturen fährt, sollte darauf achten, um nicht zu überhitzen.

WELT: Und was kann ich tun, wenn mir vielleicht dennoch der Schweiß aus dem Helm läuft und die Brille beschlägt?

Lorang: Wenn ich eine gute Belüftung im Helm habe, also einen Helm, der kühlt, kann ich das ein bisschen vermeiden. Ansonsten kann es eine Lösung sein, unter dem Helm ein Tuch wie einst Pantani zu tragen oder eine Radmütze. Und die Brille muss natürlich gegen Zugluft schützen, aber dennoch Luft durchlassen.

... dann haut es mich über den Lenker

WELT: Kommen wir zur Technik: Beim Schwimmen ist sie elementar. Auch beim Laufen erinnern sich immerhin einige an das Lauf-ABC. Auf das Rad steigen die meisten einfach auf und fahren los. Wie wichtig ist die Technik?

Lorang: Einfach losfahren geht natürlich, aber wir sehen immer mehr Rad- und Rennradunfälle auf den Straßen – jetzt mal ganz unabhängig von der Schuldfrage. Man muss sein Rad wirklich unter Kontrolle haben und wissen, wie man in bestimmten Situationen reagiert. Ich sehe Technik deshalb zuallererst als Sicherheitsaspekt, weshalb es extrem wichtig ist, Grundlagen zu beherrschen. Kurven richtig anfahren, Abfahrten hinunterfahren, richtiges Bremsen. Wie bremse ich, wenn ich in eine Kurve hineinfahre? Was mache ich, wenn es nass ist? Das sind Sachen von ein, zwei Stunden, um das richtig erklärt zu bekommen

von einem Freund, einem Bekannten oder einfach einem der vielen Rennradfahrer, die man auf den Straßen trifft. Richtiges Gruppenfahren sollte auch gelernt sein – denn da gibt es Regeln und bestimmte Handzeichen. Es geht einfach um Sicherheitsaspekte. Und damit in der Folge natürlich auch um Tempo.

WELT: Wie bremsen ich denn richtig in einer Kurve – und in einer nassen Kurve?

Lorang: Wenn ich relativ aggressiv bremsen und zu sehr auf die Vorderradbremse gehe, dann haut es mich über den Lenker. Und wenn die Straße nass ist, muss ich mit der Bremse natürlich noch vorsichtiger sein. Generell gilt: Bevor ich in eine Kurve hineinfahre, abbremsen. Und zwar mit der Hinterradbremse. Die hat zwar weniger Bremskraft, aber wenn ich die Vorderradbremse blockiere, rutscht mir das Vorderrad zu sehr weg, besonders auf nasser Fahrbahn. Vorher bremsen, mit der richtigen Geschwindigkeit in die Kurve hineingehen – und dann bremsen ich gar nicht mehr. Das gilt im Trockenen – und im Nassen erst recht. Außerdem: Nicht auf die Fahrbahnmarkierungen kommen – die sind bei nasser Fahrbahn zu glatt. Gewichtsverlagerung etwas weiter nach hinten, damit mein Hinterrad, wenn ich bremsen, den Grip behält. Denn auch mein Hinterrad blockiert und rutscht, aber das ist ganz gut kontrollierbar. Doch sobald das Vorderrad anfängt zu rutschen, ist es weg. Fatal ist es – besonders bei Nässe –, in die Kurve hineinzufahren und dann die Vorderradbremse zu ziehen.

Abfahrt: An den Unterlenker greifen ist sicherer

WELT: Thema Abfahrten. Wie überwinde ich die Angst oder eine gewisse Unsicherheit – die dann ja gegebenenfalls sogar mit einem größeren Risiko einhergeht? Und mit weniger Tempo?

Lorang: Das ist vor allem eine Frage der Erfahrung. Je älter man ist, desto schwieriger wird es. Wenn ich schon als Kind Abfahrten genommen habe – beim Mountainbiken oder Ski alpin zum Beispiel –, wenn ich also Tempo kenne, dann fällt es mir auch auf dem Rennrad leichter. Sicherheit geht aber immer vor. Und so blöde es klingt: Übung macht den Meister. Wenn ich ein Gefühl von Sicherheit habe, traue ich mich auch.

WELT: Viele Leute greifen bei Abfahrten an den Oberlenker, weil sie sich dort sicherer fühlen. Macht das wirklich Sinn?

Lorang: Die beste Position ist am Unterlenker. Und das sage ich nicht nur wegen der Aerodynamik. Denn dort habe ich die Bremsen besser im Griff, und ich verlagere meinen Körperschwerpunkt nach unten, wodurch das Rad mehr Stabilität hat. Die meisten trauen sich das nicht, aber wenn ich die Hände am

Oberlenker habe und meinen Schwerpunkt somit nach oben verlagere, dann nehme ich etwas Haftung von meinen Reifen. Und dann ist das Ganze eigentlich unsicherer und das Rennrad nicht so gut zu steuern.

WELT: Welches Techniktraining kann ich machen, um Sicherheit zu bekommen und um mich eventuell auch zu verbessern?

Lorang: Was wirklich hilft: mit einem Mountainbike in einen Bike-Park gehen. Oder auch mit dem Rennrad Techniktraining machen. Balancetraining. Einfach mal Hütchenfahren oder versuchen, zu bremsen und mit dem Rennrad fast stehen zu bleiben, ausbalancieren. Wie halte ich das Gleichgewicht? Nicht nur fahren, sondern Übungen mit dem Rad zum Beispiel am Anfang der Tour einbauen. Man kann sich auch einen kleinen Parcours aufstellen – das ist nicht nur etwas für Kinder. Die Trettechnik kommt intuitiv.

Nutzen Sie den Gegenwind als Training

WELT: Es gibt aber wahrscheinlich keinen Trick, wie man Gegenwind überlisten kann, oder?

Lorang: Gegenwind ist vor allem eine psychische Herausforderung, da muss man durch. Man versucht natürlich, sich klein zu machen, aerodynamischer zu sein, aber für viele ist es kein schönes Gefühl. Insbesondere wenn ich ein leichterer Fahrer bin. Am besten keinen dicken Gang fahren, das macht keinen Sinn, sondern eine höhere Trittfrequenz – das hilft schon mal, sich besser zu fühlen. Gegenwind ist einfach eine Kopfsache und gutes Training. Wenn man im Norden wohnt, kann man den Gegenwind bewusst als Trainingsmittel nutzen und sich dabei auf den Rückenwind freuen. Sobald man anfängt, vom Kopf her gegen den Wind zu fahren, wird man frustriert – und das bringt dich nicht voran.

WELT: Was genau bringt mir Gegenwindtraining – physisch und psychisch?

Lorang: Das Training im Gegenwind deckt mehrere Komponenten ab. Psychisch ist es sicherlich eine gute Möglichkeit, Strategien zu entwickeln, wenn man mal über einen längeren Zeitraum was leisten muss, was sich nicht unbedingt gut anfühlt und das Gefühl nicht zur Fortbewegungsgeschwindigkeit passt. Das heißt, man muss Strategien entwickeln, die Situation zu akzeptieren und diese eher als Herausforderung und nicht als Hindernis zu sehen. Physisch kann man den Gegenwind nutzen, wenn einem keine Berge zur Verfügung stehen, um widerstandsorientiert zu trainieren, zum Beispiel mit einem dicken Gang und niedriger Trittfrequenz. Legt man seine Trainingsrunde so, dass man den Gegenwind im zweiten Teil der Trainingseinheit hat, dann hilft es, die Ermüdungsresistenz zu schulen. Der Gegenwind lässt sich auch

nutzen, um an seiner Aeroposition zu arbeiten, indem man kleine Veränderungen sofort spürt und auch an den Messgeräten (Wattmesser, Geschwindigkeitsmesser) angezeigt bekommt.

WELT: Kann man etwas Allgemeines zur Trittfrequenz in der Ebene sagen?

Lorang: Bei den Profis spricht man von 90 bis 100 Umdrehungen. Im Hobbybereich sollte man aufpassen, nicht zu dick zu fahren, also nicht mit 50 bis 70 Umdrehungen. Immer eher eine etwas höhere Frequenz. Das schult am Anfang auch die Motorik. Natürlich kann man aber niedrige Trittfrequenzen für Kraftausdauertraining nutzen. Bei einer niedrigen Trittfrequenz hat man ein höheres Drehmoment und damit eine etwas höhere Belastung an den Gelenken. Das ist kein Problem, kann man machen – man sollte das jedoch langsam aufbauen.

„Es muss nicht immer wehtun“

WELT: Wie sieht es beim Klettern aus: Jan Ullrich verblüffte immer, indem er im Sattel blieb, während die meisten anderen längst im Stehen fuhren. Haben Sie einen Rat?

Lorang: Jan Ullrich hatte sehr gute Kraftwerte und eine sehr gute Körperstabilisation, ist ganz generell auch immer in einem dickeren Gang gefahren. Wenn man aus dem Sattel rausgeht, steigt der Puls etwas an, weil man den ganzen Körper einsetzt. Es ist zwar individuell, aber wenn es ein sehr langer Berg ist und ich ständig aus dem Sattel gehe, sind meine Energiereserven sehr schnell am Ende. Bei flachem Anstieg also besser erst mal im Sitzen fahren, und wenn es dann steiler wird, aus dem Sattel gehen – auch um die Belastung auf andere Muskelgruppen zu verteilen. Es wäre falsch zu sagen, die eine Variante ist besser als die andere, beides kann erfolgreich sein. Ich würde jedem raten, abwechslungsreich zu fahren, die Belastung zu verteilen, auch den Wiegetritt immer wieder zu nutzen – es macht zudem Spaß und ist gutes Ganzkörpertraining.

WELT: Oft herrscht der Glaube: Viel hilft viel. Also je mehr ich trainiere, je mehr Kilometer ich abreiße, je dicker der Gang, desto besser werde ich. Was sagen Sie?

Lorang: Es hat alles seine Berechtigung. Um im Ausdauersport gut zu sein, braucht man natürlich eine starke Kondition. Die trainiert man einerseits, indem man locker fährt, indem man Umfänge fährt, also lang und locker – der Klassiker. Andererseits aber auch, indem man hohe Intensitäten macht. Es muss aufeinander aufbauen. Ich kann nicht gleich mit Intervallen anfangen, muss anfangs erst mal langsam die Umfänge steigern, und wenn ich das ein paar Wochen mache, gehe ich einen Schritt weiter. Am Ende muss

es eine Mischung sein aus lockerem, langem Training auf der einen und Intervallen und Tempo auf der anderen Seite. Vier mal zehn Minuten VO2max-Intervalle sind beispielsweise ein gutes Training, aber wenn ich nicht darauf vorbereitet bin, sind Überlastungserscheinungen die Folge.

WELT: Inwieweit stimmt der Satz „In der Ruhe liegt die Kraft“ auch beim Radfahren?

Lorang: Wenn es länger wird, trifft das auf jeden Fall zu. Man sieht es ja auch bei den Profis: Es gewinnt nicht, wer am ersten Berg attackiert, sondern derjenige, der seine Kräfte gut einteilen kann. Die Profis machen übrigens sehr viele dieser langen, eher lockeren Einheiten. Viele sagen: „Das sind die Einheiten, die mich stark machen.“ Es muss also nicht immer wehtun. Manchmal ist es besser, wenn es nicht wehtut, dann kann es eine höhere Wertigkeit haben.

WELT: Könnten Sie das kurz erklären?

Lorang: Wenn die Radfahrer viele Rennen fahren, dann müssen sie diese Intensitäten durch aerobes Ausdauertraining kompensieren. Die Ausdauer lässt sich nur verbessern, wenn sich intensive Reize und ruhige Grundlageneinheiten die Waage halten. Radprofis trainieren 85 bis 90 Prozent aerob und zehn bis 15 Prozent anaerob (intensiv). Das zeigt, wie wichtig auch die langen, lockeren Grundlageneinheiten sind. Gleiches gilt auch für den Amateur- und Freizeitsportler.

Ein starker Rumpf macht Sie schneller

WELT: Rumpftraining ist generell für den Alltag wichtig, sollte auch für jeden Läufer dazugehören – welche Relevanz hat es beim Rennradfahren?

Lorang: Der Rumpf ist ein sehr wichtiger Faktor beim Radfahren. Zum einen, um die Kraftübertragung zu gewährleisten und mehr Leistung entwickeln zu können, und auch, um Rücken- und Schulterproblemen vorzubeugen. Wenn man sich einmal die Haltung auf dem Rennrad ansieht, ist es nicht unbedingt die rückenfreundlichste. Es ist einfach wichtig, eine Rumpfkraftigung zu machen. Und wir reden jetzt nicht von fünf Stunden in der Woche, sondern von zwei- oder dreimal 20 Minuten pro Woche. Damit kann man sehr viel bewegen.

WELT: Können Sie etwas genauer beschreiben, welche Auswirkung ein starker Rumpf auf die Leistung hat?

Lorang: Wenn man sich einen guten Radfahrer von hinten anschaut, lässt sich die Kraftentfaltung gut beobachten – er ist sehr stabil, kann eine hohe Spannung im Bauch und Rücken erzeugen, während er tritt. Wenn man also auf dem Rad sitzt, den Lenker festhält und Kraft aufbaut, geht bei einer starken Rumpfmuskulatur keine Energie im Bauch- und Rückenbereich verloren. Es verpufft nichts, sodass eine direkte Kraftübertragung auf das Pedal gelingt. Eine starke Rumpfmuskulatur macht den Radfahrer schneller.

WELT: Wie sieht es mit Kniebeugen und Ausfallschritten aus?

Lorang: Es ersetzt keine Radeinheit. Aber vor allem im Winter, wenn ich draußen nicht so viel fahren kann, ist es eine gute Alternative und Ergänzung, um eine ordentliche Grundfitness und Kraft aufzubauen, die man dann später auf dem Rad nutzen kann. Das muss man individuell sehen und überlegen: Wo habe ich Defizite? Für den einen ist die Stunde auf dem Rad sinnvoller, für den anderen eine harte Stunde Krafttraining. Prinzipiell kann das gut sein, ich würde aber nicht sagen: Jeder Radfahrer muss Krafttraining machen.

WELT: Ein Beispiel: Was könnte der Grund sein, wenn jemand bei dem kleinsten Hügel Probleme hat, sonst aber wirklich fit ist, lange und gut Rennrad fährt und schnell läuft?

Lorang: Für mich klingt das, als fehle die spezifische Kraft auf dem Rad. Dass diese einfach nicht ausreichend ist und derjenige deshalb am Berg Probleme bekommt. Mit einer höheren Frequenz kommt er vielleicht noch rüber, aber dann nicht mehr. Wenn es Watt-pro-Kilo-Probleme wären, er also etwas schwerer wäre, könnte er nicht so gut laufen und wäre in der Ebene auch nicht so gut. Wo die nicht ausreichende spezifische Kraft nun herkommt, müsste man herausfinden. Es kann sein, dass er einfach spezifische Kraftintervalle machen muss, damit er seine Fähigkeiten auch am Berg zeigen kann. Eine falsche Ansteuerung der Muskulatur ist auch möglich, vielleicht ist auch das Rad falsch eingestellt ist, sodass nicht die richtige Muskelkette aktiviert wird.

Lorangs Trainingspläne für Grundlagenausdauer, Kraftausdauer und Schnellkraft

1. Grundlagentraining:

- Fahren Sie zwei bis vier Stunden in ihrem aeroben Stoffwechselbereich. Ein guter Indikator dafür ist, dass Sie sich dabei noch unterhalten können, aber einen kleinen Anstrengungsgrad merken.
- Wählen Sie für die Einheit eine Trittfrequenz zwischen 80 und 90 Umdrehungen pro Minute.

- Gehen Sie alle 20 Minuten aus dem Sattel und fahren Sie eine kleine Beschleunigung über acht Sekunden. Wählen Sie dafür einen mittleren Gang.

2. Kraftausdauertraining:

- Wärmen Sie sich 30 Minuten gut auf und fahren Sie dabei eine Trittfrequenz von 80 bis 100 Umdrehungen pro Minute.
- Im Anschluss machen Sie drei- bis viermal (acht bis zwölf Minuten) Kraftausdauerintervalle. Dabei liegt die Trittfrequenz bei 50 bis 55 Umdrehungen pro Minute und die Intensität im Bereich Ihrer anaeroben Schwelle. Als Richtwert können Sie hierfür circa 85 bis 90 Prozent Ihrer maximalen Herzfrequenz (auf dem Rad) nehmen. Wählen Sie für die Intervalle am besten einen Berg aus oder fahren Sie gegen den Wind. Zwischen den Intervallen fahren Sie jeweils acht Minuten locker mit einer Trittfrequenz von 90 bis 100 Umdrehungen pro Minute.
- Den Rest der Einheit dann locker. Gesamtdauer der Einheit: 1,5 bis zwei Stunden.

3. VO₂max-Training:

- Wärmen Sie sich 20 Minuten gut auf und fahren dabei eine Trittfrequenz von 80 bis 100 Umdrehungen pro Minute.
- Im Anschluss machen Sie dreimal fünf (30:30 Sekunden) Intervalle: Dabei fahren sie 30 Sekunden intensiv und 30 Sekunden locker, das Ganze dann fünf Minuten am Stück. Die Pause zwischen den Intervallen sollte zwischen sechs und acht Minuten liegen. Wählen Sie für die Intervalle eine Trittfrequenz von 70 bis 85 Umdrehungen und fahren Sie die Intervalle am besten an einem Berg.
- Den Rest der Einheit fahren Sie ganz locker. Gesamtdauer: eine bis 1,5 Stunden.

„Die neue Normalität wird als alternativlos dargestellt“

Von Ute Cohen

Wer hat Angst vor Gunnar Kaiser und Milosz Matuschek? Ihr „Appell für freie Debattenräume“ rüttelt am Selbstverständnis der Linken und irritiert die Rechten. Ein Gespräch über Privilegien und den Mut zur Meinung gegen den Mainstream.

Es ist ein Positions- und Strategiepapier für ein Netzwerk, das sich als „Intellectual Deep Web“ gegen jede Form von Cancel Culture, Deplatforming und Ausgrenzung aus dem öffentlichen Diskurs richtet. Die Erstunterzeichner, darunter Necla Kelek, Dieter Nuhr und Harald Martenstein, engagieren sich für eine freie und gleichberechtigte Teilhabe am öffentlichen Diskurs, den sie vor allem seit dem Fall Lisa Eckhart gefährdet sehen. Gunnar Kaiser hat 2016 seinen Youtube-Kanal „KaiserTV“ gegründet, Milosz Matuschek ist Redakteur beim „Schweizer Monat“. Ein Gespräch im Zoom-Meeting mit Kaiser und Matuschek über die Privilegiengesellschaft, Kulturpessimismus und die Voraussetzungen für Mündigkeit.

WELT: „Intellectual Deep Web“ (IDW) – das klingt nach Putsch und Paranoia. Wie gefährlich sind Sie, Herr Matuschek?

Milosz Matuschek: Überhaupt nicht. Mutig vielleicht, aber nicht gefährlich. Die Angst in unserer Gesellschaft besiegt man nicht mit Ratio, sondern durch Mut. Das IDW ist der Versuch, sich wieder auf die Grundstandards eines lebhaften Debattenraums zu einigen. Es ist ein Ruf zur Tagesordnung in einer lebendigen Demokratie.

Gunnar Kaiser: Gefährlich ist das allenfalls für diejenigen, die von der Einseitigkeit des Diskurses profitieren. Debatten werden oft nicht auf Augenhöhe geführt, sondern aus einer Machtposition heraus. Wir wirken womöglich gefährlich, denn manch einer unterstellt uns, wir bedienen ein rechtes Narrativ; vor allem von der linksliberalen Seite, die derzeit die Meinungsführerschaft hat. Wir sehen uns vielmehr als Schiedsrichter, die dafür sorgen wollen, dass beide Seiten fair miteinander spielen.

WELT: Würden Sie sich als liberal bezeichnen?

Matuschek: Mit dem Label habe ich kein Problem, für andere mag das ein Reizwort sein. Es geht um eine demokratische Grundhaltung.

Kaiser: Wir haben einen neutralen Freiheitsbegriff beziehungsweise gehen von einer negativen Freiheit, der Freiheit *von* etwas, aus. Das kann uns auch als Willkür ausgelegt werden.

WELT: Sie sehen die Demokratie in Gefahr und die freie Debatte bedroht durch Cancel Culture und Deplatforming? Wo sehen Sie solche Phänomene am Werk?

Matuschek: Sie durchziehen inzwischen den gesamten öffentlichen Raum. Wissenschaftler werden auf persönliche Weise angegriffen: Die Frankfurter Professorin Susanne Schröter beispielsweise wurde bei einer Konferenz zum Thema Kopftuch von islamorientierten Gruppierungen unter Druck gesetzt. Dadurch wird ein Abschreckungseffekt erzielt. Nicht einmal Kabarettisten sind vor Attacken sicher.

WELT: Vorbild für Ihre Initiative ist das Netzwerk namens „Intellectual Dark Web“ in den USA, dessen Akteure die Ablehnung der Political Correctness eint. Wie hat es sich seit seiner Gründung 2018 entwickelt?

Kaiser: Die Entwicklung geht hin zu Formaten, die wieder lange Diskussionen ohne Zensur ermöglichen, sie gehen über Stunden und haben Millionen von Aufrufen. Derlei fehlt im deutschsprachigen Raum. Das Bedürfnis nach Debatten wie zu Zeiten von Günter Gaus und Hannah Arendt existiert.

Matuschek: Gemein ist den Mitgliedern auch, dass sie sich mit ihrem eigenen *Tribe*, ihrem jeweiligen Umfeld, angelegt, das aber ausgehalten haben und für ihre Prinzipien eingestanden sind. Nicht *Talkers*, sondern *Doers* überzeugen. Durch Handeln werden sie glaubwürdig.

WELT: Auch Sie, Herr Kaiser, haben Ihre eigenen Medienkanäle. Wie ist Ihr Verhältnis zu den sogenannten Mainstream-Medien?

Kaiser: Es ist eigentlich nicht von großer Gegnerschaft geprägt; meine Kanäle haben sich als Ergänzung erwiesen. Der Kontakt zum Publikum ist schnell und intensiv. Ziel war es von Anfang an, eine Verbindung mit den herkömmlichen Presseorganen herzustellen. Da ist im Moment mehr Feindschaft als nötig wäre. Man könnte viel mehr hin und her spielen. Ich finde es gut, wenn es Qualitätsmedien – das wird ja heute schon als ironisches Schimpfwort benutzt! – gibt, auf die man vertrauen kann.

WELT: Welche Anliegen sind Ihnen besonders wichtig?

Matuschek: Wir wollen zeigen, dass es aufregende, neue Geschichten gibt, auch im intellektuellen Bereich. Wir sind alle ein wenig enttäuscht, dass viele Debatten unterhalb des eigentlich Möglichen bleiben. Die Menschen dürsten nach Inhalten, die man ihnen heute vorenthält. Die Lust und die Sehnsucht verschwinden aber nicht mit dem fehlenden Angebot. Den freien Medienmarkt gibt es auf Youtube, der Geist geht nicht mehr zurück in die Flasche. Die Strategie, jemanden zu canceln, ist nicht klug. Dadurch, dass jeder Intellektuelle einen Kanal haben kann, wird sich die Information ihren Raum nehmen.

WELT: Haben wir hierzulande eine Cancel Culture?

Matuschek: Darüber lässt sich streiten. Wir haben Phänomene, die sich strukturell wiederholen: Das Einwirken von Gruppierungen auf die Veranstalter zum Beispiel oder die Art und Weise, wie eine Person unmöglich gemacht wird. Zunächst ist sie umstritten, dann ein komischer Vogel, und schließlich ist sie weg. Dieses Wegschmelzen der Kulturangebote wollen wir verhindern.

WELT: Wie reaktionär ist Ihr Kulturpessimismus? Droht der Untergang des Abendlandes?

Kaiser: (*lacht*) Die Frage ist so schön geladen! Nicht mehr oder weniger kulturpessimistisch als die Kulturkritik eines Harald Welzer oder auch der Frankfurter Schule, die die Auswüchse des Kapitalismus kritisieren. Wir legen unser Augenmerk stärker auf Phänomene in der öffentlichen Debatte. Unser Handeln zeigt, dass wir keine Defätisten sind, sondern den Optimismus haben, etwas bewegen zu können. Daher würde ich mich mit dem Begriff des Kulturpessimismus nicht identifizieren.

WELT: Spricht hier die Stimme der Vernunft? Fehlt da nicht ein wenig Pathos?

Kaiser: Gerade dieses Pathos wird uns und unserem Aufruf aufs Brot geschmiert. Es ist eine Frage der Vermittlung: Wie will man Leute aufwecken? Das kann durchaus mit Pathos geschehen. Zugleich wollen wir aber auch Leute ins Boot holen, beispielsweise Linke, die von Rechten unter Druck gesetzt werden. Das geschieht dann mit der Ratio.

WELT: Mit dem Untergang des Abendlandes haben Sie also nichts zu tun?

Matuschek: (*zögert*) Nein, aber man kann sich schon in einem größeren Zusammenhang die Frage stellen, ob es auch in der Geschichte der Demokratien Zyklen gibt, die sich auf ähnliche Weise wiederholen. Wir befinden uns in einer Phase, in der Grundsatzfragen wieder auftauchen. Das ist ein ungesundes Phänomen, denn in einer funktionierenden Demokratie müssten wir uns diese Fragen nicht stellen. Gunnar und ich sind

der Meinung, dass wir dies hinter uns bringen müssen, um uns dann den wirklich wichtigen Themen zu widmen – von Corona bis zum Geldsystem.

WELT: Bei Oswald Spengler spitzt sich alles auf eine autoritäre Figur zu.

Matuschek: Wir haben auch in Deutschland eine Kanzlerdemokratie seit zwanzig Jahren. Es ist eine neue Normalität entstanden, die als alternativlos dargestellt wird gemäß der Devise: „Durchregieren! Vertraut uns, und alles wird gut.“ Dadurch nimmt das Vertrauen in die Demokratie ab. Was sind die Alternativen? Fatal wäre es, wenn das Autoritäre die Alternative wäre. Wir machen eine Gegenbewegung zum Hierarchischen. Das Dezentrale, die Verbindung zwischen Menschen, die vorher nicht verbunden waren, möchten wir begünstigen, gestützt von einem strukturellen Medienwandel.

WELT: Was eint die Unterzeichner Ihres Aufrufs, von Harald Martenstein bis Alexander Kluge?

Kaiser: Sie alle eint die Sorge vor einer verarmten Debatte. Alle haben sich sehr schnell mit Verve angeschlossen, da sie Bedenken teilen, die auch im „Harper’s Letter“ von Margaret Atwood und J. K. Rowling formuliert wurden.

Matuschek: Es ist schwierig, die Motivation von Menschen zu ergründen. Jeder unterschreibt aus ganz eigenen Motiven. Die Sorge um die Standards betrifft aber alle, man selbst könnte schließlich der Nächste sein. Es wird nicht nach einem Recht entschieden, sondern nach einem Privileg. Das heißt: Ich muss mich denen, die das Privileg vergeben, unterwerfen. Wir müssen zurück zu den Prinzipien, da sich sonst jeder zum Untertan im Denken machen würde. Diejenigen, die canceln, fassen die Meinungs- und die Kunstfreiheit als Privileg auf; Lehnsherren ähnlich, die ein Privileg vergeben.

WELT: Die Kritiker der Privilegien sind diejenigen, die sie installieren?

Matuschek: Ja. Es gibt Menschen, Gatekeeper, die mehr Rechte über den öffentlichen Raum haben als andere und bestimmen, wer reinkommt. Stellt man deren Bastion infrage, wehren sie sich natürlich.

WELT: Hat der Universalismus der Moderne ausgedient? Zersplittert die Gesellschaft?

Kaiser: Die Zersplitterung ist nicht zu leugnen. Die Angst ist real, dass die Gesellschaft nur noch aus Minderheiten besteht, die ihre jeweiligen Opferpunkte und Unterprivilegiertheiten beanspruchen, anstatt

zusammenzuhalten. Ein Fundus an kulturellen Normen, die wir alle teilen, muss in einer funktionierenden Demokratie immer wieder hergestellt werden. Dieser Fundus ist durch Filterbubbles in Gefahr.

WELT: Ist Ihr Appell nicht auch nur ein Manifest unter vielen? Sind Sie nicht selbst eher *Talker* als *Doer*?

Matuschek: Bei unserem Appell ist die Besonderheit, dass nicht nur Worte, sondern Personen im Raum stehen. Wir werden mit unserer Liste konfrontiert und stehen dafür ein. Der Debattenraum wird spürbar weiter.

WELT: Ist das nicht ein wenig paradox: Sie sind Gegner der Ideologie, ontologisieren aber den Konflikt, anstatt ihn per Debatte auszutragen?

Kaiser: Es besteht die Gefahr, einen Popanz aufzubauen, um als wackere Kämpfer dazustehen. Nein, unser Ziel ist es, uns selbst überflüssig zu machen und wie ein guter Arzt nicht mehr gebraucht zu werden. Wir wollen keine Wunderheiler sein, sondern auf die Wunde hinweisen. Diese sollte heilen und irgendwann in den Geschichtsbüchern verschwinden, sodass man eines Tages sagen kann: Ach guck mal, die hatten damals aber lustige Probleme; gut, dass man etwas dagegen getan hat! Das wäre das Ideal.

WELT: Willy Brandt sah den Notstandsfall als Stunde des „mündigen Bürgers“. Wie mündig sind wir?

Matuschek: So mündig, wie es der Debattenraum, die eigene Neugier und Aktivität zulassen. Eine Meinung zu haben bedeutet noch nicht, mündig zu sein. Meinungen sind wie Herpes: Jeder hat eine und sei's von einem anderen. Mündigkeit ist etwas, das man sich selbst erarbeitet. Sie wird einem nicht geschenkt, auch nicht im Medienbereich. Die Vielfalt der Informationen ist der Baustoff für den Erkenntnisgewinn. Man sollte dem Bürger Informationen zur eigenen Verarbeitung zur Verfügung stellen.

WELT: Tut das nicht die dpa?

Matuschek: Wir haben einen Kanal, aus dem sich alle bedienen, brauchen aber eine *dpa of the people*. Der Zugang zu Informationen ist ein Key Point der Mündigkeit.

WELT: Wie, glauben Sie, wird dieses Interview wohl aufgenommen werden?

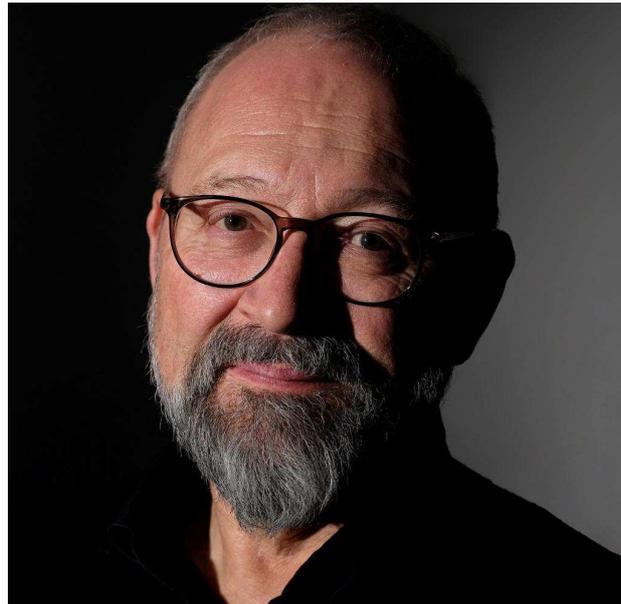
Matuschek: Es kommt darauf an, wie Sie es schreiben und ob Sie gut im Framing sind. Sind wir die „Neuen Rechten aus dem Dunkeln“? (*lacht*) Uns ist bewusst, dass unser Aufruf ein soziales Experiment darstellt.

„Und wenn nicht jetzt, dann Untergang“

Stand: 06.09.2020 | Lesedauer: 13 Minuten

Von **Andrea Seibel**

Autorin



Kaum einer kennt sich mit dem Wesen der deutschen Demokratie so gut aus wie er: Herfried Münkler

Quelle: Martin U. K. Lengemann

Politikwissenschaftler Münkler sagt, warum die Deutschen allen Grund haben, zufrieden mit sich und ihrem Land zu sein. Was ihn aber umtreibt, ist der moralistische Absolutheitsanspruch der „Greta Thunbergs dieser Welt“ – der mit der Demokratie unvereinbar sei.

Herfried Münkler, emeritierter Politikwissenschaftler an der Humboldt-Universität Berlin, und die Interviewerin haben keine Büros mehr. Also treffen **wir uns** in einem Berliner Café. Es gibt viele solcher Orte in unserem Land: Das Stimmengewirr ist enorm, das Bedürfnis zu reden auch. Wer denkt da an Aerosole? Aber halt, Abstand wird zu einer Frage des Anstands. Und mittendrin sitzt der renommierte Politikwissenschaftler Münkler, reibt sich seinen Bart und spricht über diese Tage und die Jahre, die hinter den Deutschen liegen. Und die Zeit, die auf unsere Demokratie zukommt.

WELT: Herr Münkler, mitten in den Lockdown des Frühjahrs fiel die Hochzeit eines Ihrer Kinder. Haben Sie die Feier mittlerweile nachgeholt? Was haben Sie in dieser Zeit am meisten vermisst?

Herfried Münkler: Wir werden am ersten Hochzeitstag richtig feiern. Es gibt Schlimmeres. Ich habe wenig vermisst, weil ich zu den glücklichen Leuten gehöre, für die Homeoffice immer eine Option war. Ich war zu Hause produktiver als im Büro, wo doch viel für soziale Kontakte

draufgeht. Ich hatte also viel Zeit. Das war für mich kein Verlust, wie etwa für Jugendliche oder Familien mit Kindern. Wenn man älter ist, hat man nicht mehr ein solch ausgeprägtes Bewegungsbedürfnis.

WELT: Endlich ist es einmal ein Standortvorteil, dass Deutschland überaltert ist. Haben wir daher Corona so gut im Griff?

Münkler: Sogenannte heiße Gesellschaften, in denen 50 Prozent unter 20 Jahren sind, haben in der Tat größere Probleme. Bei den Jugendlichen läuft die Zeit, all das, was bei uns Alten mehr in den Hintergrund gedrängt wurde. Es ist auch nicht so, dass ich unbedingt Face-to-face-Kommunikation haben muss. Das ließ sich über Zoom ganz gut machen. Meine Dienstreisen wurden auch eingespart. Das war eine Erfahrung von Effektivierung, die auch für viele, die jünger sind, von Bedeutung sein könnte.

WELT: In Großbritannien wollen viele Arbeitnehmer nicht zurück ins Büro.

Münkler: Vor allem dann, wenn der Weg zur Arbeit so endlos lang ist. Im Zentrum der Stadt sind die Mieten für Wohnungen zu hoch. In London oder in Paris spart man so schnell drei Stunden am Tag an Weg ins Büro. Das ist elementar.

Wenn man sich ein, zweimal die Woche im Büro trifft, reicht das oft. Wir sind in einer großen Umbruchsituation, deren positiver Effekt ist, dass die Ressourcen geschont werden. Soziale Kontakte allerdings werden ausgedünnt. Der Aufstieg des einen ist oft der Abstieg des anderen.

WELT: Sie haben Urlaub in den Bergen verbracht. Warum ist das Verreisen der erste Impuls der meisten Menschen gewesen? Reduziert sich das Freiheitsempfinden tatsächlich auf die Reisefreiheit?

Münkler: Ach, das weiß ich nicht. Wir sind dahin gefahren, wo wir seit geraumer Zeit hinfahren, nach Südtirol.

WELT: Helmut Kohl wäre in Corona-Zeiten vielleicht weiter an den Wolfgangsee gefahren. Die einfachen Menschen auf Mallorca wollten nur Party machen. Warum diese Unbeherrschtheit?

Münkler: Als Sozialwissenschaftler denke ich, dass vernünftiges Verhalten die Chance zur Vermeidung des zweiten Lockdown ist. Also ein hohes Maß an Selbstbeobachtung, Selbstkontrolle und Zurückhaltung. Unbändiges Bewegungsbedürfnis und das Ausleben anderer Gelüste sind ein Problem, wie Ischgl oder Ballermann oder aus dem Sangria-Eimer zu trinken.

WELT: Die Flut der Bücher, die seit Beginn der Pandemie erschienen sind, erweckt den Eindruck, die Pandemie habe unser Leben radikal verändert, wir lebten gar in einer „Corona-Gesellschaft“. Nichts sei wie früher, nichts werde mehr wie früher sein. Was sagt der Politologe dazu?

Münkler: Das können wir noch nicht so genau sagen. Wenn Covid-19 sich ungefähr so verhält wie die Pest in der Mitte des 14. Jahrhunderts, wird es unser Leben und das der nachfolgenden Generation allerdings verändern.

WELT: Aber die Referenz ist doch die Moderne! Die Spanische Grippe.

Münkler: Viele Risiken und Bedrohungen können eingedämmt werden, was uns leichtsinnig gemacht hat. Auf den Zetteln der großen Herausforderungen stand immer die Pandemie mit drauf. Aber es wurde nicht aktualisiert, weil es von Aids bis Ebola und der Vogelgrippe gelungen ist, solche potenziellen Pandemien als räumlich und zeitlich begrenzte Ereignisse zu organisieren. Daher diese anfängliche Nachlässigkeit.

Die Alternative zur Pesterfahrung ist die Cholera von 1831, die beachtliche Opfer kostete – unter anderem starb in Berlin Hegel an ihr! Sie konnte dann durch Hygienemaßnahmen relativ gut in den Griff bekommen werden.

WELT: Nach 2015 ist mit der unkoordinierten Flüchtlingspolitik, mit dieser „Hauruckmigration“, das Vertrauen in die Regierung nachhaltig erschüttert worden. Hat Corona dieses Vertrauen partiell wiederhergestellt? Noch immer ist die große Mehrheit der Deutschen mit den Schutzmaßnahmen einverstanden.

Münkler: Über 90 Prozent sagen insgesamt, dass Maske getragen und Abstand gehalten werden muss. Das gilt für alle Parteien mit Ausnahme der AfD, bei der aber auch mehr als 40 Prozent der Auffassung sind, die Maßnahmen seien richtig. Also ist Corona rechtspopulistisch nicht in vergleichbarer Weise ausnutzbar wie die Flüchtlingsfrage. Eine Krise wie diese ist die Stunde der Exekutive. Das Vertrauen in Regierungshandeln ist schon recht hoch, auch wenn man bedenkt, dass dieses aus einem Prozess des Hineintastens bestand.

Wenn heute einer wie Jens Spahn sagt, es war einiges zu dick aufgetragen im Lockdown, das würden wir heute nicht mehr machen, dann heißt das: Damals war Axt, heute ist Mikroregime. Das funktioniert indes nur unter der Voraussetzung, dass man eine einsichtige und die Maßnahmen mittragende Bevölkerung hat – man sich auf die Menschen verlassen kann, auch wenn sie nicht kontrolliert werden.

WELT: Das ist erstaunlich, oder?

Münkler: Es gibt drei Modelle des Regierungshandelns. Das eine besagt, wir wissen alles, und wir können alles, und Gerichte können uns sowieso nicht reinregieren; nennen wir das mal das chinesische Modell. Und dann das Gegenmodell der spätpubertären Heroen wie Trump oder Bolsonaro, die tönen: Was interessiert mich Wissenschaft! Ich mache das nach Westernart, man muss nur mutig sein!

Und dann das deutsch-europäische Modell. Augenblicklicher Stand ist der und der, wir müssen abwägen, was die diversen Experten sagen, und dann entscheiden. Es war zu keinem Zeitpunkt eine Herrschaft der Experten, immer hat die Politik entschieden. Und hat das auch verantwortet.

WELT: Das Wort von der „Fahrt auf Sicht“ in neuem Glanze.

Münkler: Genau. Revidierbare Entscheidungen, das sieht man an der Frage der Maske. Das ist keine Schwäche, sondern eine Anpassung an die Lage auf Grundlage veränderten Wissens.

Regierungsentscheidungen können obendrein von unabhängigen Gerichten überprüft werden, sie

sind auf der föderalen Ebene abgestuft – und das hat ganz ordentlich funktioniert. Es sind sicherlich Fehler gemacht worden, aber das Entscheidende war, dass das Handeln fehlertolerant angelegt war.

WELT: Und in diesem Lichte werden die Aufregungen über die Demonstrationen Ende August in Berlin plötzlich nichtig und klein, oder?

Münkler: Was wir da beobachten konnten, ist der Aufstand aller möglichen Ränder gegen die Mitte, sinnbildlich im Pas de deux zwischen Regenbogen und Reichsfahne. Das sind Leute, die grundsätzlich mit der Politik dieses Staates unzufrieden sind. Darunter sind Libertäre, denen jede staatliche Maßnahme ohnehin zu viel ist.

Aber die Besetzung der Treppe des Reichstages manifestierte die Hegemonie der Rechtsradikalen. Sie haben die Bilder produziert. Ich kann mir vorstellen, dass diese Aktion die Funktion hatte, die Demonstranten als „das Volk“ zu markieren, das von rechts her den Aufstand gegen die Regierung führt.

In Serbien, der Ukraine und Georgien kam es zu solchen Stürmungen der Parlamente, um sich der Diktatoren zu entledigen. Die Rechten haben also eine linke Symbolik gekapert. Aber das machen sie in letzter Zeit ja häufiger.

WELT: Als ich diese Bilder sah, fragte ich mich: Was macht einen mündigen Bürger aus? Der Philosoph Peter Sloterdijk spricht von einer „verwilderten Souveränität“, die wir auf den Straßen und in Internetforen erleben.

Münkler: Ich würde von „verwahrlost“ sprechen.

WELT: Und diese Menschen reden von Freiheit. Einem so kostbaren, wunderbaren Wort!

Münkler: Aber es ist ein Freiheitsbegriff im Sinne von Max Stirner: Nur das Ich zählt. Was die anderen betrifft, interessiert nicht. Dagegen verbindet Kants Freiheitsbegriff immer die eigene Freiheit mit der Freiheit des anderen.

WELT: Wenn 20 bis 30 Prozent der Menschen in einer Demokratie anfällig fürs Autoritäre sind – nicht als Konzept, sondern als Gefühl –, was heißt das dann für unsere Demokratie? Wird dann Polarisierung der Normalfall, vielleicht sogar besser als eine nur beschworene und nicht wirklich empfundene Einheit?

Münkler: Wenn das mit den Prozenten mal zutrifft, wird dies als Potenzial überformt durch die nationale Geschichte und das kollektive Gedächtnis. Und da sind die Deutschen, die Westdeutschen mehr als die Ostdeutschen, in höherem Maße immun gegen die Versuchungen des Rechtspopulismus. Als ich jung war, gab es Traumländer wie Frankreich oder Skandinavien. Besser, als ein verfluchter Deutscher zu sein. Jetzt, auf meine alten Tage, ist das anders. Die Franzosen fahren auf Marine Le Pen ab, die Skandinavier haben starke rechtspopulistische Parteien. In Deutschland dagegen gibt es eine bemerkenswerte Distanz gegenüber diesen rechtsextremen Versuchungen. Wenn man sieht, wie in den USA ein kleiner Bürgerkrieg inszeniert

wird, ist man entsetzt. Der von Norbert Elias beschriebene „Prozess der Zivilisation“ ist in Amerika weniger angekommen als in Europa, wo es doch zu einer Entwaffnung der Bürger gekommen ist: Was eine Voraussetzung dafür ist, dass wir vernünftig miteinander leben können und eine geringe Rate an Mord und Totschlag haben.

WELT: Interessant, dass die Entwaffnung der Bürger doch so etwas wie eine wehrhafte Demokratie erst ermöglicht!

Münkler: Demokratien sind immer auch organisierte Lernprozesse, die nicht auf Spezialisten, Politiker und ein paar Experten beschränkt sind, sondern die Zumutung einschließen, tendenziell an alle Bürger, zu lernen, sich zu informieren und Urteilskraft zu entwickeln. Das ist nicht so ohne. Das heißt auch, dass man, geht etwas schief, selbst in der Verantwortung steht.

Es gibt also einen Erwartungsdruck zur Vernünftigkeit. Wie viele Bürger verspüren diesen Druck? Und wie viele sagen: „Ist mir doch scheißegal. Ich will aber ...“ Wie verhalten sich Rationalität und der bloße Wille zueinander? Was Sie ansprachen, ist eine Verschiebung vom Rationalen zum Volontativen: „Ich will.“ Das ist eine Gefährdung von Demokratie, die an zwei Dingen zugrunde gehen kann: dass sich die Bürger aus allem zurückziehen. Oder aber das System überschwemmen mit der hemmungslosen Anforderung: Mein Wille geschehe.

WELT: Das kann man nicht gesäßpolitisch verorten. Denn es gibt ja auch in linksliberalen Kreisen sehr viel Fatalismus, ja nachgerade Weltuntergangsstimmung. Gegen den Kapitalismus, gegen die Autoindustrie, alles ist rassistisch und unterdrückerisch, alles wird infrage gestellt, statt zu sagen: Klar, wir haben Probleme. Packen wir sie an, reparieren wir, innovieren wir. Aber bitte keine Apokalypse!

Münkler: Ganz wichtiger Punkt, diese Beschwörung der Gefahr, der Alarmismus, der nur ein Thema in den Vordergrund stellt, siehe Greta. Und wenn nicht jetzt, dann Untergang. Aushandlungsmechanismen, wie die Demokratie sie darstellt, werden ausgesetzt, weil man durch die drohende Apokalypse ja die Befugnis hat, vermeintlich besseres Wissen umzusetzen. Extinction Rebellion ist hierfür symptomatisch. Diese Moralisierbarkeit ist neu und hat mit dem Prozess des demokratischen Nachdenkens und Abwägens, das, was man deliberative Demokratie nennt, nichts mehr zu tun.

WELT: Damit wird auch der Begriff des „zivilen Ungehorsams“ seiner Relevanz beraubt.

Münkler: Das ist eine Kategorie des Widerstands gegen Unrecht und Autoritarismus, die nicht überzogen werden sollte.

WELT: Wie schnell wird Geschichte vergessen, denkt man an die Unfreiheit in der DDR, von der heute keine Rede mehr ist. Als die 68er gegen Amerika und Vietnam demonstrierten, da antwortete ihnen Hannah Arendt: Kehrt vor eurer eigenen Haustür. Bekämpft die Unfreiheit des totalitären Kommunismus. Ab da wurde sie als Rechte abgetan. Was würde sie heute sagen!

Münkler: Im Zentrum ihres Denkens steht ja die Vorstellung des gemeinsamen Handelns. Dazu gehören das gemeinsame Gespräch und die Übereinkunft. Sie sind die Voraussetzung dafür, dass man gemeinsam etwas unternimmt.

Insofern ist es keine Frage, dass Arendt bestimmte Entwicklungen, in denen einige aufgrund ihres angeblich überragenden Wissens in Verbindung mit ihrer moralischen Dignität (die Greta Thunbergs dieser Welt) für sich eine Alleinentscheidungskompetenz beanspruchen, als eine Aushebelung dessen begreifen würde, was ihr Ideal war. Arendts Einstellung ist zutiefst republikanisch.

WELT: Und wie schnell stumpfen wir ab ob der Kämpfe und Freiheitsdürste der anderen – seien sie in Hongkong, Weißrussland oder in Syrien! Und doch ist diese elementare Freiheit immer noch da, sie ist ansteckend und unermüdlich. Aber können wir helfen?

Münkler: Nicht wirklich. Weil es letzten Endes nicht vernünftig ist, sich mit einer Atommacht wie Russland oder China anzulegen. Vermutlich müssen wir hinnehmen, dass so manche Vorstellung, die 1989/90 entstand im Hinblick auf eine Weltordnung, die jenseits der Partikularinteressen von Nationalstaaten funktioniert, vorbei ist.

Russland und China betonen immer wieder ihre „inneren Angelegenheiten“. Aber auch den alten Westen, der hierauf reagieren könnte, gibt es nicht mehr. Denn Donald Trump hat das Multilaterale demoliert. Viele Institutionen und Organisationen internationaler Dimension wurden von Amerika handlungsunfähig gemacht.

Wir gehen schon in eine Welt hinein, in der man akzeptieren muss, dass bestimmte Ansprüche, Normen und Werte regional begrenzt sind. Da würde ich so emphatisch wie bescheiden sagen: Wenn es der EU gelingt, dies innerhalb ihrer Mitgliedsländer einigermaßen aufrechtzuerhalten, was angesichts der mittel- und südosteuropäischen Länder nicht selbstverständlich ist, dann ist das schon eine große Sache. Der Rest, Hongkong, Belarus, die Uiguren, wird ein symbolischer Akt bleiben. Diese Weltordnung ist eine andere als die der letzten drei Jahrzehnte.

WELT: Kann Demokratie ermüden? Ist die repräsentative Demokratie erschöpft?

Münkler: Grundsätzlich sind Demokratien eine Form der politischen Ordnung, die immer wieder revitalisiert werden muss. Weswegen der amerikanische Präsident Thomas Jefferson einmal sagte, der Baum der Freiheit müsse immer wieder mit dem Blut der Demokraten gedüngt werden. Etwas weniger blutrünstig heißt das: Demokratien brauchen alle 20 bis 40 Jahre so etwas wie eine Herausforderung, in der die jeweiligen politischen Generationen die Erfahrungen machen, die in einem berühmten Satz vor fünf Jahren zum Ausdruck kamen. Wir haben das geschafft. Wir haben uns angestrengt.

Zuversicht in die eigene Handlungsfähigkeit ist das beste Gegenmittel zum Fatalismus. Einer meiner Lieblingsautoren, der Franzose Étienne de La Boétie, ein Freund Montaignes, hat von der

„servitude volontaire“ gesprochen, der freiwilligen Knechtschaft. Das tat er im Hinblick darauf, dass bürgerpartizipative Ordnungen immer wieder untergehen, verschwinden.

Griechische Demokratie und römische Republik sind verschwunden, und es dauerte Jahrhunderte, bis es in europäischen Städten wieder solche Bürgerbeteiligungen gab. Insofern ist die Demokratie eine ständig gefährdete Form, und von Generation zu Generation muss sie im Sinne eines Kontraktes oder eines gemeinsamen Schwurs erneuert werden. Wo das nicht der Fall ist, kommt sie unter die Räder.

WELT: Wo stehen die Deutschen jetzt?

Münkler: Nach 2015 haben sich mehr Menschen in der Flüchtlingshilfe engagiert als AfD gewählt, und man kann sagen, dieses Engagement zählt mehr, denn es war mit Anstrengung und Mühe verbunden: Unwillen, Missvergnügen und Trotz in der Wahlkabine mit einem Kreuz kundzutun, ist einfach.

Und wenn man auch jetzt in Rechnung stellt, dass es bei einer solch breit angelegten Demonstration in Berlin nur 30.000 Teilnehmer waren und weit über 90 Prozent der Bevölkerung die Regierungspolitik unterstützen, kann man zufrieden sein mit den Deutschen. Und vielleicht ein Fragezeichen hinter den Satz von Heiner Müller machen: „Zehn Deutsche sind selbstverständlich dümmer als ein Deutscher.“ Vielleicht stimmt er doch nicht.

PETER THIEL

„Nuklearenergie ist das Wichtigste. Sie ist die saubere Energie der Zukunft“

Stand: 06.09.2020 | Lesedauer: 12 Minuten

Von Roger Köppel



Unternehmer Peter Thiel: „Ich möchte in den nächsten zehn Jahren etwas machen, was den Niedergang des Westens umkehrt“

Quelle: AFP

Der Starinvestor Peter Thiel sieht die Corona-Krise als Zäsur. Im Interview sagt er, warum er Trump weiter unterstützt, die chinesische Diktatur verabscheut, für den Westen schwarz sieht – und warum hinter dem Hype ums E-Auto eine Umweltlüge stecke.

Wenn jemand weiß, wie man Geld verdient, dann wohl Peter Thiel: Sein Meisterstück an den Finanzmärkten war der Einstieg bei Facebook – aus 500.000 Dollar Einsatz wurde rund eine Milliarde Dollar Gewinn. Der 53-jährige macht auch auf dem Feld der Politik Schlagzeilen, seit bekannt wurde, dass er den US-Präsidenten Donald Trump unterstützt. Im Interview spricht er über die drei großen Visionen für die westliche Gesellschaft, die Gefahren, die von China ausgehen und seine weitere persönlichen Ziele.

WELT: Herr Thiel, die USA sind in Aufruhr. Auf den Straßen brodelt es. Gegen die amerikanische Geschichte ist eine Art Kreuzzug im Gang. Journalisten und Professoren verlieren ihre Jobs, sobald sie etwas Falsches sagen. Hat diese Hysterie etwas mit der Pandemie zu tun? Was geht hier vor sich?

Peter Thiel: Lassen Sie mich zuerst etwas darüber sagen, was das Covid-Phänomen bedeutet. Dann können wir über den verrückten sozialen Tumult sprechen. Viele Leute denken heute: „Wann kehren wir zur Normalität zurück? Was ist der Weg zurück zur Normalität?“ Ich sehe das als psychologischen Indikator

dafür, dass die Leute tief drin wissen: Es gibt keinen Weg zurück zur alten Normalität, weil die Normalität, die wir hatten, in vielerlei Hinsicht gar nicht zukunftsfähig war.

WELT: Das Virus bringt eine Zäsur?

Thiel: Davon bin ich überzeugt. Man kann das Jahr 2020 als das erste Jahr des 21. Jahrhunderts deuten. An seinem Ende hatte das 20. Jahrhundert zusehends zombieartige Züge. Ende 2019 dachte ich: „Was geht hier eigentlich ab? Was können wir über dieses abgelaufene Jahrzehnt überhaupt sagen?“ Gut, es war das Jahrzehnt der iPhones. Wir hatten „Game of Thrones“, die Legalisierung von Marihuana. Aber es gab kein definierendes Ereignis, nichts Ikonisches. Selbst die Autos sahen 2019 ziemlich genauso aus wie 1999. Das letzte Jahrzehnt war das Jahrzehnt, in dem nichts passierte. Dieser Zombie-Zustand konnte nicht andauern. Ich sehe Covid-19 als Waldbrand, aber es ist ein Waldbrand in einem Wald, der bereits sehr krank war.

WELT: Waren die USA so krank? Vor Corona brummte die Wirtschaft wie nie.

Thiel: Das Jahr 2020 brachte einen Quantensprung der Lächerlichkeit in vielen Bereichen. An den Universitäten zahlt man mittlerweile 50.000 Dollar Semestergebühr für Zoom-Meetings mit den Professoren. Eine der größten Lügen war, dass man den Jungen erzählte, die großen Städte seien die Zukunft. Dabei funktionieren die Großstädte am schlechtesten. Die Immobilien sind überteuert, der Wettbewerb ist so extrem, dass er kontraproduktiv ist.

Die essenzielle Hässlichkeit der Megacitys kommt in der Krise ans Licht. Vorher war alles durch einen sterilen Aktivismus verdeckt. Man spürt jetzt die Überhitzung. Covid-19 bringt eine Verschiebung. Zuvor gab es das Gefühl, die Zukunft werde irgendwie zurückgehalten. Veränderungen, die längst hätten stattfinden müssen, kamen nicht, weil man sich dagegen sträubte. Jetzt wird die Zukunft freigesetzt. Es gibt zwar die Befürchtung, die Veränderung sei bedrohlich und zerstörerisch, aber sie ist meines Erachtens immer noch gesünder als die Fortsetzung dieses Zombie-Zustands, dieses institutionellen Komas.

WELT: Wie deuten Sie die fiebrigen Proteste in den Städten?

Thiel: Es ist immer schwer, etwas zu analysieren, wenn man mittendrin steckt. Ist es ein verrücktes Rückzugsgefecht der extremen Linken? Oder ist es ein Katalysator für noch mehr Wahnsinn? Ich empfinde diese Vorgänge als sehr seltsam. Den ethnischen Minderheiten bringen diese Proteste gar nichts. Man kann argumentieren, es sei superverrückt, Statuen abzureißen, weil man damit die eigene Geschichte abreißt. Andererseits ist es supertrivial. Der Sturz eines Denkmals ist billig und rein symbolisch. Er ändert nichts an den ökonomischen Strukturen.

WELT: Wie gefährlich ist das Ganze?

Thiel: Vielleicht wird alles nach den Wahlen verschwinden, weil die Aufstände vor allem auch gegen den Präsidenten gerichtet sind. Es ist ein Aberwitz: Man behauptet, es gehe um ethnische Minderheiten, aber eigentlich geht es darum, Trump durch einen noch älteren, noch weißeren Mann zu ersetzen.

WELT: Hat das Internet die Menschen freier oder unfreier gemacht?

Thiel: Vor 20 Jahren dachte man, das Internet sei eine gewaltige Kraft der Freiheit und der Dezentralisierung. Neue Stimmen konnten sich bemerkbar machen. Inzwischen nimmt die Zentralisierung zu. Ein paar Konzerne kontrollieren die großen Datenserver.

WELT: Muss man davor Angst haben?

Thiel: Es ist immer noch besser als die Alternative, und die Alternative sind die alten Medien. Ihr Meinungsspektrum ist viel enger. Das Silicon Valley ist vielfältiger. Die große Frage ist, ob es so bleibt.

WELT: Die Social-Media-Giganten zensurieren im großen Stil. Wer etwas Falsches sagt, muss damit rechnen, auf Twitter oder Facebook gesperrt zu werden. Verraten die Tech-Konzerne gerade ihr eigenes Versprechen?

Thiel: Im Silicon Valley gab es von Anfang an diese linksliberale Illusion, das Internet werde vor allem linksliberale Ideen verbreiten. Das existenzielle Problem des durchschnittlichen Twitter-Mitarbeiters besteht doch darin, dass er vor vier Jahren Bernie Sanders im Weißen Haus sehen wollte, dann aber merkte, dass Trump die Nummer eins auf Twitter ist. Die Twitter-Leute wollten Bernie, aber eigentlich arbeiteten sie für Trump. Das Silicon Valley wurde von Linksliberalen im Namen der Freiheit gegründet mit der Absicht, das Meinungsspektrum nach links zu verbreitern. Sie verbreiterten es aber unabsichtlich nach rechts. Hegel hätte dies den Trick die List der Geschichte genannt.

WELT: Sie waren einer der prominentesten und seltenen Exponenten des Silicon Valley, die sich für Trump ausgesprochen haben. Wie viele enge Freunde haben Sie damals verloren?

Thiel: Ich unterstützte Trump, und ich unterstütze ihn noch immer, weil ich glaube, dass seine Verurteilung der Zustände wahrer ist als die politisch korrekte Lüge des Mitte-links-Establishments. In diesem Punkt ist das Trump-Phänomen authentischer.

WELT: Wie beurteilen Sie Trumps Leistung als Präsident?

Thiel: Er ist der Kontrapunkt zu den Etablierten. Er ist die Alternative zu dem, was man vorher unhinterfragt für richtig gehalten hat. Diesen Kontrapunkt setzt er hervorragend. Seine Schwäche? Trump würde mir wohl zustimmen, dass er am Anfang zu viele Leute in die Regierung geholt hat, die zu sehr der alten Konsenssicht verhaftet waren. Für abschließende Urteile ist es noch zu früh. Wird Trump die Haltung des Westens gegenüber China ändern? Oder bekommen wir bald Joe Biden, diesen Marschall Pétain der Demokraten, der die Unterwerfung des Westens unter China vollenden wird? Ich sehe Biden als eine leicht jüngere, senilere Variante von Pétain, aber auch Pétain hatte glücklicherweise nicht das letzte Wort in der Geschichte.

WELT: Seine Kritiker behaupten, Trump sei charakterlich nicht geeignet als Präsident. Sie kennen ihn persönlich. Was ist Ihr Eindruck?

Thiel: In all unseren Interaktionen fand ich ihn unglaublich flüssig. Er hat ein scharfes Verständnis von Leuten, von der Dynamik. Die Art, wie er Dinge beschreibt, ist selbst dann, wenn er leicht danebenliegt, immer noch zutreffender als die politisch korrekte Konvention, die alle nachbeten. Bei einem Abendessen erzählte er mir von einem Treffen mit Präsident Xi, dem Generalsekretär der Kommunistischen Partei Chinas. Er, Trump, habe ihn im Gespräch als „König Chinas“ bezeichnet. Das ist faktisch natürlich falsch,

kommunistische Länder haben keinen König, aber es ist eine bessere Beschreibung von Xis Position als all die Titel, die er sich selbst gibt oder die ihm zugewiesen werden. Trump hat die phänomenale Fähigkeit, zum Kern der Dinge vorzustoßen in einer Gesellschaft, der diese Fähigkeit abhandenzukommen scheint.

WELT: Ist der Klimawandel eines der großen Menschheitsprobleme?

Thiel: Ich nehme den Klimawandel als politisches und kulturelles Phänomen sehr ernst. Nehmen wir zuerst Europa. Da haben wir die Frage, wie die Zukunft aussehen soll. Und die Zukunft definiere ich als eine Zeit, die anders aussieht als die Gegenwart. Die Zukunft kann nicht diese niemals enden wollende Gegenwart sein, dieser ewige „Und täglich grüßt das Murmeltier“-Zustand. Nun haben die führenden europäischen Parteien keinerlei Vision für eine Zukunft, die sich von der Gegenwart unterscheiden würde. Es geistern trotzdem Zukunftsvisionen herum. Ich sehe drei. Die erste Vision ist das Scharia-Gesetz, nach dem Frauen eine Burka tragen sollen. Man kann sich streiten, ob das erstrebenswert ist, aber es ist eine Zukunft, die sich von der Gegenwart unterscheidet.

Die zweite Vision ist, dass die künstliche Intelligenz des kommunistischen China alle durchleuchtet wird. Ich nenne es das Auge Saurons in der Begrifflichkeit von „Der Herr der Ringe“. Es ist ein totalitärer Staat, der totalitärer ist als alles, was wir im 20. Jahrhundert gesehen haben. Hinter der dritten Tür stehen Greta und die grüne Revolution. In dieser Zukunft werden alle ihren Abfall wiederaufbereiten und mit elektrischen Autos herumfahren. Die grüne Utopie ist – innerhalb des Visionsvakuums der europäischen Politik – relativ gesehen die am wenigsten schlechte aller derzeit kursierenden Zukünfte. Darum hat diese Vision ein solches Charisma entfalten können. Aus Mangel an besseren Alternativen.

WELT: Europa zwischen China, Scharia und Greta: welch trostloser Ausblick. Wie gefährlich ist der Klimawandel an sich?

Thiel: Ich würde mehr an den Klimawandel und an die heutige Klimapolitik glauben, wenn ich das Gefühl hätte, es gäbe die Möglichkeit einer offenen Debatte und einen größeren Spielraum für Diskussionen. Die Art, wie heute Wissenschaft finanziert wird durch diese selbstbezüglichen Komitees von Gleichgläubigen, die anderen Gleichgläubigen Geld geben, hat mich zur Überzeugung kommen lassen, dass selbst dann, wenn wir ein menschengemachtes Klimawandelproblem haben, die Wissenschaft dahinter zwangsläufig falsch sein muss.

WELT: Der Wissenschaft ist nicht mehr zu trauen? Das wäre fürchterlich.

Thiel: Es ist so unglaublich und so korrupt. Vielleicht ist Methan das ernsthaftere Treibhausgas als CO₂. Vielleicht ist das Problem, dass wir Steaks essen, und nicht, dass wir Autos benutzen. Was mich am meisten frappt: Wenn wir die Klimakatastrophe wirklich ernst nehmen wollen, dann müssen wir eine ganz andere Politik fordern. Ich würde zwei große politische Maßnahmen vorschlagen, aber keine davon ist heute auf der Agenda. Das ist der Grund, warum ich glaube, dass diese Klimaleute kein vollständig gutes Motiv haben.

WELT: An welche Maßnahmen denken Sie?

Thiel: Nuklearenergie ist das Wichtigste. Sie ist die saubere Energie der Zukunft. Die Klimalobby müsste ihr weltweit zum ganz großen Durchbruch verhelfen. Der zweite Aspekt ist, dass wir – wenn schon – den

Klimawandel als globales Problem ernst nehmen sollten. Aber es grenzt an magisches Denken, wenn jeder in Deutschland oder Kalifornien ein Elektroauto fährt und annimmt, er sei ein weltweites Vorbild und alle würde es ihm nachmachen. Das ist Unsinn. Wenn man weniger Verschmutzung produziert in Deutschland, wird heute die Verschmutzung einfach um den Erdball exportiert nach China, wo die Verschmutzung nach oben geht, weil sie in China Kohle benutzen, was einen größeren Treibhauseffekt erzeugt.

Es sollte massive, einschneidende Zölle und Handelsbeschränkungen gegen China oder Indien und andere Staaten geben. Wir sollten nichts von ihnen importieren. Wir sollten sie wirtschaftlich bestrafen, weil sie den Planeten verschmutzen, denn die Hälfte aller Treibhausgase kommt aus Indien und China, und das weltweite Wachstum ist dort am stärksten. Die Debatte läuft aber nicht in diese Richtung. Sie dreht sich um Menschen in Schweden, die in Zügen herumrollen. Würden wir also die Klimafrage wirklich ernst nehmen, würden wir eine ganz andere Diskussion führen. Deshalb misstraue ich der Klimadebatte zutiefst.

WELT: Ist der Westen im Niedergang?

Thiel: Eindeutig ja. Oswald Spengler (Autor des Bestsellers „Der Untergang des Abendlandes“, *Anm. d. Red.*) fühlt sich auch nach 100 Jahren trotz aller Fehler und Irrtümer seltsam prophetisch an. Man muss den Niedergang des Westens, wenn man die Frage so direkt stellt, aus meiner Sicht sehr ernst nehmen.

WELT: Mit China bekommt der Westen starke Konkurrenz. Hilft uns China, die eigenen Stärken wiederzuentdecken?

Thiel: Vorsicht. Man muss seine Feinde mit Bedacht auswählen, denn die Gefahr ist, dass man so wird wie sie. Teile unserer Elite finden es vielleicht nicht einmal so unsympathisch, wenn wir wie die Chinesen werden, fügsamer, kontrollierbarer. Viele glauben, China funktioniere besser als der Westen. Ich hingegen bin der Meinung, dass wir eine echte Alternative zu China bilden müssen. Es wäre ein Pyrrhussieg, China zu besiegen, indem wir werden wie China.

WELT: Halten Sie das echt für möglich?

Thiel: Wir haben über Kollektivismus gesprochen, kontrolliertes Denken, Sprechverbote. Das haben wir doch alles schon. Natürlich sind die Strafen nicht so hart wie in China, aber auch in den USA verlieren Leute ihren Job, wenn sie das Falsche sagen. Man wird „deplatformed“. Die Risiken sind nicht untrivial. Wir sind China ungemütlich näher als noch vor vierzig Jahren.

WELT: Was ist an China gefährlich?

Thiel: Es wäre für den Westen besser, wenn China heute eine fundamental andere, nicht westliche Zivilisation wäre, wenn China dieses ureigene Selbstvertrauen noch hätte, wie damals, als die chinesischen Kaiser im 18. Jahrhundert den westlichen Abgesandten sagten, sie hätten keinerlei Interesse an ihren Schmuckstücken und Uhren, China sei bereits großartig. Diese Traditionen aber wurden alle ausgemerzt. China wird nicht in die Ming-Dynastie zurückkehren. Stattdessen gibt es ein kulturelles Vakuum, und China will die USA nachahmen. Das ist die Gefahr. Wenn die Chinesen ihre eigene Identität pflegten, wäre die Auseinandersetzung viel weniger konfrontativ. Beängstigend ist, dass die Chinesen wie die USA sein wollen, die führende Supermacht. Daraus ergibt sich der große Konflikt.

WELT: Ist Russland Gegner oder Partner des Westens?

Thiel: Die große Herausforderung für den Westen ist China, und wir sollten mit Russland gegen China zusammenarbeiten, wie wir in den 1970ern und 1980ern mit China gegen Russland zusammengearbeitet haben. Allerdings frage ich mich, ob Russland nicht bereits ein Satellit Chinas ist. Huawei soll in Russland die ganze Telekommunikationsinfrastruktur aufbauen. Für mich ist Huawei das Spionagesystem des 21. Jahrhunderts.

WELT: Was wollen Sie in der Zukunft noch erreichen?

Thiel: Wenn Sie mich so direkt fragen: Ich möchte in den nächsten zehn Jahren etwas machen, was den Niedergang des Westens umkehrt. Aber wie soll man da vorgehen? Die letzten Jahre habe ich es versucht, indem ich erfolgreiche Unternehmen gegründet und investiert habe, aber das ist irgendwo nicht genug. Was darüber hinaus in unserer Gesellschaft etwas bringt, ist schwer zu sagen. Aber darüber denke ich konkret nach: „Was können wir tun in dieser hochgradig gestörten westlichen Zivilisation, in der wir uns befinden und die wir schützen wollen?“ Das scheint mir heute die zentrale Frage zu sein.

Zur Person

Peter Thiel, 53, wurde in Frankfurt am Main geboren. Er studierte Philosophie in Stanford, mit noch unter 30 Jahren startete er seine erste Investmentfirma. Sein Durchbruch war um die Jahrtausendwende der Online-Bezahldienst PayPal, den er mit Freunden und dem späteren Überflieger-Visionär Elon Musk trotz Rückschlägen zu einem Milliardenenerfolg machte. Sein Geniestreich war der Einstieg als erster Großinvestor bei Facebook. Aus 500.000 Dollar Einsatz resultierte rund eine Milliarde Gewinn. Politisch aufhorchen ließ er als eloquenter Verfechter libertärer Ideen und als Unterstützer des amerikanischen Präsidenten Donald Trump.

The man with le Plan

Emmanuel Macron revives a post-war institution for a post-covid era

And announces a huge new stimulus as well

[Europe Sep 5th 2020 edition](#)

PARIS



In 1946, as France emerged from the horrors of war, Charles de Gaulle devised *le Plan* to rebuild his battered country. Centred on the theme “Modernisation or Decadence”, the first five-year plan identified six industries—coal, electricity, steel, transport, mechanised agriculture and cement—on which France would construct a modern economy. “Modernisation”, declared Jean Monnet, the first commissioner of the Plan (and later co-architect of European integration), is a “state of mind”. Indeed in the French mind, the Plan was in large part to thank for the 30 years of prosperity—*les trente glorieuses*—that followed.

The office of the Plan was not formally abolished until 2006, but France has not drawn up a five-year plan for nearly 30 years. A successor body, known as France Stratégie, scarcely mentioned the word Plan at all. From the mid-1980s, the forces of liberalisation and globalisation increasingly turned the former institution and its focus on planning into a quaint historical relic. Until now.

On September 3rd, as *The Economist* went to press, the French government was set to announce the resurrection of the mighty Plan. The first commissioner of the revived bureaucratic body will be François Bayrou. A veteran centrist, he is the leader of MoDem, a party that is crucial to President Emmanuel Macron’s governing majority in parliament. Mr Bayrou will not join the government, but will report to it.

State planning and the desire for autonomy in strategic industries have a long history in France, reaching back to Jean-Baptiste Colbert, Louis XIV’s finance minister. In more recent times, as liberal orthodoxy prevailed globally, it became the preserve of diehard French *dirigistes*, often to the disapproval of their German friends. The covid-19 pandemic, however, is now shifting the debate well beyond France. Shortages of masks have called into question the wisdom of relying on global supply chains. Overwhelmed hospitals have strengthened the case for investment in public health. Home-working and a fear of crowds have reset the discussion about the geography and greening of the city, just as border closures have thrown the travel, tourism and aerospace industries into disarray.

The point of resurrecting the Plan, says Mr Macron, is “to rediscover the sense of the long-term” and make sure that government is not only about crisis management. To the relief of many, five-year plans will not make a comeback. But Mr Bayrou will set out how France should prepare for 2030: how to move towards a

lower-carbon economy, invest in the right skills for tomorrow's world of work and strengthen local industries across the country.

“The French Plan was never a Soviet-style plan,” says Jean Pisani-Ferry, an economist and former head of France Stratégie, who cautions against caricature. In its early guise, the Plan was indeed about public investment in roads, railways, electricity and telecoms. But it also relied heavily on private-sector firms as well as on public planning. The uncertainties of the post-covid-19 world, argue the new Plan's defenders, require new thinking. “Planning hasn't become part of the new orthodoxy,” says Mr Pisani-Ferry; “but it's no longer taboo.” Mr Bayrou's role will be one of reflection rather than execution. Bruno Le Maire, the finance minister, remains firmly in charge of public spending.

Which is why it was no coincidence that Jean Castex, the new prime minister, was due to launch the Plan on the same day that he unveiled his €100bn (\$119bn) stimulus package. This will be spent over two years, with two-fifths of the sum coming from the new European Union recovery fund. Part of the idea is short-term: to keep businesses afloat and people in jobs during a deep recession. The French economy shrank by a massive 13.8% in the second quarter—less than in Spain but more than in Germany—and is forecast to contract by 11% during 2020. The government has already said, for example, that it will extend for two years its generous furlough schemes, which have covered up to 12m people, albeit with a decreased state contribution. It has promised tax cuts for business. And Mr Castex has made an “absolute commitment” not to raise any taxes.

Yet the idea is also to turn the crisis into an opportunity to increase and redirect public investment. On the one hand, there will be plenty of green measures (insulation of buildings, investment in hydrogen and research), as well as the expansion of high-speed broadband and local infrastructure. On the other, there will be a boost for skills, apprenticeships and training, particularly for the young. Unlike Germany, France will focus less on demand-led stimulus than on supporting businesses and investment. Thanks in part to government help, French consumers built up savings during lockdown and incomes were broadly preserved. The hope is that, if confidence returns, they will now start to spend them.

Does all this add up to a u-turn for Mr Macron, a liberal centrist elected on a promise to disrupt France? The word planning was unuttered during his election campaign. Now, he has put reforms to benefits and pensions on hold and a bureaucrat, Mr Castex, in charge of the government. Mr Macron says he is using the moment to “accelerate” his transformation of France, not abandon it. The reforms, he insists, will eventually resume. It may be that the old-fashioned feel of the Plan is deliberate: not because it heralds a return to five-year plans, but because it aims to tell the French that, despite the pandemic, the government is still in control. “My philosophy,” says Mr Macron, with a nod to Monnet, is “the transformation, the modernisation of the country; it cannot stop.”

ENTWICKLUNG DER EU:

Wer die Fiskalunion will, muss die Bürger fragen

- VON CHRISTINE LANDFRIED
06.09.2020

Ein grundlegender Umbau der EU lässt sich nicht im Rahmen der Haushaltsplanung legitimieren. Er verlangt einen öffentlichen Diskurs und Änderungen der europäischen Verträge durch einen demokratisch legitimierten Konvent. Ein Gastbeitrag.

In seinem Vortrag „Politik als Beruf“ nannte der Soziologe [Max Weber](#) im Jahr 1919 drei Eigenschaften, die gute Politiker auszeichneten. „Man kann sagen, dass drei Qualitäten vornehmlich entscheidend sind für den Politiker: Leidenschaft – Verantwortungsgefühl – Augenmaß.“

Von einer Leidenschaft für Europa war bei dem ersten Gipfeltreffen der Staats- und Regierungschefs der EU-Mitgliedstaaten unter der deutschen EU-Ratspräsidentschaft im Juli wenig zu spüren. Nationale Egoismen kennzeichneten die Verhandlungen. So wirkte es wenig glaubwürdig, als der Präsident des Europäischen Rates, [Charles Michel](#), am Ende in die Fernsehkameras sagte: „Wir haben es geschafft. Europa ist stark. Europa ist einig.“

Doch wenn man genauer hinschaut, dann ist der Inhalt der Einigung beachtlich. Das Verhandlungsergebnis hat das Potential, die Grundlage für eine neue Ära der [EU](#) zu sein. Die gemeinsame europäische Aufnahme von Finanzmitteln an den Kapitalmärkten für eine Aufbaubauhilfe zur Bewältigung einer schweren Krise ist ein Novum. Die Mitgliedstaaten haften gemeinsam für die Schulden, und die EU vergibt einen Teil der Gelder als nicht rückzahlbare Zuschüsse an die am stärksten von der Pandemie betroffenen Länder.

Solidarität basiert auf Vertrauen

Die deutsch-französische Kooperation erwies sich bei den Verhandlungen über diese schwierige Materie als produktiv und konnte trotz erheblichen Gegenwindes die europäische Integration voranbringen. Denn die europäische Aufbauhilfe lässt sich als Entscheidung für eine Fiskalunion im Rahmen eines solidarischen Europas interpretieren. Ist die EU also im Begriff, aus einem *Zweckbündnis* zum Erreichen ökonomischer Vorteile zu einer *politischen Gemeinschaft* zu werden, in der die Mitgliedstaaten auch in schwierigen Zeiten zusammenhalten?



Christine Landfried ist emeritierte Professorin für Politikwissenschaft der Universität Hamburg. :Bild: Bert Brueggemann

So überzeugend die Richtung des eingeschlagenen Weges ist, so unzureichend sind die demokratischen Wurzeln dieser vertieften europäischen Integration. Natürlich muss das Finanzpaket vom Europäischen Parlament gebilligt werden, und auch die nationalen Parlamente müssen zustimmen. Eine Transformation der EU zu einer Fiskalunion, so die *These*, lässt sich jedoch nicht im Rahmen der Haushaltsplanung legitimieren, sondern erfordert einen öffentlichen Diskurs und Änderungen der europäischen Verträge durch einen demokratisch legitimierten Konvent.

An der Willensbildung eines solchen Konventes müssen die Bürgerinnen und Bürger frühzeitig auf wirksame Weise beteiligt sein. Denn die Solidarität in der EU beruht auf anspruchsvollen Voraussetzungen. Sie ist auf das Vertrauen der Bürger in die politischen Eliten und die demokratischen Werte sowie ein Zugehörigkeitsgefühl zur EU angewiesen. Die EU braucht öffentliche Räume, in denen ein Austausch zwischen den gewählten Repräsentanten und den Repräsentierten stattfindet. Nur so kann das Vertrauen aufgebaut werden, das für eine Solidarität jenseits des Nationalstaates notwendig ist. Der Politikwissenschaftler Michael Zürn bringt es auf den Punkt: „Man kann Solidarität nicht hinter dem Rücken der Bevölkerung erzeugen.“

Meine These werde ich in drei Schritten entwickeln. *Erstens* wird beschrieben, welche Aspekte der Aufbauhilfe „Next Generation EU“ einen Wendepunkt im Prozess der europäischen Integration markieren. *Zweitens* möchte ich die Notwendigkeit einer Fiskalunion mit der Bedeutung der EU für die Sicherung einer sozialen Marktwirtschaft im Prozess der Globalisierung begründen. Da die Realisierung einer gemeinwohlverträglichen europäischen Marktwirtschaft ein hohes Maß an Solidarität der Bürger verlangt, ist zu prüfen, ob die Mechanismen des europäischen Regierens geeignet sind, die Voraussetzungen für diese Solidarität zu schaffen. Und *drittens* schlage ich vor, eine Fiskalunion nicht mit ad-hoc Maßnahmen auf den Weg zu bringen, sondern das Verfahren eines Konventes zu wählen, das einen Neuanfang der EU ermöglicht.

Zum ersten Mal in der Geschichte der EU sind sich die Staats- und Regierungschefs über die bisher stets umstrittene gemeinsame Verschuldung einig geworden. Die Kommission wird an den Finanzmärkten Anleihen ausgeben, und die Mitgliedstaaten übernehmen die Garantie für die europäischen Anleihen entsprechend ihrem Beitrag zum EU-Haushalt. Mit den Geldern in einer Höhe von bis zu 750 Milliarden Euro für den Fonds „Next Generation EU“ sollen Programme zur Bewältigung der sozialen und wirtschaftlichen Folgen der Covid-19-Pandemie finanziert werden und dabei Klimaschutz und Digitalisierung eine wichtige Rolle spielen. Die umfangreichen Mittel werden also für Modernisierungsprojekte eingesetzt. So sind für den Klimaschutz 30 Prozent der Mittel des Aufbaufonds und 30 Prozent des regulären EU-Budgets vorgesehen. Trotz der berechtigten Kritik an den Kürzungen der ursprünglich eingeplanten Mittel für den Klimaschutz handelt es sich immer noch um ein anspruchsvolles Ziel. Die Kommission erhält einen weitreichenden Einfluss bei der Verwendung der Mittel und wird praktisch zu einem europäischen Finanzministerium.

Nun kann man argumentieren, dass die Aufbauhilfe für die Covid-19-Pandemie eine Ausnahme sei und noch keinen grundsätzlichen Wandel der EU zu einer Fiskalunion bedeute. Freilich ist nicht zu übersehen, dass – anders als in der Eurokrise –, eine europäische Aufnahme von Schulden ebenso für sinnvoll erachtet wird wie Zuschüsse für besonders krisengeschüttelte Mitgliedstaaten. Die solidarische Herangehensweise an die Bewältigung der Pandemie, ein insgesamt sehr viel höheres EU-Budget als zuvor und die inhaltliche Orientierung der Ausgaben eröffnen neue Perspektiven für eine europäische Fiskalpolitik.

Neu ist auch die Beachtung des Rechtsstaatsprinzips bei der Vergabe der Finanzmittel an die Mitgliedstaaten. Die Schlussfolgerungen des Europäischen Rates enthalten keineswegs nur vage Formulierungen über die Bedeutung der Rechtsstaatlichkeit. Es steht ganz klar in der Vereinbarung, dass eine „Konditionalitätsregelung“ und damit ein Mechanismus für die Achtung des Rechtsstaatsprinzips zum Schutz des Haushaltes eingeführt wird. „In diesem Zusammenhang wird die Kommission im Fall von Verstößen Maßnahmen vorschlagen, die vom Rat mit qualifizierter Mehrheit angenommen werden“ (Schlussfolgerungen des Europäischen Rates vom 21.7.2020, Absatz 23). Dieser Satz muss als Hinweis auf einen schon vorhandenen Vorschlag der Kommission verstanden werden kann. Seit 2018 liegt nämlich ein Entwurf für eine Verordnung zum Schutz der Rechtsstaatlichkeit in Haushaltsfragen auf dem Tisch. Danach muss ein Mitgliedstaat bei Verstößen gegen das Rechtsstaatsprinzip mit erheblichen Sanktionen bis hin zu

einer Aussetzung von Zahlungen aus dem EU-Haushalt rechnen (COM(2018) 324 final). Wenn das [Europäische Parlament](#) und der Rat diesen Entwurf verabschiedeten, dann entstünde ein wirkungsvolles Instrument zur Wahrung des Rechtsstaatsprinzips. Diese Interpretation hat sich inzwischen bei den Botschaftern der Mitgliedstaaten in Brüssel mit der Einschränkung durchgesetzt, man werde den Entwurf im Lichte der Schlussfolgerungen des Europäischen Rates anpassen und das Thema Rechtsstaatlichkeit mit dem EU-Haushalt verknüpfen.

Überdies wurde im Kreis der Staats- und Regierungschefs eine Reform der Einnahmen des EU-Haushaltes verabredet. Eine solche Reform ist überfällig, da das System der sogenannten Eigenmittel zum letzten Mal in den achtziger Jahren verändert wurde. Schon lange kritisieren Wissenschaftler und Europapolitiker, dass die Eigeneinnahmen der EU von etwa einem Prozent der Wirtschaftsleistung der EU (BIP) den gewachsenen Aufgaben nicht gerecht werden. Der Rechtswissenschaftler Miguel Maduro hat daher vorgeschlagen, das europäische Budget auf drei Prozent der europäischen Wirtschaftsleistung zu erhöhen. Die zusätzlichen Mittel könnten über eine europäische Unternehmens- und eine Finanztransaktionssteuer gewonnen werden. Mit einer Unternehmenssteuer ließe sich der Wettbewerb zwischen den Mitgliedstaaten um immer geringere Steuersätze für Unternehmen begrenzen. Eine Finanztransaktionssteuer beruhte auf der Überlegung, dass diejenigen, die mit Einkommen aus Kapital besonders vom Binnenmarkt profitieren, einen Teil des europäisch generierten Wohlstandes an die Gemeinschaft zurückgeben. Genau dieser Gedanke wird in dem jetzigen Finanzpaket aufgenommen: „Die Union wird in den kommenden Jahren auf eine Reform des Systems der Eigenmittel hinarbeiten und neue Eigenmittel einführen.“ Zunächst wurde eine Abgabe auf nicht wiederverwerteten Plastikmüll beschlossen. Als weitere mögliche Einnahmen werden eine Digitalabgabe und eine Finanztransaktionssteuer genannt.

Eine Fiskalunion macht Sinn

Alles in allem: Der [Europäische Rat](#) hat mit der Aufbauhilfe und dem mehrjährigen Finanzrahmen die Weichen für eine Fiskalunion gestellt. Eine solche Fiskalunion wäre sinnvoll, weil sie die EU in die Lage versetzte, die Einnahmen und Ausgaben des europäischen Haushaltes so zu gestalten, dass sie zu einer sozialen Marktwirtschaft beitragen. In einer weltpolitischen Lage, in der sich in den Vereinigten Staaten von Amerika die zerstörerische Kraft einer weitgehend ungebremsten Marktwirtschaft manifestiert und ein autoritäres China an Einfluss gewinnt, ist es umso wichtiger, dass die EU ihr Modell der Verbindung von repräsentativer Demokratie und sozialer Marktwirtschaft festigt. Die neue Entwicklung in der europäischen Haushaltspolitik ist als Versuch zu sehen, dieses Modell in einer sich globalisierenden Welt zu verwirklichen.

Die Nationalstaaten waren seit den siebziger Jahren des 20. Jahrhunderts mit einem rasanten Wandel der Ökonomie, der Kommunikation, der Mobilität und des Wissens konfrontiert. Gleichzeitig sahen sie sich durch die Globalisierung in ihren Handlungsmöglichkeiten eingeschränkt. Häufig haben sie mit einer Politik der Anpassung an den Markt reagiert. Mit den Entscheidungen für ein Konzept der Deregulierung hat die Politik den negativen Begleiterscheinungen der Globalisierung gerade nicht gegengesteuert. Diese Herangehensweise führte zu einer immer größeren Ungleichheit in der Verteilung von Gütern, Dienstleistungen, Kapital, technischen und wissenschaftlichen Errungenschaften in und zwischen den Nationalstaaten. Wie nicht anders zu erwarten, wurde der soziale Zusammenhalt brüchig. Mittlerweile hat in vielen Staaten Europas ein wachsender Teil der Gesellschaften das Vertrauen in die politischen Eliten und darüber hinaus in die demokratischen Institutionen verloren.

Einzelne Nationalstaaten werden die Folgen der Globalisierung kaum noch beeinflussen können. Die Zusammenarbeit der Mitgliedstaaten in der EU ist daher eine Möglichkeit, politische Handlungsfähigkeit zurückzugewinnen. Die EU hat es bisher jedoch nicht geschafft, den negativen Folgen der Globalisierung Paroli zu bieten und mit europäischer Politik die Macht global wirkender Akteure im Interesse des Gemeinwohls zu regeln. Die Mechanismen des europäischen Regierens begünstigen die Deregulierung und nicht die Regulierung des Marktes. Dies hängt mit den verhältnismäßig schwachen Kompetenzen und dem Einstimmigkeitsprinzip in einigen Bereichen zusammen.

Die EU braucht lebendige Debatten für ihre Legitimation

Auch die Rechtsprechung des **EuGH** trägt zur Liberalisierung der Märkte bei. Der ehemalige Bundesverfassungsrichter und Rechtswissenschaftler Dieter Grimm hat gezeigt, dass der Einfluss des Gerichtes systemisch bedingt ist, weil in den europäischen Verträgen detaillierte Bestimmungen über einzelne Politikbereiche stehen, diese Verträge gleichwohl wie eine Verfassung behandelt und vom EuGH marktfreundlich ausgelegt werden. Dies bedeutet konkret, dass ein Gericht über die Details zahlreicher europäischer Politiken entscheidet, und die demokratische Auseinandersetzung in politisch wirksamen Öffentlichkeiten an Bedeutung verliert.

Wenn die EU aber in der Lage sein soll, einen Beitrag zur gemeinwohlverträglichen Gestaltung der Globalisierung zu leisten, dann kommt es ganz entscheidend auf die demokratische Legitimation der EU durch lebendige öffentliche Debatten an. Denn in einer Demokratie muss immer wieder aufs Neue in der öffentlichen Auseinandersetzung zwischen den gewählten Repräsentanten und den repräsentierten Bürgern herausgefunden werden, worin das Gemeinwohl eigentlich besteht. „Die Gewähr für ‚richtige‘ und ‚gute‘ Politik“, so der Rechtswissenschaftler Ulrich K. Preuß, „finden wir in keiner außerhalb der Politik sich anbietenden Wahrheit oder Objektivität, sondern allein in der diskursiven und rationalisierenden Qualität des politischen Prozesses selbst.“

Die Mechanismen des europäischen Regierens fördern einen solchen lebendigen öffentlichen Diskurs zwischen den politischen Eliten und den Bürgern gerade nicht. Das war schon am Beispiel der Eurokrise gut zu beobachten. Im Zuge des Krisenmanagements wurden durch zwischenstaatliche „Pakte“ außerhalb der EU-Verträge die Kommission und die nationalen Regierungen gestärkt. Die Kommission konnte in kleinen Schritten und ohne viel Beachtung in der Öffentlichkeit einen immer größeren Einfluss auf die Haushaltspolitik der nationalen Parlamente gewinnen.

Bürger lesen keine Entwürfe für EU-Verordnungen

Für das vom Europäischen Rat vereinbarte Finanzpaket – so begrüßenswert es inhaltlich ist –, gilt eine ähnliche Diskrepanz zwischen einschneidenden politischen Veränderungen und einer marginalen öffentlichen Aufmerksamkeit wie für das Management der Eurokrise. Naturgemäß steht die Krisenbewältigung im Vordergrund, während über den Wandel der EU in Richtung einer Fiskalunion in einer größeren Öffentlichkeit wenig diskutiert wird. Der Machtgewinn der Kommission bleibt ein Thema für Fachleute. Es müsste aber geklärt werden, wie die Institutionen einer Fiskalunion aussehen und parlamentarisch kontrolliert werden sollen. Auch die vereinbarte Verknüpfung der Rechtsstaatlichkeit mit Haushaltsfragen ist für die Bürger nicht transparent. Woher sollen sie wissen, dass es schon einen Vorschlag der Kommission zu Sanktionen bei Verstößen gegen die Rechtsstaatlichkeit gibt, der nur noch verabschiedet werden müsste? Schließlich kann man nicht erwarten, dass die Bürger die Entwürfe für EU-Verordnungen kennen.

Es gibt daher gute Gründe, eine Debatte in den lokalen, nationalen und europäischen Öffentlichkeiten darüber zu führen, wie die EU demokratischer und effektiver gestaltet werden kann, und anschließend in einem Konvent einen neuen Konsens über die Prinzipien und Entscheidungsregeln der europäischen Politik zu finden.

Im September 2017 hatte der französische Präsident Emmanuel Macron mit einer leidenschaftlichen Rede an der Sorbonne für eine Erneuerung der EU plädiert. Diese Erneuerung müsse „mit den Völkern“ gestaltet werden. In „demokratischen Konventen“ sollten die Bürgerinnen und Bürger in allen Mitgliedstaaten die „Prioritäten, Sorgen und Ideen für das Europa von morgen“ diskutieren. Die Präsidentin der Europäischen Kommission, Ursula von der Leyen, hat sich in ihrer Rede vor dem Europaparlament im Juli 2019 ebenfalls für die Mitwirkung der Bürger bei der Gestaltung der Zukunft der EU ausgesprochen. In diesem Sinn sollte eine „Konferenz zur Zukunft Europas“ am 9. Mai 2020 beginnen, dem Tag, an dem vor 70 Jahren der französische Außenminister Robert Schuman den Plan zur Integration der europäischen Kohle- und Stahlproduktion vorgestellt hatte. Wegen der Covid-19-Pandemie konnte die Eröffnung der Konferenz nicht stattfinden. Zuletzt hat das Europäische Parlament in einer Entschließung vom 18. Juni angemahnt, die Konferenz nicht aus den Augen zu verlieren und diese noch in diesem Herbst zu starten.

Die Folgen der Pandemie gebieten einen Neuanfang

Diese für zwei Jahre anberaumte Konferenz ist eine Chance, die langsam entstehende europäische Öffentlichkeit in Schwung zu bringen. Es wäre wichtig, dass bei dieser Konferenz wirklich die Öffentlichkeit und nicht die Öffentlichkeitsarbeit der europäischen Institutionen zum Zuge kommt. Schon die ersten Dokumente der Kommission stimmen etwas skeptisch und zeigen mit der einseitigen Betonung der Vorteile der EU ein charakteristisches Merkmal des europäischen Regierens. So beschreibt die Kommission in ihrem Konzept für die Konferenz (COM(2020) 27 final) die „gut etablierten Bürgerdialoge“ und die „aktiven Kontakte“ der EU-Organe mit den Bürgern. Es wird aber nicht erwähnt, dass beispielsweise die Bürgerdialoge, die nach dem Scheitern der europäischen Verfassung stattfanden, nur teilweise erfolgreich waren.

Auf der einen Seite haben die damals an den Dialogen teilnehmenden Bürgerinnen und Bürger Urteilsvermögen bewiesen. Auf einer Agenda-Setting-Konferenz im Herbst 2006 wählten sie drei Themen für ihre Debatten, die noch heute Relevanz besitzen: die soziale und ökonomische Lage der Familien, die Rolle der EU in der Welt und die Folgen des Energieverbrauchs für Umwelt und Wirtschaft. Die Bürgerinnen und Bürger haben einen ideenreichen Bericht über die Ergebnisse ihrer Diskussionen zusammengestellt und diesen Bericht 2007 der Kommission überreicht. Auf der anderen Seite blieben die Debatten der Bürger ohne Folgen für die Praxis und den weiteren Umgang mit dem Verfassungsvertrag. Die politischen Eliten kehrten zur Herrschaft der Exekutiven und Experten zurück und haben auf dem gewohnten Wege einer Regierungskonferenz den Vertrag von Lissabon unterzeichnet. Der Anspruch, die EU gemeinsam mit den Bürgern voranzubringen, wurde nicht eingelöst.

Bei einer Konferenz über die Zukunft Europas dürfen solche Erfahrungen nicht verdrängt werden. Hier kommt wieder Max Weber ins Spiel. Zu den Eigenschaften eines guten Politikers zählt er nicht nur die Leidenschaft, sondern auch das Augenmaß und das Verantwortungsgefühl. Augenmaß ist für ihn die „Fähigkeit, die Realitäten mit innerer Sammlung und Ruhe auf sich wirken zu lassen.“ Zu den Realitäten der EU gehört aber die geringe Wirksamkeit der Partizipation der Bürger, die in den Stellungnahmen der EU gern verschwiegen wird.

Zu den Realitäten gehört auch, dass eine Konferenz zur Zukunft Europas nur ein erster Schritt auf dem Weg zu den überfälligen Änderungen der europäischen Verträge nach Artikel 48(3) EUV sein kann. Ein so grundlegender Wandel wie der Aufbau einer Fiskalunion muss in den Verträgen zum Ausdruck kommen. Die geplante Konferenz sollte daher mit einem Konvent verknüpft werden. Die gewählten Repräsentanten eines Konventes könnten die Ideen, die Interessen, die Meinungen und Anliegen der Bürgerinnen und Bürger, die in den Debatten der Konferenz zur Sprache kommen, als Fundus an lebensweltlichen Erfahrungen „auf sich wirken lassen“ und bei ihrer Arbeit berücksichtigen. Es ist verständlich, dass die politischen Eliten nach dem Scheitern des letzten Konventes vor einem neuen Konvent zurückscheuen. Aber die Folgen des jetzt eingeleiteten Wandels der EU sind so gravierend, dass ein bewusster Neuanfang mit einer Änderung der Verträge geboten ist. Und genau dies bedeutet für Max Weber „Verantwortungsgefühl“: ein Bewusstsein für die Folgen des politischen Handelns.

174,61

<https://www.faz.net/podcasts/f-a-z-podcast-fuer-deutschland/geld-fuers-nichtstun-ansturm-auf-das-grundeinkommen-16936707.html?GEPC=s5&premium=0x38740448691ebff166de313979294e19>

F.A.Z. PODCAST FÜR DEUTSCHLAND:

Geld fürs Nichtstun: Ansturm auf das Grundeinkommen

- VON SANDRA KLÜBER
- -AKTUALISIERT AM 03.09.2020-17:02



Das bedingungslose Grundeinkommen klingt für viele verlockend und sorgt seit Jahren für Diskussionen. Jetzt soll die Idee in einer Langzeitstudie in Deutschland erforscht werden. Im Podcast für Deutschland sprechen wir über Vor- und Nachteile eines Grundeinkommens.

Der F.A.Z. Podcast für Deutschland ist der tägliche Podcast der F.A.Z zu den relevantesten Themen des Tages. Der Podcast erscheint immer um 17 Uhr, von Montag bis Freitag. Alle Folgen finden Sie [hier](#).

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/deutschland-und-frankreich-sollten-zusammengehen-16942230.html>

ZUM WOHL E EUROPAS:

Wir brauchen eine deutsch-französische Föderation

- VON DANIEL COHN-BENDIT UND CLAUD LEGGIEWIE
- -AKTUALISIERT AM 07.09.2020-19:41



Europa braucht einen frischen Wind, sagen der Politiker Daniel Cohn-Bendit und der Professor Claus Leggewie. Frankreich und Deutschland sollten daher den großen Sprung wagen – und sich zusammenschließen. Ein Gastbeitrag.

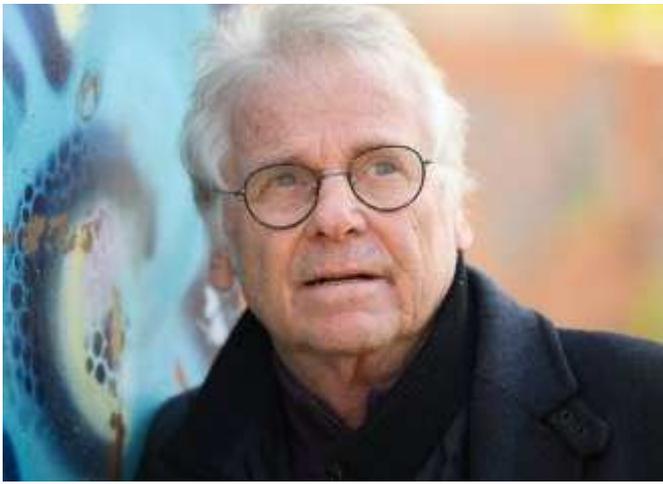
Europa droht gerade in diverse Bestandteile zu zerfallen – die Sparfüchse der „Frugal Five“, die Nationalisten der „Visegrád Four“, der schuldenbeladene „Club Med“. Der gemeinsame Vektor dieser Zentrifugalkräfte ist die vermeintliche Übermacht Deutschlands und Frankreichs, die in Den Haag so kritisch beäugt wird wie in Rom und Warschau. Doch gibt es überhaupt noch die „Achse Paris–Berlin“?

Unterdessen kann Europa seine Prinzipien gegen widrige Mächte in Amerika, Russland und China kaum noch behaupten. Da wäre es verhängnisvoll, die Unterschiede zwischen den französischen und deutschen Interessen zu betonen, coronabedingte Ressentiments in den Grenzregionen waren ein Menetekel. La France d’abord, Deutschland zuerst – eine weitere Renationalisierung ginge vor allem auf Kosten Frankreichs und Deutschlands.

Statt die europäische Depression zu vertiefen, sollten wir den großen Sprung wagen und die fortgeschrittenen Pläne und tatsächlichen Fortschritte ausarbeiten, die 2019 und 2020 im Umfeld des Vertrags von Aachen und des unter Führung von Angela Merkel und [Emmanuel Macron](#) geschnürten EU-Krisenpakets gemacht wurden. Das Ziel ist eine stufenweise deutsch-französische Föderation.

Ein Staatenbund neuer Art

Ein Zweierbund ist von Adenauer/de Gaulle bis Schröder/Chirac bei Sonntagsreden oft ins Gespräch gebracht, aber nie ernsthaft verfolgt worden. „Unmöglich“ riefen die Realisten, „ausgeschlossen“ die Fundamentalisten nationalstaatlicher Souveränität: Nie im Leben würde die jeweils andere Seite ihre Autonomie aufgeben. Wenn wir die Idee eines Staatenbundes neuer Art wiederbeleben, dann nicht als Ausdruck nobler Ideale, sondern als logische Konsequenz der institutionellen, zivilgesellschaftlichen und kulturellen Konvergenz, die beide Gesellschaften seit 1945 zum gegenseitigen Vorteil durchlaufen haben.



Daniel Cohn-Bendit war Europaabgeordneter für die deutschen und französischen Grünen. :Bild: dpa

Wo 1955 oder 1970 noch zwei ganz verschiedene Welten waren, sind Franzosen und Deutsche heute eng zusammengedrückt, ohne uniform geworden zu sein. Dass Nationen verschiedene Sprachen sprechen, ist kein Hinderungsgrund, sondern eine interessante semantische Gegebenheit.

Viele Elemente, die für eine bundesstaatliche Föderation erforderlich sind, bestehen schon. Jenseits bildungs- und kulturpolitischer Initiativen wie des Jugendaustauschs konvergieren längst auch „harte“ Agenden der Sicherheits- und Wirtschaftspolitik. Ein Fundament ist die Dichte der Inter- und Transaktionen zwischen Franzosen und Deutschen in der Arbeitswelt, in der Freizeit und in den kulturellen Diskursen.

Allerlei Gemeinsamkeiten

Solche Vernetzungen der Lebenswelten reichten vor 130 Jahren für die Nationbildung des Deutschen Reiches, schnöderweise besiegelt durch den Sieg Preußens über Frankreich. Heute kooperieren Partner auf Augenhöhe, denen eine Entflechtung sehr viel teurer zu stehen käme als die intensivere Verflechtung.



Claus Leggewie ist Politikwissenschaftler und leitete zuletzt das Kulturwissenschaftliche Institut Essen. :Bild: dpa

Während sich der zentralistische Etatismus Frankreichs lockert, wachsen in Deutschland die Bundeskompetenzen, doch auf beiden Seiten wird das Eigengewicht der Regionen und Gemeinden respektiert, wirken Prinzipien der Subsidiarität, des Rechts- und Sozialstaates. Wir erfahren täglich, dass die

zwischenstaatlichen Unterschiede kaum größer sind als die innergesellschaftlichen. Überwölbt werden sie durch ökologische und Gesundheitsrisiken; Vorkehrungen für den Klima- und Artenschutz sind ohnehin nur grenzüberschreitend lösbar.

Dass es bis zu einer echten Föderation noch ein langer Weg ist, auf dem strukturelle Differenzen zwischen den beiden Ländern abzubauen sind und beide Seiten an die Schmerzgrenzen gehen müssen, ist uns natürlich klar – auf deutscher Seite in der Frage der zivilen wie militärischen Nutzung der Atomenergie, auf französischer Seite bei den postkolonialen Beziehungen zu Afrika.

Europa muss sich nicht fürchten

Erste Schritte sind gemeinsame Initiativen nachhaltiger Entwicklungszusammenarbeit, ein früher Ausstieg aus der Kohle und ein deutsch-französischer Sitz im UN-Sicherheitsrat – als Stimme Europas! In Sicherheitsfragen, bei der Steuerpolitik, in Sachen digitaler Autonomie und vor allem in der Umweltpolitik kann man an Vorschläge Emmanuel Macrons anknüpfen. Das darf keine Rhetorik von Gipfeltreffen bleiben, detaillierte Roadmaps können die deutsch-französische Parlamentarische Versammlung und vor allem die im Entstehen begriffenen Bürgerräte auf beiden Seiten des Rheins erarbeiten.

In Europa braucht niemand mehr Angst zu haben vor einer Zusammenballung von 150 Millionen Doppelstaatsbürgern; es zählen weniger Bruttoinlandsprodukt und Truppenstärke als die Zukunftsfähigkeit, die eine gemeinsame Nachhaltigkeitspolitik sichert. Eine deutsch-französische Föderation sehen wir als den Schlussstein der seit 1945 entwickelten Freundschaft, aber auch als eine Kur für die Europäische Union, die dringend frischen Wind braucht. Wir gehen die Wette ein, dass die beschriebenen Fliehkräfte durch diese Sammlung der Kräfte gebremst und umgedreht werden. Realisten sind am Ende immer die, die das scheinbar Unmögliche gefordert haben.

<https://www.faz.net/aktuell/wissen/geist-soziales/forscher-behaupten-es-gebe-gar-keine-fluechtlingskrise-16928627.html>

ALTERNATIVE FAKTEN:

Flüchtlingskrise – welche Flüchtlingskrise?

- VON GERALD WAGNER
- -AKTUALISIERT AM 07.09.2020-16:18



Eine neue Publikation in der sozialwissenschaftlichen Zeitschrift „Soziale Welt“ will herausgefunden haben, dass es gar keine Flüchtlingskrise gegeben hat. Wie sind die Autoren zu dieser Schlussfolgerung gekommen?

Fünf Jahre nach der Öffnung der Grenzen im Sommer 2015 ist diese Frage nach den Folgen heftig umstritten. Eine eindeutige Antwort ist angesichts der Pluralität der öffentlichen Meinung zu diesem Thema nicht zu erwarten. Schon der Begriff selbst ist dafür viel zu unklar. Immerhin haben sich die Bedingungen der Möglichkeit, wissenschaftlich fundierte Antworten auf alle Aspekte der Zuwanderung zu bekommen, inzwischen erheblich verbessert. Primär der Wissensbedarf der Politik sorgt dafür, dass die postmigrantische Gesellschaft soziologisch intensiv erforscht wird.

Dass man aber schon jetzt zu einer so entschiedenen Einschätzung kommen kann, es habe überhaupt keine Flüchtlingskrise gegeben, überrascht dann doch. [Herbert Brücker, Yuliya Kosyakova und Ehsan Vallizadeh haben jetzt mit einer Veröffentlichung in der „Sozialen Welt“](#) für diese Überraschung gesorgt. Die „empirische Evidenz“ habe „konträr zu vielfältig geäußerten Erwartungen“ keine Anzeichen für eine solche Krise gegeben. Das wird die politisch dafür Verantwortlichen freuen, aber wie gelangen die Autoren zu ihrer Überzeugung?

Nur die Daten sind fundiert

Was sie zunächst versprechen, ist eine fundiert empirische Beschreibung der soziodemographischen Eigenschaften der Flüchtlinge, die zwischen 2013 und 2016 nach Deutschland gekommen sind. An der Fundierung lässt die Datenquelle, der IAB-BAMF-SOEP-Flüchtlingssurvey, keinen Zweifel. Das Problem der Publikation sind die Schlüsse, die sie aus ihren Daten zieht, der Optimismus, mit dem sie die problematischen Seiten ihrer Befunde beleuchtet, und der allgemein forsch-fröhliche Grundton, mit dem sie ihre Botschaft präsentiert: „Lektion gelernt“!

Etwa die Daten zu den Sprachkenntnissen: Konstant äußern nahezu 100 Prozent der Befragten, vor ihrer Flucht über keinerlei Deutschkenntnisse verfügt zu haben. Doch schon nach zwei bis drei Jahren sinke dieser Anteil auf „nur“ noch 34 Prozent, während mehr als 60 Prozent über ausreichende bis sehr gute Deutschkenntnisse verfügten. Das Problem ist nur, dass diese Befunde auf einer Selbsteinschätzung der Befragten beruhen, gestützt lediglich durch eine ergänzende Beurteilung des Interviewers. Oder die Religionszugehörigkeit: Ja, über 80 Prozent der Flüchtlinge seien Muslime. Könnte das ein Problem sein für die deutsche Mehrheitsgesellschaft? Die Autoren äußern sich nicht dazu. Bildung? 2016 verfügten 38 Prozent der befragten Flüchtlinge über eine nur rudimentäre Schulbildung. Für die Autoren eine „Herausforderung“, aber auch eine Erleichterung, denn die meisten Flüchtlinge sind eher jung, also noch

„beschulbar“. Was das für die damit belasteten Schulen bedeuten könnte – der Text stellt auch diese Frage nicht.

Integration wohin?

Ob aus einer „Flüchtlingswelle“ eine „Krise“ werde, hänge davon ab, ob die Institutionen des Aufnahmelandes darauf vorbereitet seien, so die Autoren. Dass etwa die Asylverfahren anfänglich viel zu lange dauerten, dann aber relativ schnell zu Entscheidungen führten, wird von ihnen ebenfalls als Bestätigung ihrer These benutzt, es habe keine Krise gegeben. Vielmehr habe die Beschleunigung der Verfahren die „Integration“ der Geflüchteten am Ende gefördert. Aber Integration wohin? Etwa in den Arbeitsmarkt, in die Erwerbsgesellschaft? Dass die Autoren der Frage der Beschäftigungssituation der Flüchtlinge nicht einen Satz widmen, ist schon ein starkes Stück. Stattdessen preisen sie die Institutionen des deutschen Sozialstaats dafür, dass die Flüchtlinge größtenteils von ihnen „absorbiert“ worden seien. Dass die Zuwanderung also im Wesentlichen eine in die vorhandenen Angebote des Wohlfahrtsstaats war, wird von den Autoren als Erfolg betrachtet und nicht etwa als ein Problem, dessen Ausmaße und langfristige Folgen durchaus in einem Kontext von Krisenhaftigkeit diskutiert werden könnten.

Wie können die Autoren schließlich zu der Schlussfolgerung kommen, dass ihre Befunde „keinerlei Anzeichen bereitstellen, dass die jüngste Zuwanderung nach Deutschland größere ökonomische und soziale Unordnungen erzeugt hätten, die den Ausdruck Flüchtlingskrise rechtfertigen“? Vor allem durch Weglassungen. Das Thema Kriminalität und innere Sicherheit wird nicht einmal angeschnitten. Auch die Arbeitsmarktintegration der Flüchtlinge fehlt, was die Autoren aber am Ende nicht davon abhält, selbst hier wieder von Fortschritt zu sprechen. Auch nach Einstellungen zu den Flüchtlingen in der Mehrheitsgesellschaft wird nicht gefragt. Probleme werden zu „Herausforderungen“ umgewidmet. Das ist der Jargon politischer Programme, aber keine wissenschaftliche Aussage. Der vielversprechende Titel entpuppt sich bei der Lektüre als eine Anmaßung, die durch die überschaubaren und völlig unspektakulären Befunde der Publikation in keiner Weise gedeckt wird. Der Text suggeriert Aufatmen und viel anerkennendes Schulterklopfen, wo er tatsächlich von andauernden Belastungen und krisenhaften Folgen berichtet. Man kann die deutsche Willkommenskultur politisch gutheißen, auch ohne die postmigrantische Gesellschaft wissenschaftlich schönzufärben.

Herbert Brücker, Yuliya Kosyakova, Ehsan Vallizadeh: Has there been a „refugee crisis“?, in: Soziale Welt 71 (1-2), 2020, 24-53.

Quelle: F.A.S.

Les spaetzles : la recette de Matthieu Maisons

Ces petites pâtes fraîches sont une spécialité culinaire alsacienne facile à réaliser. A servir en accompagnement ou bien à déguster nature, avec un peu de beurre, du poivre et une pincée de cumin.

Par [Camille Labro](#) Publié le 28 août 2020 à 12h00



Un plat de spaetzles.

Ingrédients pour 2 personnes

- 180 g de farine T65 ou T80,
- 2 œufs entiers,
- 1 petit verre d'eau, de lait ou de bière,
- 3 g de sel.

La préparation

Dans un bol, mélanger la farine et le sel. Dans un autre bol, fouetter rapidement les œufs. Faire un puits dans la farine, y verser les œufs. Incorporer progressivement à l'aide d'une spatule, ajouter l'eau (ou le lait ou la bière) et mélanger jusqu'à ce que le tout soit bien homogène.

La consistance doit être élastique, légèrement coulante. Si la pâte est trop liquide, ajouter un peu de farine. Si elle est trop épaisse, la détendre avec un peu d'eau ou de lait.

La cuisson

Porter un grand volume d'eau salée à ébullition. Pour façonner les spaetzles, utiliser un rabot à spaetzle ou, à défaut, une planche et un couteau d'office : poser une louche de pâte sur une planche et, lorsque l'eau bout, faire tomber la pâte dedans en petits boudins, en la faisant rouler et en la coupant au fur et à mesure sur la planche avec le couteau.

Les spaetzles sont cuits dès qu'ils remontent à la surface. Les sortir et les égoutter avec une écumoire, les réserver au fur et à mesure dans un bol avec un peu de beurre, puis les faire dorer à la poêle avec encore un peu de beurre, du poivre, une pincée de cumin, du thym ou de la sauge. Ajuster l'assaisonnement, servir nature ou avec une sauce, des légumes verts ou un lapin au vin, à la moutarde et/ou à la bière.

Denn sie wissen nicht, was sie tun

Stand: 08.09.2020 | Lesedauer: 17 Minuten

Von **Stefan Aust**

Herausgeber

Wie viele Menschen sind bislang während der Corona-Pandemie gestorben? Als WELT-Herausgeber Stefan Aust das von Behörden erfahren wollte, erlebte er Überraschungen. Deutschlands Sterberate im ersten Halbjahr 2020 liegt unter der von 2017 und 2018.

Die Wahrscheinlichkeit zu sterben liegt für jeden Menschen gleichermaßen bei genau 100 Prozent. Das wollen viele aus der Spezies des Homo sapiens seit Jahrtausenden nicht einsehen, und sie erfanden deshalb die Wiederauferstehung, das ewige Leben oder 72 Jungfrauen im Paradies für die Seligen. Neuerdings gilt auch der Lockdown als Maßnahme gegen das Sterben. Zumindest der akkurat getragenen Atemmaske wird in Corona-Zeiten eine lebensverlängernde Wirkung zugeschrieben.

Doch selbst die Totalabschottung des Inselstaates Neuseeland hat trotz rigider Maßnahmen Sars-CoV-2 nicht vollständig an der Einwanderung hindern können. Und selbst wenn jedes Haus abgeschottet wäre wie der Hochsicherheitstrakt von Stuttgart-Stammheim, dürfte das Virus mindestens so leicht die Kontrollen überwinden wie die eingeschmuggelten Waffen der RAF, damals im Deutschen Herbst, 1977.

Jeden Tag werden die Bürger mit neuen Infektionszahlen, R-Werten oder den Zahlen von „an oder mit“ Corona Verstorbenen konfrontiert und so auf AHA-Linie gehalten, wie die Bundesregierung erklärt: „Abstand, Hygiene, Alltagsmasken“. Und die erst im Zuge der Lockerungsmaßnahmen verfügte Maskenpflicht für Kunden in Supermärkten dient weniger der Infektionsvermeidung als der Disziplinierung: Nur die Maske erinnert ständig an die Gefahr.

Ob die Maskenpflicht im Schulunterricht die Lust der Kinder am Lernen erhöht, darf bezweifelt werden. Aber vielleicht wird durch diese Maßnahme die Zahl der Lehrer, die sich vorsichtshalber krankschreiben lassen, reduziert. Vor allem ältere Lehrer gehörten ja zur Corona-Zielgruppe. Da kann man den Schülern offenbar zumuten, eine Maske zu tragen, um die Lehrer nicht zu infizieren.

Im ICE darf die Maske nur kurzzeitig vom Mund genommen werden, um das Einnehmen von Nahrung und Getränken zu ermöglichen. Selbst wenn auf der Reise von Hamburg nach Berlin ein Abteil vollständig leer

ist, kommt der Sicherheitsdienst und droht dem Passagier ohne Maske mit umgehender Verweisung aus dem Zug. Da möchte man sich schon glücklich schätzen, wenn man wenigstens noch bis zur nächsten Haltestelle mitfahren darf. Die Kontrolleure selbst, am Ende des Zuges angekommen, nehmen dann schnell die Maske ab. Wer kann das auch auf Dauer aushalten.

Weltweit wird nach einem Impfstoff gegen den globalen Menschenfeind Corona gesucht, doch selbst das allwissende Robert-Koch-Institut (RKI) zog kürzlich eine aus Versehen veröffentlichte Meldung zurück, dass im Herbst mit einem einsatzfähigen Impfstoff zu rechnen sei. Am 18. August 2020 stellte die Ständige Impfkommission beim RKI die Verfügbarkeit eines Impfstoffes für Anfang 2021 in Aussicht. Putins Sputnik-Impfstoff gilt als Fake-Stoff, und ob das wandlungsfähige Coronavirus tatsächlich durch einmalige Impfung außer Gefecht gesetzt werden kann, wird sich erweisen.

Andere setzen auf Herdenimmunität, deshalb sei jede neue Infektion, die den Menschen nicht umbringt, ein Schritt in die richtige Richtung. So schrieb der renommierte Wirtschaftswissenschaftler Thomas Straubhaar vorvergangene Woche in der WELT: „Zur Herdenimmunität gibt es keine Alternative. Diese Aussage ist nicht polemisch. Sie folgt zwingend aus logischen Überlegungen. Denn die einzige echte Kontraststrategie, die Ausrottung von Covid-19, ist in der Praxis krachend gescheitert. Mit Ausnahme von Schweden wurde in allen anderen Ländern versucht, das Coronavirus zum Verschwinden zu bringen. Vergeblich, wie sich jetzt nahezu überall zeigt.“ Es gelte, mit Nüchternheit, Maß und Mitte, die mit Covid-19 einhergehenden Risiken für Gesundheit, Wirtschaft und Gesellschaft auszubalancieren.

Neuerdings zerbrechen sich Wissenschaftler gerade den Kopf, warum es bei zunehmenden Fällen von Corona-Infektionen längst nicht so viele Todesfälle gibt, wie es nach den Erfahrungen der ersten Welle der Fall sein müsste. Zur Begründung wird die ganze Palette medizinischer und statistischer Gründe angeführt, aber das einzig Sichere ist offenbar: Nix Genaues weiß man nicht.

Nicht einmal über den Angstquotienten herrscht Einigkeit – unter Wissenschaftlern ebenso wenig wie unter Normalbürgern. Der eine hält Covid-19 für den Nachfolger des Sensenmannes, gewissermaßen die Liaison von Pest und Cholera. Der andere stuft Covid-19 als eine eher milde Form der Grippe ein. Vom Corona-Zweifler über den Corona-Leugner bis zum Corona-Verschwörungstheoretiker sind es da nur wenige Klicks im Internet.



Demonstration gegen die Corona-Maßnahmen in Dortmund

Quelle: dpa

So erlebte der Gründer und Inhaber der Block-House-Restaurantkette Eugen Block in Hamburg einen pandemischen Shitstorm, als er erklärte: „Corona ist nicht tödlicher als die Grippe“ und im „Spiegel“ nachlegte, er habe vor Corona persönlich keine Angst: „Dann sterbe ich eben drei Tage früher, na und? Ich habe Gottvertrauen.“

Zunächst wollte der Unternehmer aber auf das Robert-Koch-Institut vertrauen. Am 19. und 27. März schrieb er Briefe an das RKI, in denen er nach „exakten Todesraten“ früherer Grippewellen fragte. Zu seinem Bedauern erhielt er keine Antwort.

Da erging es dem Herausgeber dieser Zeitung anders. Um eine Halbjahresbilanz der Corona-Pandemie zu erstellen, schickte er gleichlautende Briefe an das Robert-Koch-Institut, an das Bundesministerium für Gesundheit und an das Bundesministerium des Innern – alle drei Institutionen zuständig für Maßnahmen gegen die Pandemie. Es ging und geht um die realen Sterberaten, aus denen hervorgeht, wie gefährlich das Virus tatsächlich ist und wie erfolgreich die ergriffenen Maßnahmen waren.

Viele Fragen – wenig Antworten

Vom Innenministerium kam bisher keine Antwort, möglicherweise rechnet man noch.

Das Bundesministerium für Gesundheit, dessen Chef kaum einen Tag ohne Corona-Statement verstreichen lässt, antwortete zügig, aber eher verhalten:

„Vielen Dank für Ihre Anfrage. Leider hat das Bundesministerium für Gesundheit dazu keine eigenen Zahlen.

Bezüglich der nationalen Zahlen müssten Sie sich bitte an das Statistische Bundesamt wenden, da Ihre Fragen auf die Gesamtmortalitäten abzielen. Das Statistische Bundesamt verfügt auch über Auswertungen zu Mortalität in Bezug auf Corona und zur Grippe.

Hinsichtlich der internationalen Zahlen müssten Sie Ihre Fragen bitte an die WHO richten.“

Das Robert-Koch-Institut antwortete umfassend, indem es zumindest die gestellten Fragen wiederholte:

„Nachfolgend unsere Antworten:

Frage: Wie viele Sterbefälle gab es vom 1. Januar 2020 bis zum 30. Juni 2020 in jedem Monat und insgesamt in

a) Deutschland

b) Schweden

c) Dänemark

d) Niederlande

e) Frankreich

f) Italien

g) Spanien

h) USA

i) Brasilien

Antwort RKI: Die offizielle Todesursachenstatistik in Deutschland wird beim Statistischen Bundesamt (Destatis) geführt. Zu den zuständigen Stellen in den genannten Staaten liegen dem RKI keine Informationen vor. Ggf. kann Destatis hier weiterhelfen. Für Daten zu europäischen Staaten kann ggf. Eurostat weiterhelfen.

Wie viele Sterbefälle werden in den entsprechenden Monaten mit einer Corona-Infektion in Verbindung gebracht?

RKI: Siehe oben

In wie vielen Fällen wurden in Deutschland an mit oder an Corona Verstorbenen Obduktionen durchgeführt?
Was waren die Ergebnisse?

RKI: Dem RKI liegen keine Zahlen zu durchgeführten Obduktionen vor. Vielleicht kann der Bundesverband der Pathologen weiterhelfen.

In Hamburg hat Prof. Püschel, Direktor des Instituts für Rechtsmedizin am Universitätsklinikum Eppendorf, sehr umfangreich obduziert.

Wie hoch ist das durchschnittliche Lebensalter der verstorbenen Männer/Frauen in der Gesamtheit der Sterbefälle?

RKI: Hier kann sicher das Statistische Bundesamt weiterhelfen.

Wie hoch ist das durchschnittliche Lebensalter der an oder mit Corona Verstorbenen?

RKI: Daten dazu sind im täglichen Situationsbericht enthalten.

Im aktuellsten Bericht vom 21.7.2020 steht: ‚Insgesamt sind 9090 Personen in Deutschland (4,5 Prozent aller bestätigten Fälle) im Zusammenhang mit einer Covid-19-Erkrankung verstorben (Tabelle 4). Es handelt sich um 5024 (55 Prozent) Männer und 4061 (45 Prozent) Frauen, für fünf Personen ist das Geschlecht unbekannt. Der Altersdurchschnitt liegt bei 81 Jahren (Median: 82 Jahre). Von den Todesfällen waren 7778 (86 Prozent) Personen 70 Jahre und älter.‘

Wie hoch waren die entsprechenden monatlichen Sterberaten in den Jahren

a) 2019

b) 2018

c) 2017

d) 2016

RKI: Hier sollte das Statistische Bundesamt weiterhelfen können.

Wie hoch sind diese Sterberaten jeweils bezogen auf das erste Halbjahr?

RKI: Hier kann sicher das Statistische Bundesamt weiterhelfen.

Was waren die Ursachen für den Tod der in den entsprechenden Monaten Verstorbenen?

RKI: Hier kann sicher das Statistische Bundesamt weiterhelfen.

Wie viele Todesfälle werden in den vergangenen Jahren der Grippe zugerechnet?

RKI: Die influenzabedingte Sterblichkeit (Mortalität) kann durch statistische Verfahren aus der Zahl der Gesamttodesfälle oder aus der Zahl der als ‚Pneumonie oder Influenza‘ kodierte Todesfälle geschätzt werden. Dieser Ansatz wird gewählt, weil bei Weitem nicht alle mit Influenza in Zusammenhang stehenden Todesfälle als solche erkannt oder gar labordiagnostisch bestätigt werden. Die Zahl der mit Influenza in Zusammenhang stehenden Todesfälle wird – vereinfacht dargestellt – als die Differenz berechnet, die sich ergibt, wenn von der Zahl aller Todesfälle, die während der Influenzawelle auftreten, die Todesfallzahl abgezogen wird, die (aus historischen Daten berechnet) aufgetreten wäre, wenn es in dieser Zeit keine Influenzawelle gegeben hätte.

Das Schätz-Ergebnis wird als sogenannte Übersterblichkeit (Exzess-Mortalität) bezeichnet. In Deutschland wird, wie in vielen anderen Ländern, die Zahl der Gesamttodesfälle für die Schätzung verwendet.

Todesfälle mit Influenza werden im Rahmen der Meldepflicht für Influenzavirus-Nachweise an das RKI übermittelt. Diese Daten sind jedoch keine Grundlage für Hochrechnungen. Nicht bei allen Todesfällen wird auf Influenzaviren untersucht, zudem wird der Tod nach einer Influenzainfektion meist durch eine

anschließende bakterielle Lungenentzündung verursacht, sodass die Influenzaviren häufig nicht mehr nachweisbar sind.

Die offizielle Todesursachenstatistik ist ebenfalls nicht aussagekräftig, sie beruht auf den Angaben auf dem Totenschein, auf dem die Influenza praktisch nie als Todesursache eingetragen wird, sondern zum Beispiel die bakterielle Lungenentzündung oder eine vorbestehende Grunderkrankung wie Diabetes oder eine Herz-Kreislauf-Erkrankung, die die Wahrscheinlichkeit eines schweren bzw. tödlichen Krankheitsverlaufs erhöht.

Das höchste Risiko für schwere Verläufe und Todesfälle haben ältere Menschen. Die Zahl der Todesfälle kann bei den einzelnen Grippewellen stark schwanken, von mehreren Hundert bis über 20.000.“

Immerhin kam das Robert-Koch-Institut in der Antwort zu den Opfern der gemeinen Influenza dem Sinn unserer Fragestellung recht nahe. Wenn es nämlich keine Obduktionen an „mit oder an“ Corona Verstorbenen gibt, ist die Zahl der Toten wie nach einer Grippe-Epidemie im Wesentlichen aus der Differenz zwischen der normalen durchschnittlichen Sterblichkeit und der erhöhten Zahl der Toten in einem Monat, einem halben oder einem ganzen Jahr abzuleiten.

Die Zahl 20.000, die das Robert-Koch-Institut nennt, ist keinesfalls aus der infizierten Luft gegriffen: Es ist etwa die Zahl der über dem Durchschnitt liegenden Sterbefälle im März 2018.

Zahlen aus Deutschland sind einfach zu finden

Sinn der Anfrage bei den Ministerien und beim Robert-Koch-Institut war es, genau das in Bezug auf Covid-19 herauszubekommen.

Auf die Idee, beim Statistischen Bundesamt anzufragen, waren wir zugegebenermaßen auch schon gekommen und hatten angefangen, uns durch die Zahlenlabyrinth zu arbeiten.

Die Sterbefälle in Deutschland werden von Destatis wöchentlich in ihrer gesamten Breite im Internet veröffentlicht, auf ausgedruckt gut 250 Seiten: „Fallzahlen nach Tagen, Wochen, Monaten, Altersgruppen und Bundesländern für Deutschland“. Daraus die Bilanz des ersten Halbjahres 2020 abzulesen ist relativ einfach, wenn man festgestellt hat, wo man suchen muss: auf den Seiten 229 bis 234. Da findet man auch die Vergleichszahlen der Jahre 2016 bis 2019. Die Zahlen anderer Staaten allerdings werden vom Bundesamt nicht verbreitet. Sie zu finden ist deutlich schwieriger.

Die Annahme, das Robert-Koch-Institut, das Bundesinnenministerium sowie das Bundesministerium für Gesundheit hätten die Vergleichszahlen parat, würden ihre Einschätzungen und Entscheidungen darauf stützen und auch keine Scheu haben, diese Zahlen der Öffentlichkeit mitzuteilen, war offenbar ein Fehlprognose.

Also machten wir uns selbst an die Arbeit. Hilfe leistete dabei der Unternehmer Eugen Block, der vom Robert-Koch-Institut durch Nichtbeantwortung seiner Briefe etwas aufgebracht war. Er hatte daraufhin seinen mit Zahlen und Computern geübten Controller beauftragt, die entsprechenden Daten zusammenzutragen. Fündig wurde dieser bei der Human Mortality Database, einem gemeinsamen Projekt des Max-Planck-Instituts für demografische Forschung und der University of California in Berkeley.

Alle so gewonnenen Daten verglichen wir dann mithilfe anderer Experten, taten also das, was man eigentlich von den zuständigen Beamten und Wissenschaftlern im Bund und beim Robert-Koch-Institut erwarten würde.

Doch der akkurate Blick zurück scheint den dort Zuständigen weniger relevant als der ungewisse Blick in die Zukunft. Auf jeden Fall ist der Blick zurück weniger dramatisch, als der in die jeweils vor uns liegende Apokalypse. Aber er ist aussagekräftig, was die tatsächlichen Gefahren von Corona – etwa im Vergleich zu der gemeinen Grippe – anbetrifft.

Zusammengerechnet und auf das vergangene Halbjahr 2020 aufgeschlüsselt, ergibt sich folgende Tabelle:

Tabelle 1: Deutschland

le in Deutschland

	2016	2017	2018	2019
	81.742	96.033	84.973	84.791
	76.619	90.649	85.799	80.824
	83.663	82.934	107.104	86.493
	75.315	73.204	79.539	77.157
	74.525	75.863	74.648	75.451
	69.186	69.644	69.328	73.195
	461.050	488.327	501.391	477.911
in Mio.	82,522	82,792	83,019	83,167
	0,56 %	0,59 %	0,60 %	0,57 %

Quelle: Statistisch

Diese Daten stammen alle aus dem Wochenbericht des Bundesamtes für Statistik. Die jeweilige Bevölkerungszahl, die sich ja von Jahr zu Jahr verändert, wurde dann mit den Todeszahlen in Relation gesetzt. Und das ergab eine interessante Liste:

Nr. 1 das erste Halbjahr 2018:

501.391 Sterbefälle – bei einer Bevölkerungszahl von 83.019.200 sind das 0,6 Prozent

Nr. 2 das erste Halbjahr 2017:

488.327 Sterbefälle – bei einer Bevölkerungszahl von 82.792.000 sind das 0,59 Prozent

Nr. 3 das erste Halbjahr 2020:

483.098 Sterbefälle – bei einer Bevölkerungszahl von 83.170.000 sind das 0,58 Prozent

Das Corona-Horrorjahr 2020 – jedenfalls die erste Hälfte – liegt also deutlich hinter den bisher kaum als Horrorjahre wahrgenommenen Grippe-Wintern 2017 und 2018.

Auch im Monatsvergleich liegt Corona hinter der gemeinen Grippe:

Tödlichster Monat in den vergangenen fünf Jahren war der Grippe-März 2018 mit immerhin 107.104 Toten. Da können die Corona-Monate 2020 kaum mithalten: März 87.288 und April 83.605. In den Folgemonaten lag die Sterblichkeit wieder auf Normalmaß.

Betrachtet man die schwedischen Zahlen, fällt als Erstes auf, dass in Schweden die Gesamtzahl der Verstorbenen im ersten Halbjahr 2020 tatsächlich auf Platz eins der vergangenen fünf Jahre liegt. 50.085 – das entspricht 0,48 Prozent der Bevölkerung von 10,42 Millionen.

Tabelle 2: Schweden

Tote in Schweden

	2016	2017	2018	2019
	8548	9101	8578	8174
	7672	7875	8151	7294
	8009	8076	9210	7570
	7406	7566	7615	7186
	6991	7332	6778	6972
	6542	6655	6499	6452

Quelle: Stat. Zentralamt von Schweden

Damit liegt die schwedische Sterberate aber deutlich unter der deutschen von 0,58 Prozent – wobei die Sterberaten in Schweden in allen Jahren unter der Deutschlands liegt, weil die Bevölkerung dort im Mittel etwas jünger ist.

Selbst im tödlichsten Monat April liegt Schweden mit 10.362 Fällen bei fast genau 0,1 Prozent der Bevölkerung. In diesem Monat hatte Deutschland mit 83.605 Sterbefällen fast genau dieselbe Todesrate wie Schweden. In den Folgemonaten Mai, Juni, Juli 2020 liegt Schweden auch auf dem Niveau der anderen europäischen Industrieländer – auch ohne harten Lockdown.

Wir legten diese von uns zusammengestellten Daten einem höheren Beamten eines Bundesministeriums vor. Dieser ist seit Jahren mit den entsprechenden Themen befasst, wollte aber lieber ungenannt bleiben.

Er schrieb uns: „Von einer Übersterblichkeit kann keine Rede sein!

Das wird von manchen Menschen als Erfolg der Regierungsmaßnahmen ausgegeben. Diese Aussage ist jedoch nicht belegbar. Die Sterbezahlen wären in Deutschland voraussichtlich auch dann nicht anders ausgefallen, wenn weniger radikale Maßnahmen gegen die Pandemie getroffen worden wären, wie das schwedische Beispiel anschaulich belegt. In Schweden ist das Durchschnittsalter der Corona-Toten höher als bei uns (und in den meisten anderen Staaten) und kommt überwiegend aus dem Pflegebereich Schwerstkranker. Deren Leben hätte man auch mit dem schärfsten allgemeingesellschaftlichen Lockdown nicht retten können.

Es ist eher davon auszugehen, dass durch die Maßnahmen (Lockdown, ...) teilweise andere Menschen gestorben sind als in den Vorjahren. Die Regierung hat also eine Umverteilung der Sterblichkeit vorgenommen.“

Das Alter ist keine Krankheit. Deshalb sterben die meisten Menschen auch nicht an ihrem Alter, sondern an den nachlassenden Abwehrkräften gegen Infektionen, darunter der Tod durch Grippe oder Lungenentzündung.

Tabelle 3: international

Todesfälle und Todesraten

weils im 1. Halbjahr im internationalen Vergleich

	2016	2017	2018	2019	2020
Deutschland	461.050 0,56 %	488.327 0,59 %	501.391 0,60 %	477.911 0,57 %	483.094 0,58 %
Großbritannien	291.928 0,43 %	306.736 0,46 %	323.080 0,48 %	300.322 0,45 %	367.951 0,55 %
Niederlande	75.964 0,44 %	78.284 0,45 %	81.219 0,47 %	77.712 0,45 %	86.203 0,50 %
Österreich	39.513 0,44 %	42.840 0,48 %	42.791 0,48 %	42.103 0,47 %	42.856 0,48 %
Portugal	55.969 0,55 %	58.397 0,57 %	60.952 0,59 %	59.633 0,58 %	60.664 0,59 %
Schweden	45.168 0,45 %	46.605 0,46 %	46.831 0,46 %	43.648 0,42 %	50.142 0,48 %
Spanien	208.766 0,45 %	220.974 0,47 %	227.559 0,49 %	219.091 0,47 %	263.944 0,56 %
USA	1.381.491 0,42 %	1.436.092 0,43 %	1.463.393 0,44 %	1.450.829 0,44 %	1.584.191 0,48 %

ILT

Quelle: Human Mortality Database
Statistisches Bundesamt, Statistisches Zentralamt Schweiz

Auch in den übrigen ausgewerteten Staaten lagen die Todesraten im Bereich des langjährigen Mittels – und fast alle niedriger als in Deutschland:

Großbritannien 0,55 Prozent

Niederlande 0,50 Prozent

Österreich 0,48 Prozent

Portugal 0,59 Prozent

Spanien 0,56 Prozent

USA 0,48 Prozent

Die Lebenserwartung in Deutschland hat seit den 50er-Jahren um 13 bis 14 Jahre zugenommen. Das war unter anderem das Resultat einer enorm verbesserten Gesundheitsvorsorge, die wiederum durch den

wirtschaftlichen Aufschwung finanziert werden konnte. Eine negative wirtschaftliche Entwicklung dürfte im Gesundheitssektor ebenfalls negative Folgen haben. Und das nicht nur in dem ersten Jahr ab Corona, sondern in jedem Folgejahr, bis das frühere Wohlstandsniveau wieder erreicht ist.

Einen Lockdown gibt es alles andere als zum Nulltarif – das hat sich inzwischen offenbar auch bis nach Berlin durchgesprochen. Und die Ankündigung, bei einer „zweiten Welle“ könne es keinen zweiten Lockdown geben, lässt auch leise Zweifel an den bisher getroffenen Maßnahmen durchscheinen.

Wenn es bei der „zweiten Welle“ nicht geht, weil ein erneuter Lockdown die Wirtschaft weiter ruinieren würde – warum war er nicht schon beim ersten Mal fragwürdig? Zumindest im Rückblick. Inzwischen scheinen ja selbst bei Gesundheitsminister Jens Spahn einige Zweifel an Lockdown-Maßnahmen aufgekommen zu sein, etwa ob die rigorose Schließung von Friseursalons oder Einzelhandelsgeschäften notwendig gewesen sei. Aber an der Maskenpflicht wollte er nicht rütteln.

Dabei ist gerade die einer der Hauptpunkte des Zweifels. Auf dem Höhepunkt der Corona-Welle wurden alle Läden außer Lebensmittelgeschäften geschlossen. Doch eine Maskenpflicht gab es dort nicht. Angeblicher Grund – hinterher –, es habe ja einen Mangel an Masken gegeben. Aber damals wie heute hätte ja auch ein Tuch, ein Schal oder ein Handtuch ausgereicht. Das war im März oder April jedoch nicht angesagt. Erst mit der Öffnung der Möbelgeschäfte und Autohäuser galt plötzlich die Maskenpflicht auch in Supermärkten. Das verstehe, wer will.

Vielleicht hatte Richard Wagner recht, als er sagte, es sei deutsch, „die Sache, die man treibt, um ihrer selbst ... willen“ zu treiben.

Die Maske muss der Maske wegen getragen werden. Als Symbol für Gehorsam den Maßnahmen der Regierenden gegenüber.

Dabei gibt es so etwas wie mildernde Umstände.

Noch nie in der Geschichte des Planeten Erde gab es so viele Menschen wie heute. Noch nie lebten so viele Menschen in Ballungsgebieten unterschiedlichster Wohn-, Lebens- und Gesundheitsbedingungen. Und noch niemals in der Geschichte gab es so viel Bewegung zwischen den Lebensräumen: Wirtschaftsbewegungen, Tourismus, Migration.

Vom Panik-Modus zurück in den Normalitäts-Modus

Und jedes Mal, wenn ein neues Virus auftauchte, sei es Aids, Ebola, Schweine- oder Vogelgrippe, ging ein Schauer um die Welt: Könnte dies jetzt das Virus sein, das tödlich ist wie Ebola, sich aber verbreitet wie die gemeine Grippe?

Nach den Bildern aus China und aus Norditalien waren rigide Maßnahmen notwendig. Aber irgendwann muss der Blick vom Panik-Modus in den Realitäts-Modus zurückfinden. Die von manchen berühmt gewordenen Virologen vorausgesagten apokalyptischen Zahlen von Schwerinfizierten sollten langsam mit den tatsächlichen verglichen werden. Und es muss die Frage erlaubt sein, ob die Maßnahmen noch im angemessenen Verhältnis zu den Ursachen stehen, ob der Kollateralschaden nicht inzwischen höher ist als der Nutzen. Es gibt ja auch Selbstmord aus Angst vor dem Tode.

Allein in den Krankenhäusern wurden in Deutschland über einen Zeitraum von zwölf Wochen eine Million Operationen abgesagt, darunter 52.000 Krebs-OPs. Die voraussichtliche Sterberate ist schwer einzuschätzen, dürfte aber durchaus beträchtlich sein. Sonst müsste wohl angenommen werden, dass Operationen in deutschen Krankenhäusern mehrheitlich überflüssig sind. Einen Vorteil dürfte der Leerstand in Kliniken haben: Wer nicht ins Krankenhaus kommt, kann sich dort nicht mehr anstecken, weder mit Corona noch mit anderen Viren oder Bakterien.

Das wichtigste Argument für den Lockdown war es, die Zahl der Intensivbetten in den Kliniken nicht zu überlasten. Das war zu keinem Zeitpunkt der Corona-Pandemie in Deutschland der Fall. Das Gesundheitssystem hierzulande ist offenbar deutlich besser als sein Ruf.

Und das sind gute Nachrichten.

Die Gefahren der Corona-Pandemie sollen hier nicht unterschätzt werden. Und es gibt etliche Fälle, in denen auch jüngere Patienten schwer vom Virus getroffen wurden. Auch für Spätfolgen gibt es Anzeichen.

Doch schreckliche Einzelfälle sollten nicht den Blick auf die Gesamtlage trüben. Und da ist Corona nicht der Untergang der Menschheit. Bislang jedenfalls nicht – und das permanent wiederholte Hochhalten des Horrorbildes, dass das Virus in Zukunft hypothetisch noch tödlicher und noch ansteckender mutieren könnte, macht den Eintritt solcher Befürchtungen kein bisschen wahrscheinlicher. Aber man weiß ja: Wenn der Himmel einstürzt, sind alle Spatzen tot.

Es wäre besser, wenn die Behörden und Ministerien offen mit den Zahlen umgehen würden und nicht mit zitterndem Zeigefinger auf den einzigen Gralhüter der Zahlen weisen würden, das Statistische Bundesamt. Die relevanten Vergleichsdaten herauszufischen ist mühsam – und jede eigene Berechnung birgt Risiken. Zahlen, Daten und Fakten müssen für jeden erkennbar und nachvollziehbar aufbereitet werden. Das gehört zu den wichtigsten Aufgaben des Robert-Koch-Instituts, genauso wie der Ministerien für Gesundheit und des Inneren. Der Blick auf die Realität sollte der Maßstab für Handlungen sein. Nicht die Angst und die Vernebelung der Tatsachen.

Und je mehr Horrorszenarien von Wissenschaft und Politik verbreitet werden – umso schwerer ist es, von diesem Trip wieder herunterzukommen.

Der langsame Untergang der französischen Kirche

Stand: 08.09.2020 | Lesedauer: 6 Minuten

Von **Martina Meister**, Nantes



Der Innenraum der Kathedrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul in Nantes nach dem Feuer

Quelle: REUTERS

Jeden Tag werden in Frankreich zwei katholische Kirchen beschmiert, zerstört oder entweiht. Und während jede zweite Woche eine neue Moschee entsteht, gehen 40 bis 50 Kirchen pro Jahr verloren. Kritiker sprechen von einer neuen „Christenfeindlichkeit“.

Umzingelt von Bauzäunen steht Saint-Pierre-et-Saint-Paul im Zentrum von Nantes. Der Zutritt zur Kathedrale ist verboten. Die Bahnhofsuhr am westlichen Glockenturm ist um 8.10 Uhr stehen geblieben, kurz nachdem das Feuer am Morgen des 18. Juli die Elektrik erfasst und einen Kurzschluss ausgelöst hat. Um 7.45 Uhr hatte der ehrenamtliche Mitarbeiter und Flüchtling aus Ruanda Emmanuel A. im Inneren der Kathedrale drei Feuer gelegt, was er laut seinem späteren Geständnis „bitterlich“ bereut haben will.

Über hundert Feuerwehrleute waren im Einsatz. Sie konnten zwar die Bausubstanz der Kathedrale, aber nicht ihre Schätze retten. Eine Barockorgel ging in Flammen auf. Die Glasfenster der Hauptfassade, die Anne de Bretagne 1499 gestiftet hatte, zersprangen in Tausende Teile. Auch ein Gemälde des Ingres-Schülers Hippolyte Flandrin wurde zerstört.

François Renaud, kurzes, graues Haar, ein schlichtes Silberkreuz am Revers seines Anzugs, sitzt in seinem Büro im Haus der Diözese im bretonischen Nantes. Der Pater erzählt von dem Schock dieses Julimorgens,

als seine nassen Augen den Rauchwolken folgten, die aus dem Dach der Kathedrale gen Himmel quollen. „Nicht schon wieder!“, dachte er. Nicht schon wieder, weil das Dach der Kathedrale von Nantes bereits 1972 durch ein Feuer zerstört worden war. Weil erst vergangenes Jahr Notre-Dame de Paris lichterloh brannte und die Welt hilflos zusah.

„Saint-Pierre-et-Saint-Paul hat durch ihr Licht, ihre Strahlkraft beeindruckt und den Blick durch ihre einzigartige Architektur in den Himmel gelenkt“, sagt Renaud. Eigentlich hätte in diesem Frühherbst der neue Bischof eingesetzt werden sollen. Man wird es jetzt unter freiem Himmel vor der Kathedrale nachholen.

Der Aufschrei war groß, als die Franzosen erfuhren, dass ein abgewiesener Asylbewerber, der kurz vor der Ausweisung stand, die Schlüssel für die Kathedrale hatte. Dagegen ist die Ursache des Brandes von Notre-Dame bis heute nicht geklärt. Bislang weist nichts auf Brandstiftung hin, vieles dagegen auf Fahrlässigkeit und versäumte Reparaturen. Kein wirklicher Trost.

Andere Gotteshäuser verfallen ohne viel Aufmerksamkeit. Das Kreuzgewölbe der Pariser Kirche Saint-Sulpice ist feucht, die Kapellen sind pechschwarz. Als „chaotisch und unbeschreiblich dreckig“ bezeichnet der Kunsthistoriker Adrien Goetz den Zustand von Saint-Merry im Pariser Hallenviertel. „Die Kapellen sind in Abstellkammern verwandelt worden und eine Mülltonne auf Rollen wird im Chorumgang hin- und hergeschoben“, notiert Goetz in seinem Beitrag für ein Sonderheft der „Revue des Deux Mondes“, das der „Tragödie der Kirchen“ gewidmet ist.

Die Motive sind unterschiedlich

Jeden Tag werden in Frankreich durchschnittlich zwei katholische Kirchen beschmiert, mutwillig zerstört oder entweiht. Messkelche werden gestohlen, aber auch Gemälde, sogar Stühle. Das Innenministerium zählte 2018 mehr als 1000 „antichristliche Taten“ gegenüber 541 antisemitischen und 100 islamophoben. Die Motive sind unterschiedlich, in der Regel sind es Jugendliche, die sich langweilen, sagen Experten. In den seltensten Fällen seien die Taten politisch oder satanistisch motiviert.

Ist es also angemessen, von Frankreichs neuer „Christenfeindlichkeit“ zu sprechen, wie es der ultrakonservative Politiker Laurent Wauquiez tut? „Nein“, sagt Edouard de Lamaze, Vorsitzender der Organisation Observatorium für das Religiöse Kulturerbe. Der gläubige Katholik warnt vor politischer Instrumentalisierung.



Der Brand von Notre Dame am 15. April 2019

Quelle: AP/Dominique Bichon

„Aber wir dürfen auch nicht naiv sein: Das Gesicht unserer Landschaft verändert sich. Ich bewerte das nicht, ich beschreibe nur die Tendenz: Jede zweite Woche eröffnet in Frankreich eine neue Moschee, während wir jedes Jahr 40 bis 50 katholische Kirchen verlieren, weil sie abgerissen, verkauft oder radikal umgebaut werden.“

Frankreichs Problem ist nicht eine neue Christenfeindlichkeit, sondern sein politisches Erbe: Mit der Einführung des Gesetzes zur Trennung von Kirche und Staat 1905 wurde die katholische Kirche enteignet und die 83 Kathedralen des Landes gingen in den Besitz des Staates über.

Die etwa 45.000 katholischen Kirchen gehören den Kommunen. Von ihnen sind rund 5000 „in Gefahr“, schätzt de Lamaze und findet einen eindrücklichen Vergleich: „Stellen Sie sich vor, Sie haben Ihr altes Landhaus jemand überlassen, der kein Geld hat, um es instand zu halten. Da regnet es spätestens nach 115 Jahren rein.“

100 Milliarden Euro steckt der französische Staat jedes Jahr in die Pflege des religiösen Kulturerbes, zu wenig für ein Land, das nach Italien die meisten Kirchen in Europa hat. Kirchen werden abgerissen, weil sie so lange vernachlässigt wurden, dass sie nicht mehr zu retten sind. Oder, weil die Kommune lieber einen Kreisverkehr baut als ein neues Kirchendach.

Frankreich ist vom Zweifel befallen

Aber auch der Rückgang der Gläubigen ist ein Grund. Eine offizielle Statistik darüber gibt es nicht, weil wegen der sauberen Trennung von Kirche und Staat keine Kirchensteuer erhoben wird. Fest steht: Viele

Kirchen stehen leer, weil Gläubige fehlen. In Rouen etwa, der „Stadt der 100 Kirchtürme“, hat der Bürgermeister jüngst eine Kirche verkauft, die jetzt zur Brasserie umgebaut wird.

In Caen ist eine Kirche in einen Sportclub verwandelt worden, wo man auf dem Laufband schwitzen kann – mit Blick auf den Leidensweg Christi. Und in Nantes selbst kann man im „Sozo Hotel“ übernachten, das bis vor zwei Jahren noch eine Kapelle war.

Der Anwalt de Lamaze ist selbst Bürgermeister eines 250-Seelen-Dorfes in der Normandie. Er weiß, wovon er spricht, wenn er sagt, dass die Kommunen finanziell überfordert sind. In seinem Dorf Bois-Hérault steht die Kirche unter Denkmalschutz. Der Staat muss deshalb für Reparaturen aufkommen. „Aber bei 30.000 Kirchen in Frankreich ist das nicht der Fall.“

Wie steht es um den Glauben eines Landes, das sich lange Zeit stolz als „älteste Tochter der katholischen Kirche“ bezeichnet hat? Frankreich ist vom Zweifel befallen. „Der Prozess der Ent-Christianisierung, der in den 60er-Jahren begonnen hat, steht kurz vor dem Abschluss“, konstatiert der Politologe und Meinungsforscher Jérôme Fourquet. Den Anteil praktizierender Katholiken schätzt Fourquet auf gerade noch sechs Prozent der Bevölkerung. „Die Matrix, die Frankreichs Gesellschaft über Generationen geprägt hat, löst sich endgültig auf.“

Pater Renaud in Nantes scheint sich mit dieser Entwicklung abgefunden zu haben. Wenn er um eine Taufe oder Beisetzung von jemandem gebeten wird, den er noch nie in seiner Gemeinde gesehen hat, dann tut er das gern. Er nennt das den „öffentliche Dienst der Transzendenz“, und es ist nicht einmal ironisch gemeint.

Dass seine Diözese einem Asylbewerber vertraut hat, der seelisch fragil war, bereut er nicht. „Emmanuel war lange Zeit das beste Beispiel für gelungene Integration.“ Wo sonst fänden verletzte und gebrochene Menschen Platz, wenn nicht in der Kirche? Wird er Emmanuel A. vergeben? „Die Vergebung kennt keine Grenzen, aber sie braucht Zeit“, sagt Renaud nach kurzem Zögern. Eines Tages, sagt er, wird der neue Bischof den Brandstifter besuchen, im Gefängnis von Nantes.

10.8.2020

Religion

Eurobarometer-Umfrage:

Angaben in Prozent der Bevölkerung, Deutschland, West- und Ostdeutschland, 2018

Quelle: Europäische Kommission: Eurobarometer Spezial 484 (12/2018)

Mehr als jede vierte Person hält die Existenz eines Gottes für ausgeschlossen bzw. für nicht bewiesen. Auffällig ist dabei der große Anteil an nicht gläubigen Menschen in Ostdeutschland. Knapp zwei Drittel der Bevölkerung in Deutschland ordneten sich 2018 einer christlichen Religionsgemeinschaft zu. Der Anteil der Muslime lag im Jahr 2018 deutschlandweit bei gut sechs Prozent. Auf alle anderen Religionsgemeinschaften entfielen jeweils weniger als ein Prozent der Bevölkerung. Neben den regionalen Unterschieden ist zu bedenken, dass die Mitgliedschaft in einer Religionsgemeinschaft noch nichts über die Tiefe des Glaubens aussagt.

Fakten

Bei einer Eurobarometer-Umfrage im Dezember 2018 bezeichneten sich in Deutschland rund 29 Prozent der Befragten als Katholiken, 26 Prozent als Protestanten, 2 Prozent als orthodoxe Christen und 8 Prozent als andere Christen – insgesamt ordneten sich 64,2 Prozent der Befragten einer christlichen Religionsgemeinschaft zu. Die zweitgrößte Gruppe waren mit rund 27 Prozent die Atheisten und Agnostiker, also Befragte, für die die Existenz eines Gottes ausgeschlossen ist, nicht bewiesen ist bzw. nicht bewiesen werden kann. Gut 3 Prozent bezeichneten sich bei der Befragung als Muslime und knapp ein Prozent als Buddhisten. Bei Juden, Hindus und Sikhs lagen die Werte bei unter 0,2 Prozent. Schließlich bekannten sich 4,4 Prozent zu einer anderen Religion bzw. antworteten mit „weiß nicht“.

Bemerkenswert sind in diesem Zusammenhang die großen Unterschiede zwischen West- und Ostdeutschland: Während sich im Dezember 2018 in Westdeutschland lediglich 16,6 Prozent als nicht gläubig, Agnostiker oder Atheisten bezeichneten, waren es in Ostdeutschland 68,3 Prozent der Befragten. Entsprechend lag der Anteil der Befragten, die sich als Christen bezeichneten, in Westdeutschland bei 74,0 Prozent und in Ostdeutschland bei 24,6 Prozent.

Die Angaben, die alle in Deutschland Befragten im Rahmen der Eurobarometer-Umfrage gemacht haben, decken sich in etwa mit den Angaben der katholischen und evangelischen Kirche zur Zahl ihrer Mitglieder: Ende 2018 gehörten von der Gesamtbevölkerung in Deutschland 27,7 Prozent der katholischen und 25,5 Prozent der evangelischen Kirche an – zusammen 53,2 Prozent.

Bei den Atheisten und Agnostikern fehlen genaue Zahlen, da es keine Institution gibt, an die sich diese Gruppe aufgrund ihrer glaubenskritischen Haltung mehrheitlich binden würde. Ebenso fehlen bei den Muslimen genaue Zahlen, da im Islam keine mit der katholischen oder evangelischen Kirche vergleichbare Institution existiert, der alle Gläubigen angehören. Muslime zahlen zudem keine Kirchensteuer, über die sie alternativ erfasst werden könnten. Nach einer Hochrechnung des Bundesamtes für Migration und Flüchtlinge (BAMF) lebten am 31. Dezember 2015 in Deutschland zwischen 4,4 und 4,7 Millionen Muslime. Das entsprach einem Anteil zwischen 5,4 und 5,7 Prozent an der Gesamtbevölkerung. Die Forschungsgruppe Weltanschauungen in Deutschland (fowid) geht davon aus, dass 2018 gut 5,3 Millionen Muslime in Deutschland lebten (6,4 Prozent der Gesamtbevölkerung), von denen gut eine Million nicht-religiös waren (Muslime, die niemals religiöse Veranstaltungen besuchen, sich aber trotzdem als Muslime bezeichnen).

Der Religionswissenschaftliche Medien- und Informationsdienst e.V. – REMID beziffert die Zahl der Angehörigen orthodoxer, orientalischer oder unierter Kirchen im Jahr 2018 auf 2,0 Millionen – was sich mit der oben genannten Eurobarometer-Umfrage deckt. Die Zahl der Buddhisten wird allerdings mit lediglich 270.000 (0,33 Prozent) angegeben. Schließlich lag die Zahl der Mitglieder der jüdischen Gemeinden in Deutschland im Jahr 2018 bei rund 96.200 – 0,12 Prozent der Gesamtbevölkerung.

Bei den Angaben zur Religionszugehörigkeit ist zu bedenken, dass die Mitgliedschaft in einer Religionsgemeinschaft für die einzelnen Menschen eine sehr unterschiedliche Bedeutung haben kann. Im Extremfall ist für die einen die Zugehörigkeit lebensbestimmend, andere sind Mitglieder einer Kirche ohne überhaupt an einen Gott oder eine spirituelle Kraft zu glauben. Im Jahr 2010 glaubten laut einer Eurobarometer-Umfrage 44 Prozent der Bürger in Deutschland an einen Gott. 25 Prozent glaubten an eine andere spirituelle Kraft, die das Leben lenkt, 27 Prozent glaubten weder an einen Gott noch an eine andere spirituelle Kraft und 4 Prozent machten keine Angaben.

Zudem sind für viele Bürger in Deutschland andere Werte sehr viel wichtiger als Religion: Bei einer Eurobarometer-Umfrage im November 2019 bei der die Befragten 3 von 13 Werten auswählen sollten, die für sie persönlich am wichtigsten sind bzw. die am besten die Europäische Union repräsentieren, entschieden sich jeweils nur 3 Prozent der Befragten für 'Religion'. Bei den persönlich wichtigsten Werten gab es keinen Wert, der seltener genannt wurde. Am häufigsten wurde bei beiden Fragestellungen 'Frieden' genannt (59 bzw. 58 Prozent). Darauf folgten – in unterschiedlicher Reihenfolge – 'Menschenrechte' (43 bzw. 32 Prozent) und 'Demokratie' (40 bzw. 43 Prozent).

Datenquelle

Europäische Kommission: Eurobarometer Spezial 484 (12/2018), Eurobarometer 92: Die öffentliche Meinung in der Europäischen Union (11/2019), Eurobarometer Spezial 341 (02/2010); Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz; Evangelische Kirche in Deutschland; Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF): Wie viele Muslime leben in Deutschland?; Forschungsgruppe Weltanschauungen in Deutschland (fowid): Religionszugehörigkeiten 2018; Religionswissenschaftlicher Medien- und Informationsdienst e.V. – REMID: <https://www.remid.de/>; Zentralwohlfahrtsstelle der Juden in Deutschland e.V., Zentralrat der Juden in Deutschland

Religion

Eurobarometer-Umfrage, Angaben in Prozent der Bevölkerung, Deutschland, West- und Ostdeutschland, 2018

	Eurobarometer-Frage: Bezeichnen Sie sich selbst als...		
	Deutschland	West- deutschland	Ost- deutschland
Katholiken	28,6	34,3	6,0
Protestanten	25,8	29,8	9,7
Orthodoxen	2,2	2,2	1,9
Angehörigen einer anderen christlichen Religion	7,6	7,7	7,0
nicht gläubig, Agnostiker, Atheisten	26,9	16,6	68,3
Moslem	3,5	4,2	1,5
Buddhisten	0,7	0,8	0,6
Juden	0,1	0,2	0,0
Hindu	0,1	0,2	0,0

	Eurobarometer-Frage: Bezeichnen Sie sich selbst als...		
	Deutschland	West- deutschland	Ost- deutschland
sonstiges	2,3	2,0	3,5

GLAUBE

Kommentar:

Abschied von der Volkskirche in Deutschland

2019 traten so viele Christen aus der Kirche aus wie nie in den vergangenen 25 Jahren. Doch dieses Schrumpfen der beiden großen Kirchen bedeutet nicht, dass Deutschland areligiös wird, meint Christoph Strack.



Immer weniger Menschen besuchen die Sonntagsgottesdienste in evangelischen und katholischen Kirchen

[Den Trend gibt es seit Jahren](#), doch die aktuellen Zahlen sind besonders deutlich: Beide großen Kirchen in Deutschland melden für das Jahr 2019 einen kräftigen Anstieg der Kirchengaustritte. Und anders als üblich liegen die Katholiken dabei noch vor den Protestanten. Binnen zwölf Monaten verabschiedeten sich mehr als 540.000 Christen von ihrer Kirche. Noch höhere Zahlen gab es allein in den frühen 1990er-Jahren.

Nun gehören mit 43,3 Millionen noch knapp mehr als die Hälfte der in Deutschland lebenden Menschen einer der beiden großen Kirchen an. Vor zehn Jahren waren es noch rund fünf Millionen mehr. Denn neben den Kirchengaustritten verlieren die Kirchen auch, weil den Sterbefällen nur in weit geringerer Zahl Taufen gegenüberstehen. Fünf Millionen - dieser Verlust entspricht der Einwohnerschaft von Berlin und München, der größten und der drittgrößten deutschen Stadt.

Die Abkehr von der Kirche als behördlicher Akt

Auf katholischer Seite ist die Statistik bereits etwas exakter erfasst. Demnach stieg die Zahl derer, die ihrer Kirche den Rücken kehrten, 2019 gegenüber 2018 noch einmal um 26,2 Prozent. Besonders drastisch ist der Trend in Nordrhein-Westfalen und Rheinland-Pfalz, wo es stolze und traditionsreiche Bistümer wie Münster, Osnabrück, Paderborn, Trier und Köln trifft.

Konservative Kräfte, seien es deutsche Geistliche im Vatikan oder US-Medien, zeigen gerne mit den Fingern auf die ach so liberale katholische Kirche in Deutschland und ihre statistisch sauber belegten Zahlen beim Kirchengaustritt. Das ist wohlfeil. Denn die Distanzierung von der Kirche in Deutschland fällt einfach nur besonders auf, weil der Kirchengaustritt hier ein ordentlicher Vorgang bei einer

Behörde ist. In anderen europäischen Ländern merkt man die Distanz höchstens beim geringen Kirchenbesuch. Die überkommene Bindung an die Kirchen verdunstet auch dort.

Für Deutschland haben die jüngsten Zahlen jedenfalls eine solche Wucht, dass man kaum mehr von "Volkskirche" sprechen kann. Man mag Gründe für diese Wucht nennen. Da ist das [Dauer-Thema Missbrauch](#), das - bei Katholiken und Protestanten - eben nicht beendet ist. Oder auf katholischer Seite die [Ausgrenzung von Frauen](#) (die man dort kirchlicherseits tapfer natürlich nicht Ausgrenzung nennt, sondern Festhalten an Geboten und Tradition).

Welche Folgen hat Corona?

Die Corona-Pandemie wird diesen Trend zur Schrumpfung verstärken. Noch sind die Folgen der verordneten Beschränkungen auf das kirchliche Leben gar nicht abzusehen, aber ein weiterer Schub zur Individualisierung von Religion liegt nahe. Und kaum ein Bischof rief den Getauften vor Ostern, diesem wichtigsten Fest der Christenheit, einfach mal zu: "Ihr selbst seid Kirche, jeder von Euch! Feiert in der Familie, feiert im kleinen Kreis!"

Dabei wäre Seelsorge das Gebot der Stunde. Die Sorge um die Seelen. In Corona-Zeiten, in der Angst und Einsamkeit dieser Tage. Seelsorge meint da gar nicht das dröhnend laute Wort. Sie ist aber mehr als der ordnungsgemäße Vollzug von Gottesdiensten. Es geht um die Nähe zu den Menschen am Rande, den Gescheiterten, den Verzagten.

Kein Verlust von Religiosität im Land

[Es wäre übrigens falsch, den Abschied von den "Volkskirchen" kurzerhand mit Verlust von Religiosität im Land gleichzusetzen.](#) Es gibt zum Beispiel [ein wachsendes Spektrum evangelischer](#)

[Freikirchen](#): Hunderttausende Baptisten in agilen Gemeinden versammeln sich Sonntag für Sonntag zum Gottesdienst. Ebenso wie Hunderttausende, ja über eine Million orthodoxe Christen in Deutschland, Griechen und Russen, Serben und Kopten. Die jüdische Gemeinschaft und die muslimische Gemeinschaft sind recht stabil und kamen, so scheint es, bislang besser durch die Corona-Krise als die großen Kirchen. Darüber hinaus gibt es, um nur eine weitere Religion zu nennen, eine kaum überschaubare Zahl kleiner buddhistischer Gruppen im Land.

Egal ob Baptisten oder Buddhisten, Orthodoxe, Juden oder Muslime - sie haben weniger Verwaltung und Apparat, sie verfügen kaum über Bildungseinrichtungen, kaum für die Gesellschaft wichtige Impulsgeber im universitären Bereich oder in Akademien. Aber sie erfahren ihren Glauben in Gemeinden, die ihnen oftmals auch Netzwerk oder Familie sind. Ob die Großkirchen das hinbekommen?

Mangelnde Reflexion über Gott

Religion als Sinn-Angebot in Slums und Plattenbauten und Luxusvillen. Religion als politischer Machfaktor. Religion als Träger von Identifikation des Einzelnen, da doch alle nur von Universalisierung und globalen Playern reden und der Einzelne unter die Räder gerät. Die Gesellschaft in Deutschland, diesem reichen und seit 30 Jahren vereinten Land, diesem Land, zu dem aber auch Armut und Spaltung zählen, bräuchte die kritische Reflexion über das, was so viele Gott nennen.

Le Figaro, no. 23659

Le Figaro Économie, jeudi 10 septembre 2020 792 mots, p. 21

La BCE sous pression face à la crise en Europe

L'inflation négative et la hausse de l'euro compliquent la tâche des grands argentiers.

Collomp, Florentin

POLITIQUE MONÉTAIRE Christine Lagarde est attendue comme le Messie face à une économie fébrile.

Or, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) n'aura pas de remède miracle à administrer à une Europe convalescente et en risque de rechute.

La banque centrale, dont le conseil de politique monétaire se réunit ce jeudi, ne devrait pas sortir de nouvelles munitions, après un bazooka historique de 1 350 milliards d'euros de rachats d'obligations dégainé au printemps en réaction à l'explosion de la pandémie de Covid-19. Il lui en reste de côté : elle a investi à ce stade un peu plus de 500 milliards de cette enveloppe. De même, il est peu probable qu'elle décide de baisser encore son principal taux d'intérêt, déjà négatif à - 0,5 %.

C'est donc par le magistère de la parole que Christine Lagarde va devoir tenter de rassurer. Elle devrait promettre que l'institution continuera de faire tout son possible pour soutenir l'économie et laisser entendre que de nouvelles mesures de politique monétaire pourraient être prises d'ici à la fin de l'année si besoin. Pas sûr que cela suffise.

La BCE en a déjà fait beaucoup. Les montants quasi illimités déployés ont permis d'éviter une crise financière et un tarissement du crédit (*lire ci-contre*). Ils ont soutenu la reprise, tout en empêchant la fragmentation de la zone euro. Si Lagarde avait commis une bourde regrettable en mars en disant ne pas être « *là pour resserrer les spreads* », c'est précisément ce qui s'est passé : ces « spreads », les écarts entre taux d'intérêt auxquels empruntent différents pays, l'Italie et l'Allemagne, par exemple, inquiétants au début de la crise, sont complètement retombés. Le programme exceptionnel de rachats d'actifs lié à la pandémie (PEPP) puis l'accord historique des Vingt-Sept cet été sur un fonds de relance mutualisé permettent aujourd'hui à l'Italie ou à la Grèce d'emprunter à très bon marché.

Reste que les grands argentiers européens se retrouvent en cette rentrée confrontés à un casse-tête économique qui remet en cause l'efficacité de leur institution, voire sa crédibilité. « *La BCE fait tout ce qu'elle peut. Mais la politique monétaire ne peut guère en faire plus face à une crise de cette ampleur. Ce n'est pas une crise qu'on peut résoudre en achetant des obligations* », constate Angel Talavera, d'Oxford Economics. « *La BCE a perdu de la crédibilité, sans que ce soit de sa faute. Cela va devenir de plus en plus compliqué pour elle d'avoir un effet. C'est très préoccupant* », renchérit Éric Dor, économiste à l'Isege.

« Illusion de la dette »

D'abord, la pandémie est toujours là et une seconde vague se dessine, comme on le voit en Espagne ou en France. Du coup, la reprise est obérée par ces craintes. Cette atonie se traduit ensuite par un phénomène de désinflation, qui marque l'échec du mandat de la BCE. L'inflation est entrée en territoire négatif à - 0,2 % en août, alors que l'objectif de la banque centrale est de la maintenir juste en dessous de 2 %. Les centaines de milliards investis en assouplissement monétaire n'y changent rien. Un phénomène dangereux pour l'économie : le spectre de la déflation, même si on n'en est pas là. « *Les anticipations d'inflation résistent aux gesticulations des banques centrales : est-ce qu'on y croit encore ?* », s'interroge Éric Dor.

Troisième épine dans le pied de la BCE : la hausse de l'euro de près de 6 % depuis mars complique encore l'équation. D'un côté, cette appréciation de la monnaie unique est un signe d'attractivité et de solidité de la zone euro, résultat de la politique de la BCE et du fonds de relance européen. Revers de la médaille, elle pénalise ses exportations, déjà malmenées, et réduit encore le coût des produits importés, ce qui alimente un peu plus la désinflation. Là encore, Christine Lagarde n'a guère de moyen de réagir.

Tout cela doit encourager les vingt-cinq membres du conseil des gouverneurs de Francfort à réfléchir à leur rôle. À l'image du patron de la Réserve fédérale américaine, Jay Powell, qui a ouvert, fin août, la voie à une réinterprétation de son mandat. Son objectif d'inflation pourra ainsi passer au second plan, tant que subsistera une menace sur l'emploi.

Lagarde avait annoncé une revue stratégique des missions de la BCE, reportée en raison de la pandémie. Il va falloir s'y atteler. Des tensions au sein du cénacle pourraient refaire surface à cette occasion, comme il y a un an.

Le gouverneur de la Bundesbank, Jens Weidmann, a retrouvé la semaine dernière ses habits de « faucon » en enjoignant aux dirigeants européens de songer à mettre fin à leur soutien budgétaire à l'économie, au risque de créer « *une sorte d'illusion de la dette* » .

Migrations : sortir de l'impuissance européenne

ÉDITORIAL Publié le 11/9/20

Editorial. Les Européens doivent trouver un accord sur la lancinante question intérieure de la répartition des demandeurs d'asile. L'UE ne doit plus tolérer l'accueil des exilés dans des conditions opposées aux valeurs que son histoire lui a léguées.

Editorial du « Monde ». Cinq ans après la crise migratoire qui l'a gravement déstabilisée, l'Union européenne n'aurait-elle rien appris ? Le drame humain consécutif à l'incendie, mercredi 9 septembre, du camp de Moria, situé sur l'île grecque de Lesbos, fait craindre une réponse négative. Des milliers de demandeurs d'asile sont réduits à l'errance, après qu'un immense brasier a dévoré les baraques où ils s'entassaient dans des conditions indignes. Le feu, allumé selon les autorités grecques par des résidents qui protestaient contre la quarantaine imposée après la découverte de cas de Covid-19, n'est pas le premier.

Depuis des mois, le plus grand camp de réfugiés d'Europe, surpeuplé, est le théâtre d'incendies et d'autres drames violents. Conçu et financé par l'UE comme un lieu destiné à empêcher l'afflux de migrants sur le continent, un sas où ils seraient parqués le temps que leur demande d'asile soit examinée, Moria est devenu une impasse pour 12 700 personnes – quatre fois sa capacité – et le symbole honteux de la paralysie des Vingt-Sept.

Alors que la crise due au Covid et l'éloignement des Etats-Unis exigent que l'Union européenne s'affirme en tant que puissance, il serait temps qu'elle trouve un accord sur la lancinante question intérieure de la répartition des demandeurs d'asile. Salulaire, l'initiative franco-allemande visant à accueillir 400 mineurs isolés du camp ne saurait tenir lieu de politique. Depuis des années, l'UE bute sur l'impossible réforme des accords de Dublin, qui font peser sur le pays de première entrée, et donc sur les pays périphériques comme la Grèce, la charge d'examiner les demandes.

Organiser la solidarité

Or les Allemands, promoteurs avec la France d'une réforme, traînent les pieds à un an des élections fédérales. Les pays de l'Est, hostiles à l'accueil, envisagent une contribution financière. Il est urgent que la solidarité s'organise, au moins entre les pays, comme la France et l'Allemagne, qui y sont prêts. L'UE ne doit plus tolérer l'accueil des exilés dans des conditions opposées aux valeurs que son histoire lui a léguées.

A l'autre extrémité du continent, un autre signal d'alarme clignote désormais, avec la multiplication des traversées de la Manche en bateau par des migrants désireux de gagner l'Angleterre. Ce phénomène se développe dans le contexte des négociations sur le Brexit. Conséquence de la rupture des liens avec l'UE prévue le 31 décembre, Londres ne sera plus lié par les accords de Dublin. Or ceux-ci permettent au Royaume-Uni de renvoyer certains demandeurs d'asile vers le continent ; ils donnent aussi le droit à l'asile au Royaume-Uni aux demandeurs qui y ont de la famille. Brexit risque de rimer avec vide juridique.

La question des migrations transmanche, directement affectée par le Brexit, doit donc être incluse dans les négociations de divorce. La France devient un pays périphérique de l'UE et le marché pervers par lequel Paris garde de fait la frontière britannique en échange du financement d'équipements de surveillance ne peut plus demeurer une affaire strictement bilatérale.

A Lesbos comme à Calais, c'est la capacité de l'Union à coordonner sa politique migratoire, à mettre en œuvre le droit d'asile et à traiter dignement ceux qui frappent à ses portes qui est en cause. Le drame de Moria, les traversées désespérées de la Manche sont les énièmes alertes du genre. Mais, cinq ans après le pic lié à la guerre en Syrie, la pression migratoire est en chute libre. Dans ce contexte, il est temps pour l'UE, sauf à nourrir son propre procès, de cesser de donner le spectacle de son impuissance.

AFD UND LINKE:

Die Russland-Versteher

Normalerweise sind Linkspartei und AfD wie Hund und Katz. Aber die Politik Putins verteidigen sie beide. Denn sie haben ähnliche Ziele.

- VON JUSTUS BENDER
- -AKTUALISIERT AM 13.09.2020-10:38

Normalerweise sind AfD und Linkspartei leicht voneinander zu unterscheiden. Wenn es aber um den Mordanschlag auf Aleksej Nawalnyj geht, verschwimmen die Konturen. Von wem stammt zum Beispiel dieser Satz? „Dass Nawalnyj genau jetzt mit diesem Gift vergiftet wurde, kann eine Lösung im amerikanischen Sinne sein.“ Gregor Gysi von der Linkspartei? Falsch, es war Hansjörg Müller, der außenwirtschaftspolitische Sprecher der AfD im Bundestag. Müller meint, die Amerikaner könnten Nawalnyj vergiftet haben, damit die Deutschen unter Druck geraten, das Gasprojekt Nord Stream 2 zu kippen, und amerikanisches Flüssiggas kaufen. Gysi hatte im MDR etwas Ähnliches gesagt: „Es kann ja auch sein, dass es ein Gegner der Erdgasleitung nach Deutschland war.“ Gemeint waren auch die Amerikaner. Fragt man Müller, wer von dem Anschlag auf Nawalnyj profitiere, sagt der: „Da kann ich nicht viel anderes sagen, als was Gregor Gysi gesagt hat.“ Gysi und Müller, auf einer Linie.

Ihre Parteien stehen sonst nicht im Verdacht der Brüderlichkeit. Die Rechten nennen die Linken meist gar nicht bei ihrem Namen, sondern sagen „SED-Nachfolgepartei“ und ätzen, ihre Vertreter würden wohl immer noch von Zwangsarbeit für politische Gegner träumen. In AfD-Wahlkämpfen ist die SED-Diktatur die Chiffre für alles Schlechte. Die Linken wiederum haben für die Rechten ausnahmslos hässliche Wörter im Sortiment. Sie nennen sie „Rassisten“, „Nazis“ und „Hetzer“. Geht es aber um Wladimir Putin und sein Machtsystem, ist alles anders. Dann können Gegenspieler wie Gregor Gysi und Hansjörg Müller auf einmal die Sätze des jeweils anderen zu Ende sprechen.

Beide Parteien standen schon oft auf der Seite Russlands

Unisono haben beide Parteien die russische Annexion der Krim verteidigt. Linken-Abgeordnete besuchten die besetzten Gebiete in der Ostukraine. Ein AfD-Abgeordneter reiste auf Kosten der russischen Duma als Wahlbeobachter auf die Krim. AfD und Linke dringen auf die Abschaffung der Russland-Sanktionen. Sie verteidigten Russland, als der Militärgeheimdienst in Salisbury den früheren Agenten Sergej Skripal und dessen Tochter mit Nowitschok vergiftete. Auch in Syrien stehen AfD und Linke auf der Seite Russlands. AfD-Abgeordnete touren wie Pauschaltouristen mit Getreuen von Moskaus Schützling Baschar al Assad durch Syrien und erklären es zum sicheren Herkunftsland. Linken-Politiker bezweifelten mehrfach den Giftgaseinsatz des Regimes gegen die Zivilbevölkerung.

Die Zuneigung der AfD zu Putins Russland wird oft mit dessen illiberalem Politikverständnis erklärt. In Putins Reich ist niemand schadlos linksgrün, schwul oder Flüchtlingshelfer. Das gefällt Rechtsradikalen in Deutschland, genauso wie Putins Annäherung an die orthodoxe Kirche und sein Kampf gegen liberale westliche Werte, wo immer sie die außenpolitische Agenda der EU oder Amerikas bestimmen. Die Russland-Nähe der Linken wird hingegen oft auf die SED-Geschichte geschoben. In Ost-Biographien von Sozialisten spielte Russland auch kulturell eine erfreulichere Rolle als Amerika. SED-Kader wurden gelehrt, Moskau nicht zu verärgern. Zur Sympathie gesellte sich Respekt.

Wenn man es so betrachtet, wären die Gemeinsamkeiten beider Parteien eher ein historischer Zufall. Gesinnungsgenossen wären AfD und Linke damit nicht. So aber sehen es Vertreter der Parteien selbst. Sie sprechen von Gemeinsamkeiten. Denn beide Parteien teilen ein geostrategisches Ziel. Sie wollen die Westbindung der Bundesrepublik angreifen. Die AfD will den Einfluss der Amerikaner auf die Nato verringern, Europa soll sich selbst schützen. Die Linke will die Nato ganz auflösen. Beide Parteien wollen ein Sicherheitsbündnis mit Russland.

Für Alexander Gauland geht es nicht um Putin-Verklärung. Der AfD-Fraktionsvorsitzende glaubt nicht einmal, dass Putin in der AfD als starker Mann verehrt wird. Dann müsste auch Erdogan verehrt werden, der türkische Präsident, sagt er: „Erdogan ist auch ein starker Mann, aber er ist gar nicht beliebt in der AfD.“ Der Vergleich hinkt wohl, weil Erdogan ein Muslim ist und die AfD in Teilen islamfeindlich. Aber Gauland meint es ernst, wenn er die Russland-Nähe anders begründet. „Es ist Deutschland in der Geschichte immer gut bekommen, wenn es eine gute Partnerschaft zu Russland hatte und sich nicht in russische Angelegenheiten einmischte. Von daher bin ich immer aus geostrategischen und diplomatischen Erwägungen für ein gutes Verhältnis zu Russland gewesen.“

Gauland versucht nicht einmal, Russlands innenpolitische Probleme zu leugnen. „Es gibt ein Wort von Bismarck, der mal ganz Ähnliches im Zarenreich gefragt worden ist und sagte: Natürlich lebe ich lieber in Preußen als in Russland. Aber das hat doch nichts damit zu tun, dass ich mit dem Staat Russland nicht gute Beziehungen pflegen kann.“ Es gebe „viel innenpolitisch zu kritisieren in Russland – aber das ist Sache der Russen, nicht der Deutschen“.

Ist Müller der oberste Russland-Versteher?

In der Schule hat der AfD-Abgeordnete Müller gelernt, die Russen seien böse, die Amerikaner seien gut. So erinnert er sich an seine Kindheit in Westdeutschland. Sein Großvater hingegen, ein Russland-Kämpfer der Wehrmacht, sprach immer gut von den Russen. Das machte den jungen Hansjörg neugierig. Er lernte Russisch und war unter den wenigen Westdeutschen, die vor dem Zusammenbruch der Sowjetunion ein Auslandssemester in Wolgograd verbrachten, dem früheren Stalingrad. Als Müller erwachsen war, arbeitete er zwei Jahrzehnte lang im Russland-Geschäft deutscher Unternehmen, heiratete eine Russin und wurde AfD-Politiker. Seither gilt Müller als einer der obersten Russland-Versteher seiner Partei.

Nachdem das Passagierflugzeug MH17 von einer russischen Rakete über der Ukraine abgeschossen wurde, mutmaßte Müller, aus Sicht der Amerikaner sei „am rechten Ort zur rechten Zeit das falsche Flugzeug abgestürzt“. Er spekulierte, ein ukrainisches Kampfflugzeug vom Typ Suchoi SU-25 habe das Passagierflugzeug mit seiner Bordkanone abgeschossen – zum Nutzen Amerikas. Seine Quelle: zwei Youtube-Videos.

Beim Mordanschlag auf Nawalnyj wiederholte sich das Muster. Müller hält eine Verschwörung des Westens für wahrscheinlich. „In der Kriminalistik findet man den Schuldigen am schnellsten, wenn man sich über die Motivlage klarwird. Die Motivlage ist ganz klar, dass die amerikanische Seite mit allen Mitteln versucht, Nord Stream 2 zu verhindern.“ Dass Russlands Machtapparat auch ein Interesse haben könnte, den wichtigsten Oppositionellen im Land zu beseitigen, glaubt Müller nicht. „Für mich ist die Interessen- und Motivlage von Putin daran null. Sie ist sogar im Minusbereich. Er braucht viel dringender die Gaseinnahmen aus Nord Stream 2.“

Als nationale Partei könnte die AfD auch das Gegenteil vertreten. Gauland sagte einmal, er habe das Recht, „stolz zu sein auf die Leistungen deutscher Soldaten in zwei Weltkriegen“, das meinte auch den Russland-Feldzug der Nazis. Eine Partei, in der so geredet wird, könnte auf russische Manöver, Hackerangriffe und Auftragsmorde in Berlin, ablehnend reagieren. Für Müller ist aber gerade die nationale Gesinnung der Grund für das Putin-Verständnis. „Die Russland-Nähe der AfD hat meiner persönlichen Meinung nach mit der Entstehungsgeschichte der Nato zu tun. Der erste Nato-Generalsekretär Lord Hastings Ismay hat einmal gesagt, die Nato sei dazu da, die Amerikaner drinnen, die Russen draußen und die Deutschen unten zu halten. Ein souveränes Deutschland ist in diesem Nato-Konstrukt denklogisch nicht möglich.“ Müller will eine „Transformation“ der Nato. „Und weil wir als Deutsche in unserer Mittellage zu schwach sind, brauchen wir Partner, mit denen wir ein neues Sicherheitssystem schaffen können. Das geht nur mit den Russen.“

Das Dilemma des Andrej Hunko

Manchmal stellt die AfD jemanden wie Andrej Hunko vor ein echtes Dilemma. Der Linken-Abgeordnete weiß, dass seine Partei einen Grundsatzbeschluss hat, niemals AfD-Anträgen zuzustimmen. Stellt die AfD aber Anträge zu Russland-Themen, kommt Hunko in die Bredouille: Er will oft das Gleiche. So war das zum

Beispiel bei AfD-Anträgen zur Aufhebung der Russland-Sanktionen. Erzählt man Hunko, was Müller über die Nato denkt, sagt er, die AfD habe das alles von seiner Partei übernommen: „Dadurch werden diese Positionen aber nicht falsch.“

Hunko hat wie Müller in seiner Fraktion den Ruf, besonders viel Russland-Verständnis zu haben. Auch wegen einer bestimmten Ukraine-Reise. Einmal flog Hunko mit 30000 Euro im Koffer nach Rostow am Don und kaufte Medikamente für ein Kinderkrankenhaus im ukrainischen Horliwka. Dort mit Polizeieskorte und Diplomatenpass angekommen, traf Hunko das damalige, selbsternannte und von Moskau unterstützte „Oberhaupt“ der international nicht anerkannten „Donezker Volksrepublik“, Alexander Sachartschenko. Beide fuhren im Jeep durch Sachartschenkos zerstörte Geburtsstadt. Das „Oberhaupt“ war ganz locker, es war ein warmer Tag, die Autofenster waren offen, er lehnte den Arm raus. „Dass Sachartschenko ohne Angst und mit nur einer bewaffneten Begleitperson durch Donezk fuhr, deutete darauf hin, dass er eine gewisse Akzeptanz genoss“, sagt Hunko. Es war ein Propaganda-Erfolg für die Separatisten. Die ukrainische Regierung war außer sich.



Die Linken-Abgeordneten Wolfgang Gehrcke und Andrej Hunko (in rot) mit dem „Oberhaupt“ der „Donezker Volksrepublik“ Alexander Sachartschenko :Bild: F.A.Z.

Wie Müller bestreitet auch Hunko, dass seine Parteifreunde eine emotionale Nähe zu Putins Machtapparat empfinden. „Natürlich ist Putin ein Konservativer und jemand, der ein turbokapitalistisches System mit enormen sozialen Ungleichheiten stabilisiert hat und autoritär regiert.“ Trotzdem will Hunko die Kooperation. „Das gilt ja auch für andere Länder, mit deren Regierungen wir politische Differenzen haben.“

Unangenehm ist AfD und Linkspartei ihre Nähe nicht. Hunko sieht, dass seine Genossen die Richtung mancher AfD-Anträge „nicht komplett falsch finden“. Aber deshalb will er nichts ändern. „Wenn wir aus dem Grunde jetzt unsere bereits zuvor bestehende Position verändern würden, würden wir uns von den Rechten die Agenda bestimmen lassen“, sagt er. Auch in diesem Punkt ist Gauland mit ihm einer Meinung. Die Überschneidung der AfD mit der Linken störe ihn „überhaupt nicht“, sagt Gauland. „Ich mache meine Überzeugungen nicht davon abhängig, was Herr Gysi oder Frau Kipping sagen.“ Von Russland abzurücken, um sich vom politischen Gegner zu unterscheiden, kommt für beide Parteien nicht in Frage. Dafür ist ihnen das Thema zu wichtig.

UMGANG MIT DEM KLIMAWANDEL:

Letzte Hoffnung Atomkraft

Zwei Ökoaktivisten wollen den deutschen Atomausstieg bis mindestens 2030 verschieben, um die Erderwärmung zu bremsen. Die erneuerbaren Energien seien noch nicht weit genug, sagen sie. Die Grünen bringt das in Verlegenheit.



- -AKTUALISIERT AM 12.09.2020-19:51
- VON KONRAD SCHULLER

Eine Frau, ein Mann, ein langer Zank. Die Frau ist die Technik-Historikerin Veronika Wendland, Jahrgang 1966, schlagfertig, kämpferisch, funkelnd böser Witz. Sie nennt sich grün und links, aber sie hat etwas an sich, das Linke und Grüne kaum ertragen können: Sie will Atomkraft, weil ihrer Meinung nach ohne Atomkraft die Klimawende nicht gelingen kann. Und sie sitzt im Vorstand des Pro-Atom-Vereins Nuklearia. Für manche Grüne könnte sie da gleich in der AfD sitzen, so schlimm ist das.

Der Mann ist der Kerntechniker Rainer Moormann. Er ist eine halbe Generation älter als Wendland und ganz anders. Am Telefon spricht er leise und schonungsvoll, wie einer, der viel lieber zuhört als erzählt. Nie würde er jemandem ins Wort fallen, aber das sollte niemanden täuschen. Kämpfen kann auch er, und nicht umsonst ist er einer der Granden der Anti-Atomkraft-Bewegung.

Seine Trophäe ist eines der großen Projekte aus der Zeit der Nuklear-Euphorie der frühen Bundesrepublik im letzten Jahrhundert: der Kugelhaufenreaktor in Jülich, den er 2008 durch ein vernichtendes Sicherheitsgutachten zu Fall gebracht hat. Kein Wunder also, dass er lange mit Veronika Wendland im Streit lag.

Jetzt aber haben sich die beiden zusammengetan. Im Juli haben sie dazu aufgerufen, den deutschen Atomausstieg zu verschieben. Beide zusammen, „Atomkraftbefürworterin die eine, Atomkraftkritiker der andere“. So beschreiben sie sich im Vorspann ihres Appells. Kern der Sache: Die sechs verbliebenen deutschen Atomkraftwerke sollen nicht wie vorgesehen spätestens Ende 2022 abgeschaltet werden, sondern bis etwa 2030 weiterlaufen. Grund: Die Erneuerbaren sind technisch noch in den Kinderschuhen.

Vor allem Großspeicher für Energie im Winter fehlen, und wenn das so bleibt, wird man ohne Atomstrom in Kohle und Gas gefangen bleiben. Deshalb verlangen Wendland und Moormann, die Option Atomkraft bis 2030 offenzuhalten. Dann solle man prüfen, wie weit die grüne Technologie sei, und könne entscheiden: abschalten, wenn alles ausgereift scheint, oder mit Kernkraft weitermachen, wenn kein Land in Sicht ist.

Beide gehen damit an die Schmerzgrenze. Veronika Wendland akzeptiert, dass dann wirklich Schluss sein könnte mit dem Atom, für das sie so leidenschaftlich kämpft. Rainer Moormann nimmt in Kauf, dass es vielleicht weitergeht.

Plötzliche Richtungswechsel als Lebensprinzip

Vorher war der Zank eskaliert. Im Januar hatte Wendland per Tweet darauf hingewiesen, dass Uran für Atomkraftwerke auch aus Meerwasser gewonnen werden kann, und Moormann hatte ironisch zurückgeschossen: Klar, schließlich hätten ja schon die Nazis aus Meerwasser Gold destillieren wollen. Aus Sicht von Wendland war das die alte böse Verleumdungsgleichung: Atomfreund gleich Hitler-Fan, das ist ein Standardspruch der Shitstorms. So ließ sie die Keule zurückschwingen: Und die Windkraft, das Herzenskind der Grünen? „Ich darf Sie daran erinnern“, twitterte sie an Moormann, dass die Nazis ihrerseits „Reichswindkraftturm-Planungen liebten“. Nazi um Nazi, Gift um Gift. So ging es weiter. Wendland warf Moormann „Murphy-Primitivismus“ vor und spottete über den „Panikdiskurs der Strahlenangst-Szene“. Moormann schimpfte sie eine „Jubelpropagandistin der Atomlobby“, und dann haute er noch einmal in die Faschismus-Kerbe. „Ich komme mehr und mehr zu der Einschätzung“, schrieb er, „dass Ihre linken AfD-kritischen Artikel nur taktisch motiviert sind“. Hochenergetische Teilchen auf Kollisionskurs in verstrahlter Atmosphäre.

Und dann ist kurz vor dem GAU der Zusammenprall ausgeblieben. Jemand hat die Richtung gewechselt, in letzter Sekunde. Unter Menschen ist das so selten wie unter Elementarteilchen, aber wer sich die Lebensläufe der Wissenschaftler Wendland und Moormann ansieht, erkennt gleich: Hier ist der Kurswechsel Lebensprinzip – nicht als Ausdruck von Wankelmut, sondern als Folge einer radikal empirischen Grundhaltung. Neues Wissen verlangt neue Richtung. Nur wer sich bewegt, kommt weiter.

Veronika Wendland ist mehrmals durch solche Wenden gegangen. Als Kind mochte sie Tim und Struppi, und weil in einem dieser Abenteuer ein Professor mit einem freundlichen Atomreaktor eine Rolle spielt, mochte sie eben auch Atomreaktoren. Als sie größer wurde, stand dann plötzlich Udo Schelbs Protestfibel „Reaktoren und Raketen“ in ihrem Regal. Neue Erkenntnisse stiegen auf, und schon fand sie sich inmitten einer Protest-Blockadetruppe vor einem Raketendepot im Hunsrück. Polizisten trugen sie weg, sie kam wieder, Polizisten trugen sie noch einmal weg. Ein Richter verurteilte sie wegen Nötigung zu einer Geldstrafe, im Urteil erwähnte er noch ihre „besondere Verstocktheit“.

Von einer, die auszog, die Kernkraft zu lieben

Kein Zufall, dass sie in Tschernobyl landete. Nach der Katastrophe von 1986 hatte es sie dort hingezogen. Als strikte Atomkraftgegnerin musste sie schließlich wissen, wovon sie sprach. Sie studierte in Kiew, nur anderthalb Autostunden südlich des Unglücksortes, und hörte von ihren Kommilitonen alle Geschichten: von der Angst vor der Strahlenwolke, von einer panisch sich leerenden Stadt, von Tumult auf den Bahnhöfen und von Menschen, die mit feuchten Lappen und Wein im Bauch der Panik trotzten.



Verfechtet Atomkraft: „Ökomodernistin“ Veronika Wendland :Bild: Rarian/Wikimedia Commons/CC BY-S

Natürlich fuhr sie auch ins verstrahlte Kraftwerk, zu Studienzwecken, und später besuchte sie im Zuge ihrer Forschungen zur Technikgeschichte noch weitere Reaktoren, in der Ukraine, in Litauen, in Deutschland,

Jahr für Jahr, manchmal für Wochen. Sie sprach mit Ingenieuren. Sie lernte, auf Kühlpumpen zu lauschen und Armaturen zu lesen. Sie sah die Kontrollkameras, die doppelte und dreifache Sicherung jedes Systems. Es ging ihr wie vielen, die etwas, was sie aus der Ferne kannten, plötzlich aus nächster Nähe sehen: Die alte Kontur löste sich auf. Blöcke von Gewissheit zerfielen in unzählige Details, wie Sand, der aus einem Sack fließt und sich neu ordnet.

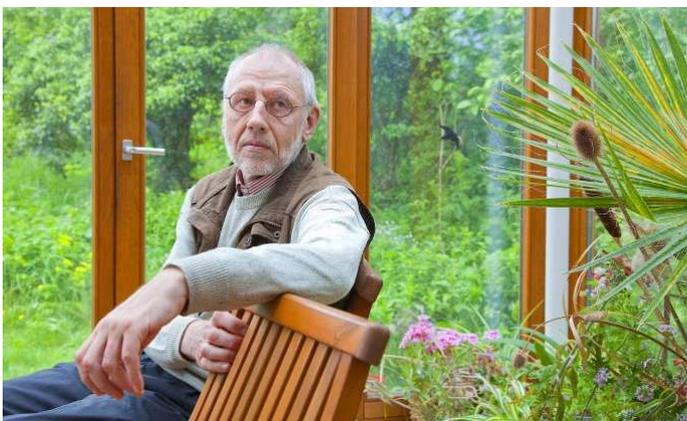
Am Ende hatte Veronika Wendland sich mit dem Atom versöhnt. Es war nicht leicht. In einem Blog hat sie einmal selbstkritisch beschrieben, wie das Gewissen sie damals plagte, als sie mitten in diesem Wandlungsprozess vor der Ruine des gewaltigen Kraftwerks von Tschernobyl stand: „Das war mein erster Gedanke, dass etwas einst Markantes und in seiner industriellen Kantigkeit und Schnoddrigkeit Schönes nun zerstört sei, und ich schämte mich ein wenig, dass ich daran und nicht an die Strahlungsbelastung dachte.“

Als dann in Deutschland die Klimadebatte Fahrt gewann, war es für die linksgrüne Atomverfechterin nur ein kurzer Weg zu jener kleinen Strömung der Umweltbewegung, die sich ökomodernistisch nennt: Leute, die der Überzeugung sind, dass ohne Atomkraft die Erderwärmung nicht gestoppt werden könne, weil Sonnen- und Windkraft als globale Lösung viel zu viel Fläche brauchten. Zu viel jedenfalls, um nebenher noch Raum zu lassen für eine wachsende Menschheit, für Getreide- und Biosprit-Felder, und dazu vielleicht sogar noch für den brasilianischen Regenwald. Also Kernkraftwerke, denn die stoßen kein Kohlendioxid aus.

Moormann sorgte für das Ende des „Kugelhaufenreaktors“

Auch Moormanns Biographie ist voller Wendungen. Ein halbes Leben lang war er als physikalischer Chemiker am Kugelhaufenreaktor in Jülich (der heißt so, weil sein Brennstoff aus Kugeln besteht, die am Ende wie Körner einer Sanduhr wieder austreten) ein Teil der deutschen Atomwirtschaft. Dann aber, schon nach Jahrzehnten im Dienst, machte er eine schlimme Entdeckung: In dem Reaktor kam es immer wieder unbemerkt zu Staus. Kugeln verhakten sich, der Fluss stockte, die Temperatur stieg weit über das Limit. Jahrelang war das so gegangen, und keiner hatte sich darum gekümmert, obwohl es Ende der siebziger Jahre einmal möglicherweise fast zur Katastrophe gekommen wäre. Ob eine Häufung von Leukämiefällen bei Kindern in der Umgebung von Jülich damit zusammenhängt, ist bis heute unklar.

Als Moormann auf diese Spur stieß, galt der Kugelhaufenreaktor als die große Hoffnung der deutschen Atomwirtschaft. Südafrika war gerade im Begriff, diese Technologie zu übernehmen, schlechte Nachrichten durften also nicht sein. Eins war Moormann klar: Er musste an die Öffentlichkeit, und er sah, wie das System mauerte. Schließlich, erzählt er, habe er seinen Vorgesetzten „die Pistole auf die Brust gesetzt“: entweder ihr genehmigt die Veröffentlichung, oder ich mache das auf eigene Faust.



„Altarfigur“ der Anti-Atomkraft-Bewegung: Rainer Moormann, ehemaliger wissenschaftlicher Mitarbeiter im Forschungszentrum Jülich :Bild: Edgar Schoepal

Das System hat damals nachgegeben. Moormann konnte seine verheerenden Befunde im Namen des Instituts veröffentlichen. Das afrikanische Projekt war damit sofort tot, das Ableben des deutschen

Prestigeprojekts „Kugelhaufenreaktor“ folgte. Moormann wurde zwar, wie er erzählt, von seinen Kollegen für verrückt erklärt, manche schimpften ihn einen Demagogen. Er wurde an unliebsame Stellen versetzt und ging in Frühpension. Dafür aber gehört er seither zu den Altarfiguren der Anti-Atomkraft-Szene.

Die große Versöhnung

Wie kann aber so ein alter Atomkraft-Bekämpfer sich so weit wenden, dass mit einer wie Veronika Wendland Versöhnung möglich wird? Zwei Faktoren haben hier eine Rolle gespielt: erstens ein wenig Schmerz, zweitens, wie immer bei diesen beiden, ein Quantum neues Wissen. Vom Schmerz hat Wendland einmal geschrieben. Irgendwann nach all den Nazi-Verdächtigungen in der Zeit des Zanks kam der Punkt, wo beide wie verletzte Boxer „in ihren Ring-Ecken hingen“. Was dann kam, erzählt sie so: Sie schrieb Moormann privat, wie sehr die ständigen Faschismus-Vorwürfe gegen sie und ihre Mitstreiter sie bedrückten. Wie sie das Gefühl habe, dass man sich nur gegenseitig zerstöre, und dass sie überlege, deshalb aus der Debatte auszusteigen.

Und es geschah etwas Seltenes. Ein echter Dialog begann. Moormann und Wendland fingen an, nach Gemeinsamkeiten zu suchen. „Lass uns für ein Mischsystem eintreten“, schlug sie also vor. „40 Prozent Erneuerbare, 60 Prozent Kernenergie.“ Unmöglich, sagte er. Die Unfallgefahr. Der Atommüll. Die Verbindung von Kernenergie und Atombombe. Aber gab es nicht trotzdem mindestens einen gemeinsamen Punkt? Wenn man sich schon über die Kernenergie nicht einig sei, war man sich nicht wenigstens darüber einig, dass Kohle, Öl und Gas mindestens genauso gefährlich sind? Oder sogar gefährlicher, wegen des Treibhauseffekts? Und war man sich dann nicht einig, dass bei der deutschen Energiewende zumindest die Reihenfolge nicht stimmte? Dass man eben nicht zuerst aus der Kernkraft aussteigen müsse und dann erst aus der Kohle, sondern umgekehrt? Waren nicht beide überzeugt davon, dass man die sechs letzten deutschen Atomkraftwerke wenigstens so lange noch brauche, wie Wind und Sonne technisch nicht in der Lage sind, Kohle zu ersetzen?

Die Klimakrise ist weit gefährlicher als die Kernenergie

Der gemeinsame Punkt war gefunden, und die beiden beschreiben ihn jeweils auf ihre Weise. Moormann sagt es nüchtern-analytisch: Wenn man Wissenschaft ernst nimmt, ist die Klimakrise heute weit gefährlicher als die Kernenergie. Die Erderwärmung kann Hunger bringen, Armut, Flüchtlingsströme, Kriege. Vielleicht sogar Atomkriege. „Selbst wenn wir das Schlimmste annehmen für die Atomenergie, also den Super-GAU, dann ist das noch wenig im Verhältnis zu dem, was der Klimawandel verursachen kann.“

Wendland sagt dasselbe, nur eben in den griffigen Metaphern, die ihr so gut liegen: „Wenn ich auf einer Brücke stehe und ein Zug rast auf mich zu, was tue ich dann? Ich springe in den Fluss, auch wenn das Wasser reißend ist. Ich weiß ja, ich kann schwimmen.“ Wer zu wählen hat zwischen einer sicheren Katastrophe und einer möglichen, der nimmt die mögliche.

So kam es dann zu dem Vorschlag vom Juli. Zusammengefasst lautet er so: Lasst uns den Atomausstieg verschieben, und lasst uns dafür umso schneller die Braunkohle aus dem System nehmen. Bewahrt die letzten deutschen Atomkraftwerke als Reserve für den Fall, dass die heute ungelösten Probleme der erneuerbaren Energien auch in zehn Jahren noch ungelöst sind. Bewahrt uns davor, dann aus schierer Not immer mehr russisches Gas verbrennen und in die Atmosphäre jagen zu müssen.

Zweifel an möglichen CO₂-Einsparungen

Wendland und Moormann taten also, was Wissenschaftler tun: Sie setzten sich hin und rechneten. Wenn man am Tag des Atomausstiegs in zwei Jahren statt der verbliebenen Kernkraftwerke in gleichem Umfang Braunkohlemeiler schlosse, würde das Deutschlands Treibhausgasausstoß fast sofort um zehn Prozent reduzieren. Eine gewaltige Summe.

Das Memorandum erschien Mitte Juli, und seither ist die Debatte im Gange. Zeitungen und Sender haben ihr Thema aufgegriffen, Experten rechnen die Zahlen nach. Nicht alle ziehen mit. Hans-Josef Fell, studierter Physiker und ehemals Bundestagsabgeordneter der Grünen, ist zum Beispiel der Ansicht, dass der

Weiterbetrieb der Atomkraftwerke nicht etwa zehn, sondern höchstens zwei bis vier Prozent der Kohlendioxidemissionen sparen könnte, und er weist auf Berechnungen hin, nach denen das Denkmodell von Wendland und Moormann im Weltmaßstab zu erschreckenden Zahlen führen würde: Wenn Kernkraft helfen sollte, den globalen CO₂-Ausstoß auch nur um ein Zehntel zu verringern, müsste die Zahl der Atomkraftwerke sich bis 2050 verfünffachen. Acht pro Monat ab jetzt, so viele müssten dann ans Netz gehen.

Trotzdem geht die Debatte weiter, selbst bei den Grünen. Veronika Wendland sagt, viele in der Partei stimmten ihr heimlich zu, wollten aber nichts sagen, weil schon ein einziges Wort für Kernenergie bei dieser Partei zu jähem politischen Ableben führe. Die F.A.S. hat nachgeforscht und innerhalb weniger Tage gleich zwei wichtige Grüne gefunden, auf die das zutrifft. Uran sei zwar schlimm, sagt einer von ihnen, der schlimmste aller Stoffe aber sei der Kohlenstoff. „Wir haben das falsche Schwein geschlachtet“, fügt er hinzu. Öffentlich sagen will er es nicht.

Inflation négative, croissance en berne, endettement... En zone euro, le spectre d'une spirale à la japonaise

Sur le Vieux Continent, les parallèles inquiétants avec le pays du Soleil-Levant se multiplient.

Par [Eric Albert](#)

Quand l'énorme bulle boursière et immobilière a éclaté au Japon, au début des années 1990, la plupart des observateurs s'attendaient à une correction nécessaire de quelques années. Plus d'un quart de siècle a passé, et le pays ne s'est toujours pas sorti d'une spirale déflationniste et d'une croissance en berne, même si la situation s'est quelque peu améliorée ces dernières années. Le même sort attend-il la zone euro ?

Les parallèles sont saisissants. Au mois d'août, l'indice des prix en zone euro était négatif, à $-0,2\%$. La récession, en 2020, est bien sûr exceptionnelle (-8% attendus par la BCE, la Banque centrale européenne), mais elle fait suite à une décennie de croissance réelle par habitant très médiocre, autour de 1% par an, au même niveau que le Japon. Quant aux taux d'intérêt, ils sont à zéro ou négatifs au Japon depuis 1999, et suivent la même tendance en zone euro depuis 2008, désormais à $-0,5\%$.

Louis Boisset, économiste à BNP Paribas, estime que la situation européenne n'est pas encore aussi mauvaise : « *On n'est pas en déflation en zone euro. Ce n'est pas encore un phénomène durable.* » Mais il le reconnaît : « *La situation européenne fait penser à une "japonisation". Heureusement, il existe des solutions.* »

- **Des chocs répétés sur la croissance**

Dans les années 1980, le Japon connaît une bulle majeure d'endettement des ménages et des entreprises. La croissance réelle atteint $4,5\%$ par an, et la Bourse s'envole. Vers la fin de la décennie, à travers le monde, des poussées inflationnistes provoquent des hausses de taux d'intérêt, qui contribuent au retournement boursier. La bulle japonaise éclate.

Le phénomène est somme toute assez courant, et de nombreux pays, dont la Suède, ont rebondi après une telle crise. Mais les autorités nippones ne réagissent pas, ne restructurant pas les banques asphyxiées par les créances douteuses. Ces dernières ralentissent leurs prêts, étouffant la reprise.

En 1997, nouveau choc : la crise venant de Thaïlande se répand dans toute l'Asie. Là encore, l'apathie des autorités japonaises génère une panique bancaire. Enfin, en 2008, la crise financière mondiale, puis l'explosion de la centrale nucléaire de [Fukushima](#), en mars 2011, provoquent deux nouveaux chocs majeurs.

Ces secousses à répétition ne sont pas sans rappeler le sort de la zone euro. En 2008, la crise financière émanant des Etats-Unis a mis l'économie européenne à genoux. En 2011, la hausse trop rapide des taux d'intérêt, les politiques budgétaires trop restrictives et l'incapacité à éteindre l'incendie venant de Grèce ont ajouté une deuxième récession, qui aurait pu être évitée. La pandémie du Covid-19 crée [un troisième choc historique](#).

- **Une inflation en berne, pas une déflation**

Au Japon, ces chocs successifs ont plongé le pays dans la déflation, de 1998 à 2013. Les Japonais se désendettent, réduisant leur consommation. Progressivement, ils anticipent des prix plus bas, et attendent donc plus longtemps avant de consommer.

Ici, le parallèle avec la zone euro n'est pas complet. Certes, l'indice des prix au sein de la monnaie unique est passé en territoire négatif à quatre reprises, en 2009, 2014, 2016 et 2020. Mais les dix-neuf pays ne sont pas entrés dans une spirale négative. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et de l'alimentation, très volatils) est faible (+ 0,4 % en août) mais positive, ce qui n'était pas le cas au Japon.

- **Une population moins vieillissante qu'au Japon**

Le vieillissement de la population a également réduit la croissance au Japon. La population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) baisse de 1 % par an, ce qui limite « *la force de travail disponible et peut également freiner l'accumulation du capital* », explique Louis Boisset, de BNP Paribas. Le phénomène existe en zone euro, mais il est moins prononcé (20 % de la population a plus de 65 ans, contre 28 % au Japon).

Néanmoins, d'autres phénomènes handicapent notre croissance de long terme. Depuis 2008, la productivité est atone, encore plus que celle du Japon. De plus, la zone euro est une économie très ouverte et, partant, liée à la santé du commerce mondial. Or la croissance de celui-ci est anémique depuis dix ans.

- **Ne pas reproduire l'erreur de Tokyo**

Au siège de la BCE, à Francfort, on est pleinement conscient du risque de cette situation : pas question de rester attentiste comme l'ont été les autorités japonaises. « *La leçon du Japon est qu'il ne faut pas tolérer une glissade dans la déflation* », relève une source. La banque centrale fera tout ce qui est en son pouvoir pour enrayer une spirale de prix négatifs. Elle l'a prouvé pendant la pandémie, débloquant des programmes de plus de 1 500 milliards d'euros d'achat de dettes, ce qui a enrayeré la panique sur les marchés et permis aux Etats de financer des plans de soutien historiques.

Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, abonde dans ce sens. « *La zone euro dispose d'armes monétaires et budgétaires beaucoup plus fortes que le Japon, qui n'est d'ailleurs pas dans une situation si mauvaise. La taille du bilan de la BCE est ainsi de l'ordre de 50 % du produit intérieur brut [PIB] de la zone euro, contre 120 % du PIB pour la Banque du Japon, et la dette publique est de 105 % du PIB dans l'Union monétaire, contre 270 % dans l'Archipel.* »

Tardivement, le Japon a, lui aussi, fini par réagir. Quand Shinzo Abe, le premier ministre, est revenu au pouvoir en 2012, il a lancé un programme surnommé « Abenomics » et ses « trois flèches » : relances monétaire, budgétaire et structurelle en même temps. Le bilan, alors que ce dernier [a annoncé sa démission, le 28 août](#), est en demi-teinte. Mais l'inflation est de nouveau positive (de justesse, à + 0,3 % en juillet). « *En Europe, on a les trois flèches d'Ursula* [von der Leyen, la présidente de la Commission] », ironise Ludovic Subran, économiste en chef d'Allianz.

A l'intervention massive de la BCE s'ajoutent en effet les plans de soutien des différents pays, ainsi que le fonds de relance de 750 milliards d'euros, décidé en juillet, qui crée un embryon de budget européen. « *Parler de "japonisation" donne une impression de déterminisme, d'une spirale inévitable* », estime William de Vijlder, chef économiste à BNP Paribas. Il incombe à la zone euro de prouver que ce n'est pas le cas.

Sep 12th 2020

The future of work

Is the office finished?

The fight over the future of the workplace

[Leaders](#)[Sep 12th 2020 edition](#)

Most people associate the office with routine and conformity, but it is fast becoming a source of economic uncertainty and heated dispute. Around the world workers, bosses, landlords and governments are trying to work out if the office is obsolete—and are coming to radically different conclusions (see [article](#)). Some 84% of French office workers are back at their desks, but less than 40% of British ones are. Jack Dorsey, the head of Twitter, says the company’s staff can work from home “forever” but Reed Hastings, the founder of Netflix, says home-working is “a pure negative”. As firms dither, the \$30trn global commercial-property market is stalked by fears of a deeper slump. And while some workers dream of a Panglossian future without commutes and Pret A Manger, others wonder about the threat to promotions, pay and job security.

The disagreement reflects uncertainty about how effective social distancing will be and how long it will take before a covid-19 vaccine is widely available. But it is about more than that: the pandemic has revealed just how many offices were being run as relics of the 20th century, even as it triggered the mass-adoption of technologies that can transform white-collar work. As a result the covid calamity will prompt a long-overdue phase of technological and social experimentation, neither business as usual nor a fatal blow to the office. This era holds promise but also brings threats, not least to companies’ cultures. Instead of resisting change, governments need to update antiquated employment laws and begin reimagining city centres.

Two hundred years ago steam power brought workers to factories where they could use new machines. As corporate giants emerged in the late 19th century, staff were needed to administer them. They held planning meetings and circulated memos, invoices and other paperwork to record what they had done. All this required workers to be close together and created the pattern of people commuting by car or train in order to meet in a central office.

This system always had glaring shortcomings, some of which have become worse over time. Most people hate the hassle and expense of commuting, which eats up over four hours a week for the average American worker. Some dislike the noise and formality of offices, or suffer from discrimination within them. Office-bound workers find it harder to look after their children, a growing issue as more families have two working parents.

You might think that new technologies would have shaken up this unsatisfactory status quo. After all, the pdf electronic document was born in 1991, the cost of bandwidth collapsed in the 2000s, and Zoom and Slack, two firms whose technology powers remote working, are both nearly a decade old. Yet inertia has allowed the office to escape serious disruption. Before covid-19 struck, for example, flexible-office companies (including the troubled WeWork) had a tiny global market share of under 5%. Most businesses were unwilling to switch wholesale to remote-working technologies before their clients did; or to write off sunk costs in the form of property assets and leases.

Covid-19 has upended all this. Before the pandemic only 3% of Americans worked from home regularly; now a huge number have tried it. Even Xerox, a firm synonymous with office printers spewing unread pages, has many of its staff working from home. As more people adopt remote-working technologies there is a powerful network effect, with each new customer making the service more useful. Together Microsoft Teams, Zoom, Google Meet and Cisco Webex now have well over 300m users. Bureaucratic hurdles to remote work have been blasted out of the way. Civil courts are operating remotely. Notaries have gone online and some banks have eliminated the need for new customers to enter a branch to confirm their identity and open an account.

How much of this change will stick when a vaccine arrives? The best available guide is from countries where the virus is under control. There the picture is of an “optional office”, which people attend, but less frequently. In Germany, for example, 74% of office workers now go to their place of work, but only half of them are there five days a week, according to surveys by Morgan Stanley. The exact balance will depend on the industry and city. In places with easy commutes more workers will go to the office; megacities with long, expensive journeys may see fewer.

Companies will have to adapt to this pattern of sporadic attendance in which the office is a hub, not a second home. There is a risk that over time a firm’s social capital erodes, creativity flags, hierarchies ossify and team spirit fades, as Mr Hastings fears (see [article](#)). The answer is more targeted staff interactions, with groups gathering at specific times to refresh friendships and swap information. New technologies that “gamify” online interactions to prompt spontaneity may eventually supersede the stilted world of Zoom. As they retool their cultures firms will need to rejig their property: sober investors expect a reduction of at least 10% in the stock of office space in big cities. With the typical corporate lease lasting at least half a decade, this will take time to play out.

For governments the temptation is to turn the clock back to limit the economic damage, from the collapse of city-centre cafés to the \$16bn budget shortfall that New York’s subway system faces. Britain’s government has tried to cajole workers back to the office. But rather than resist technological change, it is far better to anticipate its consequences. Two priorities stand out.

First, a vast corpus of employment law will need to be modernised. Already the gig economy has shown that it is out of date. Now new prickly questions about workers’ rights and responsibilities loom: can firms monitor remote workers to assess their productivity? Who is liable if employees injure themselves at home? Any sense that white-collar workers are getting perks will create simmering resentment in the rest of the workforce.

The second priority is city centres. For a century they have been dominated by towers filled with swivel chairs and tonnes of yellowing paper. Now complex urban-planning rules will need a systematic overhaul to allow buildings and districts to be redeveloped for new uses, including flats and recreation. If you step back into the office this month, sit down and log on to your computer—but don’t get too comfortable.

“Understanding” Russia has limits

Angela Merkel is losing patience with Vladimir Putin

Yet despite the poisoning of Russia’s top dissident, a gas pipeline to Germany may go ahead

[Europe](#) [Sep 12th 2020 edition](#)

BERLIN



Vladimir Putin and his officials refuse to utter the name of Alexei Navalny, the Kremlin’s leading opponent, in public. But in Berlin, where Mr Navalny has been recuperating in hospital since his poisoning in Siberia on August 20th, he is the talk of the town. Mercifully, on September 7th he emerged from a medically induced coma. German doctors caution that it is too early to assess the long-term damage to his health. The harm to Germany’s relations with Russia, though, is already clear.

Few global leaders have known each other as long as Mr Putin, inaugurated in 2000, and Angela Merkel, who took office as Germany’s chancellor five years later. At moments of crisis they have spoken daily. But familiarity has bred a certain contempt. In 2014, fed up with Mr Putin’s lies over Ukraine, the chancellor press-ganged the rest of the EU into imposing economic sanctions on Russia. Defying expectations, and a good chunk of Germany’s business lobby, they have held ever since. Since then a steady drip of Russian offences, including the extensive Kremlin-directed hacking of the Bundestag’s computer systems in 2015 and last year’s contract killing of a Chechen dissident in a Berlin park, has further soured the mood.

Mrs Merkel’s response to the attack on Mr Navalny, including demands (as yet unmet) for a thorough Russian investigation, has been uncharacteristically assertive. The poisoning has thinned the ranks of Germany’s habitual Putin-*Versteher* (“understanders”), opening space for her to take further measures. At the EU level, the default mode for German foreign policy, “horizontal” sanctions—ie, not aimed at specific countries—based on the poisoners’ violation of chemical-weapons bans are possible. Yet the debate in Germany has focused on Nord Stream 2, an almost completed €9.5bn (\$11bn) undersea pipeline that could double gas deliveries from Russia’s Yamal peninsula to the German coast, and from there to the rest of Europe.

Eastern Europeans and Americans detest Nord Stream 2 for, as they see it, handing leverage and cash to the Kremlin and undercutting the transit fees earned by Ukraine from an existing land pipeline. (A Polish minister once compared the project to the Nazi-Soviet pact of 1939.) Mrs Merkel, who inherited Nord Stream 2 from Gerhard Schröder, her Putin-*Versteher* predecessor, has confided to her European counterparts that she is no fan of the project. Yet for years, in line with a German tradition that seeks to separate energy deals with Russia from geopolitics, she has resisted entreaties to ditch it.

Now there are signs of a shift. On September 6th Heiko Maas, the foreign minister, said that continued Russian stonewalling over Mr Navalny may “force” Germany to rethink the pipeline deal. Mrs Merkel let it

be known via her spokesman that she concurred. This “raises the stakes”, argues Janis Kluge, a Russia-watcher at the German Institute for International and Security Affairs. Although no details have been offered, Mrs Merkel would not have shifted ground without a plan.

Yet it may be more an attempt to squeeze Mr Putin than a genuine threat. A u-turn on Nord Stream 2 would infuriate German business people and might require paying billions of euros to many European companies. Mrs Merkel has reportedly told her party that she remains undecided on how to proceed. And many in her camp are wary of spiking the deal. “To frame the answer only via Nord Stream 2 would distract from Russia’s violation of the opcw [Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons],” says Roderich Kiesewetter, an mp for Mrs Merkel’s Christian Democrats, who would prefer a Europe-wide response.

The picture is clearer with Belarus. The eu is set to impose travel bans and asset freezes on Belarusian officials responsible for the rigged election in August and for the brutal treatment meted out in its aftermath, most recently to Maria Kolesnikova, an opposition leader detained on September 7th. Formally, the Belarus and Russia sanctions debates are proceeding on separate tracks. But as Mrs Merkel weighs her options over Russia, the escalation in Minsk will not be far from her mind.

Charlemagne

Last of the centre-lefties

How social democracy survives in a few corners of Europe

[Europe Sep 12th 2020 edition](#)



They are especially bad when they contain all three. So it proved when eu leaders sat down this summer for four days of talks about issuing €750bn-worth (\$884bn) of common debt. Rather than left versus right, the main fight was left-on-left. Europe's small band of social-democratic siblings attacked each other. On one side were Portugal and Spain, who wanted the cash handed out as non-repayable grants. Meanwhile, their supposed political allies from Denmark, Sweden and Finland tried to stop them. It is not just money that divides the eu's dwindling bunch of centre-lefties. Portugal and Spain have both been advocates of allowing more refugees into Europe. Social democrats across Scandinavia demand the numbers are cut. "We won't tolerate any xenophobic rhetoric," declared António Costa, the Portuguese prime minister, in one speech. Denmark, meanwhile, calls for control of non-Western immigration. Siblings can often look very different.

What they share, however, is a worry about the family's future. Alongside Malta, a social-democratic speck in the middle of the Mediterranean, the five countries have the last remaining centre-left leaders in the eu. Their brothers and sisters have fallen on hard times. In France, the Socialists are barely a rump. At the most recent election in the Netherlands the Dutch Labour Party managed to lose three-quarters of its mps. In Germany, the Social Democrats are stuck in an unhappy (and seemingly unending) coalition with Angela Merkel's Christian Democrats. By contrast, the social democratic parties of Iberia and Scandinavia are hanging on. Should their relatives be taking notes?

Portugal is the golden child for lefties fed up with being hammered in elections. Mr Costa, Portugal's barrel-chested leader, has warned of the perils of grand coalitions across the political spectrum. Instead he has opted for a ragbag partnership with an assortment of communists and leftists. Critics labelled it *geringonça* (a "contraption"). But the ungainly device has worked. It raised the minimum wage and reduced the hours that public-sector workers toil. It was not all a socialist dream: the government maintained plans to curb the country's deficit. Voters still liked what they saw. Last year Mr Costa won re-election and is governing as a minority administration. It was a similar story in Spain. Pedro Sánchez, Spain's socialist prime minister, once said he "wouldn't sleep at night" if he made an alliance with Podemos, a more radical left-wing party. A few months later, he had reached a deal with them. A leftward shift, followed by partnership with even leftier rivals, marks the Iberian method.

Others may struggle to follow these tactics. Centre-left parties in Portugal and Spain can rely on a pool of working-class votes that has disappeared in other countries, points out Pedro Magalhães of the University of Lisbon. Whereas challenger parties have sprung up in much of the eu, there are fewer such options in Portugal, where Mr Costa's Socialists and their centre-right (and oddly named) rivals, the Social Democratic Party, have long dominated the political spectrum. New parties have emerged in Spain, but they have not successfully courted the base of Mr Sánchez's Socialist Workers' Party (psoe). Podemos mainly attracted

well-educated urban voters, of the tribe that Thomas Piketty calls the “Brahmin left”. PSOE’s bedrock of boomers remained solid, even if Podemos did run the party close in 2016. Nationalist anti-immigrant parties such as Vox have made little headway, as Iberia remains largely unperturbed by a debate on immigration that has roiled much of the rest of Europe. Circumstances, then, rather than strategy lurk at the heart of the survival of Iberian socialism. Compared with the rest of the EU, Iberia resembles a political Galapagos island for the centre-left: there are fewer predators, allowing it to evolve in its own peculiar way.

Scandinavia’s situation is more recognisable. Neuralgic issues such as immigration strain the typical base of social-democratic parties, an alliance of the working class and better-educated middle-class professionals. The Danish Social Democrats have, seemingly, had success with a platform of left-wing economics and tough policy on immigration. Mette Frederiksen, the prime minister, spelled out the shift in a speech. In 1980, 1% of people in Denmark were “non-Western”, she explained. Now it is nearly one in ten. Her solution? A limit on “non-Western immigration” into Denmark. But the policy was a vote-swapper, rather than a vote-winner. Whereas some voters came back from the Danish People’s Party, a far-right opposition party, others quit, fed up with the anti-immigration tone. Again it was the so-called Brahmin left who departed. Importantly, points out Karina Kosiara-Pedersen, a professor at Copenhagen University, these voters drifted to other parties on the left. This enabled the Danish Social Democrats to take power in a left-wing coalition, displacing their liberal rivals.

Northern limits

Scepticism about the Danish approach abounds. Straight switchers from centre-left to the populist right are rare, points out Tarik Abou-Chadi from the University of Zurich. Nor is it a viable long-term strategy. Trying to rebuild with the votes of a dwindling traditional working class alone—especially at the expense of a growing band of well-educated, relatively liberal voters—is risky. Rather than reforge the old alliance of the working class and liberal middle class, the Danish method is an admission of defeat.

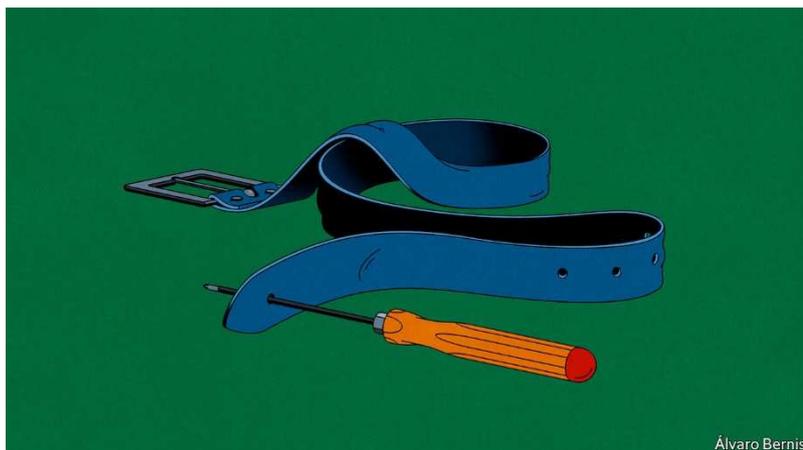
The days of social-democratic parties mopping up nearly half of all voters, as happened in their post-war peak, are over. Neither the Danish nor the Iberian path is easily copied. What they do demonstrate is that an era of complicated and cumbersome coalitions and pacts looms, with different parts of the centre-left going after different segments of left-wing voters. As the base of centre-left parties fragments, so will the parties themselves. Their family reunions will only become more fractious.

Putting on weight

Governments can borrow more than was once believed

Hence only muted concern about borrowing to respond to covid-19

[Schools brief Sep 12th 2020 edition](#)



If people know one thing about the thinking of John Maynard Keynes, who more or less founded macroeconomics, it is that he was in favour of governments borrowing lots of money, at least under some circumstances. The “New Keynesian” orthodoxy that evolved from his work in the second half of the 20th century was much less liberal in this regard. It put less faith in borrowing’s purported benefits, and had greater concerns about its dangers.

The 2010s saw the pendulum swinging back. In large part because they feel bereft of other options, many governments have borrowed heavily—and as yet they have paid no dreadful price. Can this go on?

Keynes’s ideas about borrowing reflected his view of recessions—and in particular, the Depression of the 1930s, during which he wrote “The General Theory of Employment, Interest and Money”—as vicious circles. Recessions come about when the economy is hit by a sudden rise in the desire to save money; such desires lead to lower spending, which leads to more unemployment, which leads to yet less spending, and so on. If the government borrows enough to offset lower private spending with increased spending of its own the circle can be broken—or stopped from getting going.

Most early Keynesians assumed that the deficits caused by borrowing to stimulate the economy would be temporary; after borrowing more than they raised in taxes in order to provide a fiscal stimulus, governments would be able to raise more in taxes, and thus pay off their debts, in the good times that followed. Some, though, suspected that the structure of the advanced economies of the 1930s might mean they were low on demand even in the good times, and that a permanent deficit might be necessary to keep the economy going at a rate that minimised unemployment.

Debates about the proper role of fiscal stimulus became less urgent in the decades after the second world war, as robust economic growth eased worries that demobilisation might bring a return of Depression-like conditions. Faith in Keynesian orthodoxy was further shaken by the economic developments of the 1970s and 1980s. Some economists began to argue that the public would eventually adjust to stimulus measures in ways that weakened their impact. Robert Barro, a leading proponent of this “rational expectations” approach, argued that a fiscal stimulus paid for by borrowing would see households spend less and save more, because

they would know that tax rises were coming. This decreased private spending would then offset the increased public spending.

Linked to, but broader than, such academic questions was the fact that, by the 1970s, the ways in which Keynesian governments had been running their economies seemed to have failed. A trifecta of slowing growth, soaring inflation and high unemployment brought the idea of governments being able to avoid recessions through stimulus into disrepute.

The new orthodoxy was that governments should instead rely on monetary policy. When the economy slowed, monetary policy would loosen, making it cheaper to borrow, thus encouraging people to spend. Government borrowing, for its part, should be kept on a short leash. If governments pushed up their debt-to-gdp ratio, markets would become unwilling to lend to them, forcing up interest rates willy-nilly. The usefulness of monetary policy demanded a sober approach to fiscal policy.

The 2000s, however, saw a problem with this approach beginning to become plain. From the 1980s, interest rates had been in a long, steady decline. By the 2000s they had reached historical lows. Low rates made it harder for central banks to stimulate economies by cutting them further: there was not room to do so. The global financial crisis pushed rates around the world to near zero.

Governments experimented with more radical monetary policy, such as the form of money printing known as “quantitative easing”. Their economies continued to underperform. There seemed to be room for new thinking, and a revamped Keynesianism sought to provide it. In 2012 Larry Summers, a former American treasury secretary, and Brad DeLong, an economist, suggested a large Keynesian stimulus based on borrowing. Thanks to low interest rates, the gains it would provide by boosting the growth rate of gdp might outstrip the cost of financing the debt taken on.

In the following year Mr Summers followed some 1930s Keynesians, notably Alvin Hansen, in suggesting that borrowing in order to stimulate might be needed not just as an occasional pick-me-up, but as a permanent part of the economy. Hansen had argued that an ageing population and a low rate of technological innovation produced a long-term lack of demand which he called “secular stagnation”. Mr Summers took an updated but similar view. Part of his backing for this idea was that the long-term decline of interest rates showed a persistent lack of demand.

Way down we go

Sceptics insisted that such borrowing would drive interest rates up. But as the years went by and interest rates remained stubbornly low, the notion of borrowing for fiscal stimulus started to seem more tenable, even attractive. Very low interest rates mean that economies can grow faster than debt repayments do. Negative interest rates, which have been seen in some countries over recent years, mean that the amount to repay will actually be less than the amount borrowed.

Adherents of “Modern Monetary Theory” (mmt) went further than this, arguing that governments should borrow as much as was needed to achieve full employment while central banks focused simply on keeping interest rates low—a course of action which orthodox economics would expect to promptly drive up inflation. Currently mmt remains on the fringes of academic economics. But it has been embraced by some left-wing politicians; Senator Bernie Sanders, the candidate beaten by Joe Biden for the Democratic nomination, counted an mmt enthusiast, Stephanie Kelton of Stony Brook University, among his chief advisers.

Borrowed, time and again

Gross government debt as % of GDP



Sources: IMF; Haver Analytics

United States



*Estimate †Forecast

The Economist

The shift in mainstream thinking on debt helps explain why the huge amounts of government borrowing with which the world has responded to the pandemic has not worried economists. But now that governments have, if only for want of an alternative, become more willing to take on debt, what should be their limit? For an empirical answer, it is tempting to consider Japan, where the ratio of net public debt to gdp stood at 154% prior to the pandemic.

If Japan can continue to borrow with that level of debt, it might seem that countries with lower levels should also be fine. But this ignores the fact that if interest rates stagger back from the floor, burdens a lot smaller than Japan's might become perilously unstable. There is no immediate account for why this might be likely. But that does not mean it will not happen. And governments need to remember that debt taken on at one interest rate may, if market sentiment changes, need to be rolled over at a much higher one in times to come.

Given this background risk, governments ideally ought to make sure that new borrowing is doing things that will provide a lasting good, greater than the final cost of the borrowing. If money is very cheap and likely to remain so, this will look like a fairly low bar. But there are opportunity costs to consider. If private borrowing has a high return and public borrowing crowds it out, then the public borrowing either needs to show a similarly high return or it needs to be cut back.

At the moment private returns remain well above the cost of new borrowing in most places: in America, for instance, the earnings of corporations are generally high relative to the replacement cost of their capital. This makes it conceivable that resources used by the government would generate a greater level of welfare if they were instead mobilised by private firms.

But it does not currently look as though they would be. Despite the seemingly high returns to new capital, private investment in America is quite low. This suggests either that there are other obstacles to new investment, or that the high returns on investment reflect an insufficient level of competition rather than highly productive companies.

Both possibilities call for government remedy: either action aimed at identifying and dismantling the obstacles to investment, or at increasing competition. And until such actions produce greater investment or lower returns, the case for government borrowing remains quite strong. This is even more the case for public investments which might in themselves encourage the private sector to match them—"crowding in", as opposed to crowding out. Investment in a much better electricity grid, for example, could increase investment in zero-carbon generation.

In the long run, the way to avoid having to borrow to the hilt is to implement structural changes which will revive what does seem to be chronically weak demand. Unfortunately, there is no consensus over why

demand is weak. Is technological progress, outside the realm of computers and communications, not what it was? Is inequality putting money into the hands of the rich, who are less likely to spend their next dollar, rather than the poor, who are more likely? Are volatile financial markets encouraging precautionary saving both by firms and governments? Is the ageing of the population at the root of it all?

Making people younger is not a viable policy option. But the volatility of markets might be addressed by regulation, and a lack of competition by antitrust actions. If inequality is at the root, redistribution (or its jargony cousin, predistribution) could perk up demand. Dealing with the structural problems constraining demand would probably push up interest rates, creating difficulties for those governments which have already accumulated large debt piles. But stronger underlying growth would subsequently reduce the need for further government borrowing, raise gdp and boost tax revenues. In principle that would make it easier for governments in such situations to pay down their increased debt.

The new consensus that government borrowing and spending is indeed an important part of stabilising an economy, and that interest rates are generally low enough to allow governments to manage this task at minimal cost, represents progress. Government borrowing is badly needed to deal with many of the world's current woes. But this consensus should ideally include two additional planks: that the quality of deficit-spending still matters, and that governments should prepare for the possibility of an eventual change in the global interest-rate environment—much as 2020 has shown that you should prepare for any low-probability disaster.

Ist Deutschland langweilig und erfolgreich?

- VON RAINER HANK
- -AKTUALISIERT AM 13.09.2020-15:36



In England erscheint dieser Tage ein Buch: „Warum die Deutschen es besser machen.“ Der Autor findet viele interessante Gründe.

Manchmal braucht es den Blick von außen: „Deutschland ist ein beneidenswertes Land. Es hat eine Reife entwickelt, mit der nur wenige andere Länder mithalten können.“ Welche andere Nation hätte einen armen Cousin wie die DDR mit so wenig nachhaltigem Trauma aufnehmen können? Welche andere Nation hätte über einer Million der ärmsten Menschen der Welt in der Flüchtlingskrise eine Heimat geben können?

Solche und noch viele mehr die Deutschen lobenden Sätze finden sich in einem Buch des englischen Publizisten John Kampfner, das gerade erschienen ist und den provozierenden Titel trägt: „Warum die Deutschen es besser machen“.

Man kann den Titel in zwei Richtungen lesen. Das Buch richtet sich zunächst an die britischen Leser, denen der Autor Deutschland als Vorbild vorsetzt. Wie muss es um den kollektiven Gemütszustand Großbritanniens bestellt sein, dass seine Bürger sich jetzt solche Überschriften, ausgerechnet ein Lob der „Krauts“, gefallen lassen müssen? Als Deutscher liest man das Buch vor allem als Außenansicht, welche mit distanzierendem Blick keine Rücksicht auf unsere eigenen, in langen Jahren eingespielten Traumata, Nörgeleien und Selbstkasteiungen nehmen muss. Aber auch mit der skeptischen Haltung: Nun macht mal halb lang!

Der Tiefpunkt von 1999

Wir erinnern uns noch: Der Tiefpunkt war vor gut zwanzig Jahren erreicht. Damals, im Sommer 1999, taufte das britische Magazin „Economist“ Deutschland als den „kranken Mann Europas“, oder, nicht minder abwertend gemeint, als „das Japan Europas“. Es deutet sich schon seit einer Weile an, dass die Schulnoten aus dem Ausland stetig besser werden: Jetzt also gibt es eine „Eins plus“. Die Bewältigung der Corona-Krise ist dafür lediglich der eindrucksvolle Schlusspunkt: Deutschland hat in der Pandemie bislang knapp 10.000 Tote zu betrauern, in Großbritannien sind es mehr als 40.000. Auch der wirtschaftliche Schaden, den das Virus anrichtet, ist hierzulande viel glimpflicher als auf der britischen Insel. „Corona war der ultimative Test für die Führungsqualität Angela Merkels“, schreibt Kampfner.

John Kampfner ist der Sohn eines vor Hitler aus Bratislava geflohenen Juden und einer englischen Protestantin („solide christliche Arbeiterklasse“). Er studierte in Oxford Geschichte und Russisch, war Auslandskorrespondent renommierter Zeitungen in Moskau, Bonn und im Berlin der Wendezeit. Für sein Deutschlandbuch ist er ein Jahr durch unser Land gereist, hat sich umgehört – am Prenzlauer Berg in Berlin ebenso wie in Mönchengladbach („das deutsche Manchester“: Textilindustrie und Fußball) oder bei Porsche in Stuttgart-Feuerbach. Und er hat viel gelesen, Bücher des deutschen Wirtschaftshistorikers Werner Abelshäuser etwa, aber auch die amerikanische Philosophin Susan Neiman: „Von den Deutschen lernen“, ein Buch, das in dieselbe Lobeskerbe haut, und preist, wie ernsthaft die Deutschen sich mit ihrer verbrecherischen Geschichte auseinandergesetzt haben.

Die unaufgeregten Tugenden der Deutschen

Was ist es denn nun, was dem britischen Beobachter so gut an uns gefällt? Es sind die unaufgeregten Tugenden der Deutschen, vor allem die Zuverlässigkeit, Ehrlichkeit und Bescheidenheit, in denen er die Grundlage für den Erfolg erkennt. Und es ist die anti-charismatische Kanzlerin, eine Gegenfigur zum derzeitigen britischen Premierminister, die diese Tugenden in größter Selbstverständlichkeit verkörpert. Tatsächlich gelingt es Kampfner, aus dieser Tugendlehre die soziale Marktwirtschaft abzuleiten. Der berühmte „Mittelstand“ mit seiner Verwurzelung in der Provinz (die Milliardäre [Reinhold Würth](#) in Künzelsau oder Ralph Dommermuth in Montabaur), das sind für Kampfner Vorbilder im Unterschied zu den Brutalo-Kapitalisten, die er aus den Romanen von Charles Dickens kennt.

Das Motto der sozialen Marktwirtschaft heißt für Kampfner: Langsam, aber sicher. Es ist ein wirtschaftspolitisches Programm der kollektiven Entschleunigung, ein bisschen langweilig, auch nicht besonders innovativ, aber am Ende erfolgreicher als eine Ökonomie angeberischer Heißspunde. Da kommt der Brite dann mit ganz wenig Ironie aus, wenn er schwärmt von der deutschen Vereinskultur, der freiwilligen Feuerwehr, der Spargelzeit, der Kehrwoche und dem rheinischen Karneval. Das sind ihm die Garanten des sozialen Zusammenhalts.

Ist das nicht doch alles ein bisschen einseitig, geschuldet dem aktuellen britischen Brexit-Katzenjammer? Gewiss, Kampfner bietet nicht nur Lobhudelei. Er erwähnt [Martin Winterkorn](#) und den VW-Skandal. Er moniert den digitalen Rückstand Deutschlands und die marode Infrastruktur (die berühmten Schultoiletten), kritisiert die starke Exportabhängigkeit, die wacklige Haltung gegenüber Russland (Nord Stream 2). Und er findet es beschämend, dass dreißig Jahre nach der Wiedervereinigung kein Ostdeutscher an der Spitze eines Dax-30-Unternehmens oder einer deutschen Universität steht.

Die deutsche Triumphgeschichte seit der Finanzkrise

Aber die dominante Melodie des Buches ist ein Preisgesang: Am Ende des Kapitels über die „Wonders“, die deutschen Wirtschaftswunder, wird es sogar richtig hymnisch: Deutschland sei bis heute erfolgreich mit seinem Mix aus wirtschaftlichem Wachstum und sozialer Inklusion. Das Land zeige, dass sich Wohlstand auch schaffen lasse ohne thatcheristische Exzesse. Früh habe das Land realisiert, dass man nur erfolgreich sein könne, wenn regionale Ungleichheiten versöhnt würden (Länderfinanzausgleich).

Insbesondere die letzten zwölf Jahre seit der Finanzkrise werden für Kampfner zu einer Triumphgeschichte: die längste zusammenhängende Wachstumsgeschichte, die höchste Beschäftigungsquote jemals, Schuldenabbau, ausgeglichene Haushalte und ständig üppigere öffentliche Budgets. Das alles sei der Erfolgsbeweis für Deutschlands langfristigen ökonomischen Atem, die Tradition der Tüftler von den Technischen Universitäten, das duale System der Berufsausbildung. Da zeige sich, dass Deutschland auch mit „Disruption“ und Veränderung umgehen könne. Jegliche „Schadenfreude“, so Kampfners Lehnwort, verbiete sich.

Schon gut. Genau in dieser Einseitigkeit liegt der Reiz der Lektüre für deutsche Leser. Aber man wird schon darauf hinweisen dürfen, dass wir nicht alles besser machen und besser können. Die Schwäche der deutschen Banken kommt nur am Rande vor; der deutsche Arbeitsmarkt ist immer noch überreguliert. Und wie der Überehrgeiz in der Klima- und Energiepolitik der deutschen Industrie schaden wird, ist offen.

Wer nüchterne Korrekturen zum schmeichlerischen Lob sucht, ist mit dem neuesten breit gefassten Index zur wirtschaftlichen Freiheit gut bedient, der vergangene Woche vom amerikanischen Fraser-Institut veröffentlicht wurde. Da rangiert Deutschland auf Platz 21, Großbritannien aber auf Rang 13. Die Spitzenplätze nehmen Hongkong, Singapur, Neuseeland und die Schweiz ein. Ein Buch „Why the Swiss do it better“, hätte also ebenfalls seine Berechtigung. Jedenfalls ist noch nicht ausgemacht, wo die protektionistische Altmaier-Mode, nationale Champions mit dauerhafter Staatsbeteiligung zu schaffen, am Ende hinführt. Es wäre schade, wenn der Zyklus der Deutschland-Bücher in dreißig Jahren wieder beim „kranken Mann“ landen würde.

Bagehot

Whatever the question, the answer is Germany

Even the British right has got the Teutonic bug

[Britain](#) Aug 29th 2020 edition



“Why the Germans do it better”—the title of a new book by John Kampfner, a respected journalist—speaks volumes about the current state of the British psyche. The government is replacing Public Health England, the body that was supposed to stop Britons from dying of covid-19, with a new outfit modelled on the Robert Koch Institute, the body at the centre of Germany’s public-health system. James Kirkup, head of the centrist Social Market Foundation, says his aim is to “make Britain more like Germany”. Other thinkers are less explicit, but pore over the details of Germany’s technical-education system or social-insurance market.

That Britain should turn to Germany for ideas is not surprising given the long, binding ties between the two states. Britain imported its royal family from Hanover in 1714 and German-born Prince Albert did as much as his wife to shape Victorian England. The idea of the welfare state came from Bismarck. The post-war German constitution was mostly the work of the British and Americans.

Competition combined with closeness means that Britain has a long-standing weakness for “Germans do it better” arguments. Before the first world war advocates of national efficiency insisted that Britain needed to invest more in science and education to escape being crushed by the German chariot. From the 1960s, left-wingers urged that Britain should learn from Germany’s model of stakeholder capitalism.

Nevertheless, today’s surge of enthusiasm for the Teutonic model is striking. It comes after a long period of Anglo-Saxon triumphalism in which the British got into the habit of dismissing the Germans as dinosaurs. “As economic growth stalls yet again,” *The Economist* observed in June 1999, “Germany is being branded the sick man (or even the Japan) of Europe.” The spread of Germanophilia to the right is new. It springs from Boris Johnson’s determination to spread prosperity throughout Britain’s regions and improve technical education—issues on which Thatcherism has little to offer but Germany has much to contribute.

This ideological change has coincided with a generational shift. Margaret Thatcher’s Tories saw Germany as a problem to be solved and the eu as a German racket. Today’s Tory elite is more likely to regard it as an example of high civilisation and social order. Michael Gove, the Cabinet Office minister, likes to visit Bayreuth to listen to Wagner. Dominic Cummings is an enthusiastic student of Bismarck. Even today’s top civil servants are infected. Two recent appointees to top Whitehall jobs, Simon Case, permanent secretary at Number 10, and Alex Chisholm, permanent secretary at the Cabinet Office, are both Germanophiles.

Enthusiasm for Germany is also driven by profound cultural anxiety. Britain gambled its future as a United Kingdom and a member of the eu on the results of two referendums—and, with support for Scottish

independence above 50%, the kingdom may yet break up. The political system has been shaken by the rise of the Brexiteer right and the Corbynite left as well as the downfall of David Cameron and Theresa May in rapid succession. Mr Johnson's government seems determined to set records in incompetence. The covid-19 epidemic has heightened enthusiasm for a country that has managed it far better than Britain. Germany has lost fewer than 10,000 people to the disease compared with Britain's toll of more than 40,000, and its economy suffered far less damage as a result.

Vive la Unterschied

Some argue that Britain has nothing to learn from Germany because the two are so different: Britain has a service economy (with strengths in finance and the creative arts), whereas Germany has a manufacturing one (with a messy financial sector and not much of a creative one). This is nonsense: people and countries have more to learn from those whose strengths are different from theirs. German ideas have been successfully transplanted in the past: the University of Warwick built one of the world's best manufacturing research centres by borrowing German methods for building ties between universities and industry.

But Britain should proceed down the Teutonic path with caution. Its rose-tinted view of Germany tends to blind it to the country's flaws. The left's enthusiasm for "stakeholder capitalism" ignores the corruption and collusion it has fostered. Germany's finance and service sectors are weak. The fashion for creating national champions by trying to merge companies (such as the failed tie-up between Deutsche Bank with Commerzbank) is doomed.

And learning German lessons demands a seriousness that British politics lacks. Trying to copy the Robert Koch Institute is a good example of its shallowness. Germany's successful public-health system is built on a deep, powerful layer of local government which does not exist in Britain. The institute sits on top of, and provides services to, local public-health departments. There is no point in having the cherry without the cake.

Learning from another culture is difficult under any circumstances, but it is hard to think of a government that is less equipped for a Teutonic transplant than the current one. Changing cultures and institutions—to decentralise power, for instance, and to raise the status of technical education—will require a degree of patience, steadiness and co-operation which the people currently in charge in Britain lack.

German politicians are notably dull. Angela Merkel knows whereof she speaks when she says that in government "you can't solve the tasks by charisma". Mr Johnson relies on charisma, Mr Cummings is more inclined to cudgel than co-operate, and the government as a whole keeps u-turning all over the place in the most un-German manner possible. Mr Gove and the Labour Party leader, Sir Keir Starmer, are somewhat more Teutonic types. For its German moment, Britain may have to wait until another prime minister comes along.

Die Revolution wird nicht auf Twitter stattfinden

- VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 13.09.2020-22:31



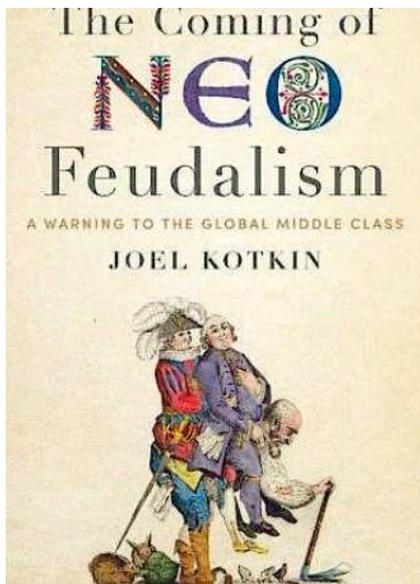
Feudale Verhältnisse: Der amerikanische Geograph Joel Kotkin holt zum Rundumschlag gegen die Technik-Elite und ihre Fürsprecher aus.

Für die weltgrößten Digitalfirmen ist die Pandemie eine Goldgrube. Ihre Börsenkurse schossen nach oben, Wettbewerber mussten die Türen schließen, die Leute blieben zu Hause und verbrachten ihre Zeit im Internet. So stärkte die Krise einen Sektor, der mit Marktanteilen von achtzig bis neunzig Prozent von Firmen wie Amazon, [Google](#) oder Microsoft monopolartige Akteure kennt.

Die Unternehmen, die von der Verhaltenssteuerung der zu Konsumenten umgeformten Staatsbürger leben, betrachten sich dabei als Ingenieure einer besseren Weltgesellschaft. Blickt man auf Kalifornien, die Keimzelle der Tech-Ideologie, kann man sich von dieser besseren Welt ein Bild machen. Laut Statistik hat die Westküstenprovinz die höchste Armutsrate in den Vereinigten Staaten und eine größere Ungleichheit als Mexiko vorzuweisen. Die Kluft wird noch tiefer, wenn man ins Silicon Valley schaut, wo sich in der Nachbarschaft von Hightech-Residenzen slumartige Siedlungen ausbreiten. Leidtragende der wachsenden Disparitäten sind unter anderem die hispanische und afroamerikanische Bevölkerung, die durch die Digitalisierung angestammte Jobs im Industriesektor verliert, sowie der Mittelstand, der aus den hochpreisigen Stadtvierteln vertrieben wird.

Der neue Klerus

Man hat die Lenker der großen Digitalfirmen schon häufig als Neofeudalisten bezeichnet. Der amerikanische Geograph Joel Kotkin macht den Terminus in seinem in den Vereinigten Staaten vielbeachteten Buch sogar zur Signatur des kommenden Zeitalters, das weltweit, so Kotkins These, gekennzeichnet sein werde vom Siegeszug einer Tech-Oligarchie, dem Niedergang der Mittelklassen und der Heraufkunft einer neuen Staatsform, die wohl nicht mehr Demokratie heißen wird.



Joel Kotkin: „The Coming of Neo-Feudalism“. A Warning to the Global Middle Class. :Bild: Encounter Books

Tätige Mithilfe für diese Entwicklung leistet nach Kotkin eine Schicht von Intellektuellen, die er den neuen Klerus nennt, weil sie ihre Ziele bisweilen mit religiösem Eifer verfolgen. Sie sorgen sich um Vielfalt, Minderheitenrechte, Ökologie und nehmen es in Kauf, wenn die Realisierung ihrer Ideen negative wirtschaftliche Konsequenzen für untere Klassen hat. Diese in den Augen Kotkins meinungsbildende Schicht erstreckt sich auf alle Dienstleistungsberufe, die von der Globalisierung profitieren. Das alte Links-rechts-Schema scheint Kotkin nicht mehr aussagekräftig, die neue politische Wasserscheide verläuft bei ihm zwischen hochqualifizierten technischen Berufen und anderen Globalisierungsgewinnern auf der einen Seite und schlechtbezahlten Industriearbeitern auf der anderen.

Verfestigung der sozialen Unterschiede

Auch die Tech-Firmen schreiben sich wie ihre intellektuellen Anwälte Minderheitenrechte und Diversität auf die Fahnen. Warum sie das tun, ließe sich wiederum im Silicon Valley studieren. Unternehmen wie Google beschäftigen laut Kotkin um die vierzig Prozent ausländische Mitarbeiter, die gezielt und oft temporär angeworben werden. Afroamerikaner und Latinos arbeiten unter weit weniger komfortablen Bedingungen und haben im Zuge der Digitalisierung entweder Lohnkürzungen hinnehmen müssen oder ihre Anstellung ganz verloren. Sie gehörten zu der technisch unqualifizierten Masse, die nicht mehr gebraucht, als Unruhefaktor aber gefürchtet wird.

Die Tech-Firmen würden sich als Ausweis ihrer sozialen Gesinnung für ein bedingungsloses Grundeinkommen einsetzen, aber das läuft für Kotkin nur hinaus auf die Verfestigung der sozialen Unterschiede zum Klassengegensatz zwischen einer produktiven und einer unproduktiven Bevölkerung. Aus der Nähe betrachtet, sei das Sozialmodell der Tech-Firmen eigennützig, würde aber begeistert fortgetragen vom „neuen Klerus“, der sich damit einer progressiven Moral vergewissern kann, die sich gerne auf Twitter darstellt.

Endlose Identitätskämpfe

Nach Kotkin ist es den großen Tech-Konzernen gelungen, das Problem wirtschaftlicher Machtkonzentration auf einen Nebenschauplatz zu verschieben und die sozialen Kämpfe auf die kulturelle Sphäre zu verlagern – wobei ihnen die neuen Medien, die jede Debatte in endlose Identitätskämpfe zersplittern, treue Dienste leisten. Der Hass auf den Staat, der in Hightech-Kreisen weit verbreitet sei, verbinde sich mit einer Identitätspolitik, die der Demokratie den Boden entziehe. Im Grunde, so Kotkin, sei der Digitalkapitalismus indifferent gegenüber der Staatsform. Er könne auch einer autoritären Staatspartei wie der chinesischen KP dienen, der viele chinesische Hightech-Unternehmer angehören.

Kotkin verbindet seine Beobachtungen zu einem großen Weltgemälde. Er sieht in Peking die gleichen Mechanismen am Werk wie in Chicago oder Berlin: wachsende Ungleichheit, Geburtenrückgang, Erosion des Mittelstands und seiner staatsbürgerlichen Werte, gepaart mit wachsender Scheu vor spontanen Begegnungen in der analogen Welt. Begleiterscheinung der Digitalisierung sei eine sozial undurchlässige Gesellschaft, von der nur wenige profitierten. Damit würde auch ein Unterschied zum Feudalismus deutlich, dessen Schichten einen stärkeren inneren Zusammenhang gehabt hätten.

Kritik und Widerstand

Es gebe zwar Mittel, die Macht der Tech-Firmen zu begrenzen – wie das Kartellrecht oder das Verbot ihres tatsächlich feudalistischen Geschäftsmodells, das Privates zum Firmeneigentum macht –, aber dafür müsste ein neuer Zusammenhalt geschaffen werden. Auf der alles zerfasernden Identitätspolitik lässt sich dabei nicht aufbauen.

Der großzügige Zugriff des Autors hat Vorzüge und Nachteile. Zuweilen verliert er den technischen Faktor aus den Augen, dem er die beschriebenen Fehlentwicklungen in erster Linie anlastet. Darüber hinaus nivelliert er manchen Unterschied zwischen Europa, China und den Vereinigten Staaten. Den europäischen Sozialstaat etwa hat die Globalisierung bisher nicht in dem von ihm erwarteten Ausmaß zerstört. Aber es gelingt Kotkin, das materielle Substrat von heutigen Anerkennungskämpfen ans Licht zu heben. Er zeigt, wogegen sich Kritik und Widerstand eigentlich gleichermaßen richten müssten. Kulturelle Ungleichbehandlung zieht heute alle Aufmerksamkeit auf sich. Technische Diskriminierung muss sich kaum rechtfertigen. Etwas zugespitzt könnte man sagen: Die Technik-Elite setzt die Agenda und liefert zugleich die Maßstäbe ihrer Bewertung.

Joel Kotkin: „The Coming of Neo-Feudalism“. A Warning to the Global Middle Class. Encounter Books, New York/London 2020. 224 S., geb., 23,- €.

„Der Autoindustrie bleibt nur die Flucht nach vorn“

- VON [CHRISTIAN GEINITZ](#)
- -AKTUALISIERT AM 13.09.2020-14:52



Der Chef der Denkfabrik Agora Energiewende, Patrick Graichen, über die verschärften Emissionsziele der EU, den überteuerten Kohleausstieg und neue Zahlen zum riesigen Ökostrombedarf.

Kommenden Mittwoch will die [EU-Kommission](#) ihre verschärften Klimaschutzziele vorlegen. Was erwarten Sie?

Bisher galt, dass in der [EU](#) im Jahr 2030 mindestens 40 Prozent weniger Treibhausgase ausgestoßen werden sollen als 1990. Deutschland hat sich dieses Ziel schon für das laufende Jahr gesetzt. Ich erwarte, dass Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen für die EU jetzt eine neue Vorgabe von 55 Prozent vorschlagen wird, als Etappenziel zur Klimaneutralität bis 2050 im Sinne des „Green Deals“. Das ist schon ein Wort, aber es gibt noch weitgehendere Forderungen aus dem Europäischen Parlament von 60 Prozent und mehr.

Wie soll das gehen?

Indem man zunächst einmal sicherstellt, dass alle Mitgliedsstaaten mitmachen, auch die Polen mit ihren Kohlekraftwerken. Nötig ist auch eine Reform des Handels mit Emissionszertifikaten, die ja sehr erfolgreich sind. Man könnte den „Cap“ heruntersetzen, also die Maximalmenge der Verschmutzungsrechte. Das würde den CO₂-Preis hochtreiben.

Was bedeutet das für die Emittenten?

Dass es immer unwirtschaftlicher wird, das Klima zu schädigen. [Es spricht Bände, dass der Energiekonzern Vattenfall für sein modernstes Kohlekraftwerk in Hamburg-Moorburg jetzt schon in der Versteigerung um Entschädigungen für die baldige Stilllegung mitbietet.](#) Die Anlage ist ja vergleichsweise effizient für ein Kohlekraftwerk. Trotzdem lohnt es sich offenbar nicht, sie länger weiterzubetreiben, weil Erneuerbaren-Zubau und die CO₂-ärmeren Gaskraftwerke sie verdrängen.

Wenn der Markt die Kraftwerksbetreiber zur Abschaltung zwingt, wozu dann die Milliarden-Entschädigungen?

Eine berechnete Frage, die hohen Entschädigungen für die Kohlekraftwerksbetreiber hätte es nicht geben müssen. Wenn die CO₂-Preise weiter steigen, sorgt der Markt von ganz allein für den Kohleausstieg bis 2030 oder 2032, nicht erst 2038. Trotzdem waren die Kohlekommission und die Gesetzgebung wichtig.

Inwiefern?

Es geht um Rechtsfrieden, damit nicht geklagt wird und sich die **Energiewende** noch weiter verzögert. Auch die Strukturhilfen für die Bergbauregionen sind wichtig. Die Kohlekommission und was danach kam sind Ausflüsse der rheinischen Konsensdemokratie: Alle wurden mit an Bord genommen, Industrie, Politik, Gewerkschaften, Umweltverbände, Wissenschaft et cetera. Wenn Geld fließt, können alle mit dem Ergebnis leben.

In der Stromerzeugung ist die Energiewende recht weit, ein Sorgenkind bleibt der Verkehr. Auf dem Autogipfel war die Zukunft des Verbrennungsmotors ein großes Thema. Hat der eine Chance, wenn er mit umweltfreundlichen synthetischen Gasen betrieben wird?

Nein, jedenfalls nicht im Pkw. Keiner weiß, woher die ganzen sauberen Kraftstoffe kommen sollen. Wenn man für deren Erzeugung auch Strom braucht wie beim grünen Wasserstoff, dann kann man auch gleich Elektroautos verwenden. Sonst gibt es riesige Effizienzverluste. Ich sehe da noch einige Rückzugsgefechte, was den Verbrenner angeht, aber die Automobilindustrie entwickelt sich längst in Richtung E-Mobilität.

Der neue Klimaplan der EU-Kommission sieht vor, den CO₂-Ausstoß von Neuwagen um 50 Prozent zu verringern. Wie groß ist die Gefahr, dass wir die deutsche Autoindustrie mit Zehntausenden Arbeitsplätzen kaputtökologisieren?

Der Autoindustrie bleibt angesichts der weltweiten Klimakrise ohnehin nur die Flucht nach vorn. Schauen Sie sich die apokalyptischen Bilder aus Kalifornien an, die wir derzeit sehen. Da brennen nicht nur die Wälder, da verbrennt gerade auch die gesellschaftliche „license to operate“ der fossilen Wirtschaft...

... Sie meinen die gesellschaftliche Akzeptanz klimaschädigender Unternehmen...

Ja, und das wird jedes Jahr schlimmer werden, auch bei uns. Insofern ist die Frage nicht, ob wir irgendetwas kaputtökologisieren, sondern wie wir die deutsche Industrie so schnell wie möglich zukunftsfähig machen.

Sind Reichweiten und Ladestationen bei E-Fahrzeugen noch ein Problem?

Nur noch zum Teil. Es gibt erschwingliche Massenwagen wie den VW ID.3 oder das Tesla Modell 3, die können zum Golf der E-Mobilität werden.

Und das Laden?

Das ist nur noch knifflig, wenn man in Mehrfamilienhäusern ohne Garage mitten in der Stadt wohnt und es auch am Arbeitsplatz keine Stromsäule gibt. Was wir brauchen, ist eine dritte Komponente, nämlich E-Tankstellen wie heute herkömmliche Tankstellen. Mit Schnellladern könnte man in 20 Minuten 200 bis 300 Kilometer Reichweite sicherstellen. E-Tankstellen müssten da hin, wo man sie direkt ans Mittelspannungsnetz hängen kann.

Aber wollen die Autofahrer überhaupt E-Fahrzeuge?

Immer mehr wollen das, aus ökologischen Gründen und wegen der Anreize. Schauen Sie nach Norwegen, da laufen schon 70 Prozent der Neuwagen mit Strom. Deutschland hinkt noch hinterher, aber ich bin optimistisch, dass der Durchbruch kommt. Getrieben übrigens auch von der Industrie selbst. Nochmal: Das Schicksal der deutschen Autobauer hängt davon ab, dass sie die Energiewende in ihrer Branche hinkriegen.

Ist Wasserstoff eine Antriebsalternative?

Für Autos nicht, aber man könnte den Schwerlastverkehr, Schiffe und auch Flugzeuge damit betreiben...

...aber zu viel höheren Preisen als heute.

Dann kosten Flüge eben 20 Prozent mehr, das ist auch nicht der Weltuntergang. Überall dort, wo Sie eine hohe Energiedichte brauchen, ist grüner Wasserstoff eine sinnvolle Alternative. Das gilt vor allem auch für die Stahl- oder Chemieerzeugung, die noch immer Unmengen an CO₂ ausstoßen.

Der Strom für die Elektromobilität und für den Wasserstoff soll aus erneuerbaren Quellen kommen. Reichen dafür die Ausbauziele, die Bundeswirtschaftsminister [Peter Altmaier](#) (CDU) in die Neufassung des Erneuerbare-Energien-Gesetzes hineingeschrieben hat?

Nie und nimmer. Der Plan, bis 2030 mindestens 65 Prozent des Bruttostromverbrauchs aus erneuerbaren Energien zu decken, geht in dem Entwurf nur auf, weil das Ministerium den Stromverbrauch kleinrechnet. Wir müssen die Sektorenkopplung ernst nehmen, also dass alle Energiebereiche aufeinander abgestimmt dekarbonisiert werden, Strom, Wärme, Industrie, Verkehr und so weiter. Wer das will, muss jetzt schon viel mehr Strom einplanen.

Wie viel?

Wir haben das gerade ausgerechnet. Wenn alle Autos elektrisch fahren sollen, steigt der Bruttostromverbrauch um mindestens 20 Prozent, das sind 125 bis 140 zusätzliche Terawattstunden im Jahr. Um alle Sektoren bis spätestens 2050 wie gewünscht klimaneutral zu machen, wären gut 900 Terawattstunden nötig. Das bedeutet fast 60 Prozent mehr Stromverbrauch als heute.

Reicht die heimische Erzeugung dafür aus?

Nein, wir werden nach 2030 auch Importe benötigen, vor allem grünen Wasserstoff. Dafür brauchen wir eine europaweite Strategie, wo jedes Land seine Stärken ausspielt. Portugal bietet jetzt schon Solarstrom für einen Cent je Kilowattstunde an. Norwegen treibt den Ausbau schwimmender Windparks im Meer voran, als Nachfolger für seine Öl- und Gasindustrie. Und langfristig können auch Nordafrika, der arabische Raum oder Russland Lieferländer werden.

Wirtschaftsminister Altmaier wünscht sich in seiner am Freitag vorgestellten „Charta Klimaneutralität und Wirtschaftskraft“ eine „Versöhnung von Klimaschutz und Wirtschaft“. Ein frommer Wunsch oder Wahlkampfgeplänkel?

Die Wirtschaft ist beim Klimaschutz in großen Teilen schon viel weiter als die Regierung. Viele Unternehmen stehen vor Investitionsentscheidungen, wollen in klimaneutrale Technologien investieren. Doch unter den derzeitigen politischen Rahmenbedingungen rechnet sich das nicht. Wirtschaft und Klima lassen sich deshalb nicht mit Appellen versöhnen, sondern durch wirtschaftspolitische Instrumente, die CO₂-neutrale Produkte wettbewerbsfähig machen. Ich verstehe Herrn Altmaier so, dass er diese Aufgabe nun angehen will. Das ist gut so, aber auch hier brauchen wir Tempo.

Schon jetzt zählen die deutschen Strompreise zu den höchsten in Europa. Steigen sie noch weiter, wenn wir uns von fossiler Energie verabschieden?

Nein, die Strompreise werden sinken. Denken Sie an die Förderung nach dem EEG, da ist der Hügel erreicht. Im kommenden Jahr fliegen die teuren Solaranlagen der ersten Generation aus der Förderung. Die bekamen 20 Jahre lang 50 Cent je Kilowattstunde aus der EEG-Umlage. Heute gibt es 5 bis 9 Cent, ein Bruchteil. Was hingegen teurer wird, sind Öl und Gas. Um einen Liter fossilen Treibstoff zu ersetzen, der heute für einen Euro zu haben ist, sind 2 bis 3 Euro nötig. Deswegen ist ja auch die Elektrifizierung von Verkehr und Wärme so wichtig, weil das viel günstiger ist.

Wird die Energiewende in Deutschland und Europa nicht die Wettbewerbsfähigkeit schwächen?

Zum einen müssen wir natürlich darauf dringen, dass die internationalen Klimaziele überall gelten. Zum anderen sollten wir unsere Industrien entlasten, wenn sie klimaschonender werden. Etwa durch die Zuteilung verbilligter Emissionszertifikate oder durch Kompensationen im Strompreis. Auch wäre es richtig, so

genannte Differenzverträge einzuführen. Die entlasten die Unternehmen staatlicherseits und machen die Kosten mittel- und langfristig berechenbarer.

Der Ausbau der Windkraft stößt in Teilen der Bevölkerung auf Widerstand. Lässt sich das ändern?

Alle unsere Studien sagen, dass die Akzeptanz für die Energiewende sehr hoch ist, 90 Prozent befürworten das. Aber ja, es gibt eine kleine laute Minderheit dagegen, die vor Ort Widerstand organisiert. Die muss man zu überzeugen versuchen. Aber notfalls muss man geltendes Recht und Mehrheitsbeschlüsse auch gegen Widerstände durchsetzen. Der Bahnhof „Stuttgart 21“ wird ja auch gebaut, obwohl es dagegen Demonstrationen gab.

Wie könnte man die Bereitschaft skeptischer Bürger erhöhen?

Der Ansatz von Herrn Altmaier im neuen EEG ist richtig, die Kommunen an den Einnahmen der Kraftwerksbetreiber zu beteiligen und Anwohnern verbilligten Strom anzubieten. Dass der Strompreis auf dem Land höher ist, ist ein echter Webfehler im System. Das liegt an den Netzentgelten und den Anschlusskosten für die Windräder, die in den Regionen gestemmt werden müssen. Diese Kosten müsste man bundesweit überwälzen. Eigentlich ist vor Ort erzeugter und verbrauchter Strom nämlich der kostengünstigste, das müssen die Leute aber auch zu spüren bekommen. Das Akzeptanz-Problem ist besonders schwer zu knacken, weil es von der Politik Haltung erfordert. Die fehlt leider oft.

Heinrich Heine: „Das Glück ist eine leichte Dirne“

- VON MATHIAS MAYER
- -AKTUALISIERT AM 11.09.2020-16:21

Zwischen Verzweiflung und Trost: Für Heinrich Heine ist das Unglück in diesem Gedicht das einzige Glück, das von Dauer ist.

„Aber existiere ich wirklich noch? Mein Leib ist so sehr in die Krümpe gegangen, daß schier nichts übrig geblieben ist als die Stimme“, so kommentiert [Heinrich Heine](#) im Nachwort zu der Gedichtsammlung „Romanzero“ seine Situation. Er kommt sich wie ein „spiritualistisches Skelett“ vor, das denn auch das zweite Buch dieser Anthologie unter die Überschrift „Lamentationen“ stellt. Darin finden sich Gedichte mit dem Titel „Der Ex-Lebendige“ oder „K.-Jammer“, am Ende dann der große, zynisch-melancholische „Lazarus“-Zyklus. Den Beginn des zweiten Buches bildet aber, als eine Art Motto, das zweistrophige Gedicht, das Flüchtigkeit des Glücks und Anhänglichkeit des Unglücks ironisch zwischen Verzweiflung und Trost schweben lässt.

Von Allegorien zu sprechen würde das kleine Gedicht überlasten; Heine stellt zwei Figuren einander gegenüber, die ihre Eindeutigkeit mit einem reichen Erfahrungsschatz und Hintergrund verknüpfen. Das Glück als „leichte Dirne“ ruft die Unzuverlässigkeit der Liebe in Erinnerung; es lässt sich nicht festhalten, so wenig wie die durch die leichten Verse hindurch sichtbare Göttin der Gelegenheit, die in der antiken Mythologie, in der sich Heine so gut auskannte, als diejenige erscheint, die das Haar nach vorne gekämmt hat, hinten aber kahl ist: Wer sie nicht beim Schopf ergreift, hat sie schon verpasst, denn sie dreht sich um und ist am Hinterkopf nicht mehr zu packen. In für ihn typischer Kontrafaktur vertauscht Heine Täter und Opfer; das angesprochene „Du“ wird hier von der leichtfertigen Geliebten verlassen, nachdem sie ihm in der Matratzengruft noch das Haar aus der Stirne gestrichen hat.

Das gemütliche Strickzeug des Unglücks

So wird dieses „Du“ zu einem ironischen Spiegel der eigenen Befindlichkeit des Dichters, denn in der zweiten Strophe gibt er zu verstehen, dass sich statt des Glücks ein anderer, ungebeter Gast an seinem Bett, und zwar noch auf Dauer, niedergelassen hat: „Frau Unglück“. Bedauerlicherweise hält eben leider nur sie, nicht das Glücksmädchen, an seinem Herzen „liebefest“ – ihr ist es auch nicht eilig, sondern sie richtet sich für länger ein.

Moritz Carrière las schon unmittelbar nach Erscheinen dieses Gedicht als einen Beleg dafür, was er schon aus der persönlichen Bekanntschaft mit Heine geschlossen hatte: dass Heine erst im Unglück das Dauernde sehen lerne. Das wäre eine bittere Moralistik, der gegenüber der Dichter wohl die Lust der Vergeblichkeit reklamiert hätte.

Wäre da nicht, in der Pointe des letzten Wortes, doch noch der Hinweis auf eine Tätigkeit, in der hauswirtschaftliche Handarbeit und Produktivität des Dichters zusammenkommen: Strickwerk, Textur, das bezeichnet auch das Schreiben des Dichters, von dem zuletzt nur noch die Stimme übrig geblieben ist – sie hat er erhoben, in den Text des Gedichts verwandelt, und sie erreicht uns noch heute.

Heinrich Heine

Das Glück ist eine leichte Dirne,
Und weilt nicht gern am selben Ort;
Sie streicht das Haar dir von der Stirne
Und küßt dich rasch und flattert fort.

Frau Unglück hat im Gegenteile
Dich liebefest ans Herz gedrückt;
Sie sagt, sie habe keine Eile,
Setzt sich zu dir ans Bett und strickt.

„Demokratie wird nicht gestärkt durch präsidentiale Ermahnungen“

Stand: 07:48 Uhr | Lesedauer: 9 Minuten

Von Botho Strauß



Der Geist steht nicht notwendig links: Botho Strauß

Quelle: Getty Images/ fhm; Ruth Walz/ Rowohlt

Botho Strauß fühlt sich „deutscher, als es die Zeitgeschichte erlaubt“. Und er kritisiert den Zeitgeist: „Toleranz und Diversität werden verordnet wie vormals die patriotische Gesinnung“. Schaden nehme dabei die Begabung, dagegen zu sein.

Mit beispiellosem ökonomischem Aufschwung überdeckten die Deutschen ihre Weigerung, das Unfaßbare zu würdigen. Das Unfaßbare der Wiedervereinigung wurde verdrängt und zerkleinert in tausend Verdrießlichkeiten sozialer und behördlicher Natur. Doch damit schaffte man den Wiederaufbau. Nach ähnlichem Muster wurde schon das Unfaßliche der Hitler-Verbrechen sich ferngehalten und unverzüglich in wirtschaftlichen Erfolg umgemünzt. Auch die Unfähigkeit zum Pathos trägt Züge des Inhumanen. Wir werden unserer kuriosen emotionalen Defizite wegen in der Welt nicht geliebt.

Zuweilen war mir, als wäre ich ganz allein mit der Wiedervereinigung; das hohe Wort hätte allein mich mit seinem mystischen Sinn berührt, so daß ich davon deutscher wurde, als es die Zeitgeschichte erlaubt. Damit habe ich mich vor meinen intelligenten Landsleuten ebenso lächerlich gemacht, wie sie umgekehrt mir als armselig unbegabt für das Ereignis erscheinen.

Die Unaffizierbaren, Unbetroffenen zogen in breiter Schar dahin. Rundgesicht einer Professorin für Kulturwissenschaft, schwarzes flachlockiges Haar, auseinanderstehende schmale ausdruckslose Augen,

jemand, der lustlos lebt und lustlos seinen Dienst versieht, keinen wissenschaftlichen Ehrgeiz mehr verspürt, wahrscheinlich ein Mensch, der nie von einem Gedicht unterwandert wurde. Die Unaffizierbaren, die sich vor Kunst weder fürchten noch beugen. Die sie überhaupt nicht bemerken, nicht zur Kenntnis nehmen. Die ästhetisch vollkommen unansprechbar sind.

Diese Art von „Ausfallquote“ ... „Wie ist die Dichtung von ihren Unterdrückern zu befreien?“ fragt Maurice Blanchot einmal. Hier richten sich Aufstand und Kampf gegen rechts und links gleichermaßen. Die wahren Verhinderer einer besseren Welt sind die Amüsischen, die Unberührten, die „Unteilnehmenden“ (Hölderlin), die Apologeten der Banalität. Das Gute besitzt weniger Anziehung als das Böse. Hier ist Aufklärung vergebliche Liebesmühe. Kenntnisse in Dämonologie wären hingegen von Vorteil. Es ließe sich unter Umständen ein Gegenzauber finden.

Das linke Mitläufertum

Wir haben es mit der in der Geschichte der Bundesrepublik bisher einmaligen Situation zu tun, daß den „Herrschenden“ von links keine Kritik, sondern nur Mitläuferschaft geboten wird. Es handelt sich um die breiteste Majorität, die bei uns je das Sagen hatte (wenn wir von der Mentalität breiter Volksmassen einmal absehen), eine beinahe grenzenlose linke Mitte, die schärfer als früher jeden ausgrenzen möchte, der nicht einstimmt. Dem Populistischen und Populären lief immer zuwider der höhere Reflexionsgrad linker Kritik. Das Niveau, das sie einst beherrschte, doch seit langem geräumt hat, sollte nun für die Kritik von rechts verpflichtend sein. Im Gegensatz zur Linken, die noch für ihre verbrecherischen Radikalisierungen offene oder geheime Sympathien bei führenden Intellektuellen fand, gibt es für den traditionellen Rechten einen kategorischen Gegner von Anfang an, nämlich den Rechtsradikalen.

Bei allem Fehl und Tadel im Einzelfall: Es gibt ein Siebengestirn der geistigen Rechten – Jünger, Bann, Schmitt, Borchardt, Heidegger, George, Hofmannsthal –, das über der ersten Hälfte des vergangenen Jahrhunderts aufging und überlegen strahlte, bis heute nicht nachlassend, entgegen dem Klischee, der Geist und das Gute stünden notwendig links.

Was heute so „Gesellschaft“ genannt wird

Während der Künstler sich von alters her als desintegriert verstand, vermittelt ihm die gegenwärtige Propaganda von Integration – zur Bewältigung der Zuwanderung – den Eindruck, daß die Gemeinde der Uneingemeindeten sich immer stärker, das Gemeinwesen selbst hingegen immer schwindender ausnimmt.

Nun langweilt es ihn, von diesem Gebilde, das nur dank der vielen soziologischen Lehrstühle noch „Gesellschaft“ genannt wird, etwas anderes wahrzunehmen als deren Substitution durch vielfältige kurzlebige „Bewegungen“ und Netz-Aktionen und durch einen medialen Untergrund von „falscher Gesellschaft“ (in die man dort schnell gerät). Dies Gebilde braucht zum Überleben ein genuines Durcheinander.

Man kann sich einen Fanatiker der Demokratie, einen Zeloten ihrer „Werte“, nur als einen Verrückten vorstellen. Jemand, der nahe ihrem Ende aufträte, scheinbar die Sache glänzend verteidigend, in Wahrheit aber seine Geisteskrankheit, die den Zerfall des Systems widerspiegelt, exzentrisch auslebend. Dabei meinte er gar nicht die Sache selbst, sondern wäre wie alle Wahnsinnigen der Besessene einer vorgeschobenen Angelegenheit.

Demokratie wird nicht gestärkt durch präsidiale Ermahnungen, man möge sich zu ihr bekennen und sie gegen ihre Feinde verteidigen. Die Demokratie stärkt allein ihre Anfechtung. Sie ist das bestmögliche System zur Überwindung ihrer Infragestellung. Ihrem elementaren Funktionieren sind Störung und Gefährdung zuträglicher als Bestätigung und Bekenntnisproklamation.

Eine gefestigte Demokratie wahrt das Geheimnis ihres Funktionierens. Dazu trägt bei, daß ihre Repräsentanten tief unter dem Niveau des komplexen Gesamtwerks ihre Reden führen. Wenn man ihnen lange genug zuhört, gelangt man zu der Überzeugung, diese Dürftigkeit müsse sein, damit nicht etwas Anspruchsvolles, etwa ein Reflex vom Bewußtsein des demokratischen Gesamtwerks dessen Funktionieren störe – nicht ganz fern dem Anmutsproblem im Kleistschen „Marionettentheater“.

Affekte gegen das enge Gehege

Donoso Cortés sei zum Schluß ein Verächter der Menschengeschichte wie Goya gewesen. „Für ihn ist die Weltgeschichte nur das taumelnde Dahintreiben eines Schiffs mit einer Mannschaft betrunkenener Matrosen, die gröhlen und tanzen, bis Gott das Schiff ins Meer stößt, damit wieder Schweigen herrscht“ (Carl Schmitt).

Die Universal-Metapher ist manchmal ein Befreiungsschlag, den der Affekt gegen das enge Gehege des Komplexen ausführt. (Siehe das Bedenken des „Klimas“, worin der kritische Zeit-Genosse bisher ungeübt.)

Im Hintergrund lauert der schreckliche Vereinfacher, der antritt, Komplexität zu kappen, frei wuchernde Differenzierungen zu stoppen, sich aus der Enge der Für und Wider, der Wenn und Aber, den Schlingen

widersprüchlicher Bewertungen zu befreien. Er wird also dem Komplexen eines Tages wieder und wieder einmal nur für kurze Zeit *dazwischenfahren*.

Wird die Beladenen und die Überladenen von der Unnötigkeit ihrer Last überzeugen und davon, wie schwindelerregend die undurchsichtigen Verhältnisse für jeden einzelnen geworden seien. Ob es nun *der* schreckliche Vereinfacher in Person sein wird oder der panhaft-panische Schrecken, der jähe Einbruch des Schrecklichen-Einfachen selbst – es wird sich der Zeitpunkt finden, und das Geschehen wird die Konzepte „ausdifferenzierter“ Selbstvergewisserung verhöhnen.

Das undurchdachte Konservativsein

Konservativ sich zu nennen ist allzu leicht geworden, undurchdacht geschieht es. Oft nur eine beschwingte Ausrede. Im Gegensatz zu der flammenden (Borchardtschen) Überzeugung einer *restitutio in integrum et novum* ist konservativ heute eher ein Ausdruck von Zufriedenheit und entbehrt der Utopie von der schöpferischen Wiederherstellung.

Erwein von Aretin, Rilkes Astronom, unbeugsamer Monarchist, von Hitler zwölf Jahre eingesperrt, schließlich nach 1945 von den Amerikanern als verdächtiger Junker behandelt, an jeder Entschädigung vorbeigeschoben, starb 1952 an den Folgen einer verschleppten Nierenentzündung, die er sich in Dachau zugezogen hatte.

Jedesmal mit größter Scham muß man sich sagen: Was hat man im Vergleich für ein fettes Leben geführt! Ethisch fast belanglos. Kaum je gezwungen, tapfer und unbeugsam zu sein. Kein Erbe der moralischen Stärke, lediglich der unentwegte kritische Zeitgenosse, ein Ausbeuter der Freiheit ohne jedes Risiko. Der Moralist heute muß insofern ein Rückwärtsgewandter sein, als er zwangsläufig der Stärke jener Letzten gedenkt, die einst heroisch dulden mußten und untergingen.

Von Männern, die einen kriegerischen Auftrag erfüllen, berichtet uns meist das blanke Unverständnis. Die Reportagen sind dann pazifistische Schmähungen. Menschen, die den Tod verachten, werden in unserer Gesellschaft verachtet. Ein TV-Bild einst von Bagdad im Nebel: der schöne Gang einer Frau mit Halstuch auf einer Brücke über den Tigris. Ganz allein ging sie da, schritt aufrecht ihren Weg, und Autos fuhren an ihr wie geduckte Evakuierte vorbei. Man spürte den Sog, den ein letztes Bild des freien Menschen besitzt – die Sogwelle der Zerstörung schon heraufrufend. Sie sah aus wie eine unerschrockene Stewardess, die nach dem Absturz ihres Flugzeugs sehr weit gehen will zu ebener Erde, bevor sie wieder in Flugdienste tritt.

Der Leviathan unserer Tage

Der Leviathan unserer Tage wäre die totalitäre Unverborgenheit – oder eben Öffentlichkeit, die alles beherrscht, gängelt, sich genehm macht und angleicht, verzehrt und wieder ausspeit. Nichts bei sich behält, nichts lernt und niemals bereut, welche Deformationen und Zerstörungen sie auch mit sich bringt.

Jemandes Privatheit existiert nur, wenn sie Millionen zugänglich ist und mit ihnen geteilt wird. Nicht anders, könnte man einwenden, verhält es sich im Fall der Madame Bovary. Auch hier inspiziert die (damals noch existierende) Masse von Lesehungrigen jeden Winkel der Intimität. Allerdings in der distanzierenden Gestalt eines Kunstwerks. Von Geschmack und Stil zu reden bei der netzgeteilten Privatheit erübrigt sich. Was bis dato für niedrig galt, behauptet jetzt seinen Maßstab bildenden Rang.

Wir finden nur zu uns selbst, wenn wir uns mitteilen, möglichst unter Millionen. Wir tauchen aus den Tiefen der Übereinstimmung herauf und besitzen sodann ein übereinstimmendes Wesen.

Keiner sagt etwas, das nicht ebenso alle sagen könnten. Schaden nimmt dabei die Begabung, dagegen zu sein. Kaum nennenswerten intellektuellen Widerstand erregt die immer herrschsüchtiger werdende politisch-moralische Korrektheit. Dabei scheint es zuweilen, als provozierte sie weniger den stillen Andersdenkenden von nebenan, sondern betriebe vielmehr die Propaganda der Liberalität, bevor sie der Einschränkung durch den sittlichen Gegner aus der anderen Glaubenswelt zum Opfer fällt. Als gäbe es tatsächlich keine andere Identität zu stärken, keine andere Rüstung zu putzen als unsere „Werte“, die unpersönliche Bekenntnisse an der politischen Oberfläche sind, verglichen mit religiösen, und bereits ihr lautes Ausrufen schreckte ihre Verächter ab.

Die Indoktrination von Toleranz

Toleranz und Diversität werden verordnet wie vormals die patriotische Gesinnung. Das Gleiche und das Gleichen steht überall wie auf Bannern gegen die natürliche Anlage der Diskriminierung, die das Kind noch besitzt und die erst in ungeordnet-rangloser Gesellschaft schwer beherrschbar wird. Zu echter Toleranz kommt man jedoch niemals durch Indoktrination von Toleranz, sondern ganz von selbst mit den Jahren, und zwar gerade indem das Treiben der Allgemeinheit nicht mehr das höchste Interesse erfordert. Zumal man in bestimmten zeitlichen Intervallen das Gutgemeinte unter Suchtzwang von Ideologie und Gesinnung geraten und sich grotesk verbiegen sah.

„Wer sie (die Welt) für begrenzt hält, postuliert, daß an weit entfernten Orten die Gänge und die Treppen und Sechsecke auf unfäßliche Art aufhören, was absurd ist“ (Borges, „Die Bibliothek von Babel“).

Was absurd ist, dem widerspricht der uralte kindliche Traum vom mit Brettern zugenagelten Abbruch des weltlichen Wegs. Die Gänge, die Treppen sind nicht unendlich, sie brechen plötzlich ab; dort bleibt stehen der Mensch und steht ratlos vorm Ende wie der Ochs vorm Scheunentor. „Er hat meinen Weg verzäunt, daß ich nicht kann hinübergehen, und hat Finsternis auf meinen Steig gestellt“ (Hiob).

Botho Strauß, geboren 1944, zählt zu den bedeutendsten Dramatikern und Essayisten unserer Zeit. Der voranstehende Text ist ein Auszug aus einem neuen Buch „Die Expedition zu den Wächtern und Sprengmeistern. Kritische Prosa“, das am 15. September bei Rowohlt erscheint.

Charlemagne

Germany is doomed to lead Europe

The EU's biggest member is in charge, whether Germans like it or not

Jun 25th 2020



Walk into any meeting in Brussels and, most likely, a German will be leading it. In the European Commission, Ursula von der Leyen, the former German defence minister, is in charge. For the next six months, German ministers will be cajoling their peers into signing off legislation as the country takes over the eu's rotating presidency. In the European Council, where the bloc's leaders butt heads, it might technically be Charles Michel, the former prime minister of Belgium, heading it. But it is Angela Merkel—longer in post than the leaders of France, Spain, Italy and Poland combined—who is the undisputed top dog. The eu's main response to the covid-19 crisis—a flagship €750bn recovery fund paid for with debt issued collectively by the eu—is based on a plan cooked up in Berlin and Paris. The Germans are running the show.

Usually, German power in Brussels is the political equivalent of dark matter: invisible, difficult to measure and yet everywhere. Now the Germans are stars, shining so bright as to be impossible to ignore. There was no devious Teutonic plot to grab power. Mrs von der Leyen owes her position to Emmanuel Macron, the French president, rather than patronage from Berlin. (Mr Macron pushed Mrs von der Leyen because he could not bear the thought of Manfred Weber, also a German, getting the job.) It is not Mrs Merkel's fault that no French president has won a second term since she came to power, or that most Italian prime ministers fail to complete their first. A quirk of the calendar left Germany holding the rotating presidency. Whether they want it or not, German hands now grip the eu's levers of power, just as the bloc overhauls itself to cope with the covid-19 crisis.

Being coy on the European stage used to work well for Germany. For obvious historical reasons, Germans do not like being seen to throw their weight around. And the eu's status quo suited them. A single market let German supply chains whirr effectively and goods flow seamlessly. The euro allowed German exports to soar without the bother of an appreciating currency. Any downsides were exported to southern Europe. Unemployment in Germany stands at only 3.5%, less than half that of the euro zone as a whole and a quarter of the Spanish figure. From a German perspective, the eu was not broken and did not require fixing.

This happy status quo is now under threat, often from Germany's own actions. When the eu's economy lurched to a halt, the European Commission loosened its strict rules on government funding for stricken businesses. But officials did not expect Germany to pledge €1trn for such support—nearly half of the eu's combined total. As a result, well-run Spanish firms are likely to go under due to lack of state support, while

stodgy German competitors are kept alive by German taxpayers, undermining the “fair fight” logic of the single market. At the same time, Germany’s constitutional court recently aimed a blow at the European Central Bank’s efforts to inject more liquidity into the euro-zone economy, when German judges challenged the bank’s asset-buying programmes. In this sense, German support for mutualised debt might be seen as a polite apology for causing offence.

Saying no to common debt had been a red line for the German establishment. Now, however, a recognition that Germany needs Europe—not just vice versa—dominates thinking in domestic politics. Arguments for the recovery fund, which will see huge increases in German spending on the eu’s budget, are couched in terms of self-interest. This marks a shift in world-view towards that of Alexander Hamilton, the father of debt mutualisation in the early American republic. During the euro-zone crisis, the debate over bail-outs was steeped in the idea that diligent Germans were bailing out feckless Greeks (rather than the feckless German and French banks who lent them the money in the first place). In a pandemic-induced crisis, there is less blame to go round.

Instead, there is recognition that without some form of transfer between Germany and her struggling neighbours in southern Europe, political misery beckons. The eu is supposed to be a convergence machine, spreading prosperity rather than embedding differences between rich and poor countries. It has not worked that way. When the euro was introduced at the start of the millennium, Italian gdp per capita was 20% below Germany’s. Now the gap is nearly 40%—a figure that will only widen during the crisis. Italians may question the rationale of membership if their incomes continue to stagnate. It is for this reason that Mrs Merkel frames the recovery fund as a “political instrument against populists”.

Keeping the eu on the road takes on an existential importance now that America, the bedrock of German prosperity in the post-war era, has become an erratic ally. Strengthening the eu’s internal structures, by filling the gaps in its pockmarked constitution, is seen as the best way of protecting it from external threats. Ideas that were once off-limits, such as the long-winded, politically difficult task of changing the eu’s treaties, are now openly floated by Mrs Merkel. It is, at heart, a conservative radicalism. Things are allowed to change, but only so that things stay the same—specifically the rich, peaceful lives of German voters.

A still-reluctant hegemon

German leadership in Europe makes people uneasy, particularly Germans. In private, Mrs Merkel used to point out that Germany was unsuited for such a role since the country was itself a mini-eu, its complicated federalism built on delicate compromise. Nimble decisions were impossible in such circumstances. Anyone relying on Germany to take bold steps would be disappointed, as many were. If this record is to change, now is the time. An institutional conjunction has left Germans calling the shots in Brussels. Rather than a lame chancellor limping to the end of her 15-year career, Mrs Merkel sits on a pile of political capital, gained from competent handling of the pandemic. Germany has the means to change Europe—if it chooses.

„WHY THE GERMANS DO IT BETTER“

Sebastian Borger 02.09.2020

Mister Kampfner, Ihrem neuen Buch zufolge machen die Deutschen „es“ besser. Was denn? Und besser als wer?

Als ich Anfang 2019 anfing, mit Deutschen über meine These zu reden, war die Antwort generell: „Das können Sie nicht sagen“ oder „Das ist doch ein Witz“. Je länger, desto mehr erschien mir der Titel solide. Und dann kam die Corona-Pandemie.

Deutschland ist mit Dänemark und Österreich in einer Gruppe von Ländern, die relativ gut durch die Krise kamen. Großbritannien gehört mit Frankreich, Belgien und Spanien zu jenen Ländern, wo es schlecht lief.

Die meisten Covid-Problemstaaten werden von Populisten geführt. Die drei klassischen Beispiele sind USA, Brasilien und Großbritannien.

Großbritannien hatte zuletzt viele Probleme: erst das Brexit-Durcheinander, dann die Corona-Kompetenzkrise.

Der EU-Austritt machte gesellschaftliche Schwächen, ja Traumata offenbar. Es war gewiss nicht unvermeidlich, aber sehr wahrscheinlich, dass wir mit diesem Premier und unserer generellen politischen Debatte mit Corona Schwierigkeiten haben würden.

Sie meinen den stets konfrontativen, nie auf Konsens bedachten Schlagabtausch, der ja schon beim Brexit auffiel.

Ich habe die deutsche Reaktion so wahrgenommen: zunächst Schock über das Ergebnis, gefolgt von Entgeisterung über die Folgen. Man konnte sich nicht vorstellen, dass nicht für beide möglichen Ergebnisse der Abstimmung detaillierte Pläne erarbeitet worden waren. Es hätte eine königliche Kommission über die Zukunft außerhalb der EU geben müssen. Das Ergebnis wäre gewiss nicht im Sinn der 48 Prozent gewesen, die wie ich in der EU bleiben wollten. Aber wir hätten das Durcheinander vermieden, in dem wir bis heute stecken.

Ihr Buch preist nicht nur den unaufgeregten Stil von Kanzlerin Angela Merkel. Sie behaupten auch, die Deutschen hätten generell eine bessere politische Kultur. Das hat Ihnen von britischen Rezensenten den Vorwurf des „tiefsitzenden Kulturpessimismus“, ja des „Revanche-Pornos“ eingebracht.

Großbritannien leidet an einer Form von Infantilismus. Das wollen die von Johnson begeisterten Torys natürlich nicht hören. Wir haben wirklich genug brillante Kreativität in diesem Land, im Fernsehen, im Theater, in der Musik. Politiker sind nicht dazu da, mich zu bespaßen. Was uns fehlt, ist eine selbstkritische Herangehensweise an unsere Schwierigkeiten. Wir verfügen über eine großartige Geschichte, aber die Frage lautet doch: Hier liegt allerhand im Argen, wie ändern wir das?

Sie wollen den Briten sagen: Schaut euch doch mal genauer an, wie die Deutschen Politik machen und lernt dabei ein bisschen was.

Gleichzeitig steckt das Buch voller Kritik an Deutschland. Möchten Sie Einzelheiten? Das Land ist digital auf armseligem Stand; nicht innovativ genug; die Wirtschaft ist zu stark vom Export abhängig, zumal von

China, was die deutsche Außenpolitik behindert; die wackelige Haltung gegenüber Russland finde ich schlimm. Auf der persönlichen Ebene gehen mir die vielfältigen Regeln wahnsinnig auf die Nerven.

Eines Morgens klebte ein Zettel an Ihrem Auto: „Sehr geehrter Nachbar, bitte putzen Sie Ihr Auto, es bringt die Straße in Verruf“.

Das war in den achtziger Jahren in Bonn. Aber bis heute muss man auch morgens um 4 Uhr an der roten Ampel stehen, weit und breit kein Auto! Also, das Buch ist gewiss keine Hagiographie.

Sie richten zwei Aufforderungen an das Land in der Mitte Europas: Nehmt doch mal zur Kenntnis, was bei euch gut läuft. Und: Ihr müsst euch außenpolitisch stärker engagieren.

Ich sage ausdrücklich nicht: Vergesst die Vergangenheit, denkt an die Zukunft. Eher im Gegenteil. Weil die Deutschen sich bis heute kritisch mit ihrer Vergangenheit auseinandersetzen, sehe ich die politische Debatte dort so positiv. Meine Bitte lautet also: Nutzen Sie ihren Umgang mit der Vergangenheit, um sich der Zukunft zuzuwenden. Und da muss sich manches ändern.

Was meinen Sie?

Europa steht zwischen den USA und China, und Deutschland ist die Mitte Europas. Hinzu kommt der Rückzug Großbritanniens. Der ist für Deutschland besonders problematisch, weil die beiden Länder sich außenpolitisch bei vielen Themen sehr nahe sind. Dadurch ist Deutschland sehr exponiert. Ich vergleiche das mit einem Schiff, das in zunehmend schwere See gerät.

Den Deutschen ist das Festland vertrauter.

Sie möchten festen Boden unter den Füßen haben und von anderen geschützt werden. Aber das ist vorbei. Eine schwierige Situation, ohne Zweifel. Alles, was zu Deutschlands Selbstbewusstsein beiträgt, die liberale Demokratie, die Menschenrechte, die multipolare Weltpolitik – all das ist bedroht.

Die normalerweise in Großbritannien bspöttelte „German Angst“ hat also ihre Berechtigung.

So ist es. Aber verstecken hilft nichts. Ich halte überhaupt nichts davon, sich in die Nationalflagge einzuwickeln. Sondern Deutschland muss bei schwierigen globalen Problemen gemeinsam mit anderen mehr Führungsstärke zeigen, deutlich konfrontativer auftreten gegenüber autoritären Regimen wie Russland und China. Wir können entweder die weiße Fahne hissen oder klarer und klüger unsere Position verdeutlichen. Gelegentlich mag dazu Militär nötig sein. Oder es sind Wirtschaftssanktionen, Ausgrenzungen, Visa-Beschränkungen – es gibt ja unterschiedliche Methoden, unsere westlichen liberalen Werte zu verteidigen.

Wie wird sich Großbritannien dabei positionieren?

Leider bin ich kurzfristig sehr pessimistisch, was die britische Politik angeht. Wir haben einen Clown zum Premierminister gemacht. Mit Boris Johnson werden wir die dringend nötige Seriosität in der Politik nicht erleben.

Zur Person:

John Kampfner, 57, ist der Sohn eines vor Hitler aus Bratislava geflohenen Juden und einer englischen Protestantin. Er studierte in Oxford Geschichte und Russisch, war Auslandskorrespondent in Moskau, Bonn und im Berlin der Wendezeit 1989/90.

Für sein Buch „Why the Germans Do It Better“ (Warum die Deutschen es besser machen) hat er mehrere lange Deutschland-Reisen gemacht und dabei „Notizen aus einem erwachsenen Land“ (so der Untertitel) verfasst.

John Kampfner: Why the Germans Do It Better – Notes From a Grown-up Country. Atlantic Books Foto: Privat

JOHN KAMPFNER: Germany does do things better

PUBLISHED: 14:48 03 September 2020 | **UPDATED:** 17:01 03 September 2020

John Kampfner

Germans wince at the title of JOHN KAMPFNER's new book on their "grown-up" country. But, as he explains, it accurately captures the nation on which Europe's future rests

In January 2021, Germany will be 150 years old. No country has caused so much harm in so little time. Half of modern Germany's lifespan has been a tale of horror, war and dictatorship. The other half is a tale of atonement, stability and maturity. No country has achieved so much good in so little time.

Today, as much of the contemporary world succumbs to authoritarianism, as democracy is undermined from its heart by an out-of-control American president, a powerful China and a vengeful Russia, one country – Germany – stands as a bulwark for decency and stability.

This is the other German story. It will discomfort Britons still obsessed with Churchill and the Blitz spirit. It may also discomfort some Germans, who cannot bear to think of their country as a moral and political beacon.

Germany, for sure, faces dangers. The refugee influx has exacerbated cultural divides. Faith in established political parties is waning. Many, particularly in the former East, have turned to the simple slogans of the extremes. The economy has slowed, weighed down by an excessive focus on exports, particularly to China, an ageing population and worsening infrastructure. And that was before the pandemic.

So why the confidence, why the faith? The measure of a country is not the difficulties it faces, but how it surmounts them. On that test, contemporary Germany is a country to be envied. It has developed a maturity that few others can match. It has done so not because of a preordained disposition. It has learnt the hard way. Whenever I think of Germany's many problems, I ask: which other nation could have absorbed a poor cousin with so little trauma? Which other nation would have allowed in more than a million of the world's most destitute?

Coronavirus provided the ultimate test of leadership. Angela Merkel rose to the challenge. She told Germans in precise detail the sacrifices they would have to make and the emergency laws her government would have to impose – something that was extraordinarily sensitive in light of the country's history. She told citizens what she, her ministers and scientists knew and what they didn't. She never boasted.

Britain provided a case-study of how not to deal with a crisis. The bombast of Boris Johnson was in inverse proportion to his government's competence. With a mixture of libertarianism and English exceptionalism, the prime minister declared that with good old-fashioned pluck, Britain would get through it.

The UK could not have found a leader less qualified to deal with a situation that required attention to detail. By May 2020, the UK was in the ignominious position of having the highest death toll in Europe.

This tragedy did not come in isolation. Some of the mistakes related to health policy. But the causes of the crisis were deeper than that. They were embedded in the fabric of the Britain's politics. First came Brexit: Germans watched in horror as a country they admired for its pragmatism fell into pseudo-Churchillian self-delusion. So many of my conversations with Germans begin with the same question: "What has happened to you, my British friends?"

Conversely, Britain doesn't know what it wants of the Germans. When the German economy struggles, as it did in the mid-1980s and mid-1990s, it is derided as the "sick man of Europe", over-regulated and

hidebound. When Deutschland AG corners global markets, it is “rapacious”. The British don’t want Germany to throw its weight around the world, yet they do want it to pull its weight.

My journey goes back vicariously to the 1930s. My Jewish father, Fred, fled Bratislava, his home town, as Hitler’s army was marching the other way into Czechoslovakia. His father and mother smuggled the three of them in train carriages and cars back across Germany and out. They were nearly caught several times but escaped by the skin of their teeth and by individual acts of kindness. Many of their extended family died in the concentration camps.

He made his life in England, via a 15-year stint in Singapore, where he met my mother, a nurse from Kent of solid Christian working-class stock, on the ward of the British army hospital. My childhood in London in the 1960s and 1970s contained the usual fare of war songs, jokes and TV shows at the expense of the “Krauts”.

It changed for me at the age of 15. I started to study the language and fell in love with it. I was exposed to Goethe, Brecht, Max Frisch – and Nina Hagen. In my early 20s, I jumped at the opportunity to work as a cub reporter in Bonn for Reuters. From there I was hired by the *Telegraph* to set up a bureau in East Berlin, becoming the paper’s first, and last, accredited correspondent to the GDR.

I saw the Wall come down; I saw a country unify at lightning pace. On one occasion, I met an unassuming political adviser in East Berlin. She and I sat and drank coffee in the Palast der Republik. I was struck by her poise, restraint and calm when all around was chaos. That was Angela Merkel. If only I had known...

To understand Germany and what it wants from the world, and for the world, you have to come to the beautiful border city of Aachen. I meander through the narrow streets. The road signs point you to the small town of Vaals in the Netherlands or Kelmis in Belgium, just a short cycle ride away.

It is a place of beauty, learning, science, culture and tragedy – the German and European story in microcosm. This was the front line where the Germans sent troops into Flanders at the start of the Great War and where American tanks crossed the Siegfried Line in October 1944. For a full six months before Hitler’s capitulation, this small sliver of Germany was under Allied control. The city became a test bed for post-war democratic reconstruction.

Aachen presents itself as the centre of Europe, the cradle of Western European culture. It is synonymous with Charlemagne, or Karl der Grosse, as the Germans call him, the Frankish king of the ninth century who brought most of Europe under his wing. In subsequent centuries many of Europe’s great warriors, leaders, thinkers and churchmen, from Otto the Great to Napoleon, drew on the Charlemagne name. They projected whatever they wanted onto him: benevolent monarch, holy defender, imperious conqueror. “Je suis Charlemagne,” declared an invading Napoleon in 1806 as he surveyed his new domain. Hitler tried to appropriate him too.

In 1949, a local businessman proposed a prize to honour statesmen in service of Europe. He suggested to a reading group that he should found an international prize “for the most valuable contribution in the services of Western European understanding and work for the community, and in the services of humanity and world peace”. The following year, the city made its first Charlemagne award. In its restored Gothic town hall, a multilingual screen gives a brief biography of the winners of the prize. The roll call of Charlemagne laureates is a who’s who of the European project. The first decade included Jean Monnet and Robert Schuman, alongside Adenauer and Churchill. They were followed by Jacques Delors, Bill Clinton, Pope John Paul II and Václav Havel.

On the list are also Roy Jenkins, Ted Heath and Tony Blair. Those were the days when people dared to dream of a Europe with Britain playing a pivotal role.

From the town hall to the city museum, my last destination is the cathedral. The dean takes me to the coronation throne, made of marble said to have been transported from the Church of the Holy Sepulchre in Jerusalem. Here 30 German kings were crowned. The magnificent building, with its famous octagon roof,

has been rebuilt many times, after fire engulfed the city in 1656 and after Allied bombing during the Second World War.

It houses spoils from across Europe, from Byzantium to Ravenna in Northern Italy, an amalgam of the whole continent from east to west, the dean tells me. When we bid farewell, he offers this: “If St Peter’s in Rome belongs to the world, and Cologne cathedral is Germany’s, then Aachen is truly Europe’s home.”

As if on cue, just outside in one of the main squares, a group of men and women, young and old, with rucksacks, cycle helmets or baby holsters, hold hands and sing along to the European Union’s anthem – Beethoven’s *Ode to Joy*, blaring from a loudspeaker. They still invoke the spirit of Charlemagne and a united continent.

From Adenauer to de Gaulle, Macron to Merkel, French presidents and German chancellors have chosen this city to seal their reconciliation and renew their European vows. Europe was an attempt to solve the German question, once and for all. The plan, conceived by Monnet and presented by Schuman in 1950, proposed the creation of a European Coal and Steel Community. This begat the European Economic Community under the Treaty of Rome in 1957, the Single European Act of 1987 and the Maastricht Treaty of 1992.

The chances are that almost no Brits, outside the rarefied world of foreign policy, know much about these European milestones. By contrast, the EU is an integral part of the German syllabus. Students are taught at the start of high school about the four pillars – the Commission, Parliament, Council and Court. They have a fairly good idea of what is decided at national level and what powers are transferred to Brussels.

Germans, I have found, are generally not starry-eyed about Europe. They accept that all countries have legitimate, and sometimes divergent, national interests. They know they are still the object of suspicion. They know that their entire post-war reconstruction and rehabilitation is based on the notion of Europe, for which compromises on sovereignty are unavoidable.

The problem of Britain in Europe goes beyond policy, beyond EU-speak about sovereignty or subsidiarity. It goes to the heart of the lived experience. The most striking cultural difference is the approach to language. Whereas Britain is mired in monolingual mediocrity, its reference points extending to the US and not much further, most Germans are taught two foreign languages at school. Perhaps as a result, I am always struck by a cultural curiosity that is truly international.

The irony is that the one partner the Germans have probably most aligned with in policy terms is the UK. As a result, the pain surrounding the UK’s departure from the EU is real, but they have already moved on.

At a British-German dinner in Berlin in 2019, the justice minister at the time, Katarina Barley, gave this painful prediction: “Even if we agree with you in the future, we will always be more distant, because family comes first – and you are no longer family.” She should know, being half British. Her father’s side comes from Brexit-supporting Lincolnshire.

Within weeks of Brexit taking place, Barley’s warning seemed to come true. British diplomats and others saw how quickly they were shut out of important discussions – or relegated to an afterthought.

The most important relationship for the success of the European project, on which most depends, is the one between Germany and France. Underpinning this relationship of mutual dependency, and the centrality of Europe, is the Élysée Treaty, now 60 years old.

With a troublesome and distant America, and with the UK now out of the loop, Germany needs France as never before. Tensions between leaders are not new, but whenever required, the countries have come together at crucial moments. Schmidt and Giscard d’Estaing did so in the late 1970s over the global monetary crisis; Kohl and Mitterrand on reunification; Schröder and Chirac over Iraq.

Germany needs a united Europe, not just for trade but for its sense of purpose. As Merkel herself noted wistfully: “I see the European Union as our life insurance. Germany is far too small to exert geo-political influence on its own.” Germany will have to ensure that, whatever the squalls of Brexit and the populist right, the EU will survive. At the same time, America’s withdrawal from Europe will not end with Trump.

With the credibility of the US and UK undermined, Germany has found itself in the deeply uncomfortable position of being the standard-bearer for liberal democracy.

Germany remained the protected child far longer than it should have been. That is over. It still spends too much time engaged in introspection. In the 30 years since reunification, everyone has chewed over the mistakes. Was it all done too quickly? Were the *Wessis* arrogant and insensitive? Why were the one or two better aspects of East German life, not least the more emancipated role of women, not absorbed into the new country? These are legitimate questions. Yet I defy anyone to name another country that could have done what Germany did with so little damage.

Then came the refugee crisis of 2015. Merkel was slow to appreciate what was happening. Yet her eventual response was remarkable. Germany opened its doors to a human stream not seen in Europe since the end of the war. She paid a big price politically. Social wounds were reopened. The AfD surged. But the decision was right, and it was good.

What else, the chancellor would say as the criticism mounted, was a German supposed to do? Build camps? Compare that with Britain sending naval ships to intimidate a few motley boats of refugees off its coast.

As the Merkel era comes to an end, Germany faces a greater test than any equivalent country. It depends for its identity on the democratic post-war settlement, on the rule of law. Unlike Russia and France, with their military symbols, the US with the story of its founding fathers, or the UK, with its Rule Britannia obsessions, Germany has nothing to fall back on. That is why it cares so passionately about process, about getting it right, not playing fast and loose.

My year-long road trip has not made me starry-eyed or blind to the country’s faults. The Germans I interviewed for my book, from prominent politicians and CEOs of multinationals, to artists, volunteers helping refugees, old friends and ordinary folk met at random, all recoiled at the thesis and the title of the book, *Why the Germans Do it Better: Notes from a Grown-Up Country*. Without a single exception. “You can’t say that,” they would exclaim with a shriek or awkward laugh. They then embarked on a long list of things that the country gets wrong.

Everywhere they look, Germans feel anxious. They see all that they hold dear being threatened. They see a world in which democracy is openly mocked by populists and strongmen – from Trump to Putin, from Turkey’s Erdogan to Brazil’s Bolsonaro. They, like everyone, see the climate emergency before their eyes. Covid has forced people around the world to reassess their priorities and to look again at the role of the state and society.

Germans’ refusal to see good close to home is hardwired. Yet, particularly when compared with the alternatives on offer, they have much to be proud of. More hubristic countries like Johnson’s Britain, sinking under the weight of governmental incompetence, would be wise to learn from it.

THOMAS KIELINGER

Mutti Knows Best

Why the Germans Do it Better: Notes from a Grown-Up Country

By John Kampfner

Atlantic 320pp £16.99

I was resolved to socially distance myself from yet another book about grown-up Germany and her exemplary achievements. Stephen Green's *Reluctant Meister* from five years ago still reverberated in my memory as perhaps one paean too many. Don't get me wrong: I am not belittling the tremendous progress Germans made after 1945, rebuilding from rack and ruin a country that was little more than a heap of rubble, physical and moral. In fact, I grew up with a sense of wonder at how quickly Germany regained its sense of purpose and enthusiasm for the democratic pursuit. By the time of reunification in 1990, I was convinced that Germany had experienced a complete cleansing of her former self: it was almost unrecognisable, a far cry from the embodiment of national hubris. Liberty and justice for all and the pride that goes with the renaissance of such values were the burden of my song.

When, in May 1990, I was invited by the Royal United Services Institute to give a talk on soon-to-be united Germany, I waxed lyrical about the transformation of Germany's national persona. In those days, the American film *Honey, I Shrunk the Kids* was all the rage, telling the story of a scientist who experiments in his laboratory with his two young children, whom he inadvertently shrinks to midget size. I used it as a metaphor for what I wanted to get across. This is about the size of Germany's national ego, I avowed – the smallest you've ever seen in history! Rather than getting all worried about a new German assertiveness, you will soon have reason to bewail her reluctance to commit to multilateral endeavours to keep the peace in troubled areas of the globe. Afterwards, a number of military officers told me how completely mistaken I was about my own country: 'Trust us, we know better,' they said. One of them actually asked how much I was being paid by the Bonn government for spreading such blatant disinformation.

Well, those were the days of Margaret Thatcher's Chequers seminar about the nature of the German beast, of Conor Cruise O'Brien's article in *The Times* about the dangers of a 'Fourth Reich', and much angst besides. While in 1990 it was customary to shiver slightly at a newly enlarged Germany, thirty years later, John Kampfner can be sure that almost nobody in Britain doubts that the Germans 'do it better'. Such is the perspective of a conflicted John Bull.

In spite of my early reservations, this turns out to be a revelation of a book, with insights based on painstaking research and evidence gleaned from months crisscrossing the country. As a summary of how Germany ticks at this turbulent time, Kampfner's analysis is simply peerless. He covers the spectrum of German life, from politics to the arts, with assured mastery, taking in the highs and lows of a country still struggling to become one in mind and memory after the long years of having been divided. He is no newcomer to his subject, either: having been the last *Daily Telegraph* correspondent in the GDR and witnessing the fall of the Berlin Wall first-hand, he can write with authority on the then and now.

What makes his book a particularly convincing read is his countless interviews with real Germans from all strata of society and the anecdotal education he underwent while meeting them. Upon hearing, to his disbelief, that half of German school leavers go into vocational training, and that even a shop assistant can be required to undergo training that might last three years, he turns to Andreas Schleicher, a global guru on comparative education, to learn the truth. Schleicher tells him that people who work in bakeries are often invited to take advanced maths in the evenings. 'It's not such a terrible idea,' he says. 'Learning for your current job is only part of the task. The German approach puts you on a path; it looks at your long-term career trajectory.' In the UK, by contrast, 'only 5 per cent of the labour force have higher skills than what's required for their present job. That is a huge threat to productivity.' Elsewhere, two entrepreneurs from the town of Mönchengladbach enlighten the author about how socially aware German bosses are, with a strong sense of local loyalty. 'When I think of selling my company, I get stomach cramps', says one, the owner of a firm that runs sushi counters at supermarkets. 'You wouldn't be respected by your neighbours', the other interjects. No wonder, Kampfner concludes after imbibing such lessons, that 'all but two of the German Bundesliga clubs are majority-owned by their fans. The idea of selling to any old Russian or Emirate oligarch would be seen as a betrayal.'

These interviews help to explain the deeply rooted 'consensual culture' of contemporary Germany, its love of sloggish processes and of 'getting it right', characteristics epitomised by Angela Merkel. His chapter on the Merkel phenomenon is a tour de force. Her rise is 'one of the more unlikely political stories of the early twenty-first century'. It's 'not easy to demonize a country which has been led for a decade and a half by a sturdy scientist from a nondescript small town,' he avers. By tracing the German admiration of 'reliability and prudence, as personified through Merkel', he provides a fascinating analysis of the national psyche.

By no means, however, do the Germans do everything better, we are relieved to hear: 'As ever with Germany, the strengths and weaknesses are stark, and the flip side of each other.' Germany's much-vaunted economic miracle? Not everything you see is gold, Kampfner reminds us. Looking ahead, the country needs to be, among other things, more tech-savvy and digitally innovative, and prepared to reform its financial services. The irksome question of why Germany, with its obvious potential as an 'influencer' in the modern world, does not commit to more forthrightness in leadership can be explained by what Kampfner calls 'the comfort blanket' approach. By emphasising stability over everything else, Merkel has entrenched the postwar habit of risk avoidance. Is German political culture, as Kampfner writes, 'set up as a shock absorber'? Maybe. And yet, when in 2015 Merkel suddenly opened the German border, without consulting the EU, to a million immigrants, she created one of the biggest shocks in Germany's postwar history.

The truth of this book's title statement is shown in what Kampfner has to say about industrial relations and how Germans have outperformed comparable countries in economic prowess. Read the fifth chapter, 'The Wonder', and you can stop wondering about the secret of Germany's success. The pivotal role of the *Mittelstand* (small- to medium-sized firms), the thoroughness of apprentice training, the philosophy of long-termism, *Mitbestimmung* (representation of the workforce on company boards): most of this is simply unthinkable to a true-blue British capitalist. When Theresa May, after the election of 2017, briefly flirted with some kind of German-like worker participation in company decisions, the idea was branded as unadulterated socialism and ditched as soon as it had reared its German head.

As an explanation of how Germany functions in 2020, Kampfner's book is a triumph of insight and lucidity. But it also, inadvertently, exposes the limits of cross-fertilisation between countries and the deeply anchored

differences of mentalities and historical preconditions. Could Westminster ever abjure its adversarial theatrics and convert to the idea of a grand coalition – the sharing of governing responsibility between the two main parties, which has latterly become the backbone of Germany’s uneasy yet stable political culture? How about a written constitution, the love and pride of Germany since 1949? Or a proportional electoral system, treating all votes cast as a true mirror of the *volonté générale*?

Asking why the Germans do it better raises the question of why they do it differently in the first place. They arrived at the rebirth of a civilised society via the hard route, proof of one of William Blake’s famous ‘Proverbs of Hell’: ‘The road of excess leads to the palace of wisdom.’ And a hellish price was paid for their acquisition of wisdom. Let each country decide for itself what price it will pay to reform obsolescent national customs and march through the gates of progress to its own tune.

Richterspruch über die Geschichte

- EIN KOMMENTAR VON ALEXANDER HANEKE 23.07.2020



Eine Haftstrafe für Bruno Dey hätte niemandem mehr genutzt. Nicht den Opfern und nicht der Gesellschaft. Doch nun steht fest: Der Wachdienst in Stutthof war ein Verbrechen.

Es geht um ein Urteil, nicht um die Strafe. Immer wieder ist dieser Satz von den Überlebenden der Shoa vorgetragen worden. Mit dem Hamburger Prozess gegen einen früheren KZ-Wachmann aus Stutthof ist ihrem Wunsch nun Rechnung getragen worden. Bruno Dey wird der Beihilfe zum Mord in 5232 Fällen für schuldig befunden, weil er als Wachmann im Konzentrationslager Stutthof Dienst tat. Und doch muss er nicht ins Gefängnis gehen, weil die Haftstrafe von zwei Jahren zur Bewährung ausgesetzt wird.

Das Urteil ist historisch, weil die deutsche Justiz damit erstmals feststellt, dass auch der einfache Wachdienst in den „kleineren“ Lagern ein Verbrechen war. Für die Vernichtungszentren wie Sobibor und Treblinka war das schon vorher festgestellt worden, für Auschwitz, die größte aller Mordstätten, kam die Erkenntnis spätestens durch das Urteil gegen [Oskar Gröning](#) im Jahr 2015. Dadurch, dass dem 93 Jahre alten Bruno Dey am Ende seines Lebens noch der Prozess gemacht wurde, gilt es nun auch für Stutthof.

Doch auch diesem Prozess haftet der Makel an, dass hier ein Mitläufer, sicher einer der untersten Befehlsempfänger im Lager Stutthof, stellvertretend für all die Männer vor Gericht gestellt wurde, die sich nie hatten verantworten müssen. Die deutsche Justiz hat sich lange mehr als schwer getan mit den unzähligen NS-Tätern, die durch ihr Mitwirken den systematischen und industriellen Mord an mehreren Millionen Menschen erst möglich gemacht haben.

Das Versäumnis der Bundesrepublik

Die Gründe dafür gehen tiefer als die schlichte Feststellung, dass es in Gerichten und Staatsanwaltschaften nach dem Krieg vor alten Nazis wimmelte. Noch Jahrzehnte später stützten sich Staatsanwälte und Richter lieber auf die gewohnten Denkmuster, als dass sie die Praxis ihrer Vorgänger hinterfragt hätten.

Dass sich nun ein 93 Jahre alter Greis im Rollstuhl vor einer Jugendkammer für Taten verantworten muss, die vor mehr als 75 Jahren in einer dunklen Vergangenheit stattfanden, ist ein Ergebnis dieser Versäumnisse. Aber es war richtig und notwendig, dass dieser Prozess stattfand. Nicht nur für die Überlebenden und die Nachkommen der Opfer, die ein Quentchen Sühne bekommen. Sondern für die historische Wahrheit, dass das Vernichtungssystem ohne die vielen Helfershelfer nicht möglich gewesen wäre. Und für die schlichte Erkenntnis, dass sich nach deutschem Recht jeder der Beihilfe schuldig macht, der wissentlich zu einem Mordgeschehen beiträgt.

Bruno Dey muss nicht ins Gefängnis. Eine Haft hätte niemandem mehr genutzt, nicht den Opfern, nicht der Gesellschaft. Aber es ist festgestellt, dass er trotz aller Zwänge, die während der NS-Zeit galten, nicht hätte mitmachen dürfen.

DAS KZ-URTEIL VON HAMBURG WIRFT FRAGEN AUF – AN UNS ALLE

- CHRISTOPH LÜTGERT
- 23. JULI 2020



Als 17- und 18-Jähriger hatte Bruno Dey gerade mal acht Monate lang Wache geschoben auf den Türmen des KZ Stuttenhof bei Danzig. Jetzt, über 75 Jahre später, wurde der 93 jährige Bruno Dey vor dem Oberlandesgericht Hamburg verurteilt – wegen Beihilfe zum Mord in 5.232 Fällen. Das Strafmaß für den Greis: zwei Jahre Jugendstrafe auf Bewährung.

Nochmal zusammengefasst: Der Tatzeitraum: acht Monate vor einem dreiviertel Jahrhundert; das Verbrechen: Beihilfe zu 5.232 Morden; die Strafe: Zwei Jahre Gefängnis auf Bewährung. Das alles lässt sich jeweils einzeln erklären und begründen. Aber zusammengenommen ergibt es eine geradezu monströse Disparität. Und die wiederum wirft Fragen auf an alle, die sich wegen der berühmten „Gnade der späten Geburt“ gar nicht schuldig machen konnten.

Hier soll nichts verkleinert werden. Im Konzentrationslager Stutthof wurden während des zweiten Weltkriegs etwa 65.000 Menschen ermordet – Juden, politische Gefangene, Polen. Die Nazi-Opfer in diesem KZ mussten schier unvorstellbares Leid erfahren, – unvorstellbar auch dann noch, wenn man Zeugenaussagen von Überlebenden hört oder liest.

Natürlich war es Aufgabe eines Wachmanns im KZ aufzupassen, dass niemand den Qualen entkommen konnte. Natürlich hat sich auch der kleinste Scherge in diesem Mord-System objektiv schuldig gemacht. Da gibt es nichts zu relativieren.

Für den Ankläger, Oberstaatsanwalt Lars Mahnke, stand außer Zweifel, dass der angeklagte Dey den von der NS-Führung initiierten systematischen Massenmord unterstützte und dass der damals 17-Jährige die Chance gehabt hatte, sich dem Dienst im KZ zu entziehen. „Es reicht nicht mehr aus, wegzuschauen und auf das Ende zu warten“. Dann müsse „Schluss sein mit der Loyalität gegenüber Verbrechern.“ Und die Vorsitzende

Richterin Anne Meier-Göring garnierte ihre Urteilsbegründung mit einer Frage, die heute kein Risiko bedeutet: „Wie konnten Sie sich bloß an das Grauen gewöhnen?“ Die viele Jahre nach dem Ende der Nazi-Diktatur geborene Juristin meinte es genau zu wissen: „Da wäre doch Gelegenheit zu sagen: Das kann ich nicht mitmachen.“

Ohne die schwere Schuld der Täter von damals zu relativieren oder gar zu minimieren, könnte die Selbstgewissheit, ja die Selbstgerechtigkeit der Nachgeborenen zumindest befremden; – der Nachgeborenen, die in der Sicherheit von Demokratie und Rechtsstaat leben, und in Hamburg über Bruno D. zu Gericht saßen; die offenkundig von sich selbst überzeugt sind, dass sie, hätten sie in der Nazi-Diktatur gelebt, anders gehandelt hätten, mutiger, besser...

Fragen seien erlaubt: Wer könnte von sich mit Gewissheit sagen, dass er sich im Dritten Reich nicht auch weggeduckt hätte, als Juden aus der Nachbarschaft deportiert wurden? Wer könnte von sich mit Gewissheit sagen, dass er sich damals selbst unter Lebensgefahr mörderischen Befehlen verweigert hätte, was Richterin und Staatsanwalt von Bruno Dey verlangten. Fehlt es nicht in unserer freiheitlichen Gesellschaft an Zivilcourage, obwohl die bei uns keinesfalls lebensgefährlich ist? Der kleine Wachmann Bruno Dey wurde verurteilt im Namen eines Volkes, das noch nach dem zweiten Weltkrieg Alt-Nazis in höchste Positionen hievte und am heutigen Rechtsstaat mitbauen ließ. So mag Bruno Dey zu Recht verurteilt worden sein, aber Unbehagen, Zweifel und schlechtes Gewissen wären angebracht.

<https://www.nytimes.com/2020/07/23/world/europe/holocaust-trial-nazi-guard-germany.html?searchResultPosition=2>

Former Nazi Guard Is Convicted in One of Germany's Last Holocaust Trials

The 93-year-old defendant was convicted of 5,230 counts of accessory to murder — one for each person's death while he was at the Stutthof camp — but was tried in juvenile court, because he was 17 at the time.



The former Nazi death camp of Stutthof, in northern Poland. Credit... Wojtek Radwanski/Agence France-Presse — Getty Images

By Melissa Eddy

• July 23, 2020

BERLIN — A German court convicted a 93-year-old man on Thursday for helping the Nazis murder thousands of people while he served as a concentration camp guard more than 75 years ago, in what might be one of the last verdicts to be handed down to a living participant in the Holocaust.

The Hamburg state court found Bruno Dey guilty of 5,230 counts of accessory to murder — one for each person believed to have been killed in the Stutthof concentration camp, east of Gdansk in Poland, during the time he served as a guard there, from August 1944 to April 1945.

Mr. Dey, who was tried in juvenile court because he was only 17 years old at the time, was given a two-year suspended sentence, reflecting the prosecutors' acknowledgment of his contrition and willingness to cooperate with authorities.

But survivors and those representing them criticized the sentence as too lenient.

“It is unsatisfactory and much too late,” said Christoph Heubner of the International Auschwitz Committee, who followed the trial. “What is so upsetting for survivors is that this defendant failed to use the many postwar years of his life to reflect on what he saw and heard.”

The trial against Mr. Dey was the latest in a push by prosecutors in the special office for handling Nazi-era crimes to bring aging suspects to justice before it is too late. And it came at a moment when the country is struggling to deal with a resurgence in right-wing extremism.

Mr. Dey appeared at the Hamburg state court, seated in a wheelchair and wearing a blue surgical mask because of the coronavirus outbreak. He cast his eyes downward as the judge read his sentence, according to German public media.

“You still see yourself as a mere observer, when in fact you were an accomplice to this man-made hell,” presiding judge Anne Meier-Goering told the defendant while reading the verdict. “You did not follow an order to carry out a crime and should not have inferred this.”

In a closing statement, Mr. Dey said he felt it was important to express his thoughts and feelings about what he had learned during the trial, but also argued that he had been forced to serve as a concentration camp SS guard and was ordered into the position.



Bruno Dey, center, in court on Thursday. Mr. Dey was tried in juvenile court because he was only 17 when he worked at the concentration camp. Credit...Pool photo by Daniel Bockwoldt

“The witness testimony and the expert assessments made me realize the full scope of the horrors and suffering,” he told the court. “Today I would like to apologize for those who went through the hell of this insanity. Something like this must never happen again.”

The German authorities have intensified their efforts in recent years to hold to account men and women, most of them now over 90, who played smaller roles in helping the Nazis round up and murder Europe’s Jews in their network of concentration and death camps.

Throughout the Cold War, these people were overlooked by a justice system that demanded evidence of direct involvement of a Nazi-era crime in order to bring charges against a perpetrator.

As the survivors grew older a reunited Germany began emphasizing the importance of remembrance and atonement, giving a prominent place to a [Holocaust memorial](#) in the heart of its new capital and [establishing funds worth millions](#) to compensate long overlooked victims of Nazi crimes.

Over the past decades, the courts, too, have shifted their perspective, following landmark rulings in [2011](#) and [2015](#) that established that individuals who played supporting roles in Nazi crimes could be convicted on the argument of association.

Last week, another former guard from Stutthof, age 95, was charged with similar crimes.

Because Mr. Dey was only 17 when he began his guard duties, he was tried as a juvenile. Prosecutors had sought a three-year prison sentence for his role at the camp, where he was tasked with making sure that none of the inmates, mostly Polish Jews and political prisoners, escaped.

More than 60,000 people — roughly half of whom were Jews — are believed to have died or been killed at the camp, which was the first to be established by the Nazi regime outside of Germany’s borders. Located in the small Polish town of Sztutowo, it served as a prison camp after the invasion of Poland in 1939. Gas chambers were put into use in 1944, and the camp was one of the last to be liberated.

More than three dozen survivors testified in the trial, which began in October. They told the court of seeing relatives die in the electric fences that surrounded the Stutthof camp, collecting the bones of other victims and being chased from their barracks, naked in subzero temperatures.

Mr. Dey acknowledged hearing screams from the camp's gas chambers and watching as corpses were taken to be burned. But he said he never fired his weapon and that the "images of misery and horror have haunted me my entire life."

For Mr. Heubner, of the International Auschwitz Committee, who volunteered at Stutthof during the 1970s and attended several sessions of Mr. Dey's trial as an observer, the statement rang hollow.

"The image of him sitting above the camp in his tower is reflective of the view he had of himself as above those who were suffering," he said. "And although he had decades to confront the horrors of what he witnessed, he remained silent."

Stefan Waterkamp, Mr. Dey's attorney, argued for his client to be acquitted. He said Mr. Dey did not become a guard by choice and that trying to flee or resist duty would have put him in danger.

"How could an 18-year-old step out of line in a situation like this?" Mr. Waterkamp said as part of his closing argument.

Judge Meier-Goering said the lesson of the trial must be to "honor human dignity at all costs — even when the price is your own safety."

Germany continues to struggle with this maxim, as far-right activity has surged in the country in the past year. Earlier this week, a different German court opened a trial against a 28-year-old German suspected of plotting to blast his way [into a synagogue](#) filled with Jews observing Yom Kippur an attack that failed but left two people dead and injured several others.

The attack was the most severe of thousands of crimes committed against Jews in Germany in 2019 — the worst year since the country started tracking them in 2001.

Prosecutors said the defendant in that trial, Stephan Balliet, had been motivated by a belief that "the root of all these problems is the Jew."

